

Conseil du Contentieux des Etrangers

Sélection d'arrêts
de 01/12/2024 à 31/12/2024

CCE arrêt 319294 du 24/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"[S]’il subsiste des zones d’ombre dans le récit de la requérante, le Conseil estime que celle-ci a été en mesure de livrer un récit suffisamment cohérent, plausible et étayé, qui autorise à conclure qu’elle a été victime de violences de genre, notamment de viols.

Par ailleurs, conformément à l’article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, le fait qu’un demandeur a déjà été persécuté ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l’objet de menaces directes d’une telle persécution ou de telles atteintes est considéré comme un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d’être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s’il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas. En l’espèce, la partie requérante établit, à tout le moins, qu’elle « *a déjà été persécutée ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l’objet de menaces directes d’une telle persécution ou de telles atteintes* ».

Cependant, le Conseil estime que la requérante ne risque pas de subir de nouvelles persécutions de la part de son oncle et de sa tante. En effet, la requérante a fui son oncle abusif il y a plus de dix années, n’a plus été en contact avec ce dernier et sa femme depuis et est maintenant adulte. Rien ne permet dès lors de supposer que ces personnes représenteraient un risque pour la requérante en cas de retour en RDC.

Néanmoins, le Conseil estime qu’en l’espèce, il y a des raisons impérieuses rendant inenvisageables le retour de la requérante dans son pays d’origine.

Ainsi, le Conseil rappelle que, pour l’examen des raisons impérieuses rendant inenvisageable le retour dans le pays d’origine, il y a lieu de raisonner par analogie avec l’article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980 dont il ressort qu’un étranger cesse d’être réfugié lorsque les circonstances qui ont justifié l’octroi de cette protection cessent d’exister ou ont évolué dans une mesure telle que cette protection n’est plus nécessaire, à moins qu’il puisse invoquer, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont il a la nationalité, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures. Ces raisons impérieuses, auxquelles il est également fait référence à l’article 1er, section C, § 5, de la Convention de Genève, ne sont toutefois pas explicitées dans ladite Convention, pas plus qu’elles n’ont été abordées par la Cour de justice, ainsi que le mentionne l’ (...) EUAA dans son rapport intitulé « *Analyse juridique – Fin de la protection internationale* » en sorte qu’il revient au Conseil d’interpréter ces concepts de manière autonome.

Il appartient au Conseil d’examiner si les persécutions subies dans le passé s’avèrent avoir été d’une gravité telle que l’on ne saurait raisonnablement s’attendre à ce que la personne retourne dans son pays, malgré le fait qu’en principe la crainte de persécutions n’existe pas ou plus, soit parce que les persécutions ne risquent pas de se reproduire, soit parce qu’elle peut obtenir la protection de ses autorités soit encore parce qu’elle peut s’installer ailleurs dans son pays.

A cet égard, le Conseil rappelle qu’il faut réserver les cas dans lesquels, en raison du caractère particulièrement atroce de la persécution subie – eu égard à sa nature intrinsèque, aux circonstances dans lesquelles elle s’est déroulée, et à l’importance des conséquences psychologiques et physiques engendrées –, la partie requérante peut se prévaloir de raisons impérieuses, tenant à des persécutions antérieures, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité et qui font obstacle à toute perspective raisonnable de retour dans son pays d’origine. L’existence de telles raisons impérieuses devra être appréciée au cas par cas, en accordant une attention particulière à certains aspects individuels tels que l’âge, le sexe, le milieu culturel et les expériences sociales ou personnelles vécues par l’intéressé, et en tenant compte de sa structure psychologique individuelle, de l’étendue des conséquences physiques et psychiques constatées, et de toutes les autres circonstances pertinentes de l’espèce.

Le Conseil souligne qu’il ressort des déclarations de la requérante que ses parents sont décédés lorsqu’elle était bébé, qu’elle a été recueillie par son oncle et la femme de ce dernier, et que son oncle l’a violée à partir de ses treize ans et ce, durant plusieurs années. La requérante s’est dès lors construite dans un contexte de violences sexuelles, émanant de sa figure parentale. Elle a dû fuir cette situation à seize ans et elle a dès lors dû se débrouiller seule.

Le Conseil rejoint la partie requérante en ce qu’elle invoque que le trauma causé par les viols commis par son oncle a

pu être réactivé par les violences dont la requérante a été victime dans le cadre de la relation qu'elle a entretenue en France (...).

Le Conseil estime que, en raison du profil particulier de la requérante, du contexte dans lequel ces violences ont eu lieu – notamment étant donné qu'elle était mineure et que les violences ont été commises par sa figure parentale -, et des violences dont la requérante a été à nouveau victime en France, il convient de considérer qu'il est déraisonnable d'exiger le retour de la requérante en RDC, et ce particulièrement au vu de sa vulnérabilité psychologique.

Pour le surplus, il n'est pas nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée ni les autres moyens de la requête, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion quant au fait que la partie requérante établit à suffisance craindre des persécutions dans son pays d'origine en raison de son appartenance au groupe social des femmes au sens de l'article 1^{er} de la Convention de Genève.

(...)

(...) [L]a partie requérante établit à suffisance qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève."

CCE arrêt 319284 du 23/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Palestine

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

"Dans la présente affaire, la décision attaquée déclare la demande de protection internationale du requérant irrecevable, sur le fondement de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, au motif que le requérant bénéficie déjà d'un statut de protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne, à savoir la Grèce.

(...)

A titre liminaire, il y a tout d'abord lieu de relever qu'il n'est pas contesté que le requérant a obtenu un statut de protection internationale en Grèce, cette circonstance ayant par ailleurs fondé la prise, par la partie défenderesse, de la décision présentement attaquée. Il ressort ainsi des informations produites par la partie défenderesse (...) que le requérant s'est vu reconnaître la qualité de réfugié par les instances d'asile grecques le 25 juin 2021. Il apparaît également de ces informations que le requérant s'est vu délivrer un titre de séjour grec valide du 25 juin 2021 au 24 juin 2024.

Ensuite, le Conseil constate, à la lecture du dossier administratif, qu'à l'appui de la présente demande de protection internationale, le requérant fait notamment valoir les conditions de vie difficiles des bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce, comme cela a été le cas pour lui personnellement lors de son séjour en Grèce.

(...)

Pour sa part, dans la présente affaire, le Conseil estime qu'il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée, sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

En l'espèce, compte tenu des éléments invoqués, le Conseil estime qu'il lui appartient tout d'abord, conformément à la jurisprudence de la CJUE, « d'apprécier, sur la base d'éléments objectifs, fiables, précis et dûment actualisés et au regard du standard de protection des droits fondamentaux garanti par le droit de l'Union, la réalité de défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes » (point 88 de l'arrêt Ibrahim précité).

A cet égard, le Conseil observe que les informations les plus précises et récentes produites par la partie défenderesse concernant la situation des bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce sont identiques à celles citées dans son arrêt n° 299 299 rendu en Chambres réunies le 21 décembre 2023 (...).

Dès lors, le Conseil se réfère aux conclusions de cet arrêt (...).

Les informations plus récentes produites dans les deux notes complémentaires du requérant, concernant notamment la suspension du programme HELIOS, l'allongement des délais dans certains cas pour le renouvellement du titre de séjour ou encore la montée des actes racistes en Grèce, ne permettent pas en l'état actuel de la procédure de modifier une telle conclusion, eu égard au « seuil particulièrement grave » à atteindre, selon la CJUE, pour que la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce soit caractérisée par l'existence de « défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes » (...)

S'agissant ensuite de la situation personnelle du requérant, le Conseil estime tout d'abord que le requérant établit de manière plausible le fait qu'en cas de retour en Grèce, il devra procéder au renouvellement de son titre de séjour. En effet, si au moment de la prise de l'acte attaqué, le titre de séjour grec du requérant était toujours valide, selon les informations précitées reprises dans le courrier des autorités grecques du 3 mars 2022, que le titre de séjour grec du requérant est venu à échéance le 24 juin 2024, ce qui n'est du reste aucunement contesté par les parties à l'audience du 11 juillet 2024.

Devant cette circonstance, le Conseil estime qu'il convient de se référer à l'analyse faite dans l'arrêt précité pris en Chambres réunies (...).

De plus, le Conseil observe que les sources plus récentes produites par le requérant font état d'un rallongement de la durée de la procédure de délivrance d'un nouveau titre de séjour dans le cadre d'un renouvellement de ce dernier document.

En l'espèce, si le Conseil peut suivre l'assertion de la partie défenderesse selon laquelle les informations en sa possession ne démontrent pas que les bénéficiaires de protection internationale en Grèce seraient, de manière systémique, dans l'impossibilité de faire procéder au renouvellement de leur titre de séjour à la suite de l'introduction d'une demande de protection internationale dans un autre Etat membre, il considère par contre que les informations dont il dispose au présent stade de la procédure (dont les dernières informations fournies par le requérant attestant d'un allongement des délais d'attente en raison de difficultés structurelles telles que le manque de personnel compétent) permettent de considérer avec un certain degré de certitude que de telles personnes seront confrontées à des retards importants en cas de renouvellement de leur titre de séjour (plus encore si, comme le requérant, ils se sont vus délivrer leur premier document de séjour sur les îles grecques, à Kos dans le cas présent).

Ce constat implique donc qu'il convient de vérifier si le requérant possède les moyens de subsistance, l'autonomie et la capacité nécessaires pour faire valoir lui-même ses droits et pour subvenir à ses besoins essentiels. Autrement dit, il faut examiner si le requérant dispose de ressources, d'un réseau ou d'un autre soutien afin de pouvoir, dans l'attente du renouvellement de ses documents de séjour grecs, faire face aux difficultés auxquelles il peut être confronté durant cette période d'attente, après son renvoi en Grèce, en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, au marché du travail, à l'aide sociale et au logement.

Sur ce point, le Conseil considère qu'il ressort du dossier administratif et des déclarations faites par le requérant à l'audience qu'il ne possède pas actuellement, en cas de retour en Grèce, d'un réseau ou d'un soutien afin de pouvoir subvenir à ses besoins dans l'attente du renouvellement de son titre de séjour. Ainsi, le Conseil constate tout d'abord que le requérant n'a aucun membre de sa famille ni de réseau social actuellement en Grèce, l'ami qui a financé son voyage vers la Suède ne se trouvant plus en Grèce (...). Il apparaît également de ses déclarations consistantes qu'il habitait à la rue ou dans une église lorsqu'il est arrivé à Athènes, qu'il n'a pas bénéficié de soutien, même associatif, sur l'île de Kos où il a été reconnu réfugié, qu'il a ensuite séjourné dans des conditions tout à fait précaires en Crète, comme en témoigne l'attestation de sans-abrisme délivrée par les autorités de la ville d'Héraklion, et qu'il a enfin résidé à Athènes dans des conditions difficiles, pouvant rester chez son employeur dans une maison de trois chambres avec 9 personnes par chambre (...). Il ressort en outre de ces mêmes déclarations que la famille du requérant à Gaza n'a pas les moyens de lui offrir un soutien financier, d'autant plus au vu du contexte de guerre prévalant actuellement dans la bande de Gaza, de sorte qu'elle ne peut apporter d'appui financier au requérant. La présence de membres de la famille du requérant en Tunisie et en Suède ne lui permet pas davantage de subvenir à ses besoins en cas de renvoi en Grèce, dès lors qu'il apparaît que le requérant leur a déjà emprunté de l'argent pour survivre en Grèce et que le requérant a vécu durant de long mois dans des conditions tout à fait précaires, malgré ce réseau familial.

De même, le Conseil renvoie aux développements de son arrêt précité rendu en chambres réunies – reproduit ci-dessus - quant à la possibilité pour le requérant d'effectuer à distance les démarches pour procéder au renouvellement de son titre de séjour, possibilité qui est énoncée dans les informations en possession du Conseil.

Quant au fait que la partie défenderesse mette en avant le fait que les démarches entreprises par le requérant pour trouver un emploi ou un logement étaient limitées, et plus généralement qu'il n'aurait pas entrepris toutes les démarches nécessaires afin de se voir octroyer les droits socio-économiques auxquels l'octroi d'un statut de protection internationale lui donnait accès, le Conseil estime qu'il y a lieu de largement tempérer la portée d'un tel motif. Le Conseil rappelle en effet qu'en l'absence de défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certaines catégories de personnes, le Conseil se doit de tenir compte des éléments propres à la situation individuelle du requérant, lors de son séjour en Grèce, afin de déterminer s'il se trouvait, « indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême ». Dans la situation propre au requérant, le Conseil estime néanmoins qu'il convient de tenir compte des informations relatives à la grande précarité dans laquelle se trouve une grande partie des bénéficiaires de protection internationale dans ce pays, notamment du fait de la politique d'intégration de l'Etat grec qui a pour conséquence que de telles personnes doivent s'occuper de leurs propres moyens de subsistance, qu'elles doivent surmonter des obstacles administratifs et bureaucratiques importants et qu'elles sont confrontées à des obstacles substantiels en ce qui concerne l'accès aux droits socioéconomiques. Cette situation particulièrement problématique est une composante non négligeable de la situation personnelle du requérant et relativise dès lors fortement la portée qui peut être donnée à la notion de « choix personnel » du requérant dans la présente affaire.

En définitive, le Conseil considère qu'il ressort des circonstances personnelles de l'espèce que le requérant ne dispose pas du réseau et des ressources nécessaires pour faire face aux difficultés, telles que décrites dans les informations générales présentes au dossier administratif et dans les écrits de procédures, dans l'attente du renouvellement de son titre de séjour.

Outre cette circonstance liée au renouvellement de son titre de séjour, le requérant apporte également d'autres éléments individuels qui, aux yeux du Conseil, permettent d'établir une certaine vulnérabilité dans son chef.

(...)

En l'espèce, le Conseil relève à cet égard que si le requérant n'a pas produit d'attestation médicale (en particulier psychologique) relative à son état de santé, la partie requérante avance néanmoins à l'audience, de manière crédible aux yeux du Conseil, que le requérant est en grande souffrance psychologique en raison de la guerre qui sévit actuellement dans la bande de Gaza et qui affecte ses proches.

De plus, s'il apparaît que le requérant n'a en effet pas vécu dans des conditions pouvant être assimilées à un dénuement matériel extrême en Grèce, il apparaît toutefois, comme il a été développé ci-avant, qu'il a vécu dans des conditions extrêmement précaires, parfois sans endroit pour dormir, et ce malgré ses efforts répétés pour trouver du travail ou de l'aide pour subvenir à ses besoins les plus fondamentaux (...).

Dès lors, au vu de la situation personnelle du requérant et du contexte prévalant actuellement en Grèce pour les bénéficiaires d'une protection internationale, le Conseil estime que le requérant peut se prévaloir de circonstances exceptionnelles qui lui sont propres et qui impliquent qu'il est raisonnable de penser qu'en cas de retour en Grèce, il se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, emportant la violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (CJUE, 16 juillet 2020, Addis, C-517/17, pt. 52, en référence à CJUE, 19 mars 2019, Jawo, C-163/17, point 95).

Tenant ainsi compte de « l'ensemble des faits de l'espèce » (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, pt. 89) et sur la base de la situation individuelle du requérant, le Conseil estime que ce dernier a apporté les éléments concrets nécessaires de nature à renverser la présomption qu'il peut se prévaloir du statut de protection qui lui a été accordé en Grèce et qu'il ne se trouvera pas dans une situation de dénuement matériel extrême en cas de transfert vers ce pays.

Au vu de ce qui précède, il apparaît qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale a déjà été accordée au requérant dans un autre État membre de l'Union européenne, en l'occurrence la Grèce.

Par conséquent, il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant au regard de son pays de résidence habituelle, en l'occurrence la Palestine et plus particulièrement la bande de Gaza.

Toutefois, en l'état actuel du dossier et en l'absence de pouvoir d'instruction, le Conseil n'est pas en mesure de procéder lui-même à un tel examen, lequel incombe à la partie défenderesse qui, en sa qualité d'instance spécialisée, seule chargée de l'instruction des demandes de protection internationale, devra y procéder en tenant compte de toutes les informations pertinentes. À cet égard, le fait que le requérant s'est déjà vu reconnaître la qualité de réfugié par la Grèce constitue un élément à prendre en considération. En effet, d'un simple point de vue pratique, il n'est pas indifférent pour l'examen du bien-fondé d'une demande de protection internationale que la crainte du demandeur de subir des persécutions ait déjà été estimée fondée par une instance compétente.

Néanmoins, en l'espèce, le Conseil ne dispose d'aucun élément lui permettant d'apprécier si le requérant « bénéficie [...] actuellement d'une protection ou d'une assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations Unies autre que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés » au sens de l'article 1, section D, de la Convention de Genève. Ainsi, force est de constater que le requérant ne dépose au présent stade de la procédure aucun élément permettant de démontrer qu'il est enregistré auprès de l'UNRWA comme il l'indique, et qu'aucune instruction n'a été menée par la partie défenderesse sur ce point, notamment lors de l'entretien personnel du 19 mai 2022, lequel a essentiellement porté sur l'examen de la situation du requérant lors de son séjour en Grèce."

CCE arrêt 319249 du 23/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 26quater

composition du siège

1 juge

pays Dublin

Bulgarie

26quater – Bulgarie – Arg. PR mauvaises conditions d'accueil des demandeurs de PI transférées dans le cadre de Dublin car manque d'hébergement – PR invoque jurisprudence Tribunal administratif de Lüneburg (Allemagne) – Conseil relève que cette jurisprudence concerne une situation d'un demandeur de PI dont la demande a déjà été rejetée en Bulgarie – Or, dans l'AA la PD précise que « les autorités bulgares ont accepté la reprise en charge de l'intéressé sur base de l'article 18-1-c du Règlement 604/2013, indiquant qu'elles reconnaissent que l'intéressé a effectivement introduit une demande de protection internationale en Bulgarie qui a été retirée » - PD a relevé dans l'AA qu'il ressort du rapport AIDA que l'accès au réseau d'accueil pour les dublinés dépend du stade de leur procédure – Dans le cas du requérant, l'AA précise qu'il sera transféré dans un centre d'accueil de la SAR – Les enseignements de l'arrêt allemand ne sont pas applicable in specie – Rejet.

« S'agissant, en particulier, de l'arrêt du 22 février 2019 du Tribunal administratif de Lüneburg, le Conseil relève qu'il concerne la situation d'un demandeur de protection internationale dont la demande de protection internationale a déjà été rejetée en Bulgarie et qu'il ressort de la motivation de la décision attaquée que « les autorités bulgares ont accepté la reprise en charge de l'intéressé sur base de l'article 18-1-c du Règlement 604/2013, indiquant qu'elles reconnaissent que l'intéressé a effectivement introduit une demande de protection internationale en Bulgarie qui a été retirée », ce que la partie requérante ne conteste pas. Or, la partie défenderesse a relevé qu' « il ressort du rapport AIDA que l'accès au réseau d'accueil pour les personnes transférées dans le cadre du Règlement Dublin dépend du stade de leur procédure » (le Conseil souligne), que si, comme pour le requérant, « la demande de protection internationale de la personne CCE 307 857 - Page 22 souligne), que si, comme pour le requérant, « la demande de protection internationale de la personne transférée dans le cadre du Règlement 604/2013 [...] a été interrompue en raison de la fuite de la personne, le demandeur est transféré dans un centre d'accueil de la SAR lors de son transfert en Bulgarie (AIDA, p.45) ». Le Conseil relève qu'il ressort du rapport AIDA 2022 que tel n'est pas le cas pour les demandeurs de protection internationale dont la demande a été rejetée (Cf. Rapport AIDA 2022, p.45) en telle sorte que l'enseignement de l'arrêt précité ne trouve pas à s'appliquer in specie ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 RF – Autre membre de la famille à charge ou faisant partie du ménage – AA : « Maroc n'est pas signataire de la Convention relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger [...] ni de la Convention relative à la délivrance plurilingues d'actes de l'état civil » OR « les intéressés ont remis des extraits d'acte de naissance (au lieu d'une copie intégrale de l'original) qui ne permettent pas d'établir à suffisance l'identité des personnes concernées » - Conseil rappelle l'art. 44 de l'AR du 8 octobre 1981 qui fait état de documents conformes à l'art. 30 du Code DIP « § 1. Une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger doit être légalisé pour être produit en Belgique en intégralité ou en extrait, en original ou en copie » - CCE constate qu'aucune des dispositions mentionnées, soit dans l'acte attaqué, soit dans la NO, ne fait état d'une éventuelle obligation de déposer un acte en intégralité uniquement – CCE estime que la PD se limite à la seule mention que le Maroc n'est pas signataire des deux conventions sans expliciter pourquoi cette circonstance la conduit à considérer que le lien de parenté n'est pas établi par la production d'un extrait d'acte de naissance – Surabondamment, la Convention relative à la délivrance d'extraits et de certificats plurilingues et codés d'actes de l'état civil n'est plus d'application – Violation motivation formelle – Annulation.

« 2.1. La partie requérante prend un moyen unique tiré de la violation des articles 42, §1er, 47/1 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), des articles 44 et 52 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : l'arrêté royal du 8 octobre 1981), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs (ci-après : loi du 29 juillet 1991), de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (ci-après : CEDH), du devoir de minutie et de prudence, du principe de proportionnalité, ainsi que du principe de la confiance légitime en tant que composante du principe de bonne administration.

La partie requérante invoque, notamment, que la motivation ne peut être suivie en ce qu'elle relève, entre autres, que le lien de famille n'aurait pas été démontré en produisant des extraits d'actes de naissance alors que le Maroc n'est pas parti aux conventions de Paris du 27 septembre 1956 ou de Vienne du 8 septembre 1976.

Dans la première branche, elle souligne qu'à la lecture de ces documents, il ne peut y avoir de doutes sur le lien de parenté allégué entre la requérante et C.R., s'attachant à mettre en exergue comment les différents extraits d'actes de naissances démontrent, selon elle, les identités des parents des personnes concernées et les liens entre celles-ci. La partie requérante invoque ne pas comprendre la raison pour laquelle la partie défenderesse considère qu'il existe un doute quant au lien de parenté invoqué, nonobstant les mentions y figurant. En outre, spécifiquement sur la circonstance que la partie requérante a remis des extraits des actes de naissance et non leurs copies intégrales, elle estime que la partie défenderesse aurait dû l'inviter à compléter alors sa demande et produire des copies intégrales dans le respect des principes de prudence et de minutie.

2.2. Sur le moyen unique, ainsi circonscrit, le Conseil rappelle que l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 indique : « Sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union : 1° le partenaire avec lequel le citoyen de l'Union a une relation durable dûment attestée, et qui n'est pas visé par l'article 40bis, § 2, 2° ; CCE 321 125 - Page 3 par l'article 40bis, § 2, 2° ; 2° les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, § 2, qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union ; 3° les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, § 2, dont le citoyen de l'Union doit impérativement et personnellement s'occuper en raison de problèmes de santé graves. ».

L'article 44 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 prévoit que : « Lorsqu'il est constaté que le membre de la famille ne peut apporter la preuve du lien de parenté ou d'alliance ou du partenariat invoqué par des documents officiels conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière, le ministre ou son délégué peut tenir compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien.».

Le Conseil rappelle enfin qu'en vertu de l'obligation de motivation matérielle qui incombe à l'autorité administrative, tout acte administratif doit reposer sur des « motifs matériels exacts, pertinents et admissibles en droit qui doivent ressortir du dossier administratif » (C.E., arrêt n°143.064 du 13 avril 2005). Dans ce même cadre, il lui appartient notamment de vérifier si la partie défenderesse a respecté les obligations de motivation des actes administratifs qui lui incombent.

Le Conseil rappelle ensuite que l'obligation de motivation formelle n'implique que l'obligation d'informer la partie requérante des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fût-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé. Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Son contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui ont été soumis.

2.3. Le Conseil observe que l'article 44 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 cité, dans la note d'observations, par la partie défenderesse, fait état de documents conformes à l'article 30 du Code DIP, lequel est rédigé comme suit : « § 1. Une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger doit être légalisé pour être produit en Belgique en intégralité ou en extrait, en original ou en copie. [...]».

Le Conseil relève donc, à toutes fins utiles, qu'aucune des dispositions mentionnées, soit dans l'acte attaqué, soit dans la note d'observations, ne fait état d'une éventuelle obligation de déposer un acte, en intégralité uniquement. A cet égard, dans l'acte attaqué, la partie défenderesse se limite à la seule mention du fait que le « Maroc n'est pas signataire de la Convention relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger, signée à Paris le 27 septembre 1956, ni de la Convention relative à la délivrance d'extraits plurilingues d'actes de l'état civil, signée à Vienne le 08 septembre 1976 », sans expliciter aucunement en quoi cette circonstance la conduit à considérer que le lien de parenté n'est pas établi par la production d'un extrait d'acte de naissance.

2.4. Dès lors, tel que motivé, le Conseil estime, à l'instar de la partie requérante, ne pas être en mesure de comprendre les raisons pour lesquelles les extraits d'acte de naissance produits ne peuvent être retenus comme preuves établissant le lien de parenté allégué. Il en conclut qu'in casu, la motivation de l'acte attaqué à cet égard n'est pas suffisante.

Si l'autorité n'est pas tenue d'expliquer les motifs de ses motifs, l'obligation de motivation formelle à laquelle cette dernière est tenue, doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci et fait apparaître, de façon claire et non équivoque, le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et de permettre, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

2.5. Par ailleurs, force est de constater qu'aucune des observations de la note ne permet de renverser le raisonnement tenu ci-avant. Ainsi, notamment, la circonstance que la partie requérante aurait pu aisément se procurer une copie intégrale, ainsi que l'invoque la partie défenderesse, n'est pas de nature à remettre en cause les lacunes affectant la motivation de l'acte attaqué.

2.6. Le moyen unique tiré de la violation de l'obligation de motivation formelle incombant à la partie défenderesse, tel que circonscrit, est fondé et suffit à l'annulation de l'acte attaqué.

2.7. A titre plus que surabondant, le Conseil relève encore que la Convention relative à la délivrance d'extraits et de certificats plurilingues et codés d'actes de l'état civil, et annexes, faites à Strasbourg le 14 mars 2014 a remplacé la Convention n° 16 relative à la délivrance d'extraits plurilingues d'actes de l'état civil, signée à Vienne le 8 septembre 1976 et ratifiée par la Belgique en 1997. Cette dernière est, à l'égard de la Belgique, en vigueur depuis le 1er juillet 2022. Depuis la mise en vigueur de ladite Convention n° 34, aucune nouvelle ratification de la Convention n° 16, ou nouvelle adhésion à celle-ci, n'est désormais possible conformément à l'article 17 de la Convention n° 34.

Le Conseil observe donc pour sa part, toujours à titre surabondant, que ce motif de l'acte attaqué semble être, de surcroît, fondé sur un instrument juridique qui n'est plus d'application ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Algérie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 RF - Père d'un enfant mineur belge – AA : refus sur base d'ordre public – 8 CEDH – PR avait invoqué que ses enfants ne sont pas en contact avec leur mère et qu'ils ont été dans l'établissement de protection de la jeunesse « D.L. » + il est en contact régulier avec ses enfants malgré sa détention – PR a produit 2 courriers de l'assistante de l'aide à la jeunesse près du Tribunal : 1) rencontres mensuelles entre la PR et ses enfants, les visites se déroulent de façon positive et lien affectif entre le père et ses enfants ; 2) depuis juillet, les rencontres n'ont plus lieu à la prison mais dans l'établissement de protection de la jeunesse + parfois permission de sortie de 2 jours où la PR s'occupe de toute l'organisation + attestation avec congés pénitentiaires en 2023 – CCE constate que la PD dans sa motivation se limite à faire des allégations générales : ne parle que d'un seul enfant + PR est une menace pour l'OP donc sa dangerosité est supérieure aux intérêts familiaux => motivation insuffisante sur les circonstances particulières de la vie familiale + pas de mention du second enfant – Pas de mise en balance suffisante au regard des circonstances spécifiques de la VF – Violation 8 CEDH – Annulation.

« 2.3.2. En l'espèce, le Conseil relève que, lors de sa demande d'autorisation de séjour visée au point 1.13., le requérant a fait valoir sa vie familiale avec ses deux enfants mineurs et produit les actes de naissance de chacun d'entre eux. Il a expliqué que, malgré sa détention, il entretient une relation affective intense avec ses enfants, que les enfants n'ont pas de contact avec leur mère et qu'ils ont été placés dans l'établissement de protection de la jeunesse « De loods ». A cet égard, il a produit deux courriels datés du 22 juin et du 4 octobre 2023 de l'assistante de l'aide à la jeunesse près du Tribunal d'Ypres intervenant pour les enfants.

- Dans le premier courriel, celle-ci atteste que des rencontres mensuelles entre le requérant et les enfants avaient lieu à la prison, que les visites se déroulaient de manière positive et qu'il y a visiblement un lien affectif entre le père et les enfants.

- Dans le second, elle explique que depuis juillet 2023, les rencontres n'ont plus lieu à la prison mais dans l'établissement de protection de la jeunesse dans lequel les enfants sont placés, que le requérant obtient de temps en temps une permission de sortie de deux jours, qu'il passe la nuit avec ses enfants dans un studio mis à disposition par l'établissement de protection de la jeunesse susmentionné et qu'il s'occupe de tout. Le requérant a également produit une attestation de l'établissement pénitentiaire mentionnant les congés pénitentiaires dont il a bénéficiés en 2023.

Or, le Conseil constate qu'en terme de motivation, la partie défenderesse se limite à alléguer que « Concernant sa situation familiale, examinée à l'aune de l'article 43§2 de la Loi du 15/12/1980 et de l'article 8 de la CEDH, il y a lieu de noter que l'intéressé a démontré avoir une vie de famille avec son enfant [F.A.M.]. [...] En l'espèce, considérant qu'il a été démontré plus haut qu'il constitue une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour l'ordre public, il ne saurait être admis que ses intérêts familiaux et privés puissent prévaloir sur la sauvegarde de l'intérêt supérieur de l'État. Il résulte des condamnations précitées que par son comportement personnel et sa situation sociale et économique, l'intéressé constitue une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour l'ordre public. La sauvegarde de l'intérêt supérieur de l'État prime sur ses intérêts familiaux et sociaux : en raison des antécédents judiciaires de l'intéressé, il y a lieu de craindre que celui-ci ne commette de nouveaux crimes et délits. En effet, depuis son séjour en Belgique, l'intéressé a déjà été condamné à 4 reprises (II) par les cours et tribunaux belges. Il a récidivé dans la commissions de faits de vols et de violences.

En dernière analyse, nous pourrions soutenir qu'il n'est pas contesté qu'il peut se prévaloir d'une vie familiale et privée au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Étant donné le passif correctionnel de l'intéressé, nous pouvons considérer qu'il existe un risque grave et actuel d'une nouvelle atteinte à l'ordre public. Considérant que la société a le droit de se protéger contre l'intéressé qui enfreint ses règles et considérant que l'ordre public doit être préservé. Le danger que l'intéressé représente pour l'ordre public, est par conséquent supérieur aux intérêts privés et familiaux dont il peut se prévaloir » (le Conseil souligne), sans aucune autre forme de précision relative aux circonstances particulières de la vie familiale du requérant avec ses enfants, mineurs, qu'il a fait valoir lors de sa demande d'autorisation de séjour, rappelées ci-dessus. Par ailleurs, la partie défenderesse reste en défaut de mentionner l'existence de la seconde enfant du requérant et, ainsi, d'examiner la vie familiale du requérant avec cette dernière.

Force est, dès lors, de constater qu'il ne ressort nullement de la motivation du acte attaqué, ni du dossier administratif, que la partie défenderesse a procédé à une mise en balance suffisante des intérêts en présence, au regard des circonstances spécifiques de la vie familiale du requérant en Belgique avec ses enfants mineurs dont la partie défenderesse ne dit mot.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil estime que la partie défenderesse ne s'est pas livrée, en l'espèce, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances spécifiques de l'espèce dont elle avait connaissance au moment de prendre la décision attaquée, et que la violation invoquée de l'article 8 de la CEDH doit, dès lors, être considérée comme fondée à cet égard.

2.4. L'argumentation, développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations, portant que « [...] La partie requérante ne remet pas en cause concrètement les considérations ci-dessus. Elle se borne à faire valoir qu'elle réside avec ses enfants dans une institution de protection de la jeunesse, qu'elle s'en occupe avec dévouement, qu'ils se sont épanouis grâce à elle et qu'ils se sont rapprochés d'elle, que cela est très important dès lors que les enfants n'ont plus de contacts avec leur mère et à affirmer que sa CCE 316 726 - Page 7 que cela est très important dès lors que les enfants n'ont plus de contacts avec leur mère et à affirmer que sa vie familiale l'emporte sur son passé criminel, sans démontrer que la partie défenderesse aurait commis une erreur manifeste d'appréciation. Ce faisant, la partie requérante tente d'amener Votre Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse, ce qui ne peut être admis. La partie défenderesse a pu considérer, à bon droit, que « [l]e danger que l'intéressé représente pour l'ordre public, est par conséquent supérieur aux intérêts privés et familiaux dont il peut se prévaloir ». Quant à son grief soulignant que la partie défenderesse n'a pas mentionné son deuxième enfant, il convient d'observer que les observations faites par rapport à son premier enfant valent également pour le second enfant dont la situation n'est pas différente. Cette omission ne permet donc pas d'invalider la motivation de la décision querellée et de la rendre illégale.

35. En outre, la partie requérante ne pourrait se prévaloir d'une violation de l'article 8 de la CEDH. 35.1. Relevons d'emblée que la décision querellée ne comporte ni n'est accompagnée d'aucune mesure d'éloignement de sorte qu'elle ne peut emporter en soi une violation de cette disposition et que la partie requérante n'a pas d'intérêt à son argument tiré de violation de cette disposition. 35.2. Par ailleurs, quoiqu'il en soit, l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 impose, pour que les membres de la famille d'un citoyen belge tels que définis par les articles 40bis et 40ter de la loi puisse bénéficier du regroupement familial, que diverses conditions soient remplies. En vertu de l'arrêt n°121/2013 de la Cour constitutionnelle, le fait d'imposer à l'étranger qui sollicite la reconnaissance d'un droit de séjour, sur la base du regroupement familial avec un membre de sa famille, d'établir que certaines conditions sont remplies ne porte pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée et familiale garanti par l'article 8 de la Convention précitée. En effet, la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 121/2013 a considéré que le moyen, en ce qu'il est pris notamment de la violation de l'article 8 de la CEDH, n'est pas fondé. Cette disposition n'impose pas d'autres vérifications que celles résultant des conditions légales auxquelles le droit au regroupement familial est reconnu. Il convient de rappeler à cet égard que l'article 8 de la CEDH ne reconnaît pas le droit d'un étranger à séjourner dans un pays déterminé. La Cour EDH a jugé à maintes reprises que « d'après un principe de droit international bien établi les Etats ont le droit, sans préjudice des engagements découlant pour eux de traités, de contrôler l'entrée des non-nationaux sur leur sol ». Plus particulièrement, cet article n'implique pas l'obligation pour un Etat d'autoriser le regroupement familial sur son territoire. En effet, la Cour européenne a précisé que « l'article 8 ne saurait s'interpréter comme comportant pour un Etat contractant l'obligation générale de respecter le choix, par des couples mariés, de leur domicile commun et d'accepter l'installation de conjoints non nationaux dans le pays ». Comme l'a encore rappelé le Conseil d'Etat dans un arrêt du 18 décembre 201411, l'article 8 de la CEDH ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire, comme le législateur belge l'a fait à l'article 40 ter de la loi sur les étrangers. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions du second alinéa de l'article 8 de la Convention. Quant à l'existence de liens familiaux en Belgique, elle ne dispense pas l'intéressée de remplir les conditions en matière de regroupement familial visées à l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980. Raisonner autrement reviendrait d'ailleurs à supprimer tout effet utile à cette disposition. Dans un arrêt du 26 juin 2015, le Conseil d'Etat a considéré : [...] La décision attaquée a tenu compte des liens familiaux mais a constaté que les conditions fixées aux articles 40bis et 43 de la loi du 15 décembre 1980 n'étaient pas remplies. 35.3. En tout état de cause, la partie défenderesse rappelle que, concernant une première admission sur le territoire du Royaume – et non la fin d'un droit de séjour – , la Cour EDH estime qu'il ne peut s'agir d'une ingérence et qu'il n'y a dès lors pas lieu de procéder à un examen sur base du second paragraphe de l'article 8 de la CEDH, de sorte qu'il n'y a pas lieu de vérifier si la partie défenderesse a poursuivi un but légitime et si la mesure était proportionnée par rapport à ce but. Dans ce cas, la Cour EDH considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale. Ainsi concernant cette appréciation relative à l'existence ou l'absence d'obligation positive dans le chef de l'Etat, la Cour européenne a jugé : [...] Or, force est de constater que, en l'espèce, la partie requérante s'est installée illégalement sur le territoire belge. Elle ne pouvait donc ignorer que la poursuite de sa vie privée et familiale en Belgique revêtait un caractère précaire. En outre, la partie requérante n'invoque aucun obstacle insurmontable dans son chef à ce que sa vie privée et familiale se poursuive dans son pays d'origine. Relevons encore que la partie requérante a été incarcéré la plupart du temps depuis 2020, de sorte qu'elle a poursuivi sa vie familiale avec ses enfants à distance et que rien n'indique qu'elle ne pourrait continuer de la sorte. CCE

316 726 - Page 8 sorte. Pour ces différentes raisons, il y a dès lors lieu de constater que l'autorité n'avait aucune obligation positive de permettre à la partie requérante de séjourner dans le Royaume » n'est pas de nature à renverser les constats qui précèdent.

S'agissant de l'allégation selon laquelle « la partie requérante a été incarcéré la plupart du temps depuis 2020, de sorte qu'elle a poursuivi sa vie familiale avec ses enfants à distance et que rien n'indique qu'elle ne pourrait continuer de la sorte », le Conseil estime qu'elle s'apparente à une motivation a posteriori, ce qui ne saurait être admis en vertu de la jurisprudence administrative constante qui considère qu'il y a lieu, pour procéder au contrôle de la légalité d'une décision administrative de « [...] se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris [...] » (voir, notamment, C.E., arrêt n° 110.548 du 23 septembre 2002).

2.5. Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que le moyen unique, ainsi circonscrit, est, à cet égard, fondé. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres développements du moyen, qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 29

composition du siège

1 juge

Décision d'irrecevabilité d'une demande de renouvellement de l'autorisation de séjour temporaire étudiant – AA : art. 104, §4 de l'AR du 8 octobre 1981 « l'intéressé n'a pas produit les documents manquants dans le délai de 15 jours (art. 61/1/2 de la Loi et art. 103, §4, alinéa 1er, 2 de l'AR) – CCE estime que PD n'a pas exposé comment elle a pris en compte les explications fournies par la PR dans deux courriers – CCE constate que conformément à l'art. 104, §3 de l'AR, la PR a été invitée par courrier à produire les documents manquants au plus tard 15j après la réception de cette invitation et que la PR a fourni ces documents après ce délai – Les courriers explicatifs de la difficulté de se fournir lesdits documents sont postérieurs à l'échéance de ce délai mais antérieurs à la prise de l'AA – Or, CCE rappelle art. 61/1/5 (proportionnalité) et le principe de minutie que la PD méconnaît par conséquent en l'espèce + violation motivation formelle – Aucune pièce du dossier ne permet de s'assurer du respect de l'art. 61/1/5 de la Loi – Annulation.

« 3.3. Sur les moyens, ainsi circonscrits, le Conseil rappelle que l'article 61/1/2 prévoit que « Le ressortissant de pays tiers autorisé au séjour en qualité d'étudiant, conformément à l'article 61/1/1, § 3, et qui souhaite continuer à séjourner en cette qualité doit se présenter à l'administration communale du lieu de sa résidence pour demander le renouvellement de son titre de séjour au plus tard quinze jours avant la fin de son séjour. Le Roi fixe les conditions et les modalités relatives aux demandes de renouvellement du titre de séjour en qualité d'étudiant. [...] »

Quant à l'article 103 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, il dispose que: « [...] § 3. Si la demande est introduite dans le délai prévu à l'article 61/1/2, alinéa 1er, de la loi, mais que tous les documents requis n'ont pas été fournis, le bourgmestre ou son délégué informe par écrit l'étudiant des documents qu'il doit encore fournir. L'étudiant dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification visée au précédent alinéa pour compléter sa demande. S'il fournit les documents requis dans ce délai, le bourgmestre ou son délégué lui remet sans délai un accusé de réception, tel que visé au paragraphe 2. § 4. Le bourgmestre ou son délégué peut déclarer la demande de renouvellement irrecevable dans les cas suivants : [...] 2° les documents manquants ne sont pas produits dans le délai mentionné au paragraphe 3, alinéa 2 ; [...] ». (le Conseil souligne).

L'article 61/1/5 de la loi du 15 décembre 1980 dispose, quant à lui, que : « Toute décision de refus, de retrait, de fin ou de non-renouvellement d'une autorisation de séjour tient compte des circonstances spécifiques du cas d'espèce et respecte le principe de proportionnalité ».

Enfin, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité n'implique nullement la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par la partie requérante. L'obligation de motivation formelle n'implique que l'obligation d'informer la partie requérante des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels des intéressées (C.E., 29 nov.2001, n° 101.283 ; C.E., 13 juil. 2001, n° 97.866). Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Quant à ce contrôle, le Conseil souligne en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cfr. dans le même sens : C.E., 6 juil. 2005, n°147.344).

3.4. En l'espèce, le Conseil observe que la partie défenderesse a fondé la décision attaquée sur le constat, fondé sur l'article 104, §4 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, selon lequel « [...] Il a été demandé à l'intéressée de produire les documents manquants. L'intéressée n'a pas produit les documents manquants dans le délai de 15 jours (l'article 61/1/2 [...] de la loi précitée et de l'article 103, §4, alinéa 1er, 2 [...] de l'arrêté royal précité)[...] ».

Le Conseil observe que s'il ressort de la motivation susmentionnée que la partie défenderesse a indiqué les motifs de droit et la raison pour laquelle elle a déclaré la demande de renouvellement de l'autorisation de séjour de la requérante irrecevable, cette dernière s'est, cependant, abstenue d'exposer comment elle a pris en compte les explications fournies par la partie requérante, dans deux courriels visés aux moyens.

Le Conseil observe que, conformément à l'article 104 §3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, la requérante a été invitée, par courrier lui notifié le 2 octobre 2023, à produire les documents manquants « Au plus tard 15 jours après réception de cette invitation », et n'a produit in fine lesdits documents qu'après ce délai. Cependant, le Conseil observe aussi que les courriels envoyés à la partie défenderesse pour expliquer la difficulté d'obtenir les documents manquants et les produire, sont datés du 18 et du 27 octobre 2023, soit, certes après le délai précité, mais avant la prise de l'acte attaqué et alors que l'autorisation de séjour de la requérante n'était pas échue. Le Conseil rappelle, une nouvelle fois, que la teneur desdits courriels porte précisément sur les difficultés quant au respect du délai de quinze jours.

Or, le Conseil rappelle que l'article 61/1/5, que la partie requérante invoque avec la violation du principe de minutie, dispose que « Toute décision de refus, de retrait, de fin ou de non-renouvellement d'une autorisation de séjour tient compte des circonstances spécifiques du cas d'espèce et respecte le principe de proportionnalité.».

Sans se prononcer sur les circonstances alléguées, voire le délai dans lequel les courriels invoquant de telles circonstances ont été produits, le Conseil estime qu'en s'abstenant purement et simplement d'apprécier ces éléments au moment de la prise de l'acte attaqué et de procéder au contrôle de proportionnalité prescrit par l'article 61/1/5 de la loi précitée du 15 décembre 1980, la partie défenderesse méconnaît ladite disposition et le principe de minutie qui oblige l'autorité à tenir compte de tous les éléments du dossier pour prendre sa décision en pleine connaissance de cause et après avoir raisonnablement apprécié tous les éléments utiles à la résolution du cas d'espèce (voy. CE n°229 961 du 22 janvier 2015), combinés, ou non, à l'obligation de motivation formelle. Le Conseil souligne, à cet égard, que, par ailleurs, aucune pièce du dossier administratif n'atteste d'une quelconque prise en considération de ces éléments, permettant de s'assurer du respect de l'article 61/1/5 de la loi du 15 décembre 1980.

3.5. Il résulte de ce qui précède que les moyens invoqués, ainsi circonscrits, sont fondés et suffisent à entraîner l'annulation de l'acte attaqué ».

CCE arrêt 319165 du 20/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Roumanie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus visa RF – art 10, §1^{er}, al 1^{er}, 4° L1980 – regroupant = ressortissant UE et reconnu réfugié – PD a fait le choix de fonder l'AA sur l'art 10 L1980 bien que la PR et son époux soient tous deux citoyens UE

1) absence cohabitation effective car le regroupant est SDF – cdt disposer d'un logement suffisant pas applicable vu que la demande a été introduite dans le délai d'1 an – art 10 L1980 ne vise aucune condition de « cohabitation effective » - PR seulement tenue de "venir vivre avec" - PD ajoute une cdt à la loi

2) Authenticité casier judiciaire non garantie (simple photo sans traduction ni apostille) – PR et époux = ressortissants UE – PD ne peut leur imposer de remplir des conditions qui contreviendraient au respect de leur libre circulation dans l'UE – art 2 et 4 Règlement 2016/1191 prévoient la dispense "de toute forme de légalisation et de formalité similaire" pour certains documents publics dont les extraits de casier judiciaire - celui produit par les autorités roumaines doit être considéré comme certifié conforme – PD ne pouvait en contester l'authenticité

3) certificat médical non rédigé par médecin agréé - ne ressort pas art 10, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° et de art 12bis, §2 L1980 que le certificat médical produit devrait l'être par un médecin agréé par l'ambassade – PD ajoute une cdt à la loi - **ANNULLATION**

« 3.2.1. En l'espèce, le Conseil observe d'emblée que la partie défenderesse a fait le choix de fonder la décision de refus de visa attaquée sur l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980, lequel s'applique aux ressortissants de pays tiers désirant rejoindre un membre de leur famille, également ressortissant d'un pays tiers, admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume, alors que la requérante et son époux sont deux citoyens européens. Elle a ensuite motivé sa décision de refus par les constats selon lesquels :

- « il ressort du dossier administratif que Mr [H.] est sans abri. Dès lors, vu cette situation, il ne peut être rencontré à la condition de cohabitation effective, condition nécessaire à l'art 10 » ;

- et « il ressort de l'avis du poste diplomatique que l'intéressée a ajouté au dossier un certificat médical établi par un médecin non-agréé, sans signature légalisée par l'autorité locale compétente (la direction de Santé public locale), sans apostille par l'autorité locale compétente 'Préfecture du Departament Constanta', comme c'est requis en cas d'attestation par un médecin non agréé. L'extrait casier judiciaire est une simple photo sans traduction ni d'apostille. L'authenticité n'est donc pas garantie ».

3.2.2. En ce qui concerne le premier motif, afférent à l'absence de domicile fixe du regroupant et de « cohabitation effective » des époux, la partie requérante soutient que « la notion de « vivre ensemble » mentionnée à l'article 10 de la loi du 15.12.1980 ne peut être interprétée comme correspondant à la notion de « cohabitation effective » » et que « la partie adverse ajoute à la loi et adopte une motivation manifestement insuffisante pour justifier sa décision ».

À cet égard, le Conseil observe que l'article 10, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de la loi du 15 décembre 1980 mentionne uniquement que :

« sont de plein droit admis à séjourner plus de trois mois dans le Royaume : [...] son conjoint étranger ou l'étranger avec lequel il est lié par un partenariat enregistré considéré comme équivalent à un mariage en Belgique, qui vient vivre avec lui, à la condition que les deux personnes concernées soient âgées de plus de vingt et un ans » (le Conseil souligne).

La condition de disposer d'un « logement suffisant pour pouvoir recevoir le ou les membres de sa famille » prévue au second alinéa du deuxième paragraphe de l'article 10 précité n'est pas applicable en l'occurrence en vertu du cinquième alinéa de cette même disposition, selon lequel :

« Les alinéas 2, 3 et 4 ne sont pas applicables aux membres de la famille d'un étranger reconnu réfugié et d'un étranger bénéficiant de la protection subsidiaire visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° à 6°, lorsque les liens de parenté ou d'alliance ou le partenariat enregistré sont antérieurs à l'entrée de cet étranger dans le Royaume et pour autant que la demande de séjour

sur la base de cet article ait été introduite dans l'année suivant la décision reconnaissant la qualité de réfugié ou octroyant la protection subsidiaire à l'étranger rejoint ».

Ainsi, la requérante est seulement tenue de « venir vivre avec » le regroupant, soit son époux. Le Conseil ne peut que suivre la partie requérante en ce qu'elle affirme que l'article 10 précité ne vise aucune condition de « cohabitation effective », et que la partie défenderesse ajoute une condition à cette disposition en reprochant au regroupant de ne pas être domicilié à une adresse fixe. Le Conseil estime par ailleurs que cette motivation ne permet pas à la requérante ni au Conseil de comprendre pour quelles raisons la partie défenderesse a considéré que la requérante ne viendrait pas vivre avec son époux en Belgique, avec lequel elle a demandé le regroupement familial, au seul motif que celui-ci ne disposerait pas de domicile fixe.

Il en va d'autant plus ainsi que, selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme, le lien familial entre des conjoints ou des partenaires doit être présumé (cf. Cour EDH, 21 juillet 1988, *Berrehab/Pays Bas*, § 21 ; Cour EDH, 28 novembre 1996, *Ahmut/Pays Bas*, § 60). En l'espèce, le lien familial entre la requérante et son époux, formalisé par un acte de mariage, n'est pas formellement contesté et la validité de cet acte n'est pas remise en cause par la partie défenderesse. En outre, aucun élément figurant au dossier administratif ne permet de renverser la présomption susmentionnée. L'existence d'une vie familiale dans leur chef peut donc être présumée.

Par conséquent, la partie défenderesse a adopté une motivation inadéquate et a violé l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 en ajoutant une condition à cette disposition.

3.2.3.1. Concernant l'extrait de casier judiciaire produit par la requérante à l'appui de sa demande de visa, la partie requérante affirme que « l'absence d'apostille et de traduction ne peuvent lui être reproché au vu de la réglementation européenne applicable » et se réfère aux articles 2, 4 et 7 du Règlement 2016/1191.

Ainsi, comme mentionné ci-avant, la partie défenderesse a choisi de fonder sa décision de refus de visa sur l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980, applicable aux ressortissants de pays tiers. Toutefois, les requérants étant tous les deux des citoyens européens, elle ne peut leur imposer de remplir des conditions qui contreviendraient au respect de leur libre circulation dans l'Union européenne.

A cet égard, le Conseil relève qu'aux termes de son article 2, le Règlement 2016/1191 visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne s'applique « *aux documents publics délivrés par les autorités d'un État membre conformément au droit national de cet État membre qui doivent être présentés aux autorités d'un autre État membre et dont la finalité première est d'établir l'un ou plusieurs des faits suivants: [...] m) l'absence de casier judiciaire, à condition que les documents publics relatifs à cet élément soient délivrés pour un citoyen de l'Union par les autorités de l'État membre dont ce citoyen a la nationalité. [...]* » (le Conseil souligne).

L'article 4 du Règlement européen 2016/1191 dispose que « *Les documents publics relevant du présent règlement et leurs copies certifiées conformes sont dispensés de toute forme de légalisation et de formalité similaire* ».

Il ressort par conséquent de ces dispositions que l'extrait de casier judiciaire, tel que produit par les autorités roumaines, doit être considéré comme certifié conforme et que la partie défenderesse ne pouvait, dès lors, en contester l'authenticité comme elle l'a fait dans l'acte attaqué.

3.2.3.2. Quant à l'absence de traduction de l'extrait de casier judiciaire en question, le Conseil observe que l'article 7 du même Règlement 2016/1191 prévoit que :

« *1. Les documents publics concernant la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), le domicile et/ou la résidence, et l'absence de casier judiciaire, communiqués par les États membres conformément à l'article 24, paragraphe 1, point c), sont, à la demande de la personne habilitée à recevoir le document public, accompagnés d'un formulaire type multilingue établi conformément au présent règlement. [...]* » (le Conseil souligne).

Or, il ne ressort d'aucune pièce du dossier administratif, et plus particulièrement de l'échange de courriers électroniques entre la travailleuse sociale de l'ASBL Siréas et l'Ambassade de Belgique à Bucarest daté du 31 mai 2023, que la partie défenderesse aurait demandé à la requérante de produire ce formulaire type multilingue.

Par conséquent, le Conseil estime pouvoir suivre la partie requérante lorsqu'elle affirme que « La partie adverse ne pouvait dès lors se contenter de questionner l'authenticité du casier judiciaire produit en raison de l'absence d'apostille et de traduction, alors même que la réglementation européenne dispense un tel acte d'être apostillé et qu'elle était elle-même habilitée à solliciter, de manière proactive et consciencieuse, une traduction de ce document officiel européen si elle l'estimait nécessaire ».

3.2.4. Enfin, s'agissant du certificat médical produit par la requérante à l'appui de sa demande de visa, le Conseil observe que cette dernière a transmis un certificat médical type dressé selon le modèle type annexé à la loi du 15 décembre 1980, rédigé en français, et qui contient le cachet ainsi que le numéro de sécurité sociale du médecin. La partie requérante estime que « si l'obligation de produire un certificat médical afin d'apporter la preuve que la requérante n'est pas atteinte d'une maladie pouvant affecter la santé publique constitue bien une condition prévue par l'article 10 de la loi du 15.12.1980, il ne découle ni de la loi ni de l'arrêté royal du 08.10.1981 ou encore de la Directive européenne 2003/86 relative au droit au regroupement familial pour l'épouse d'un réfugié que ce certificat médical doit être rédigé par un médecin agréé ou légalisé ».

En effet, le Conseil constate que cette condition est uniquement prévue par l'article 10, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi du 15 décembre 1980, lequel concerne « [...] *l'enfant handicapé célibataire âgé de plus de dix-huit ans d'un étranger autorisé ou admis à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée ou autorisé à s'y établir, ou de son conjoint ou partenaire au sens du point 4° ou 5°, [...]* », ce qui n'est pas la situation de la requérante dans la présente affaire. Ainsi, il ne ressort nullement des termes de l'article 10, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, et de l'article 12bis, §2, de la loi du 15 décembre 1980 que le certificat médical produit devrait l'être par un médecin agréé par l'ambassade. À nouveau, le Conseil observe que la partie défenderesse, par sa motivation, ajoute une condition à la loi.

3.2.5. Par conséquent, il ressort des développements exposés ci-avant, que la partie défenderesse n'a pas motivé adéquatement la décision de refus de visa entreprise et a, ainsi, violé les articles 10 et 12bis de la loi du 15 décembre 1980, ainsi que son obligation de motivation formelle telle qu'elle découle des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991.

3.3. Il résulte des éléments qui précèdent que les deux moyens, ainsi circonscrits, sont fondés et suffisent à justifier l'annulation de la décision attaquée. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres développements de ces moyens qui, à les supposer établis, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus ».

CCE arrêt 319223 du 20/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"le Conseil ne peut suivre le requérant en ce qu'il avance, en particulier pour ce qui est de la prise de conscience de son orientation sexuelle, « [...] qu'il ressort des notes de l'entretien personnel qu'il n'a pas été aisé pour [lui] de mettre des mots sur son ressenti, ses explications sont en effet empruntées d'hésitations ». Un peu plus loin dans son recours, il relève que l'attestation de la Maison Arc-en-Ciel « [...] revient sur [s]es difficultés d'expression [...] ». Sur ce point, si certes le Conseil est bien conscient de la nécessité de contextualiser adéquatement les déclarations du requérant, en tenant compte d'une part, de ses capacités individuelles de verbalisation et de conceptualisation, de facteurs inhibiteurs d'ordre culturel ou de nature personnelle, voire d'autres circonstances telles que le stress d'une audition, et en s'extrayant d'autre part, de toute grille d'analyse uniforme et standardisée, il estime toutefois que ces explications ne sont pas suffisantes pour justifier, en l'espèce, les importantes carences pointées par la partie défenderesse dans le récit du requérant. Si l'attestation de la Maison Arc-en-Ciel du 23 novembre 2023 mentionne brièvement que le requérant est « une personne introvertie et réservée sur le sujet », tel que déjà évoqué *supra*, et espère que « le CGRA prendra en compte le contexte social et politique dans le pays dans lequel [le requérant] a été éduqué », elle ne fournit aucune précision ni détail à cet égard. Après lecture des notes des entretiens personnels du 5 décembre 2023 et 12 février 2024, le Conseil n'aperçoit aucune indication manifeste et significative que le requérant aurait été affecté, pendant ces entretiens, par une gêne ou un stress à évoquer son orientation sexuelle alléguée, ni qu'il aurait éprouvé au cours de ceux-ci des difficultés d'expression telles qu'elles pourraient justifier les insuffisances de son récit. A la fin de l'entretien personnel du 5 décembre 2023, son avocate a d'ailleurs précisé qu'elle était contente de voir que le requérant « [...] a bien plus pu s'ouvrir et a été de plus en plus spontané [...] » (...). Le requérant n'a en outre pas déposé après ses entretiens personnels le moindre élément concret et objectif susceptible d'étayer d'éventuelles difficultés qu'il aurait le cas échéant ressenties au cours de ceux-ci, ni n'a fait de remarques à cet égard dans les observations qu'il a fait parvenir par la suite aux services de la partie défenderesse (...). Le Conseil relève aussi que le requérant a été longuement auditionné par la partie défenderesse qui l'a interrogé de manière approfondie pendant plus de six heures, et que ces auditions ont eu lieu le 5 décembre 2023 et le 12 février 2024, soit plus d'un an après son arrivée en Belgique où il a eu le temps de s'acclimater à un nouvel environnement culturel plus ouvert et plus propice à l'exposé de son récit."

CCE arrêt 319044 du 20/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Liban

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Bestreden beslissing: volgend VIB niet-ontvankelijk.

Uit de door verzoekende partij bijgebrachte krantenartikelen en rapporten blijkt duidelijk dat de **algemene situatie in Libanon** dermate is gewijzigd dat dit een **nieuw element** vormt dat de kans voor de verzoekende partij om in aanmerking te komen voor internationale bescherming aanzienlijk groter maakt.

Daargelaten de vaststelling dat de verzoekende partij ook gehoord zou moeten worden over de impact van de actuele algemene situatie in Libanon op haar persoonlijke situatie en individuele omstandigheden, beschikt de Raad heden echter niet over volledige en actuele landeninformatie die nodig is om over te gaan tot een ten gronde onderzoek van het voorliggend derde beschermingsverzoek en vervolgens, na een uitputtend en geactualiseerd onderzoek van de nieuwe elementen, uitspraak te doen over de vraag of de verzoekende partij voldoet aan de voorwaarden om internationale bescherming te krijgen.

De Raad verkeert in de onmogelijkheid om op correcte wijze het geheel van de feitelijke gegevens in rechte te beoordelen, met name om in een tweede fase na te gaan of, in het licht van de feiten die een zaak kenmerken, is voldaan aan de materiële voorwaarden, omschreven in de artikelen 48/3 of 48/4 van de Vreemdelingenwet, voor de toekenning van internationale bescherming, nu het **niet beschikt over pertinente en geactualiseerde informatie** met betrekking tot de huidige algemene situatie in het land van herkomst, zoals artikel 48/6, § 5 van de Vreemdelingenwet vereist.

Daar **de actuele algemene situatie in Libanon niet in rekening wordt gebracht in de bestreden beslissing**, gelet op de beperkte landeninformatie die door verzoekende partij en haar advocaat zelf wordt aangereikt, gelet op de grenzen van een ondervraging ter terechtzitting, vermits de Raad geen onderzoeksbevoegdheid heeft en de volatiele en onstabiele algemene situatie in Libanon nader onderzoek behoeft, kan de Raad in deze stand van zaken het beschermingsverzoek van de verzoekende partij aldus niet verder op nuttige wijze evalueren in het kader van een devolutief beroep dat voldoet aan de vereisten van een volledig en ex nunc onderzoek van zowel de feitelijke als juridische gronden, met inbegrip van een onderzoek van de behoefte aan internationale bescherming.

CCE arrêt 319043 du 19/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Annexe 20 – Refus de RF avec conjoint belge - revenus insuffisants – examen des besoins art 42 : revenus en dessous de 100 % du RIS, vit avec sa mère qui a dû demander de l'aide au CPAS et qui perçoit le RIS au taux cohabitant ce qui implique que les montants perçus par le regroupant étaient insuffisants pour la prendre en charge - par extrapolation : insuffisant pour prendre en charge un adulte en plus - la partie défenderesse ne pouvait se contenter d'une « *extrapolation* ». Elle aurait dû déterminer *in concreto* les ressources nécessaires pour subvenir aux besoins du ménage - la PR avait argumenté quant au caractère, selon elle, suffisant des revenus propres de son époux pour y faire face (avec référence à des sources statistiques sur le budget des ménages) + évoquait le partage des charges entre le regroupant et sa mère – PD ne tient pas compte du RIS perçu par la mère du regroupant pour ensuite en tenir compte pour se dispenser du calcul des ressources nécessaires – annulation

« 3.2. Sur le deuxième moyen, toutes branches réunies, le Conseil observe que, comme le soutient la partie requérante, la partie défenderesse n'a pas déterminé, conformément à l'article 42, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, les moyens de subsistance nécessaires au regroupant pour permettre de subvenir aux besoins propres du ménage sans devenir une charge pour les pouvoirs publics.

La partie défenderesse s'est limitée à relever que le montant perçu par le regroupant (1676,31 euros) n'atteint pas 100% du revenu d'intégration sociale perçu en tant que chef de ménage qui correspond à 1741,29 euros et à exclure le revenu d'intégration sociale (RIS) perçu par la mère du regroupant. Sur cette base, elle estime « *par extrapolation* » que si les revenus du regroupant n'étaient pas suffisants pour subvenir aux besoins du ménage qu'il formait avec sa mère, ils ne seraient pas suffisants non plus pour subvenir aux besoins du ménage formé avec la partie requérante. Or, la partie défenderesse ne pouvait se contenter d'une « *extrapolation* ». Elle aurait dû déterminer *in concreto* les ressources nécessaires pour subvenir aux besoins du ménage du regroupant avec la partie requérante. Cette dernière avait d'ailleurs fourni à l'appui de sa demande des indications détaillées à cet égard, telles que le montant du loyer, des charges locatives, de l'assurance logement, de la mutualité, des transports, du téléphone, de l'internet, de l'alimentation et des vêtements. Il convient d'observer que la partie requérante avait argumenté dans sa demande non seulement quant aux charges de son époux mais aussi quant au caractère, selon elle, suffisant des revenus propres de son époux pour y faire face (avec référence à des sources statistiques sur le budget des ménages). La partie requérante y exposait explicitement le fait que certaines des charges du regroupant étaient partagées avec la mère de celui-ci (à titre d'exemple, voir le tableau des dépenses dans le courriel du 11 janvier 2024 du conseil de la partie requérante : "*Loyer (y compris eau et gaz) : 328,89 EUR (657,79 EUR /2)*"). Elle avait accompagné sa demande (et son complément) de pièces.

Il convient par ailleurs d'observer que la partie défenderesse ne comptabilise pas le revenu d'intégration sociale (RIS) de la mère cohabitante du regroupant lorsqu'elle calcule le montant de ressources dont dispose le regroupant (qui, lui, n'est pas à charge des pouvoirs publics puisque percevant exclusivement des allocations de chômage), alors que ce même revenu (RIS) est pris en compte ultérieurement par la partie défenderesse pour se dispenser, par le biais d'une simple "*extrapolation*" et sans autre explication/mise en perspective, du calcul des ressources nécessaires au ménage du regroupant (prévu par l'article 42, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980).

3.3. En conséquence, la partie défenderesse a violé l'article 42, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 et a manqué à son obligation de motivation."

CCE arrêt 318996 du 19/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Algérie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoeker hekelt dat hij ten gevolge van de **onduidelijke communicatie** door de commissaris-generaal werd **verhinderd** in de uitoefening van zijn **recht op bijstand van een advocaat** bij zijn **persoonlijk onderhoud**. [...]

Uit het rechtsplegingsdossier blijkt dat op 8 november 2024 drie brieven werden verzonden door het CGVS, met name (i) een brief tot oproeping voor een persoonlijk onderhoud via videoconferentie op datum van 19 november 2024 om 9.00u; (ii) een brief tot oproeping voor een persoonlijk onderhoud via videoconferentie op datum van 19 november 2024 om 13u30; (iii) een brief tot annulatie van het gehoor voorzien op 19 november 2024, met vermelding dat verzoeker op een latere datum opnieuw zal worden opgeroepen. De Raad stelt vast dat er zich in het rechtsplegingsdossier geen betekende versies van deze brieven bevinden. Bij zijn verzoekschrift voegt verzoeker een betekende versie van de twee oproepingsbrieven, doch enkel de oproepingsbrief voor een persoonlijk onderhoud op datum van 19 november 2024 om 9.00u bevat een vermelding van het uur van betekening. Aldus dient de Raad vast te stellen dat **alle brieven op éénzelfde datum** werden verstuurd, waarbij het voor de Raad op basis van de voorliggende stukken **niet mogelijk is om na te gaan in welke volgorde deze aan verzoeker werden betekend**. De Raad stipt hierbij aan dat de annulatiebrief ook enkel vermeldt dat "*als gevolg van een administratieve wijziging wordt het gehoor voorzien op 19/11/2024 geannuleerd. U zal op een latere datum opnieuw worden opgeroepen*". Ook uit de inhoud van de annulatiebrief kan dus niet worden afgeleid op welke oproepingsbrief deze betrekking heeft. In het licht van deze omstandigheden, **kan niet worden uitgesloten** dat er in hoofde, terecht, **verwarring ontstond** over de vraag naar welke oproepingsbrief de annulatiebrief refereerde en dat deze omstandigheid ertoe heeft geleid dat verzoeker niet in staat was om zijn raadsman tijdig te verzoeken aanwezig te zijn op het persoonlijk onderhoud.

Uit de geciteerde bepalingen van het Koninklijk Besluit van 11 juli 2003 volgt dat verzoekers om internationale bescherming zich tijdens het persoonlijk onderhoud kunnen laten bijstaan door een advocaat. Het **recht om zich te laten bijstaan door een advocaat** is een **essentieel** onderdeel van de **rechten van de verdediging**. Zo is het de advocaat krachtens artikel 19, § 2 van het Koninklijk Besluit van 11 juli 2003 toegestaan zijn opmerkingen op het einde van het persoonlijk onderhoud te formuleren. Middels zijn aanwezigheid bij het persoonlijk onderhoud is de advocaat ook in staat na te gaan of dit onderhoud correct verliep en of alle aspecten ter dege werden behandeld door de protection officer zodat het hem *in casu*, indien nodig, onmogelijk werd gemaakt de protection officer hierop te wijzen. De **enkele omstandigheid** dat de **protection officer verzoeker vroeg of het oké is om zonder advocaat verder te gaan**, waarop verzoeker bevestigend antwoordde, **doet hieraan geen afbreuk**. Uit een lezing van de notities van het persoonlijk onderhoud kan niet blijken dat de protection officer de rol van een advocaat bij het persoonlijk onderhoud heeft uitgelegd, zodat ook niet kan worden vastgesteld dat verzoekers toestemming om zonder advocaat verder te gaan, een voldoende geïnformeerde toestemming betrof. Uit de notities blijkt bovendien verder dat het verzoeker is die uit eigen beweging aangeeft dat zijn advocaat niet aanwezig is, waarbij hij ook aangeeft dat hij niet snapt waarom de advocaat niet is gekomen (zie notities persoonlijk onderhoud, p. 3).

De Raad kan verder enkel vaststellen dat de commissaris-generaal niet verschenen noch vertegenwoordigd was ter terechtzitting. De commissaris-generaal heeft dan ook geen verdere duidelijkheid kunnen bieden omtrent de vastgestelde verwarrende communicatie omtrent de oproepingsbrieven en annulatiebrief, allen opgesteld op dezelfde datum, noch brengt hij concrete elementen naar voor, op grond waarvan de Raad genoegzaam kan vaststellen dat de afwezigheid van de raadsman tijdens het persoonlijk onderhoud te wijten is aan een gebrek aan diligent handelen van verzoeker.

In het licht van de voorgaande vaststellingen, acht de Raad *in casu* de artikelen 13/1 en 19 van het Koninklijk Besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het CGVS en de rechten van de verdediging geschonden.

Substantiële onregelmatigheid die door de Raad niet kan hersteld worden. Vernietiging.

CCE arrêt 318904 du 19/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Bulgarie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 21

composition du siège

1 juge

MUST READ - 2x Bijlagen 21 zonder BGV - verwerping - twee ouders en zes minderjarige kinderen - eerste VP kreeg verblijf als werkzoekende Unieburger (zie artikel 40 VW) - rest van het gezin kreeg een afgeleid verblijfsrecht - eerste VP kende enkel een marginale - en intussen achterhaalde - tewerkstelling van 17-28 januari 2022, van 25 tot 28 juli 2022, van 8 tot 22 augustus 2022 en op 27 november 2023 - onvoldoende aangetoond dat eerste VP nog uiterste best doet om werk te vinden - ingeschreven bij VDAB, maar uit voorgelegde stukken blijkt verder niet dat zij uit zichzelf concrete acties onderneemt om te solliciteren en actief werk te zoeken - nood aan professionele ondersteuning, om haar kansen op de arbeidsmarkt te vergroten, toont in casu aan dat eerste VP actueel geen reële kans heeft om tewerkstelling te vinden

3.5. Het is allereerst niet betwist dat de eerste verzoekende partij de EU-kaart verkreeg als werk-zoekende. Haar verblijf wordt beëindigd met toepassing van artikel 42bis, § 1 van de Vreemdelingenwet, omdat niet blijkt dat zij nog voldoet aan de in artikel 40, § 4 van de Vreemdelingenwet gestelde voorwaarden voor het verblijf als Unieburger en zij een onredelijke belasting vormt voor het sociale bijstandstelsel van het Rijk.

[...]

3.6. Het verblijfsrecht van de tweede verzoekende partij en de minderjarige verzoekende partijen, die allen een afgeleid verblijfsrecht genoten, wordt verder beëindigd met toepassing van artikel 42ter, § 1, eerste lid, 1° van de Vreemdelingenwet.

[...]

Een eerste belangrijk punt in dit verband is echter de vaststelling in de eerste bestreden beslissing dat de eerste verzoekende partij sinds haar aanvraag als werkzoekende op 16 december 2021 en de afgifte van de EU-kaart op 11 februari 2022 in de hoedanigheid van werkzoekende, en dit tot op het ogenblik van het nemen van deze beslissing op 24 juni 2024, enkel een marginale – en intussen achterhaalde – tewerkstelling kende van 17 tot 28 januari 2022, van 25 tot 28 juli 2022, van 8 tot 22 augustus 2022 en op 27 november 2023. De verzoekende partijen betwisten noch dat dit een marginale tewerkstelling betreft noch dat deze tewerkstelling achterhaald is. Zij weerleggen het motief niet dat de eerste verzoekende partij niet als werknemer het verblijfsrecht kan behouden. Het betoog van de eerste verzoekende partij dat zij buiten haar wil om werkloos is, doet hierover niet anders oordelen. In zoverre zij hiermee doelt op de gevallen voorzien in artikel 42bis, § 2 van de Vreemdelingenwet waarin een burger van de Unie het verblijfsrecht als werknemer kan behouden, moet worden opgemerkt dat zij geenszins concreet aantoont dat haar situatie valt binnen een van de voorziene situaties. Nog los van de vaststelling dat de tewerkstelling die zij had slechts marginaal was, weerlegt de eerste verzoekende partij de motieven in dit verband van het bestuur zo ook niet dat enerzijds zij geen volledig jaar heeft gewerkt en anderzijds zij reeds meer dan zes maanden werkloos is. [...]

De eerste verzoekende partij houdt voor dat zij ook na ruim 2,5 jaar nog steeds werkzoekende is en een reële kans heeft op werk. In het kader van het horen legde zij hiertoe de volgende stukken voor: *“een opvolgingsfiche begeleidingstraject VDAB/ESF, een inschrijving CVO Gent – Volwassenenonderwijs voor Nederlandse taallessen (van 04.03.2024 tot 17.06.2024), de aanwezigheidslijst CVO Gent – Volwassenenonderwijs (Nederlandse taallessen), een overzicht van de acties begeleidingstraject Jobteam Gent (van 24.11.2022 tot 01.06.2023), een VDAB attest dd. 18.04.2024, een uitzendovereenkomst Synergie (1 dag tewerkstelling – 27.11.2023), een attest van OCMW Gent dd. 22.04.2024 m.b.t. deelname aan project VIA van 23.01.2024 t.e.m. 12.03.2024”*.

De verwerende partij heeft, rekening houdend met deze voorgelegde stukken, concreet gemotiveerd waarom volgens haar de eerste verzoekende partij het verblijfsrecht niet kan behouden als werkzoekende. Zo blijkt de volgende beoordeling: *“Weliswaar is betrokkene ingeschreven als werkzoekende bij de VDAB. Echter blijkt uit de aangeleverde bewijzen ook de noodzaak, voor betrokkene, om begeleiding te krijgen bij zijn zoektocht naar tewerkstelling en Nederlandse taallessen te volgen. Dit doet niet direct het beste vermoeden wat betreft de reële kansen van betrokkene om opnieuw aan het werk te gaan. Het feit dat betrokkene in het verleden gewerkt heeft doet geen afbreuk aan deze*

vaststelling."

In zijn arrest van 17 december 2020 (C-710/19) heeft het Hof van Justitie aangegeven dat *"het gastland gehouden is werkzoekenden een redelijke termijn toe te kennen die hen in staat stelt om op het grondgebied van die lidstaat kennis te nemen van de vacatures die bij hun beroepskwalificaties passen, en om in het voorkomend geval het nodige te doen om te worden aangesteld"* (punt 27). [...] Hieruit blijkt dus dat het Hof van Justitie aanneemt dat in beginsel een termijn van zes maanden zou moeten volstaan voor een werkzoekende om werk te vinden in een andere lidstaat, minstens mag van hem na deze zes maanden een bijkomend bewijs worden verwacht dat hij daadwerkelijk een reële kans heeft om op relatief korte termijn een arbeidsbetrekking te vinden. Een dergelijke termijn van zes maanden is in de voorliggende zaak echter ruimschoots overschreden.

Zoals reeds werd gesteld, weerlegt de eerste verzoekende partij de vaststelling niet dat zij op een periode van 2,5 jaar enkel een marginale tewerkstelling had. Van een Unieburger die werk zoekt in een andere lidstaat mag worden verwacht dat hij binnen een dergelijke lange periode reeds een (niet-marginale) tewerkstelling zou hebben, wat echter geenszins het geval blijkt. Alleszins spreekt een dergelijke lange periode eerder tegen dat de betrokken Unieburger een reële kans maakt op werk.

In de voorliggende omstandigheden heeft de verwerende partij in alle redelijkheid geoordeeld dat de nood aan Nederlandse taallessen en een intensieve begeleiding voor de eerste verzoekende partij om haar werkkansen te verhogen, zoals dit blijkt uit de voorgelegde stukken, vooral het gebrek aan een reële kans op werk bevestigt.

[...]

In zoverre de eerste verzoekende partij thans stelt dat duidelijk blijkt dat zij haar uiterste best doet om werk te vinden, kan de Raad dit niet bijtreden en wordt dit alleszins onvoldoende concreet onderbouwd. De eerste verzoekende partij is weliswaar ingeschreven bij de VDAB, maar uit de voorgelegde stukken blijkt verder niet dat zij uit zichzelf concrete acties onderneemt om te solliciteren en actief werk te zoeken, al zeker niet recent. Verder benadrukt de eerste verzoekende partij haar inspanningen om haar kansen op de arbeidsmarkt te vergroten en de professionele ondersteuning die zij hierbij krijgt. Echter, zoals het bestuur in alle redelijkheid heeft vastgesteld, bevestigt de nood aan professionele ondersteuning en Nederlandse taallessen vooral dat de eerste verzoekende partij actueel geen reële kans heeft om, met haar huidige competenties, een (niet-marginale) tewerkstelling te vinden. Ondanks de ingeroepen eigen inspanningen en professionele ondersteuning en de taallessen begin 2024, blijkt het trouwens allesbehalve de goede richting op te gaan met de arbeidskansen voor de eerste verzoekende partij. Waar zij in 2022 nog enkele dagen heeft gewerkt, was zij in 2023 slechts één dag tewerkgesteld en in 2024 blijkt zelfs niet dat zij ook maar één dag heeft gewerkt. Ondanks de begeleiding bleek zelfs een tewerkstelling onder het artikel 60 van de OCMW-wet voor de eerste verzoekende partij niet mogelijk te zijn, nu het traject hiernaar toe vroegtijdig werd stopgezet. Het is ook onduidelijk of er sindsdien nog concrete begeleiding wordt voorzien om de eerste verzoekende partij te begeleiden naar werk. Voor 2024 blijken enkel nog de taallessen Nederlands, waar zij echter ook veelvuldig afwezig was en dit veelal ongewettigd, en een positief verlopen "voortraject integratie anderstaligen", maar het is niet kennelijk onredelijk om op basis hiervan nog geen reële kans op werk te aanvaarden. Alleszins blijkt niet dat het Nederlands en de integratie van de eerste verzoekende partij thans zodanig op punt zouden staan dat zij alsnog een reële kans zou hebben op werk, rekening houdend ook met de veelvuldige afwezigheid bij de taallessen en waar bovendien slechts sprake is van een "voortraject integratie".

[...]

De verzoekende partijen weerleggen met voormeld betoog verder de motieven in de bestreden beslissingen niet dat zij niet in aanmerking komen voor een verblijfsrecht als beschikkers over voldoende bestaansmiddelen zoals bedoel in artikel 40, § 4, eerste lid, 2° van de Vreemdelingenwet, nu hun bestaansmiddelen bestaan uit het leefloon dat zij ontvangen van het OCMW. Evenmin weerleggen zij trouwens de volgende beoordeling: *"Betrokkene toont op geen enkele wijze aan wat de oorzaak was van zijn belasting van het sociale bijstandstelsel. Aan de hand van de voorgelegde bewijzen kan niet afgeleid worden dat er binnen afzienbare tijd een verandering zal komen in de situatie van betrokkene. Aangezien uit de gegevens van het dossier blijkt dat betrokkene sinds 01.01.2022 (tot 30.04.2024) een leefloon geniet als persoon met gezinslast, dient besloten te worden dat hij een onredelijke belasting vormt op het sociale bijstandstelsel van het Rijk."* De verzoekende partijen houden weliswaar voor dat hun beroep op het OCMW slechts een tijdelijke situatie is, maar het bestuur wees er terecht op dat de eerste verzoekende partij reeds leefloon geniet sinds zij de EU-kaart verkreeg als werkzoekende en deze situatie voortduurde tot en met de maand voor het nemen van de bestreden beslissingen. Zij weerleggen evenmin de beoordeling dat niet blijkt dat deze situatie binnenkort zou veranderen. Voor zover de eerste verzoekende partij in dit verband wijst op haar standpunt inzake de reële kans op werk, wordt verwezen naar de bovenstaande bespreking. Het is onduidelijk welke definitie de verzoekende partijen geven aan het begrip "tijdelijk", maar in de gegeven omstandigheden kan niet worden aangenomen dat het beroep op de sociale bijstand slechts een tijdelijk karakter heeft.

CCE arrêt 318977 du 19/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Brésil

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 14

composition du siège

1 juge

Bijlage 14 - vernietiging - VP dient, samen met haar twee minderjarige kinderen, een aanvraag in tot gezinshereniging met Braziliaanse echtgenoot/vader op grond van artikelen 10 en 12bis, §1, tweede lid VW - moeder en eerste kind worden geweigerd omdat zij niet in bezit zouden zijn van de nodige binnenkomstdocumenten - tweede kind heeft echter een andere weigeringsgrond (wordt geweigerd omwille van onvoldoende bestaansmiddelen van de referentiepersoon (A318975)) - verweerder weigert in casu omdat VP en eerste minderjarig kind kort verblijf werd toegestaan tot 20 februari 2023, maar dat er geen stukken voorliggen, zoals een A-kaart, waaruit blijkt dat zij het land hebben verlaten voorafgaand de huidige aanvraag op 17 augustus 2023, waardoor zij de maximale toegestane verblijfsduur van 90 dagen op 180 dagen niet hebben gerespecteerd - in het AD van het tweede kind bevindt zich wel een aankomstverklaring van 24 juli 2023 - deze aankomstverklaringen bevinden zich niet in de dossiers van VP en eerste kind - paspoorten en aankomstverklaringen worden gevoegd aan het VZS - aan elk van hen werd echter op 21 augustus 2023 een bijlage 15bis uitgereikt, dat zich ook in de administratieve dossiers bevindt, wat impliceert dat de vereiste documenten voor binnenkomst werden voorgelegd - VP had van verweerder mogen verwachten dat deze navraag doet bij VP of bij de gemeente om (een betere kwaliteit van) de uittreksels van de paspoorten op te vragen om de in- en uitreisstempels zelf te verifiëren - zeker gelet op het gegeven dat de binnenkomstdocumenten voor één kind wel aanvaard zijn - Raad heeft debatten heropend en originele paspoorten op zitting opgevraagd - schending zorgvuldigheidsplicht en hoorrecht

2.3. De bestreden beslissing verwijst naar artikel 12 bis, §1, tweede lid van de Vreemdelingenwet. Hierin wordt bepaald in welke gevallen een aanvraag gezinshereniging op grond van artikel 10 van de Vreemdelingenwet kan worden ingediend bij het gemeentebestuur van de verblijfplaats.

Kernpunt van de bestreden beslissing is dat verweerder verzoekster aanwijft dat ze het land is binnen gereisd op 23 november 2022, dat haar een kort verblijf (voor maximaal drie maanden) werd toegestaan tot 20 februari 2023, maar dat er geen stukken voorliggen (paspoorten met binnenkomststempels, vliegtuig- of treintickets, verklaring op eer, nieuwe aankomstverklaring) waaruit blijkt dat ze het Rijk heeft verlaten voorafgaand aan haar in punt 1.4. bedoelde aanvraag van 17 augustus 2023. Verweerder is van oordeel dat ze de maximale toegestane verblijfsduur van 90 dagen/180 dagen niet heeft gerespecteerd. Op grond hiervan concludeert hij dat verzoekster voorafgaand aan de in punt 1.4. bedoelde aanvraag niet kon worden beschouwd als zijnde gemachtigd tot een verblijf van maximaal drie maanden.

[...]

2.5. Verzoekster verwijst naar de toepassing van artikel 12 bis, §3 van de Vreemdelingenwet en artikel 20 van het Vreemdelingenbesluit. Zij wijst erop dat ze op 24 juli 2023 samen met haar twee minderjarige zonen de in punt 1.3. bedoelde aankomstverklaringen verkreeg van de gemeente Lille, dit op basis van haar paspoort en die van haar minderjarige kinderen met binnenkomststempels, waaruit volgens haar blijkt dat zij op 20 juni 2023 het Schengengrondgebied binnenkwamen via Lissabon, Portugal. Zij voegt de voormelde stukken bij het verzoekschrift. Ze wijst erop dat ze op 21 augustus 2023 van dezelfde gemeente een bijlage 15bis ontvingen. Ze betoogt dat ze die maar konden ontvangen van de gemeente na inzage onder meer van de documenten die zijn vereist voor de binnenkomst en het verblijf. Verzoekster is van oordeel dat ze niet verantwoordelijk kan worden gesteld als de gemeente Lille deze aankomstverklaringen en hun paspoort met binnenkomststempels niet meestuurt naar de gemachtigde van de staatssecretaris samen met de in punt 1.4. bedoelde aanvragen. Ze betoogt verder dat verweerder, gezien de zorgvuldigheidsplicht en het hoorrecht, toch met de gemeente of met haar contact had kunnen opnemen toen hij vaststelde dat de binnenkomstdocumenten ontbraken.

[...]

2.9. Uit de uittreksels uit de paspoorten die verzoekster voegt bij haar verzoekschrift lijkt te kunnen worden afgeleid dat zij en haar minderjarige zonen op 13 maart 2023 het Schengengrondgebied hebben verlaten via Duitsland om er op 20

juni 2023 naar terug te keren (via Portugal) en vervolgens alhier op 24 juli 2023 een nieuwe aankomstverklaring te doen. Uit de bij het verzoekschrift gevoegde aankomst-verklaringen blijkt dat niet alleen verzoeksters minderjarige zoon G. maar ook verzoekster en haar andere minderjarige zoon M. op grond van het vertoonde paspoort werden gemachtigd tot een verblijf in België tot 17 september 2023. Dit alles tezamen met de bijlagen 15bis die door de gemeente werden uitgereikt lijkt erop te wijzen dat verzoekster en haar twee minderjarige zonen wel degelijk op datum van 17 augustus 2023, het moment van de in punt 1.4. bedoelde aanvraag, gemachtigd waren tot een kort verblijf in het Rijk.

2.10. Wat er ook van zij, verzoekster kan worden gevolgd in haar betoog dat gezien de bijlagen 15bis die aan haar en haar minderjarige kinderen werden uitgereikt op grond van artikel 12 bis, § 3 van de Vreemdelingenwet – wat toch het vermoeden inhoudt dat verzoekster de vereiste documenten voor binnenkomst heeft overgelegd –, zij van verweerder mocht verwachten dat deze minstens navraag doet bij verzoekster of bij de gemeente om (een betere kwaliteit van) de uittreksels van de paspoorten van verzoekster en haar minderjarige zoon M. op te vragen om de in- en uitreisstempels te verifiëren, indien hij desondanks van oordeel is dat de vereiste binnenkomstdocumenten niet werden overgelegd. Zij kon eveneens verwachten dat verweerder navraag doet bij haar of bij de gemeente om na te gaan of er aan haar en haar minderjarige zoon M. net zoals aan haar minderjarige zoon G. een aankomstverklaring werd uitgereikt op 24 juli 2023, waarbij zij ook worden gemachtigd tot een verblijf tot 17 september 2023.

Deze beoordeling dringt zich des te meer op gezien verweerder voor verzoeksters andere minderjarige zoon G. geen gelijkaardige beslissing treft als de bestreden beslissing die geldt voor verzoekster en haar minderjarige zoon M., daar waar de aanvraag van G. en de bijgevoegde documenten redelijkerwijs onlosmakelijk verbonden zijn met haar eigen aanvraag en die van haar minderjarige zoon M. In het administratief dossier van verzoeksters minderjarige zoon G. zit zoals gezegd wel een aankomstverklaring die werd uitgereikt op 24 juli 2023, daar waar deze zich niet bevinden in het administratief dossier dat verzoekster en haar minderjarige zoon M. betreft. Verzoekster voegt ze, zoals hierboven werd geduid, wel bij haar verzoekschrift. Verweerder stelt nergens in zijn nota dat het een kopie betreft van een niet bestaand origineel. Verzoekster kan worden gevolgd in haar betoog dat ze niet verantwoordelijk kan worden gesteld als de gemeente Lille deze aankomstverklaringen niet meestuurt naar de gemachtigde van de staatssecretaris samen met de in punt 1.4. bedoelde aanvragen.

2.11. De conclusie luidt dan ook dat de zorgvuldigheidsplicht en het hoorrecht in de aangegeven mate werden geschonden, dit in het licht van artikel 12 bis, § 1, tweede lid 2° en § 3 van de Vreemdelingenwet. Verzoekster heeft aannemelijk gemaakt dat ze bij haar horen door de verwerende partij stukken en elementen zou hebben bijgebracht die verweerder mogelijk hadden kunnen leiden tot een andere beoordeling van haar aanvraag en die van haar minderjarige zoon M.

[...]

Voorts blijkt niet dat verzoekster bij het verzoekschrift uittreksels uit andere paspoorten voorlegt van haar en haar minderjarige zoon M. dan de paspoorten die werden voorgelegd ter ondersteuning van de in punt 1.4. bedoelde aanvraag. Deze uittreksels bevatten hetzelfde paspoortnummer als het nummer dat figureert op de uittreksels van de paspoorten die zich bevinden in het administratief dossier dat betrekking heeft op verzoekster en haar minderjarige zoon M. Om echter elke twijfel uit te sluiten, werden de debatten heropend en heeft de verzoekende partij ter terechtzitting van 12 december 2024 op vraag van de Raad de originele paspoorten voorgelegd. Ze werden nauwgezet ingekeken door de Raad en de verwerende partij. Hieruit blijkt duidelijk dat:

- in verzoeksters originele paspoort dat hetzelfde nummer draagt als het paspoort waarvan zich enkele uittreksels bevinden in het administratief dossier, op p. 6, een inreisstempel figureert van 2 november 2021 in Spanje, een uitreisstempel van 29 november 2021 in Duitsland en een uitreisstempel van 13 maart 2023 in Frankfurt/Main; op p. 7 bevindt zich een inreisstempel van 20 juni 2023 waarop "Lisboa" kan worden gelezen;

- in het originele paspoort van verzoeksters minderjarige zoon M. dat hetzelfde nummer draagt als het paspoort waarvan zich enkele uittreksels bevinden in het administratief dossier, op de pagina's 6 en 7 dezelfde inreis- en uitreisstempels figureren zoals in het originele paspoort van verzoekster;

- in het originele paspoort van verzoeksters minderjarige zoon G. dat hetzelfde nummer draagt als het paspoort waarvan zich enkele uittreksels bevinden in het administratief dossier dat M. betreft, op p. 6 een inreisstempel figureert van 2 november 2021 in Spanje, een uitreisstempel van 29 november 2021 in Duitsland, een uitreisstempel van 13 maart 2023 in Frankfurt/Main en een inreisstempel van 20 juni 2023 waarop "Lisboa" kan worden gelezen.

Hieruit blijkt dus ontegensprekelijk dat verzoekster en haar minderjarige zonen M. en G. samen het Schengengrondgebied via Duitsland hebben verlaten op 13 maart 2023 om op 20 juni 2023 het Schengengrondgebied terug in te reizen via Portugal. Dit alles wijst er ook op dat de betrokken gemeente, op basis van de in- en uitreisstempels die figureren in de drie voorgelegde paspoorten, terecht en in overeenstemming met artikel 20 van het Vreemdelingenbesluit, aankomstverklaringen uitreikte aan verzoekster en haar minderjarige zonen, met een

geldigheidsduur van 24 juli 2023 tot 17 september 2023 alsook terecht bijlagen 15bis verstrekte. Dit had verweerder simpelweg zelf kunnen vaststellen door navraag te doen bij verzoekster of de gemeente, zoals geduid in punt 2.10.

[...]

Zoals reeds gezegd blijkt uit de originele paspoorten, voorgelegd op de zitting van 12 december 2024, dat deze wel degelijk de nodige uitreis- en inreisstempels bevatten en dat er aankomstverklaringen werden uitgereikt, ook aan verzoekster en haar minderjarige zoon M. Zoals ook reeds gezegd, kan verzoekster niet verantwoordelijk worden gesteld als de gemeente niet de nuttige documenten of kopieën van slechte kwaliteit van uittreksels uit de paspoorten van haar en haar minderjarige zoon M. overmaakt aan de gemachtigde van de staatssecretaris. De uitgereikte bijlage 15bis kan op zijn minst worden beschouwd als een vermoeden dat verzoekster was gemachtigd tot een kort verblijf tot 17 september 2023. Zoals ook gezegd, kon bijgevolg van verweerder worden verwacht dat deze contact opneemt met de gemeente of met verzoekster om na te gaan of er toch niet de nodige in- en uitreis-stempels figureren in de paspoorten van verzoekster en haar minderjarige zoon M. en of er ook geen aankomstverklaringen aan hen werden uitgereikt, zoals dit het geval is met verzoeksters minderjarige zoon G.

CCE arrêt 318989 du 19/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV - verwerping - geen wetsconforme synthesememorie voorgelegd - letterlijke weergave van de middelen in VZS zonder werkelijke repliek op de nota met opmerkingen - kan niet beschouwd worden als een 'samenvatting'

3.1. De synthesememorie bevat in casu een letterlijke weergave van de middelen zoals opgenomen in het verzoekschrift zonder werkelijke repliek op de nota met opmerkingen, wat niet kan worden beschouwd als een samenvatting ervan (zie o.a. RvS 6 oktober 2014, nr. 228.644 en RvS 3 november 2014, nrs. 229.004 en 229.005). Hiermee wordt niet tegemoet gekomen aan de vereiste van een synthesememorie zoals bedoeld in artikel 39/81, vijfde lid van de Vreemdelingenwet (vaste rechtspraak, zie o.a. RvS 28 november 2018, nr. 13.076 (c)).

3.2. Het enig verschil tussen het verzoekschrift en de synthesememorie is immers dat:

- verzoeker op pagina 4 van de synthesememorie voor het eerst aangeeft dat zijn Belgische partner mevrouw D. – de referentiepersoon in casu – sinds 8 mei 2024 zelfstandig thuisverpleegster in bijberoep is. Verzoeker voegt hiervan ook een bewijsstuk toe aan zijn synthesememorie, een stuk dat niet werd toegevoegd aan het verzoekschrift. De Raad wijst er op dat een betoog ter ondersteuning van een middel in het inleidend verzoekschrift moet worden ontwikkeld, tenzij de grondslag ervan pas later aan het licht komt. Daar verzoeksters partner sinds 8 mei 2024 aan de slag ging en het beroep dateert van 3 september 2024, ziet de Raad niet in waarom verzoeker dit element niet al in zijn inleidend verzoekschrift kon uiteenzetten. Met deze bijkomende argumentatie en het ondersteunend stuk kan bijgevolg geen rekening worden gehouden;

- verzoeker op pagina 6 van zijn synthesememorie op het einde van het tweede middel verweerder verwijt dat deze niet ingaat op een mogelijke schending van artikel 8 van het EVRM in de nota met opmerkingen – wat verweerder echter wel degelijk doet – om vervolgens te stellen dat “[...] de overwegingen in de nota met opmerkingen van verweerder, [...] daar niet aan [veranderen]. [...]” Zulks kan geenszins worden beschouwd als een daadwerkelijke repliek op de nota met opmerkingen, nu dit louter een boude stelling betreft zonder in verder in detail te treden.

3.3. Nu er geen wetsconforme synthesememorie werd ingediend, wordt het beroep tot nietigverklaring verworpen.

CCE arrêt 319026 du 19/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Sous 48/3 : occidentalisation non établie

"Le Conseil n'aperçoit pas non plus, dans le dossier de la procédure, d'indices indiquant que le requérant serait perçu comme occidentalisé en cas de retour en Afghanistan. Ainsi notamment, son long séjour hors d'Afghanistan, la durée de son séjour en Belgique, le fait qu'il y travaille et qu'il y ait signé un contrat à durée indéterminée, le fait qu'il suive assidument des cours de néerlandais, la circonstance qu'il ait « rencontré de nombreux collègues avec qui il passe du temps au travail mais aussi en dehors des heures de travail », ou les documents y relatifs qu'il annexe à sa requête et sa note complémentaires, s'ils sont susceptibles, le cas échéant, de démontrer son intégration en Belgique, ne sont pas de nature à établir une crainte fondée de persécutions s'il retourne dans son pays d'origine. À l'audience, expressément interrogé quant à ce, le requérant n'expose aucun élément convaincant qui permettrait d'arriver à une autre conclusion."

48/4, § 2 , c : Maidan Wardak

"Le Conseil n'aperçoit dans le dossier de la procédure aucun élément indiquant l'existence de sérieux motifs de croire que la partie requérante serait exposée à un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980.

Ainsi, s'agissant de la province de Maidan Wardak dont le requérant est originaire, il ressort du rapport de l'EUAA concernant la situation sécuritaire en Afghanistan d'août 2022 (...) que durant la période située entre août 2021 et juin 2022, 11 incidents de sécurité ont été enregistrés dans la province de Maidan Wardak, le district le plus touché étant celui de Sayyid Abad (le requérant habitant le district de Jalrez). Selon l'UNOCHA, il n'y a pas eu de déplacements induits par le conflit dans la province de Maidan Wardak entre le 1^{er} janvier 2022 et le 10 mai 2022 (EUAA, « Country of Origin Information. Afghanistan Security Situation », août 2022, pp. 191 à 193). Dans son rapport « Country Guidance : Afghanistan » de mai 2024, cité par la partie défenderesse, l'EUAA conclut qu'il n'existe actuellement aucun risque réel qu'un civil soit personnellement touché par une situation de violence aveugle dans la province de Wardak (voy. p. 117). Le requérant n'apporte pour sa part aucune information actuelle ou spécifique permettant de remettre en cause cette analyse."

CCE arrêt 319008 du 19/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Russie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Retrait de la protection temporaire (art. 74/20, §2 de la Loi) obtenue en tant qu'époux russe d'une Ukrainienne

AA : lors d'un contrôle, la PR était en possession d'un faux passeport russe à son nom et d'un faux passeport ukrainien au nom d'une personne étrangère au dossier [docs. non utilisés pour obtenir la PT] => doute sur l'identité de la PR + *fraus omnia corrumpit* => doute sur l'ensemble des documents produits dont les document d'identité ukrainiens et donc aussi sur le mariage avec une Ukrainienne => PT acquise sur base de faux documents qui étaient déterminants pour leur obtention.

PR : Le DA ne démontre pas que les documents ukrainiens qui lui ont permis d'obtenir la PT sont des faux – « *Les simples soupçons de la PD sur la base du fait que, par ailleurs, le requérant a acquis des faux documents (qu'il n'a au demeurant pas utilisés) et qu'il est accusé de faux et d'usage de faux [...], ne sont pas suffisants pour démontrer que ces documents-là, en l'espèce, sont faux* » - sur son identité qui serait fausse, la PD ne peut déduire de la présomption qu'un passeport est faux que l'identité reprise dans ce passeport est fausse + les autorités russes ont émis un mandat d'arrêt international à son encontre sur la base de cette identité + PR produit un doc. de la Police fédérale selon lequel « *A ce stade, Nous ignorons si [ces faux docs.] ont été sciemment utilisés dans le but de tromper les services de l'Office des Etrangers, afin de se voir octroyer un statut de réfugié* »

CCE : PR ne conteste pas utilement l'analyse de la Police Fédérale selon laquelle le passeport russe à son nom serait faux et elle reconnaît que le passeport ukrainien est faux - La PR ne conteste par ailleurs pas l'application par la PD du principe « *fraus omnia corrumpit* » mentionné dans l'acte attaqué. Partant, la PR ne peut être suivie lorsqu'elle affirme que la PD s'est fondée sur de simples suppositions – pas d'EMA – Comme l'a constaté l'OE dans l'AA, les document ukrainiens qui lui ont permis d'obtenir la PT sont soit des faux, comme le faux passeport ukrainien trouvé lors du contrôle effectué par la Police Fédérale, soit ils ont été obtenus sur la base de la production du faux passeport russe. Sur la base de ces constats objectifs, puisque le caractère frauduleux du passeport russe et du passeport ukrainien est établi => décision est donc non déraisonnable – le doc. de la police fédérale est un élément nouveau + ne remet pas en cause l'appréciation raisonnable de la PD en fonction des éléments dont elle disposait – le mandat d'arrêt international est un élément nouveau + quoi qu'il en soit, le caractère frauduleux du passeport russe reste établi – sur le risque 3 CEDH vu qu'il est un opposant politique pas démontré in concreto que l'AA serait une mesure suffisamment grave + pas d'OQT – rejet.

"3.2. Le Conseil observe que l'acte attaqué est exclusivement fondé sur l'article 74/20, § 2, de la loi du 15 décembre 1980. Cette disposition est libellée comme suit : « § 2. Sauf dispositions particulières prévues par la loi, le ministre ou son délégué peut retirer l'autorisation ou l'admission au séjour octroyée ou reconnue en application de la présente loi lorsque, pour l'obtenir ou se le voir reconnaître, le demandeur a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou lorsque celui-ci a recouru à la fraude ou a employé d'autres moyens illégaux qui contribuent à l'obtention du séjour. Lorsque le ministre ou son délégué envisage de prendre une telle décision, il tient compte de la nature et de la solidité des liens familiaux de l'intéressé, de la durée de son séjour dans le Royaume ainsi que de l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine ».

3.3. En l'espèce, la partie défenderesse a constaté que « Le 11/06/2024 vous avez fait l'objet d'un contrôle par la Police Judiciaire Fédérale de Liège (PV LI21[...]). L'OE a été informé le même jour par la Police. Il apparaît du rapport administratif que vous étiez en possession de deux faux documents. Vous étiez en possession d'un faux passeport russe au nom de [M.K.] (né le [...].1992 de nationalité russe), c'est-à-dire l'identité que vous avez utilisé lors de vos demandes d'obtention de protection temporaire. Ce faux a été révélé après par la Police aéronautique - Liège Airport.

Vous étiez également en possession d'un faux passeport interne ukrainien au nom de [A.R.] (né le [...].1993 de nationalité ukrainienne). Vous avez-vous-même révélé la fraude.

Nous pouvons donc douter de l'authenticité de l'identité donnée lors de votre demande d'obtention de protection conformément à la décision d'exécution (UE) 2022/38. Etant donné qu'il est avéré que vous avez utilisé de faux documents (un document russe avec l'identité donnée lors de votre demande et un faux document ukrainien), nous ne pouvons

accorder aucune foi à l'ensemble des documents que vous avez produits (un permis de séjour permanent ukrainien, un acte de mariage ukrainien et les documents en lien avec une demande de protection internationale en Ukraine). Nous n'avons aucune certitude concernant votre identité et votre nationalité. Les documents ukrainiens produits sont soit des faux documents comme le passeport ukrainien trouvé aujourd'hui par la police, soit ont été obtenus sur production du faux passeport russe produit (ce faux est valable de 2020 à 2025). Nous pouvons donc en conclure que vous avez sciemment trompé les autorités belges en vue d'obtenir une autorisation de séjour en tant que bénéficiaire de la protection temporaire et cela en produisant de faux documents. En effet, le principe général *fraus omnia corrumpit* implique que la fraude corrompt tout. Dès lors, votre mariage avec une citoyenne ukrainienne, qui vous a offert le statut de protection temporaire, peut être mis en doute. Par conséquent il est établi que vous avez acquis la protection temporaire et un permis de séjour sur base de faux documents et fausses déclarations qui étaient déterminants pour leur obtention », en telle sorte que l'autorisation de séjour de la partie requérante devait lui être retirée.

3.4.1. Il ressort de l'acte attaqué et du dossier administratif que la partie requérante s'est présentée le 5 avril 2022 à l'Office des étrangers en vue de bénéficier de la protection temporaire en application de la décision d'exécution (UE) 2022/382 du Conseil du 4 mars 2022 constatant l'afflux massif de personnes déplacées en provenance d'Ukraine. A cette occasion, la partie défenderesse a présenté les documents suivants :

- un permis de séjour permanent ukrainien délivré le 15 novembre 2020 et valable jusqu'au 14 novembre 2023 ;
- une copie et photo d'une attestation dans le cadre d'une demande de protection internationale en Ukraine.

Cette première demande a été refusée.

Le 12 juillet 2022, la partie requérante s'est à nouveau présentée à l'Office des étrangers, accompagnée de son épouse ukrainienne, en vue de bénéficier de la protection temporaire. Elle a présenté les documents suivants :

- un document du service de migration ukrainien délivré le 5 novembre 2021 et valable jusqu'au 8 avril 2022 ;
- un acte de mariage ukrainien.

Un certificat de protection temporaire a été délivré à la partie requérante en tant que membre de la famille d'un citoyen ukrainien relevant du champ d'application de la décision d'exécution (UE) 2022/382.

Le 21 juin 2023, la partie requérante s'est présentée à l'Office des étrangers avec une ressortissante russe (B. U.) et 3 enfants mineurs. A cette occasion, elle a produit les documents suivants :

- un passeport russe pour B. U. et les 3 enfants mineurs ;
- des documents concernant une arrestation et une libération en Allemagne et en Italie ;
- une décision d'un tribunal ukrainien.

3.4.2.1. Le 11 juin 2024, la partie requérante a fait l'objet d'un contrôle par la Police Judiciaire Fédérale de Liège. Il ressort du rapport administratif rédigé le même jour, que la partie requérante était en possession des documents suivants :

- un faux passeport russe : document au nom de M. K., c'est-à-dire l'identité utilisée par la partie requérante lors de sa demande de protection temporaire en Belgique ;
- un faux passeport ukrainien : document au nom de A. R.

S'agissant du faux passeport russe, il ressort du rapport d'analyse de la Police Fédérale DAC-Aéroport Régional Bierset du 11 janvier 2024, sur lequel se fonde la partie défenderesse et qui se trouve au dossier administratif, que « Les analyses effectuées montrent que les impressions ne sont pas conformes aux normes requises pour ce type de document et que les dispositifs de sécurité sont soit absents, soit mal reproduits. Le mode d'impression de la page ID est non conforme. Après analyse approfondie du passeport, nous concluons qu'il s'agit d'une contrefaçon par falsification, substitution de la page d'identité ». Cette analyse n'est pas contestée par la partie requérante.

S'agissant du faux passeport ukrainien, il ressort du rapport de la Police Judiciaire Fédérale de Liège du 11 juin 2024, que le caractère frauduleux de ce document a été révélé par la partie requérante elle-même. De plus, il ressort du procès-verbal du 11 juin 2024, joint par la partie requérante à sa requête (pièce 3, pp. 6 et 7), que la partie requérante reconnaît avoir commandé ce faux passeport ukrainien (qui porte sa photo mais pas son nom) et l'avoir utilisé pour demander une copie de l'acte de naissance qui accompagnait le faux passeport ukrainien.

3.4.2.2. Au vu de ces éléments objectifs, il apparaît que la partie requérante était en possession de faux documents. Comme déjà relevé ci-dessus, elle n'argumente pas dans sa requête à l'encontre du constat du caractère frauduleux du passeport russe opéré par les services de police compétents[1] et reconnaît que le passeport ukrainien est un faux. La partie requérante ne conteste par ailleurs pas l'application par la partie défenderesse du principe « *fraus omnia corrumpit* » mentionné dans l'acte attaqué. Partant, la partie requérante ne peut être suivie lorsqu'elle affirme que la partie défenderesse s'est fondée sur de simples suppositions. La partie défenderesse n'a pas commis d'erreur manifeste

d'appréciation en relevant « qu'il est avéré que vous avez utilisé de faux documents (un document russe avec l'identité donnée lors de votre demande et un faux document ukrainien), nous ne pouvons accorder aucune foi à l'ensemble des documents que vous avez produits (un permis de séjour permanent ukrainien, un acte de mariage ukrainien et les documents en lien avec une demande de protection internationale en Ukraine) ». Sur cette base, la partie défenderesse a pu valablement faire application de l'article 74/20, §2, de la loi du 15 décembre 1980 pour retirer l'autorisation de séjour de la partie requérante.

3.4.3. La partie requérante mentionne dans son recours avoir obtenu le statut de séjour temporaire sur la base d'un acte de mariage ukrainien et de documents de séjour ukrainiens, qui ne sont pas visés comme étant des faux dans le cadre de la procédure pénale intentée contre elle. Or, comme l'a relevé la partie défenderesse dans l'acte attaqué, les documents précités sont soit des faux, comme le faux passeport ukrainien trouvé lors du contrôle effectué par la Police Fédérale, soit ils ont été obtenus sur la base de la production du faux passeport russe. Sur la base de ces constats objectifs, puisque le caractère frauduleux du passeport russe et du passeport ukrainien est établi, il n'est pas déraisonnable, pour la partie défenderesse, d'estimer que la partie requérante a sciemment trompé les autorités belges et de faire application de l'article 74/20, §2, de la loi du 15 décembre 1980.

A l'audience du 17 octobre 2024, la partie requérante a déposé un nouvelle pièce, à savoir, un document intitulé « Pro Justitia » émanant de la Police fédérale de Liège (PV 007228/2024 – 3 pages) daté du 12 juin 2024. Tout d'abord, il y a lieu de relever qu'il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir pris ce document en considération puisqu'elle n'en avait pas connaissance au moment de prendre l'acte attaqué (la veille). Ensuite, il ressort de la page 3 de ce document que « Manifestement, monsieur [M.] (partie requérante) a volontairement effectué les démarches pour obtenir différents faux documents. A ce stade, Nous ignorons si ceux-ci ont été sciemment utilisés dans le but de tromper les services de l'Office des Etrangers, afin de se voir octroyer un statut de réfugié dans notre pays, mais également de percevoir une aide financière auprès du C.P.A.S. de Verviers, (...) ». Ces déclarations confirment que la partie requérante a été en possession de faux documents et les a utilisés. Quant au fait de savoir si la partie requérante les a sciemment utilisés pour tromper la partie défenderesse, si cette question reste en suspens pour la Police Fédérale, postérieurement à l'acte attaqué, cela ne remet pas en cause le fait que sur la base des éléments concrets dont elle avait connaissance au moment de prendre sa décision, la partie défenderesse a pu estimer que la partie requérante a sciemment voulu tromper les autorités belges.

3.4.4. La partie requérante relève ensuite que son identité sur le faux passeport russe, sur son acte de mariage ukrainien et sur son statut de réfugié ukrainien est confirmée par les autorités russes dans leur « red notice » ou mandat d'arrêt international délivré à son encontre. Partant, elle estime que la confirmation par les autorités russes ne permet pas de douter de son identité et que celle-ci ne peut être considérée comme fausse uniquement en raison du caractère frauduleux du passeport russe.

Or, le Conseil constate que les informations relatives à la « red notice » (ou signalement interpol) des autorités russes sont postérieures à l'adoption de l'acte attaqué. Ces informations apparaissent dans le procès-verbal d'interrogatoire du 12 juin 2024, soit au lendemain de l'acte attaqué (voir pièce 3 jointe au recours). Partant, il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir pris en considération ces informations. Quoi qu'il en soit, le caractère frauduleux du passeport russe reste établi sur la base des constats objectifs opérés dans le rapport d'analyse de la Police Fédérale DAC-Aéroport Régional Bierset du 11 janvier 2024.

3.4.5. Concernant le fait que la partie requérante affirme ne pas avoir fait usage de son passeport ukrainien alors que cela aurait facilité l'obtention d'un statut de protection temporaire, et que cela démontre selon elle qu'elle n'a pas eu l'intention de tromper les autorités belges, il y a tout d'abord lieu de relever que ces déclarations ne changent rien au fait que ce passeport ukrainien est un faux, ce que la partie requérante ne conteste pas.

De plus, comme cela a déjà été relevé plus haut dans le présent arrêt, la partie requérante a, selon la décision attaquée, non valablement contestée sur ce point, présenté à l'appui de sa demande de protection temporaire des documents qui sont soit faux, comme le passeport ukrainien, soit ont été obtenus en présentant un faux passeport russe. Partant, il n'est pas déraisonnable pour la partie défenderesse de considérer que la partie requérante a sciemment voulu tromper les autorités belges. En outre, il ressort des informations contenues dans le dossier administratif, en particulier dans le rapport de la Police Fédérale du 11 juin 2024, que l'identité mentionnée sur le faux passeport ukrainien est celle de A.R. et non M.K., identité reprise sur les documents présentés à l'appui de la demande de protection temporaire. La partie requérante n'avait dès lors pas intérêt à présenter son faux passeport ukrainien puisque l'identité mentionnée sur celui-ci ne correspond pas à l'identité mentionnée sur l'acte de mariage et sur le document du service de migration ukrainien présentés par la partie requérante en vue d'obtenir la protection temporaire. Son argument est donc sans pertinence.

3.5. S'agissant du fait que la partie défenderesse n'a pas examiné les risques qu'encourt la partie requérante en cas de retour en Russie, alors qu'elle a déclaré être un opposant politique, le Conseil observe que la partie requérante ne démontre pas, in concreto, dans quelle mesure la délivrance de l'acte attaqué constituerait une mesure suffisamment grave pour constituer un traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Quoi qu'il en soit, le Conseil relève que l'acte attaqué n'étant pas assorti d'un ordre de quitter le territoire, il n'implique nullement un rapatriement et, en tout état de cause, pas en Russie.

Le grief de la partie requérante n'est pas fondé et est, à tout le moins, hypothétique."

[1] De même, à la question qui lui a été posée par les services de police le 11 juin 2024 (« L'expertise réalisée par nos collègues spécialisés de la LPA montre qu'il s'agirait d'un faux. Qu'avez vous à dire à ce sujet ? »), la partie requérante a répondu « je ne sais pas » (voir la pièce 3 jointe à la requête).

CCE arrêt 318950 du 19/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Bestreden beslissing: volgend (5de) VIB niet-ontvankelijk.

De Raad is van oordeel dat in casu heden wel degelijk nieuwe elementen voorliggen die de kans aanzienlijk groter maken dat verzoeker voor internationale bescherming in aanmerking komt. Zoals hierna zal blijken, liggen er tevens voldoende elementen voor om de Raad toe te laten de beschermingsnood van verzoeker ten gronde te beoordelen, waarbij de Raad vervolgens tot het besluit komt dat hij in het kader van een volledig en ex nunc onderzoek op basis van de elementen die heden voorliggen een positieve beslissing kan nemen over de vluchtelingenstatus (HvJ, C-216/22, pt. 66). Er wordt herhaald dat wanneer uitspraak wordt gedaan over de gegrondheid van een volgend verzoek, dit redelijkerwijs niet mag worden beperkt tot een beoordeling van de nieuwe elementen of bevindingen die ter ondersteuning van de ontvankelijkheid ervan zijn aangevoerd, maar rekening moet worden gehouden met alle feitelijke elementen die de verzoeker, overeenkomstig artikel 48/6 van de Vreemdelingenwet, tot staving van dat volgende verzoek heeft aangevoerd, ook wanneer deze feiten reeds zijn beoordeeld in het kader van een eerste verzoek om internationale bescherming dat definitief werd afgewezen (zie in deze zin ook HvJ 13 juni 2024, C-563/22, SN, LN tegen Zamestnik-predsedatel na Darzhavna agentsia za bezhantsite, pt. 42-58).

Uit het rechtsplegingsdossier blijkt dat in zijn vorige beschermingsverzoeken geen geloof is gehecht aan zijn herkomst en beweerde verblijf in het dorp Qochie gelegen in het district Kunduz van de provincie Kunduz, tot aan zijn vertrek uit Afghanistan. Er werd tevens het vermoeden geuit dat verzoeker waarschijnlijk lange tijd in Iran heeft gewoond daar, hoewel hij werd gehoord in het Dari tijdens zijn persoonlijk onderhoud, zijn taalgebruik doorspekt was met Farsi-terminologie. In het kader van zijn vijfde beschermingsverzoek verklaarde verzoeker bij de DVZ dat hij in Kunduz had gewoond van zijn geboorte tot zijn vertrek eind 2011. Ter terechtzitting bevestigt hij dat hij eind 2011, begin 2012 uit Afghanistan is vertrokken. Verzoeker zou vervolgens in Iran en Turkije hebben gewoond. De Raad ziet in het rechtsplegingsdossier geen redenen om te twifelen aan verzoekers verklaringen dat hij eind 2011, begin 2012 uit Afghanistan zou zijn vertrokken.

De Raad is van oordeel van verzoeker een gegronde vrees voor vervolging op grond van een toegeschreven politieke overtuiging aannemelijk maakt.

Verzoeker heeft Afghanistan verlaten **meer dan 12 jaar geleden op 15-16 jarige leeftijd** en verblijft 9 jaar in België. Verzoeker is thans 28 jaar oud.

Niet betwist dat hij van **Oezbeekse etnie** is > etnische minderheid.

Spreekt Dari, maar doorspekt met Farsi-terminologie

Gelet op zijn leeftijd (19) bij aankomst in België, heeft hij een groot deel van zijn jongvolwassenheid buiten Afghanistan en in België doorgebracht. Verzoeker was nog steeds jong bij aankomst in België zodat de impact van dit verblijf op verzoeker, het vormen van zijn wereldbeeld en het aannemen van waarden en normen, niet kan worden geminimaliseerd.

Invulling verblijf in Europa/België:

- Opleiding Nederlands op eigen initiatief
- Breed en ondersteunend niet-Afghaans sociaal netwerk uitgebouwd
- Verschillende getuigenissen in brieven, die wijzen op zeer positieve evolutie, integratie en actieve participatie in de Belgische samenleving en die een uitgebreide karakterschets geven van verzoekende partij: werkgever (verwijzend naar **artikel in De Standaard mbt eerdere negatieve beslissing waarbij hij duidelijk herkenbaar wordt gemaakt met foto en naam**), hulpverlener CAW, leerkracht VDAB, Bulgaarse vrouw waar verzoeker nauw contact mee heeft, maatschappelijk werker OCMW, kinesist
- Aanzienlijke verstrenging van de geldende normen, waar hij recent geen ervaring mee heeft.
- Contact met zus (die lerares was maar nu geen les meer mag geven, hetgeen verzoeker betreurt)
- Relatie van 3 jaar met vrouw in België > zou als zina kunnen worden beschouwd
- Verzoeker geeft via zijn verklaringen uiting aan oppositie en verzet tegen maatschappijvisie van huidig talibanregime

De omstandigheid dat geen duidelijk zicht wordt verschaft op verzoekers regio van herkomst in Afghanistan omdat hij zijn (recente) herkomst uit de streek van Kunduz in Afghanistan niet aannemelijk kon maken, doet geen afbreuk aan voorgaande vaststellingen. Ongeacht waar verzoeker in Afghanistan verbleef, blijven voorgaande vaststellingen

overeind. Hoewel uit de EUAA Guidance note inzake Afghanistan blijkt dat de regio van herkomst een risicobepalende factor kan zijn, sluit dit niet uit dat in bepaalde gevallen het gebrek aan een duidelijk zicht op de regio van herkomst niet opweegt tegen andere risicobepalende factoren die in een individueel geval aanwezig kunnen zijn, quod in casu.

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

L'examen de la recevabilité de la demande des requérants au regard de l'article 57/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980

"L'acte attaqué fait application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 (...).

En l'occurrence, le Conseil constate que rien dans le dossier administratif ne lui permet de déterminer, avec suffisamment de certitude, l'effectivité de la protection internationale dont bénéficierait, actuellement, la première requérante, en Espagne. Ainsi, s'il n'est pas contesté que cette dernière a obtenu un statut de protection internationale en Espagne le 9 avril 2021, comme l'atteste le document intitulé « Eurodac Marked Hit » datant du 5 novembre 2021 (...), force est de constater que ni le type de protection accordée ni la durée de validité des documents de séjour en découlant n'y sont précisés.

Lors de son entretien personnel, la première requérante a déclaré ne pas disposer de titre de séjour en vigueur en Espagne, et a indiqué n'avoir jamais été mise au courant qu'elle disposait de tels documents (...). Cet élément n'est pas contesté.

Au vu des éléments qui précèdent, le Conseil est dans l'impossibilité de se prononcer quant à l'effectivité de la protection internationale de la première requérante en Espagne.

Par ailleurs, et compte tenu des éléments invoqués dans la présente affaire, le Conseil estime qu'il lui appartient, conformément à la jurisprudence de la CJUE, « d'apprécier, sur la base d'éléments objectifs, fiables, précis et dûment actualisés et au regard du standard de protection des droits fondamentaux garanti par le droit de l'Union, la réalité de défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes » (point 88 de l'arrêt Ibrahim susmentionné). À défaut de telles défaillances, il échet au Conseil d'analyser la situation individuelle de la requérante à l'aune de cette situation générale.

En ce qui concerne la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Espagne, le Conseil constate que les informations générales les plus récentes en sa possession, au stade actuel de la procédure, sont celles reprises dans le document intitulé « Country Report: Spain. AIDA/ECRE, 2024 » (disponible sur https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2024/05/AIDA-ES_2023-Update.pdf). En l'occurrence, cette source ne permet, nullement, de conclure à l'existence de « défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes » atteignant le seuil de gravité décrit par la CJUE dans l'arrêt Ibrahim susmentionné. Il ne peut, en effet, pas être considéré sur la base de ces informations qu'un bénéficiaire de protection internationale est placé en Espagne, de manière systémique, « dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine » (...).

(...) En l'occurrence, il est établi que les requérants présentent une vulnérabilité particulière.

Il ressort, à cet égard, des pièces du dossier administratif que nonobstant leur court séjour en Espagne, les requérants y ont vécu dans des conditions difficiles. Ainsi, la première requérante a expliqué, lors de son entretien personnel, qu'elle et ses quatre enfants mineurs ont été contraints de dormir deux jours dans la rue, avant d'être finalement hébergés dans un lieu d'accueil où ces derniers ne se sentaient pas en sécurité et ont contracté certaines infections, entraînant certaines perturbations dans leur chef (...).

Le Conseil observe que la première requérante a déposé des photographies, prises par une journaliste espagnole, la représentant avec ses enfants lorsqu'ils se sont retrouvés à la rue (...). Au vu de la nature de ces photographies et du récit livré par la première requérante, le Conseil ne peut rejoindre l'analyse de la partie défenderesse, laquelle écarte ces clichés au motif qu'ils ne « fournissent aucune information ni sur le pays, ni sur les circonstances (probablement de mise en scène ou montage, ..) dans lesquels elles auraient été faites ». Au contraire, le Conseil estime que ces photographies

contribuent à corroborer les déclarations de la première requérante selon lesquelles elle et ses quatre enfants mineurs ont été amenés à dormir à la rue en Espagne.

(...)

Il convient de constater, au vu des développements qui précèdent, que les requérants ont été confrontés à de nombreux événements hautement traumatisants depuis leur fuite de la Syrie - où ces derniers ont échappé à la guerre et où la première requérante a perdu son ex-mari et père de ses deux premiers enfants, les deuxième et troisième requérants - jusqu'à leur arrivée en Espagne puis, en Belgique, où ils ont été confrontés à de nouvelles difficultés majeures, telles qu'exposées supra. Actuellement, la première requérante se retrouve seule avec quatre enfants mineurs à charge.

Dès lors, le Conseil estime, au vu de la situation personnelle des requérants, que ces derniers peuvent se prévaloir de circonstances exceptionnelles qui leur sont propres et qui impliquent qu'il est raisonnable de penser qu'en cas de retour en Espagne, ils se trouveraient, en raison de leur vulnérabilité particulière, indépendamment de leur volonté et de leurs choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne leur permettrait pas de faire face à leurs besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à leur santé physique ou mentale ou les mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, emportant la violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte (CJUE, 16 juillet 2020, C-517/17, Addis, pt. 52, en référence à CJUE, 19 mars 2019, Jawo, C-163/17, EU:C:2019:218, point 95).

Tenant ainsi compte de « l'ensemble des faits de l'espèce » (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, pt. 89) et sur la base de la situation individuelle des requérants, le Conseil estime que ces derniers ont apporté les éléments concrets nécessaires de nature à renverser la présomption qu'ils peuvent se prévaloir du statut de protection qui leur a été accordé en Espagne et qu'ils ne se trouveront pas dans une situation de dénuement matériel extrême en cas de transfert vers ce pays.

Au vu de ce qui précède, il apparaît qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale de la première requérante comme irrecevable en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale a déjà été accordée à cette dernière dans un autre État membre de l'Union européenne, en l'occurrence l'Espagne.

L'examen sous l'angle des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

En l'occurrence, la partie défenderesse a limité son examen au stade de la recevabilité de la demande de protection internationale de la première requérante, et n'a pas instruit ladite demande dans le cadre d'un examen au fond, en ayant égard aux craintes exprimées par cette dernière et par ses enfants par rapport à leur pays d'origine, en l'occurrence la Syrie, ainsi qu'aux articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En l'état actuel du dossier, le Conseil ne dispose, dès lors, pas de tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause.

(...)

À cet égard, le fait que la première requérante se soit déjà vu reconnaître un statut de protection internationale par l'Espagne constitue un élément à prendre en considération. En effet, d'un simple point de vue pratique, il n'est pas indifférent pour l'examen du bien-fondé d'une demande de protection internationale que le risque pour un demandeur de subir des persécutions ou des atteintes graves ait déjà été estimé fondé par une instance compétente d'un État membre de l'Union européenne.

CCE arrêt 318905 du 19/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Slovaquie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 21

composition du siège

1 juge

Bijlage 21 met BGV - verwerping - Unieburger had verblijf gekregen als "beschikker over voldoende bestaansmiddelen" - verzoeker kon beschikken over een pensioenuitkering uit Slowakije - totaal gewijzigde situatie - OCMW heeft laten weten dat hij bijna een jaar een leefloon heeft ontvangen - momenteel beschikt verzoeker nog steeds over de pensioenuitkering uit Slowakije en ontvangt hij ook een deel IGO (inkomensgarantie voor ouderen) - RvS: IGO is een minimuminkomen dat de overheid verstrekt aan personen die de pensioengerechtigde leeftijd hebben bereikt en dat wordt uitbetaald wanneer de eigen bestaansmiddelen ontoereikend zijn, waardoor zij ontegensprekelijk behoort tot de aanvullende bijstandsstelsels - equivalent leefloon voor 65-plussers - verzoeker komt dus wel ten laste van het sociale bijstandstelsel van het Rijk - bij de aangevoerde schending van het hoorrecht stelt verzoeker nog dat hij onder bewindvoering staat wat zijn goederen betreft wat mogelijks zijn nalatigheid in het bijhouden van zijn briefwisseling verklaart - verzoeker toont niet aan dat het bestuur hiervan op de hoogte diende te zijn - geen overmachtssituatie

3.7. Verzoeker werd in augustus 2022 in het bezit gesteld van een verklaring van inschrijving als EU-burger die beschikker is over voldoende bestaansmiddelen. Sinds december 2022 werd het bestuur echter regelmatig ingelicht over het gegeven dat verzoeker, dit reeds sinds augustus 2022, leefloon genoot. Om deze reden werd verzoeker er via een aangetekende brief van op de hoogte gesteld dat werd overwogen om een einde te stellen aan zijn verblijf en werd hij uitgenodigd zijn huidige economische activiteiten of bestaansmiddelen toe te lichten of nog eventuele humanitaire elementen in de zin van artikel 42bis, § 1, derde lid van de Vreemdelingenwet die in rekening dienen te worden gebracht bij het nemen van een beslissing inzake zijn verblijf. Verweerder stelde vast dat verzoeker, niettegenstaande de postbode een bericht achterliet in zijn brievenbus, naliet deze brief op te halen in het afhaalpunt. Verweerder stelt hierop dat verzoeker de mogelijkheid had om te worden gehoord, maar hij zijn medewerking heeft geweigerd. Op basis van de gegevens van het administratief dossier en enkele databanken waartoe hij toegang heeft, heeft verweerder vervolgens vastgesteld dat niet blijkt dat verzoeker in aanmerking komt voor een verblijf als werknemer, werkzoekende, gedetacheerde of zelfstandige en hij evenmin nog voldoet aan de voorwaarden voor een verblijf als beschikker over toereikende bestaansmiddelen, nu hij van augustus 2022 tot juli 2023 leefloon genoot. Hij is nog van oordeel dat verzoeker een onredelijke belasting vormt voor het sociale bijstandstelsel van het Rijk. Op deze gronden wordt een einde gesteld aan verzoekers verblijf, dit met toepassing van artikel 42bis, § 1 van de Vreemdelingenwet.

3.8. Verzoeker geeft allereerst aan dat het volgens hem fout is om te stellen dat zijn situatie sinds de aanvraag en de afgifte van de EU-kaart "totaal gewijzigd" zou zijn. Hij merkt op dat hij ten tijde van zijn aanvraag enkel beschikte over zijn pensioenuitkering uit Slowakije. Hij stelt nog steeds de pensioenuitkering uit Slowakije te ontvangen, nu echter samen met een uitkering van de Federale Pensioendienst, die hij reeds aanvraag ten tijde van zijn aanvraag voor een verklaring van inschrijving op 12 januari 2022. Hij betwist niet dat hij de periode van augustus 2022 tot juli 2023 leefloon genoot van het OCMW, waarbij hij toelicht dat hij bij aankomst in België niet onmiddellijk een woning kon vinden op de private markt en hij evenmin nog werkgeschikt was, gelet op zijn leeftijd en gezondheidstoestand. Intussen stelt hij, naast de pensioenuitkering uit Slowakije, de uitkering van de Federale Pensioendienst te ontvangen. Volgens hem is verweerder onzorgvuldig te werk gegaan en is het kennelijk onredelijk en onevenredig om zijn verblijf te beëindigen terwijl hij dit verkreeg onder dezelfde financiële omstandigheden. In zoverre verzoeker het aldus doet voorkomen dat hij ten tijde van de aanvraag reeds in afwachting was van een pensioen waarop hij recht heeft in België, en hij enkel leefloon vroeg van het OCMW in afwachting van de ontvangst van dit pensioen, moet allereerst worden vastgesteld dat de "uitkering" waarvan sprake in werkelijkheid blijkt te bestaan uit de Inkomensgarantie voor Ouderen (hierna: de IGO). Zo blijkt alleszins uit de door verzoeker in het kader van huidig beroep bijkomend overgemaakte stukken dat verzoekers leefloon in juli 2023 werd stopgezet, omdat hij sinds november 2022 recht heeft op de IGO. Er blijkt niet dat verzoeker in België eigen pensioenrechten opbouwde waarop hij thans gerechtigd is. Verzoeker toont dit alleszins niet aan. Zoals de Raad van State in Verenigde Kamers reeds duidelijk stelde, is de IGO een minimuminkomen dat de overheid verstrekt aan personen die de pensioengerechtigde leeftijd van 65 jaar hebben bereikt en dat wordt uitbetaald wanneer de eigen bestaansmiddelen ontoereikend zijn, waardoor zij ontegensprekelijk behoort tot de aanvullende bijstandsstelsels. Het betreft in wezen het equivalent van het leefloon voor 65-plussers. De Raad van State wees erop dat ook het Grondwettelijk Hof heeft geoordeeld dat de IGO, "in tegenstelling tot het regime van de

pensioenen, [...] een residuair stelsel [is], dat een minimuminkomen waarborgt indien de bestaansmiddelen van de betrokkene onvoldoende blijken te zijn" en heeft opgemerkt dat bij de berekening van het bedrag van de IGO rekening wordt gehouden met *"alle bestaansmiddelen en pensioenen, van welke aard of oorsprong ook, waarover de betrokkene of de echtgenoot of de wettelijk samenwonende waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, beschikken, behalve de door de Koning bepaalde uitzonderingen"*. Nog merkte de Raad van State op dat in hetzelfde arrest het Grondwettelijk Hof nog uitdrukkelijk heeft gewezen op *"het niet-contributieve karakter van het stelsel van de IGO, dat uitsluitend met belastinggeld wordt gefinancierd"* (GwH 23 januari 2019, nr. 2019/006, overwegingen B.2.2, B.8 en B.9.6) (RvS 16 februari 2021, nr. 249.844).

In voorliggend geval stelt de Raad vervolgens vast dat verweerder wel degelijk op pertinente en correcte gronden heeft vastgesteld dat inzake de voorgehouden hoedanigheid van verzoeker als beschikker over voldoende bestaansmiddelen na de aanvraag en de afgifte van de EU-kaart nieuwe elementen aan het licht kwamen die maken dat terecht de nodige vraagtekens werden geplaatst bij deze hoedanigheid en het hiermee verbonden recht op verblijf van meer dan drie maanden en die wezen op een fundamenteel andere situatie dan deze die verzoeker voorspiegelde in het kader van zijn aanvraag waarbij hij net stelde te beschikken over voldoende bestaansmiddelen *"om te voorkomen dat hij tijdens zijn verblijf ten laste komt van het sociale bijstandsstelsel van het Rijk"*. Het bestuur kreeg er immers na korte tijd kennis van dat verzoeker zich diende te wenden tot het OCMW voor financiële steun. Meer zelfs, verzoeker bleek, zo vernam verweerder na de afgifte van de EU-kaart, reeds vanaf augustus 2022 leefloon te hebben ontvangen, dit is onmiddellijk vanaf dat hij zijn verklaring van inschrijving ontving. In wezen erkent verzoeker met zijn huidige betoog ook dat hij reeds vanaf het begin niet beschikte over voldoende bestaansmiddelen om te voorkomen dat hij een beroep diende te doen op de sociale bijstand, wat er dus op neerkomt dat hij zich onterecht voordeed als beschikker over voldoende bestaansmiddelen. Aldus blijkt dat verzoeker eigenlijk nooit in aanmerking kwam voor een verblijfsrecht als beschikker over voldoende bestaansmiddelen en nooit gerechtigd was op de EU-kaart. Dit wijst eerder op een bedrieglijk handelen in hoofde van verzoeker.

[...]

3.10. Verzoeker voegt vervolgens een beschikking van het vrederecht dat hij sinds 3 mei 2024 onder bewindvoering staat wat zijn goederen betreft, wat volgens hem *"mogelijk"* zijn nalatigheid in het bijhouden van zijn briefwisseling verklaart. Hij merkt op dat het Centraal Register van Bewindvoeringen toegankelijk is voor bepaalde overheidsdiensten, zodat volgens hem verweerder hiervan op de hoogte had kunnen en moeten zijn. Hij stelt nog dat *"de bewindvoerder hoogstwaarschijnlijk reeds contact had met de FOD Pensioenen"*.

De Raad stelt vast dat niet blijkt dat het bestuur ten tijde van het nemen van de bestreden beslissing kennis had van deze bewindvoering over verzoekers goederen. Door te stellen dat *"bepaalde overheidsdiensten"* toegang hebben tot dit Centraal Register van Bewindvoeringen toont hij ook niet concreet aan dat de diensten van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie hiertoe toegang hebben en hier aldus kennis van dienden te hebben. Ook waar verzoeker opmerkt dat *"de bewindvoerder hoogstwaarschijnlijk reeds contact had met de FOD Pensioenen"* toont hij niet concreet aan dat de diensten van de bevoegde staatssecretaris kennis hadden of dienden te hebben van de bewindvoering over zijn goederen sinds 3 mei 2024. Zelfs voor zover de diensten van de bevoegde staatssecretaris toegang zouden hebben tot dit register, wat niet wordt aangetoond, betekent dit ook nog niet dat het onzorgvuldig zou zijn waar dit register niet stelselmatig zou worden geconsulteerd. Verzoeker toont trouwens evenmin concreet aan sinds wanneer hij precies stond vermeld in voormeld register, zodat ook niet blijkt dat een eventueel nazicht hiervan voor het nemen van de bestreden beslissing zelfs maar de nodige informatie had kunnen opleveren. Verder volgt de Raad ook het standpunt van verweerder in de nota dat het gegeven dat verzoeker onder bewindvoering staat voor zijn goederen geen afbreuk doet aan het gegeven dat de vraag om inlichtingen inzake zijn verblijfsrechtelijke situatie wel degelijk correct aan hem persoonlijk werd betekend. De Raad is nog van mening dat deze bewindvoering niet kan worden gelijkgesteld met een situatie van overmacht waardoor verzoeker buiten zijn wil om geen nuttig gevolg kon geven aan de aangetekende brief met de vraag om inlichtingen. Verzoeker wordt enkel onbekwaam geacht om bepaalde handelingen met betrekking tot zijn goederen te stellen, zoals vermeld in de gevoegde beschikking.

Bovendien, en ten overvloede, merkt de Raad op dat ook niet blijkt dat verzoeker een voldoende belang heeft bij zijn voormelde kritiek. Hij duidt immers niet dat hij nog relevante elementen kenbaar had kunnen maken die van aard zijn dat deze het beslissingsproces hadden kunnen beïnvloeden. In zoverre verzoeker wijst op de uitkering van de FOD Pensioenen die hij thans ontvangt, brengt de Raad in herinnering dat dit blijkt te gaan over de IGO, die – zoals reeds werd vastgesteld – ontegensprekelijk behoort tot de aanvullende bijstandsstelsels en in wezen het equivalent van het leefloon voor 65-plussers betreft. Met het gegeven dat verzoeker ten tijde van het nemen van de bestreden beslissing niet langer een leefloon, maar wel de IGO ontving, blijkt dus nog geen gegeven dat een wezenlijke invloed kon hebben gehad op de uitkomst van de procedure.

CCE arrêt 318812 du 18/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Irrec.-Mineur

composition du siège

1 juge

« A. Incidence du retour forcé de la requérante en Irak sur l'examen du recours

Lors de l'audience qui s'est tenue devant le Conseil (...), la mère de la requérante, comparissant en sa qualité de représentante légale de sa fille, a informé le Conseil du fait que celle-ci avait été enlevée par son père quelques jours auparavant, que celui-ci l'avait ramenée de force en Irak et qu'une plainte avait été déposée pour enlèvement international d'enfant.

La question se pose dès lors de savoir si le Conseil reste compétent pour se prononcer, dans le cadre du présent recours, sur les motifs ayant présidé à l'adoption de la décision d'irrecevabilité par la partie défenderesse, étant entendu que la jeune requérante ne se trouve plus actuellement sur le territoire belge à la suite de son retour forcé en Irak avant la fin de la présente procédure.

(...)

Pour sa part, le Conseil rappelle d'emblée que pour introduire une demande de protection internationale, la personne doit se trouver « *hors du pays dont elle a la nationalité* ». En l'espèce, il n'est pas contesté que, au moment de l'introduction de sa demande, la requérante était bien en dehors du pays dont elle a la nationalité.

Ensuite, le Conseil n'aperçoit pas sur la base de quelle disposition légale ou réglementaire il se verrait contraint de ne pas examiner le recours introduit par la requérante en l'espèce pour le seul motif qu'elle n'est plus présente sur le territoire du Royaume et qu'elle se trouve en Irak. En effet, à l'instar de la partie requérante, le Conseil relève que le retour de la jeune requérante en Irak ne s'est pas fait sur une base volontaire puisqu'elle a été enlevée par son père et que celui-ci l'a ramenée de force en Irak, sans l'accord de la mère et sans attendre l'issue de la présente procédure.

Dans ces circonstances, il n'est pas question de conclure que la requérante aurait renoncé – même implicitement – à sa demande.

A cet égard, le Conseil constate que la situation dans laquelle se trouve actuellement la requérante n'est pas visée par l'article 57/6/5 de la loi du 15 décembre 1980 qui énonce les différents cas de figure dans lesquels le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides peut prendre une décision de clôture d'examen de la demande. Ainsi, selon le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8^o de cette disposition, une telle décision peut être prise « si le demandeur retourne volontairement et définitivement dans son pays d'origine » (le Conseil souligne). A contrario, un retour involontaire dans le pays d'origine ne s'oppose pas à ce que l'examen de la demande se poursuive.

Par analogie, la même conclusion peut être tirée de l'article 1^{er}, section C, de la Convention de Genève relative au statut de réfugiés qui énonce les différentes clauses de cessation du statut et qui stipule notamment :

« *Cette convention cessera, dans les cas ci-après, d'être applicable à toute personne visée par les dispositions de la section A ci-dessus:*

(...)

4) *si elle est retournée volontairement s'établir dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée; (...)* » (le Conseil souligne).

Ainsi, pour que cette clause de cessation s'applique, il faut non seulement que la personne soit retournée volontairement dans le pays auquel la protection a été demandée, mais aussi qu'elle s'y soit réinstallée.

A cet égard, le guide pratique de l'EASO sur l'application des clauses de cessation apporte les éclaircissements suivants :
« *En ce qui concerne le premier aspect essentiel, en principe, tant le retour que le séjour doivent avoir été entrepris volontairement. Les agents chargés des dossiers doivent faire preuve de prudence dans les cas où le retour ou le séjour prolongé n'étaient pas volontaires. En ce sens, cette clause de cessation ne sera pas applicable dans les cas où : a) le retour n'est pas fondé en réalité sur le libre consentement du réfugié (y compris dans des situations de contrainte ou de menace de sanction ou de retrait de droits, d'expulsion, d'extradition, d'enlèvement ou d'itinéraire inattendu par les services de transport), et b) lorsque la personne est retournée volontairement dans son pays d'origine, mais que son séjour n'était pas volontaire en raison de circonstances telles qu'un emprisonnement, un enlèvement ou un état de santé grave empêchant*

tout déplacement » (Le Conseil souligne).

Autrement dit, il peut arriver qu'une personne reconnue réfugiée puisse continuer de l'être même après qu'elle soit retournée dans son pays d'origine lorsqu'il est établi que ce retour ne s'est pas fait volontairement et durablement.

A cet égard, le Conseil rappelle que toute décision de reconnaissance de la qualité de réfugié revêt un caractère « déclaratif de droit » en ce sens que la qualité de réfugiée que cette décision reconnaît à une personne est réputée appartenir à cette dernière depuis le jour de l'introduction de sa demande. Ainsi, une personne ne devient pas réfugiée par l'effet de la décision qui lui reconnaît ce statut ; cette décision ne fait que confirmer et lui reconnaître une qualité qui préexistait en réalité depuis l'introduction de sa demande.

Partant des constats qui précèdent, et sachant qu'en l'espèce ni le retour ni le séjour de la requérante dans son pays d'origine – conséquence du fait qu'elle a été enlevée par son père – n'ont été entrepris volontairement, le Conseil estime que rien ne s'oppose à ce qu'il examine le présent recours, à ce que la procédure se poursuive et, le cas échéant, s'il estime que les conditions sont réunies, à ce qu'il reconnaisse la qualité de réfugiée à la requérante conformément à sa compétence de pleine juridiction.

B. L'irrecevabilité de la demande

En l'espèce le Conseil relève qu'il est saisi d'un recours contre une décision qui déclare irrecevable la demande de protection internationale de la requérante sur la base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 6^o, de la loi du 15 décembre 1980 pour le motif qu'elle n'aurait pas invoqué, à l'appui de cette demande, de faits propres justifiant une demande distincte de celles précédemment introduites par ses parents et auxquelles elle était présumée être associée, en application de l'article 57/1, §1^{er} alinéa 1^{er} de la loi du 15 décembre 1980.

Le Conseil observe toutefois qu'à l'appui de sa demande, la requérante invoque notamment son occidentalisation du fait qu'elle est née en Suisse, n'a jamais vécu en Irak et va à l'école en Belgique.

Le Conseil estime que cet élément, qui n'a pas été invoqué comme tel par ses parents dans le cadre de leurs propres demandes, constitue bien, dans le chef de la requérante, « un fait propre justifiant une demande distincte », de sorte que l'irrecevabilité de sa demande doit être levée et qu'il convient de l'examiner au fond.

C. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

(...)

En l'espèce, le Conseil estime, après un examen attentif des dossiers administratif et de la procédure, qu'il ne peut pas se rallier aux arguments de la partie défenderesse qui concluent à l'absence de crainte de persécution dans le chef de la requérante.

Ainsi, le Conseil rappelle tout d'abord que l'évaluation du caractère fondé de la crainte d'un demandeur d'être persécuté doit revêtir un caractère individuel et être effectuée au cas par cas avec vigilance et prudence, en se fondant uniquement sur une évaluation concrète des faits et des circonstances, afin de déterminer si les faits et circonstances établis constituent une menace telle que la personne concernée peut avec raison craindre, au regard de sa situation individuelle, d'être effectivement victime d'actes de persécution si elle devait retourner dans son pays d'origine.

Le Conseil rappelle également que chaque demande de protection internationale doit faire l'objet d'un examen approprié au cours duquel des informations précises et actualisées ont été recueillies auprès de différentes sources, telles que l'Agence de l'Union européenne pour l'asile et le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies ainsi que les organisations internationales compétentes en matière de droits de l'homme, sur la situation générale existant dans les pays d'origine des demandeurs.

Enfin, le Conseil rappelle encore que, lorsqu'un demandeur de protection internationale est mineur, il convient nécessairement de tenir compte, au terme d'un examen individualisé, de l'intérêt supérieur de ce mineur lorsque le bien-fondé de sa demande de protection internationale est évalué.

En l'espèce, la question qui se pose est celle de savoir si la jeune requérante, actuellement âgée de huit ans, peut craindre avec raison d'être persécutée en cas de retour en Irak, en raison de l'identité qu'elle s'est forgée en Europe, et singulièrement en Belgique où elle vit depuis plus de six ans, laquelle est marquée par l'assimilation des normes, valeurs et comportements différents de ceux de son pays d'origine, qui seraient devenus à ce point essentiels pour son identité et sa conscience qu'elles ne pourraient pas y renoncer.

(...)

En tout état de cause, le Conseil rappelle que la requérante n'a jamais vécu en Irak et qu'elle n'a aucune connaissance des coutumes, des valeurs et des normes irakiennes, que ce soit celles prévalant à Bagdad, d'où sa mère est originaire, ou à Dohuk, d'où est originaire son père.

Or, à la lecture des informations déposées par les deux parties au dossier de la procédure, il apparaît que la situation des femmes et des filles en Irak demeure extrêmement problématique, la société irakienne étant décrite comme fortement patriarcale où « *la survie des femmes repose notamment sur un respect absolu des normes socio-culturelles et l'existence de liens communautaires solide* ». Il ressort aussi des informations produites que les femmes et les filles sont victimes de violences de genre incluant des violences sexuelles, domestiques, des féminicides, des crimes d'honneur, des mariages forcés et des mariages d'enfant, des mutilations génitales féminines, du trafic à des fins d'exploitation sexuelle et de la prostitution forcée. Elles font aussi face à toutes formes de discriminations, résultant de l'application de normes à prédominance patriarcale, et disposent de peu de moyens pour faire valoir leurs droits. Du reste, il ressort de ces mêmes informations que les filles en général font face à des obstacles majeurs pour accéder à l'éducation, et ce en raison de normes culturelles.

En outre, une lecture attentive des informations recueillies concernant les risques auxquels sont exposées les personnes dites « occidentalisées », ou perçues comme telles, *a fortiori* les femmes et les jeunes filles, lorsque celles-ci adoptent des comportements perçus comme non-conformes avec les normes religieuses, culturelles et sociales, par exemple par la manière dont elles s'habillent, révèle que ces personnes peuvent être la cible de menaces et d'attaques émanant tant de la population que de milices.

Si ces informations ne permettent pas de conclure à l'existence d'une crainte fondée de persécution dans le chef de toutes les personnes présentant un tel profil, du seul fait de celui-ci, elles incitent à tout le moins à faire preuve de prudence dans l'examen des demandes de protection internationale des jeunes irakiennes qui, comme la requérante, sont nées et vivent en Europe depuis de nombreuses années, sans jamais avoir vécu en Irak.

En l'espèce, s'agissant de la situation individuelle de la requérante, le Conseil estime plausible qu'en cas de retour en Irak, du fait de son jeune âge et de l'identité qu'elle a pu se forger au cours des huit années qu'elle a passées en Europe, elle adopte, consciemment ou non, des comportements perçus comme non conformes à ceux qui sont attendus d'elles en vertu des normes et valeurs religieuses, culturelles et sociales ayant cours dans son pays d'origine. Par ailleurs, au vu des informations précitées, le Conseil ne peut pas exclure qu'en réaction à ces comportements jugés transgressifs, la requérante soit la cible d'actes de persécution pouvant prendre la forme, entre autres, de violences de genre telles que visées au point 4.18.

En conclusion, dans les circonstances particulières de la cause, le Conseil estime que le contraste entre, d'une part, la liberté et les droits dont la jeune requérante bénéficie en Belgique depuis qu'elle y vit et qu'elle a désormais intégrés comme faisant partie de son identité et, d'autre part, la vie qui sera la sienne en cas de retour en Irak où, du fait de sa condition de jeune fille mineure ignorant tout des normes, valeurs et comportements prévalant dans son pays d'origine, elle risque d'être confrontée à diverses formes de violences et de discriminations, doit mener à la double conclusion suivante :

- d'une part, il s'oppose à ce qu'il puisse être attendu de la requérante qu'elle renonce aux valeurs fondamentales pour son identité qu'elle a pu intégrer durant sa vie en Europe ;
- et d'autre part, il permet de conclure que la requérante se prévaut d'un élément consistant, réaliste et individuel justifiant qu'en cas de retour en Irak, elle craigne avec raison d'être persécutée.

A cet égard, le Conseil relève que, selon la Cour de justice de l'Union européenne, « (...) *les femmes, y compris mineures, qui partagent comme caractéristique commune l'identification effective à la valeur fondamentale de l'égalité entre les femmes et les hommes, intervenue au cours de leur séjour dans un État membre, peuvent, en fonction des conditions qui prévalent dans le pays d'origine, être considérées comme appartenant à un « certain groupe social* ». De même, selon la Cour, « (...) *un séjour de longue durée dans un État membre, surtout lorsqu'il coïncide avec une période au cours de laquelle un demandeur mineur a forgé son identité, est susceptible, en vertu de l'article 4, paragraphe 3, de cette directive, lu à la lumière de l'article 24, paragraphe 2, de la Charte, d'être pris en compte aux fins d'évaluer une demande de protection internationale fondée sur un motif de persécution tel que « l'appartenance à un certain groupe social* », au sens de l'article 10, paragraphe 1, sous d), de ladite directive. » [Voy. CJUE, arrêt du 11 juin 2024, *Staatssecretaris van Justitie en Veiligheid*, C-646-21]

En l'espèce, la crainte de la requérante peut, dès lors, être analysée comme une crainte d'être persécutée du fait de son appartenance à un certain groupe social au sens de l'article 48/3, §4, alinéa 1^{er}, d) de la loi du 15 décembre 1980.

Du reste, la crainte de persécution de la requérante peut aussi être analysée comme une crainte d'être persécutée du fait d'opinions politiques et/ou de croyances religieuses qui lui sont imputées au sens de l'article 48/3, §5 de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

En conséquence, la requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1^{er}, section A, §2, de la Convention de Genève. »

CCE arrê^t 318807 du 18/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrê^t

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

VRM - Afghanistan - vernietiging - VP heeft verschillende medische attesten voorgelegd waaruit blijkt dat hij lijdt aan epilepsie en zware medicatie dient in te nemen - VP heeft tweemaal een persoonlijk onderhoud gehad op het CGVS, maar werd niet bevraagd naar mogelijke problemen met zijn geheugen als gevolg van zijn aandoening en medicatie - kwetsbaarheden en procedurele noden - verweerder weerhoudt in bestreden beslissing oftalmologische problemen en tevens dat verzoeker soms pseudo-aanvallen van epilepsie heeft - correspondeert echter niet met de neergelegde medische attesten - dit klemt des te meer nu VP eveneens een medisch attest heeft voorgelegd ter ondersteuning van zijn verklaarde mishandelingen door de taliban - medische attesten kunnen niet als alleenstaande gegevens worden gezien

De Raad stelt vast dat de verzoeker wel degelijk heeft gestaafd dat hij lijdt aan epilepsie en dat hij hiervoor zware medicatie moet innemen. In de bestreden beslissing wordt, bij de beoordeling van de bijzondere procedurele noden, erkend dat de verzoeker heeft verklaard dat hij lijdt aan geheugenproblemen en dat hij ziekte heeft waardoor hij soms bewusteloos is voor een tijdje. Uit de medische documentatie die door de verzoeker werd neergelegd, weerhoudt de commissaris-generaal echter enkel dat zij verzoekers oftalmologische problemen bevestigen en dat hieruit tevens blijkt dat de verzoeker soms pseudo-aanvallen van epilepsie heeft. Dit correspondeert echter niet helemaal met de door de verzoeker neergelegde medische attesten. De commissaris-generaal ziet immers over het hoofd dat de verzoeker verschillende neurologische tests heeft ondergaan.

[...]

Uit het administratief dossier blijkt dat bij de registratie van het beschermingsverzoek op 5 juli 2021 een aantal kwetsbaarheden in hoofde van de verzoeker werden vastgesteld. Onder de rubrieken "fysieke handicap" en "andere" werd genoteerd dat de verzoeker sinds zijn geboorte problemen heeft met zijn zicht en dat hij ook lijdt aan een chronisch bewustzijnsverlies (administratief dossier, map DVZ, stuk getiteld "Enregistrer demande protection internationale (DPI)"). Hoewel de verzoeker op 3 augustus 2021, in overeenstemming met artikel 48/9 van de Vreemdelingenwet, de mogelijkheid werd geboden om de nodige elementen aan te brengen waaruit zijn eventuele bijzondere procedurele noden kunnen blijken, maakte hij op de Dienst Vreemdelingenzaken geen dergelijke noden kenbaar (administratief dossier, map DVZ, Vragenlijst "bijzondere procedurele noden" DVZ, 3 augustus 2021). Niettemin werden er op 3 augustus 2021 in hoofde van de verzoeker alsnog bijzondere procedurele noden aangenomen, waarbij werd vastgesteld dat de verzoeker sinds zijn geboorte problemen heeft met zijn ogen waardoor hij moeilijk kan zien in het donker (administratief dossier, map DVZ, "Beoordeling bijzondere procedurele noden", 3 augustus 2021). Hoewel de betrokken ambtenaar uit eigen beweging verzoekers problemen met zijn zicht als bijzondere procedurele nood heeft geïdentificeerd, blijkt niet waarom verzoekers episodes van verminderd bewustzijnsvermogen - zoals initieel bij de registratie van zijn beschermingsverzoek aangegeven onder de rubriek "autre" en bevestigd door de later neergelegde medische stukken waaruit blijkt dat de verzoeker lijdt aan epilepsie en waar een arts-specialist attesteert dat deze epileptische aanvallen aan de basis liggen van zijn recidiverende periodes van bewustzijnsdaling - niet als een bijzondere procedurele nood werd in aanmerking genomen. Bovendien blijkt dat de verzoeker voor zijn epilepsie wordt behandeld met het anti-epilepticum Keppra 750 mg. Deze gegevens worden niet betwist. Verzoekers advocaat heeft er bij het tweede persoonlijk onderhoud op aangedrongen dat verzoekers epilepsie zou worden meegewogen in de beoordeling van de waarachtigheid van zijn verklaringen.

Hoewel het administratief dossier zodoende meerdere aanwijzingen bevatte van mogelijke kwetsbaarheden en eventuele procedurele noden, is de verzoeker evenwel niet verder specifiek bevraagd over de gevolgen die zijn aandoening en de medicatie die hij dient in te nemen teweeg brengen op zijn vermogen om gebeurtenissen, die dateren van voor zijn vertrek in mei 2020, correct te kunnen reproduceren.

[...]

Ondanks verzoekers verklaringen en de opmerkingen van zijn advocaat op het einde van het tweede persoonlijk onderhoud en ondanks de neergelegde medische attesten waaruit blijkt dat de verzoeker lijdt aan epilepsie die aan de

oorzaak ligt van recidiverende periodes van bewustzijnsdaling, en ondanks dat de commissaris-generaal op de hoogte is van verzoekers medicamenteuze behandeling met Keppra 750 mg., werd de verzoeker niet verder bevraagd over eventuele geheugenproblemen die aan zijn aandoening en/of medicamenteuze behandeling zouden zijn verbonden. De verweerder beperkt zich tot de loutere vaststelling dat in de medische attesten zelf niet wordt geattesteerd dat er geheugenproblemen zijn verbonden aan de "*pseudoaanvallen van epilepsie*". Hierbij miskent hij echter de meest recente medische attesten die, in weerwil van de eerder geopperde hypothese dat het mogelijks om pseudo-aanvallen zou gaan, wel degelijk gewag maken van door een 24-uur-EEG geregistreerde epileptische aanvallen die momenteel worden behandeld met het anti-epilepticum Keppra 750 mg. In het licht van de eerdere, oorspronkelijke erkenning van bijzondere procedurele noden en kwetsbaarheden, verzoekers verklaringen tijdens het persoonlijk onderhoud en de bijgebrachte medische attesten, is het de Raad bovendien niet duidelijk hoe de commissaris-generaal tot het besluit is gekomen dat er in hoofde van de verzoeker geen specifieke procedurele noden kunnen worden aangenomen.

Het blijkt niet dat er terdege rekening is gehouden met het gegeven dat de verzoeker lijdt aan epilepsie met recidiverende periodes van bewustzijnsdaling, waarvoor hij wordt behandeld met Keppra 750 mg., hetgeen een impact zou kunnen hebben op zijn verklaringen bij de DVZ en het CGVS. Doordat de verweerder niet verder is gegaan dan de loutere vaststelling dat in de neurologische diagnostische attesten niet uitdrukkelijk wordt geattesteerd dat er geheugenproblemen kunnen optreden als gevolg van de epilepsie en/of medicamenteuze behandeling, en bij gebrek aan concrete bevraging of onderzoek omtrent de mogelijke gevolgen van deze aandoening en behandeling, wordt de Raad, die zelf geen verdere onderzoeksbevoegdheid heeft, niet in staat gesteld om te evalueren of de inconsistenties in verzoekers opeenvolgende verklaringen afbreuk doet aan de geloofwaardigheid van zijn asielaanvraag.

Dit klemt in casu des te meer nu de verzoeker eveneens een medisch attest heeft voorgelegd ter ondersteuning van zijn verklaarde mishandelingen door de taliban. [...]

De Raad wijst erop dat medische attesten niet als alleenstaande gegevens kunnen worden gezien binnen het onderzoek van verzoeken om internationale bescherming. Ze maken deel uit van het geheel van de elementen die voorliggen ter beoordeling van de nood aan internationale bescherming. Het gewicht dat hieraan wordt gegeven, moet dan ook bepaald worden binnen dit geheel. Deze attesten moeten dus steeds beoordeeld worden in samenhang met de verklaringen van een verzoeker. Dit geldt in casu des te meer nu de behandelende arts heeft geattesteerd dat de verwondingen aan verzoekers hoofd compatibel zijn met de door de verzoeker gesuggereerde oorzaak: gewelddadige slag op de schedel met een stomp voorwerp.

CCE arrêt 318804 du 18/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Macédoine du Nord

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 21

composition du siège

1 juge

Annexe 21 (fin de séjour RF partenaire de Belge) – compétence de l’auteur de l’acte - l’auteur de l’acte, attaché à l’OE, agissait dans le cadre de la délégation de pouvoir générale prévue par l’art 6 §1er de l’AM du 18 mars 2009 => l’acte de délégation prévu au §2 n’est nécessaire que pour les agents administratifs de l’OE - l’obligation de motivation concerne les motifs de l’acte lui-même (art 3 L. 29/7/91) et non la compétence de l’auteur de l’acte, l’OE ne devait pas citer cet 6 §1er de l’AM – PR prétendait que l’AM du 18 mars 2009 était illégal et devait être écarté par le Conseil en application de l’art 159 de la Constitution, en ce que, s’agissant d’un texte réglementaire, il aurait dû être soumis, pour avis, à la section législation du Conseil d’Etat, ce qui n’a pas été fait (art. 3 des lois sur le Conseil d’Etat) -> CCE : vade-mecum du Conseil d’Etat : un projet d’arrêté réglementaire est celui qui comporte des normes obligatoires de portée générale mais le terme « réglementaire » a toutefois, en ce qui concerne l’obligation de consultation de la section de législation, une signification particulière qui est moins étendue que la définition habituelle des règles de droit matériel – la Cour de cassation a déjà tranché la question du caractère réglementaire de l’ancêtre de l’AR du 18 mars 2009 : l’AR du 17 mai 1995, et a jugé que cet AR se bornait à individualiser à l’égard d’un nombre déterminé d’agents une délégation dont le principe et les limites sont définis par la loi et que, n’impliquant pas la formulation d’une règle de droit, pareille désignation ne confère pas à l’acte qui la contient la valeur normative susceptible d’en faire un règlement – pas de raison de s’écarter de cet arrêt s’agissant de l’AR du 18 mars 2009 (pas de modification substantielle de l’art 3 des LCCE depuis) – PR prétendait que certains articles de l’AR du 18 mars 2009 le rendaient réglementaire: art. 7 qui selon la PR prévoirait une attribution de compétence et non une délégation de pouvoir : non vu les termes de l’article + aucun fondement dans la Loi de 80 ou dans l’AR de 81 pour une telle attribution de compétence – art.2 : ne concerne que l’organisation des contacts entre les différentes autorités et le délégué du ministre -> l’AM est bien légal => l’auteur de l’acte est bien compétent.

« 4.1. Sur le premier moyen, le Conseil observe, à titre liminaire, que l’attaché qui a pris la décision attaquée, Y. K., était compétent pour prendre une telle décision, fondée sur l’article 42quater, §1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980, sur la base de l’article 6, §1er de l’arrêté ministériel du 18 mars 2009 lequel dispose comme suit:

“§1er. Délégation de pouvoir est donnée aux membres du personnel de l’Office des étrangers qui exercent, au minimum, une fonction d’attaché ou appartenant à la classe A1, pour l’application des dispositions suivantes de la loi du 15 décembre 1980 [...] l’article 42quater, §§ 1er à 4] [...]

§ 2. Les membres du personnel de l’Office des étrangers qui exercent, au minimum, une fonction d’assistant administratif et qui sont désignés nommément à cette fin par le Directeur général de l’Office des étrangers ou celui qui exerce la fonction de management -1 au sein de l’Office des étrangers, au moyen d’un écrit, daté et signé par lui, sont également compétents pour l’application des dispositions visées au paragraphe 1er.”

Le Conseil observe que l’auteur de l’acte, fondé sur l’article 42quater, §1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980, a précisé être “attaché” et prendre la décision “pour la secrétaire d’Etat à l’Asile et la Migration”. Il agissait dès lors dans le cadre de la délégation de pouvoir générale prévue par l’art 6 §1er de l’arrêté ministériel du 18 mars 2009. Aucun acte de délégation, tel celui prévu au §2 de cet article 6, pour les agents administratifs, n’était dès lors nécessaire.

Par ailleurs, le Conseil n’aperçoit pas sur quelle base l’auteur de l’acte serait contraint d’indiquer, dans les motifs de l’acte attaqué, la disposition réglementaire fondant sa compétence dès lors que l’obligation de motivation formelle des actes administratifs concerne les “considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision” (article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs), lesquelles correspondent aux motifs de l’acte lui-même et non aux considérations relatives à la compétence de l’auteur de l’acte.

Par ailleurs, le Conseil ne peut suivre la partie requérante quant à l’incompétence de l’auteur de l’acte qu’elle déduit de l’illégalité alléguée de l’arrêté ministériel du 18 mars 2009 portant délégation de certains pouvoirs du Ministre qui a l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers dans ses compétences, en ce que ce texte, s’agissant d’un texte réglementaire, aurait dû être soumis, pour avis, à la section législation du Conseil d’Etat, ce qui n’a pas été fait.

Le Conseil rappelle que l'article 3 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 lequel n'a pas subi de modifications depuis la loi du 4 août 1996 modifiant lesdites lois sur le Conseil d'Etat, dispose comme suit :

"Hors les cas d'urgence spécialement motivés et les projets relatifs aux budgets, aux comptes, aux emprunts, aux opérations domaniales et au contingent de l'armée exceptés, les Ministres, (les membres des gouvernements communautaires ou régionaux, les membres du Collège de la Commission communautaire française et les membres du Collège réuni visés respectivement aux alinéas 2 et 4 de l'article 60) de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, chacun pour ce qui le concerne, soumettent à l'avis motivé de la section de législation, le texte de tous avant-projets de loi, de décret, d'ordonnance ou de projets d'arrêtés réglementaires. L'avis et l'avant-projet sont annexés à l'exposé des motifs des projets de loi, de décret ou d'ordonnance. L'avis est annexé aux rapports au Roi, (au Gouvernement, au Collège de la Commission communautaire française) et au Collège réuni."

Le Conseil d'Etat, dans son vade-mecum sur la procédure d'avis devant la section de législation, a donné des indications sur ce qui pouvait être considéré comme un projet d'arrêté réglementaire:

"Projets d'arrêté royal, d'arrêté de gouvernement et d'arrêté ministériel

7. La section de législation formule des avis sur les projets d'arrêté royal, d'arrêté de gouvernement et d'arrêté ministériel (ci-après, « projets réglementaires »). Mais ces projets ne peuvent/doivent pas tous être soumis pour avis. Seuls les projets « réglementaires » le sont, c'est-à-dire ceux qui comportent des normes obligatoires de portée générale. Le terme « réglementaire » a toutefois, en ce qui concerne l'obligation de consultation de la section de législation, une signification particulière qui est moins étendue que la définition habituelle des règles de droit matériel. En d'autres termes, il y a un certain nombre de cas dans lesquels des règles de droit matériel sont contenues dans des arrêtés qui ne sont cependant pas considérés comme réglementaires et pour lesquels la section de législation ne s'estime pas compétente. Ainsi, la section de législation ne considère par exemple pas comme réglementaires certains projets d'arrêté (ou certaines parties de projets d'arrêté) s'ils :

- ne contiennent que des déclarations politiques, des directives non obligatoires ou des recommandations ;
- ne s'appliquent qu'à certaines personnes individualisables (par exemple, l'octroi d'une subvention à une personne physique ou à une personne morale), même s'il s'agit de plusieurs personnes énumérées dans un même texte ;
- créent un organe consultatif (sans pouvoir décisionnel) sans aucune obligation de consultation ;
- ne concernent que l'exercice d'une forme de tutelle administrative (par exemple, l'approbation d'un règlement d'ordre intérieur, de statuts ou d'un contrat de gestion) ;
- ne déclarent applicable à une situation concrète qu'une règle de droit déjà existante, sans que de nouvelles règles de droit ne viennent s'y ajouter ;
- ne concernent que l'organisation interne de l'administration, n'ont pas d'effets pour les autres justiciables et n'affectent pas le statut des agents de la fonction publique, comme par exemple l'organisation interne d'un département ministériel ;
- fixent des échelles de traitement ou des cadres linguistiques (et n'assortissent pas l'attribution ou le classement dans ces échelles ou cadres de conditions particulières).

Les projets d'arrêté qui fixent uniquement la date d'entrée en vigueur d'un(e) loi/décret/ordonnance de portée matérielle (n° 5) sont cependant réglementaires. Les projets réglementaires ne perdent par ailleurs pas leur caractère réglementaire s'ils ne s'appliquent que de manière temporaire (par exemple, pour une seule année).

8. Il n'est pas toujours simple de déterminer pour un nouveau cas (pour lequel il n'y a pas encore de précédents) s'il s'agit d'un projet réglementaire. En cas de doute, il est préférable de demander l'avis de la section de législation (et éventuellement d'exprimer ce doute dans la demande d'avis). Si la section de législation confirme que le projet d'arrêté n'est pas réglementaire, elle se déclare incompétente et l'arrêté peut être adopté. Si, en pareil cas, on ne consulte pas la section de législation, le risque existe qu'un juge estime dans une procédure ultérieure que c'est à tort que l'avis n'a pas été demandé, et qu'il annule l'arrêté ou refuse de l'appliquer dans le litige qu'il a à trancher." (Vade-mecum sur la procédure d'avis devant la section de législation, disponible ici : http://www.raadvst-consetat.be/?page=proc_consult&lang=fr) (le Conseil souligne).

Le Conseil rappelle enfin que l'article 159 de la Constitution dispose comme suit:

"Les cours et tribunaux n'appliqueront les arrêtés et règlements généraux, provinciaux et locaux, qu'autant qu'ils seront conformes aux lois."

Le Conseil observe que la question du caractère réglementaire de l'arrêté ministériel du 17 mai 1995 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers - que l'arrêté ministériel du 18 mars 2009 a remplacé - a déjà été tranchée par la Cour de cassation dans un arrêt du 18

mars 2009 (R.G. no P.09.0257.F), en ces termes:

« En vertu de l'article 3, § 1er, des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, les ministres soumettent le texte de tous projets d'arrêtés réglementaires à l'avis motivé de la section de législation, sauf cas d'urgence spécialement motivé.

La consultation obligatoire prescrite par cette disposition concerne les projets d'arrêtés constitutifs d'un acte normatif à portée générale.

L'article 82, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que le ministre qui a dans ses compétences l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, donne, par des arrêtés publiés en entier au Moniteur belge, les délégations prévues par ladite loi.

L'arrêté que le demandeur critique se borne à individualiser à l'égard d'un nombre déterminé d'agents une délégation dont le principe et les limites sont définis par la loi. En effet, l'article 1er de l'arrêté ministériel du 17 mai 1995 désigne les fonctionnaires en faveur desquels la loi prévoit la délégation du pouvoir de décision appliqué au demandeur, comme étant les agents de l'Office des étrangers titulaires au moins du grade d'assistant administratif, auquel est liée une échelle de traitement spécifique. »

N'impliquant pas la formulation d'une règle de droit, pareille désignation ne confère pas à l'acte qui la contient la valeur normative susceptible d'en faire un règlement au regard de la compétence d'avis de la section de législation du Conseil d'Etat." (le Conseil souligne).

Le Conseil ne voit pas de raison de s'écarter de cette jurisprudence s'agissant de l'arrêté ministériel du 18 mars 2009 en ce qu'il fonde la compétence de l'auteur de l'acte attaqué, son objet étant similaire à l'arrêté ministériel du 17 mai 1995. Le Conseil précise à cet égard que l'article 3 des lois sur le Conseil d'Etat n'a pas subi, depuis le 17 mai 1995, de modification susceptible de rendre cette jurisprudence non pertinente en l'espèce.

Par ailleurs, le Conseil ne peut suivre la partie requérante en ce qu'elle prétend que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 18 mars 2009 prévoirait une attribution de compétence et non une délégation de pouvoir, ce qui en ferait un arrêté réglementaire.

En effet, cet article prévoit que:

"Les membres du personnel de l'Office des étrangers visés à l'article 6 sont également compétents pour refuser de proroger l'autorisation de séjour ou pour mettre fin à l'admission au séjour, en application de l'article 13, § 2, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980".

Or, le terme "également", indique manifestement qu'il s'agit, comme à l'article 6 de cet arrêté ministériel, d'une délégation de pouvoir. En tout état de cause, cette formulation, certes maladroite, ne peut être comprise comme une attribution de compétence, à défaut de tout fondement dans la loi du 15 décembre 1980 ou de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

Enfin, s'agissant de l'article 2 de cet arrêté, lequel dispose comme suit:

"Tout document et toute information qui, en vertu de dispositions légales ou réglementaires, doivent être transmis au délégué du Ministre ou portés à sa connaissance par une autorité, sont adressés à l'Office des étrangers."

Le Conseil estime que cette disposition ne concerne que l'organisation des contacts entre les différentes autorités et le délégué du ministre et ne peut dès lors être considérée comme réglementaire au sens de l'article 3 des lois sur le Conseil d'Etat."

CCE arrêt 318809 du 18/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Géorgie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Vrees verzoekende partijen is gebaseerd op hun lesbische **geaardheid**.

Zij verwijzen naar de gewijzigde **wetgeving** in Georgië die een grote impact kan hebben op de situatie van de LGBTQI+-gemeenschap betekent.

Eerste verzoekende partij heeft zich eveneens geuit als **transgender**, een aspect dat volgens haar niet mee in overweging is genomen door het CGVS.

De Raad stelt vast dat het aannemen van deze wetgeving maakt dat er een **nieuw feit** aan de orde is dat gevolgen kan hebben voor de beoordeling van de beschermingsverzoeken van verzoeksters, gelet op de mogelijks verregaande consequenties daarvan voor de LGBTQI+-gemeenschap in Georgië.

Volledig en ex nunc-onderzoek > grondig (her)onderzoek nodig, rekening houdend met een mogelijke **psychologische kwetsbaarheid** en de op zitting geuite genderidentiteit van eerste verzoekende partij. Ook dient onderzocht te worden of zij op heden nog kunnen rekenen op een ondersteunend (familiaal) **netwerk** bij terugkeer.

CCE arrêt 318846 du 18/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Géorgie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Demande manifestement infondée

composition du siège

1 juge

De Raad neemt aan dat verzoeker ook in België een zekere **politieke** rol vervult en mogelijks **zichtbaarheid** geniet. In het licht van de beschikbare informatie is het onduidelijk welke gevolgen dit zou hebben bij terugkeer naar Georgië. Dat verzoeker persoonlijke banden heeft met de familie Ivanishvili, de personen achter de partij Georgische Droom, is een element dat in rekening moet worden gebracht bij de beoordeling van de mogelijke gevolgen van dit activisme. Daar verzoeker hier in deze context mogelijks met westerse instellingen in contact is gekomen of als dusdanig gepercipieerd kan worden door de Georgische autoriteiten en in het bijzonder de familie Ivanishvili, valt ook niet uit te sluiten dat hij bij terugkeer naar Georgië bijkomend geïsoleerd zal worden in het licht van voormelde **'buitenlandse agenten wet'**, minstens dringt verder onderzoek hiernaar zich op.

De Raad acht, gelet op het geheel van wat voorafgaat, verder onderzoek naar voormelde ontwikkelingen en de impact hierop voor verzoeker cruciaal om zijn nood aan internationale bescherming te kunnen beoordelen, zeker gelet op de hierboven gemaakte bedenkingen inzake het **(al dan niet toegeschreven) politiek profiel van verzoeker en zijn activisme in België**.

De Raad hecht hierbij bijzondere betekenis aan het gegeven dat Georgië heden niet langer als een veilig land van herkomst wordt aangemerkt.

Verder herhaalt de Raad dat verzoeker verklaarde dat zijn **twee meerderjarige zonen** ondertussen ook in België aankwamen en hier om internationale bescherming verzochten omdat zij eveneens in het vizier stonden van verzoekers belagers.

In deze herhaalt de Raad dat verzoeker bij zijn ter terechtzitting neergelegde aanvullende nota de bijlages 26 van zijn beide zonen voegt, waaruit blijkt dat zij respectievelijk op 8 augustus 2024 en 21 september 2024 in België aankwamen en alhier om internationale bescherming verzochten.

Verwijzing naar arrest **HvJ** 4 oktober 2018, nr. C-652/16, N. R. K. Ahmedbekova, en R. E. O. Ahmedbekov). In het licht van deze rechtspraak lijkt het de Raad aangewezen om verzoekers verzoek om internationale bescherming (opnieuw) te beoordelen samen met de verzoeken om internationale bescherming, ingediend door zijn zonen.

Gelet op het geheel aan vaststellingen in wat voorafgaat, alsook de elementen die verzoeker aanbrengt in zijn verzoekschrift, aanvullende nota's en ter terechtzitting, besluit de Raad dat het door de verwerende partij verrichte onderzoek naar verzoekers vrees voor de Georgische autoriteiten, en met name de familie Ivanishvili, omwille van zijn (al dan niet toegeschreven) politiek profiel, niet afdoende is.

De vaststellingen die hierboven werden gemaakt leiden immers tot de conclusie dat er **teveel onduidelijkheden en elementen zijn die onderbelicht en/of (nog) niet onderzocht werden**. Een verder en gedegen onderzoek, waarbij rekening wordt gehouden met voormelde vaststellingen en in het bijzonder met de **nieuwste ontwikkelingen in Georgië** en dit keer niet in het kader van een versnelde procedure en een beoordeling ten aanzien van een veilig land van herkomst en waarbij verzoeker nogmaals wordt gehoord en waarbij rekening wordt gehouden met de verzoeken om internationale bescherming, ingediend door zijn meerderjarige zonen, dringt zich dan ook op.

CCE arrêt 318770 du 17/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En ce qui concerne l'argumentation relative à l'obtention d'une protection internationale en Grèce, il convient de rappeler que la partie défenderesse a instruit à suffisance la demande de protection internationale de la requérante et a procédé à une analyse adéquate des différentes déclarations de cette dernière.

De surcroît, il ressort du dossier de la procédure, que la partie défenderesse a sollicité des instances grecques « toutes les informations qui ont mené à l'octroi d'une protection internationale » dans le chef de la requérante, et a déposé la réponse de ces autorités ainsi qu'une traduction (...). A cet égard, force est de relever qu'il ressort de la traduction contenue au dossier de la procédure, que les instances grecques ont précisé que la requérante a été entendue, et que « [...] Sur la base de allégations susmentionnées, telles qu'elles ont été évaluées, l'Office considère que la requérante remplit les conditions pour être placée sous le statut de réfugié, étant donné qu'en cas de retour dans son pays d'origine, elle risque d'être persécutée en tant que membre d'une minorité ethnique et en tant que membre d'un groupe social particulier [...] » (*ibidem*).

Partant, la partie défenderesse - en se renseignant auprès des autorités grecques concernant « toutes les informations qui ont mené à l'octroi d'une protection internationale » dans le chef de la requérante, et en déposant au dossier de la procédure tous les documents pertinents -, a procédé à un examen complet et minutieux de l'ensemble des circonstances de faits et des éléments pertinents de la demande de la requérante, conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE) (arrêt du 18 juin 2024, QY c. *Bundesrepublik Deutschland*, affaire C-753/22).

En effet, il ressort de l'arrêt susmentionné que « *L'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) no 604/2013 du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2013, établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, l'article 4, paragraphe 1, et l'article 13 de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection, ainsi que l'article 10, paragraphes 2 et 3, et l'article 33, paragraphe 1, et paragraphe 2, sous a), de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2013, relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale, doivent être interprétés en ce sens que :*

lorsque l'autorité compétente d'un État membre ne peut exercer la faculté offerte par cette dernière disposition de rejeter comme étant irrecevable une demande de protection internationale émanant d'un demandeur, auquel un autre État membre a déjà accordé une telle protection, en raison d'un risque sérieux pour ce demandeur d'être soumis, dans cet autre État membre, à un traitement inhumain ou dégradant, au sens de l'article 4 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, cette autorité doit procéder à un nouvel examen individuel, complet et actualisé de cette demande à l'occasion d'une nouvelle procédure de protection internationale conduite conformément aux directives 2011/95 et 2013/32.

Dans le cadre de cet examen, ladite autorité doit néanmoins tenir pleinement compte de la décision dudit autre État membre d'octroyer une protection internationale audit demandeur et des éléments qui soutiennent cette décision ».

La CJUE a, également, précisé que « *en outre, compte tenu du principe de coopération loyale inscrit à l'article 4, paragraphe 3, premier alinéa, TUE, en vertu duquel l'Union et les États membres se respectent et s'assistent mutuellement dans l'accomplissement des missions découlant des traités (arrêt du 6 septembre 2016, Petruhhin, C-182/15, EU:C:2016:630, point 42), et qui trouve une expression concrète à l'article 36 de la directive 2011/95 ainsi qu'à l'article 49 de la directive 2013/32, et pour assurer, dans la mesure du possible, la cohérence des décisions prises, par les autorités compétentes de deux États membres, sur le besoin de protection internationale d'un même ressortissant de pays tiers ou apatride, il y a lieu de considérer que l'autorité compétente de l'État membre appelée à statuer sur la nouvelle demande doit entamer, dans les meilleurs délais, un échange d'informations avec l'autorité compétente de l'État membre ayant précédemment octroyé le statut de réfugié au même demandeur. À ce titre, il revient à la première de ces autorités d'informer la seconde de la nouvelle demande, de lui transmettre son avis sur cette nouvelle demande et de solliciter de sa*

part la transmission, dans un délai raisonnable, des informations en sa possession ayant conduit à l'octroi de ce statut » (CJUE, arrêt du 18 juin 2024, QY c. Bundesrepublik Deutschland, affaire C-753/22, § 78).

Il en résulte que la partie défenderesse a respecté la jurisprudence susmentionnée en procédant à un nouvel examen individuel, complet et actualisé de la demande de protection internationale de la requérante d'une part, en sollicitant des instances grecques « toutes les informations qui ont mené à l'octroi d'une protection internationale » dans le chef de la requérante et, d'autre part, en examinant de manière adéquate les différentes déclarations de la requérante, et les documents produits, à l'appui de la présente demande."

CCE arrêt 318766 du 17/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

9bis rejet/non fondé

composition du siège

1 juge

Refus de visa étudiant – art. 9 et 13 – AA : l’attestation d’inscription produite par ce dernier est délivrée par un établissement d’enseignement supérieur qui transgresse les textes légaux protégeant les grades académiques susmentionnés car : il propose un « Master », ce qui laisse supposer l’obtention d’un grade de Master, alors que ledit grade est protégé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d’enseignement supérieur et que cet établissement n’est pas habilité par les autorités belges compétentes à délivrer des diplômes conférant ce grade – Face aux args. de la PR, le Conseil souligne : qu’il n’a aucune garantie que l’établissement ait notifiée son activité au gouvernement conformément à l’art. 14/3 du décret ; rappelle art. 2 du décret « *Seuls les établissements visés par ce décret sont habilités à remplir les missions qui leur sont légalement dévolues, notamment octroyer les titres et grades académiques sanctionnant les études supérieures et délivrer les diplômes et certificats correspondants* », quod non ; estime que via le large pouvoir discrétionnaire que confère l’art. 9 de la Loi à la PD, elle a valablement pu refuser d’accorder de visa – Conseil constate que la brochure des programmes de cours de l’établissement est de nature à entretenir l’illusion que le diplôme délivré équivaut à un diplôme de Master « officiel » – Rejet.

« 3.4. En l’espèce, la partie défenderesse a rejeté la demande d’autorisation de séjour du requérant au motif que l’attestation d’inscription produite par ce dernier est délivrée « par un établissement d’enseignement supérieur qui transgresse les textes légaux protégeant les grades académiques susmentionnés ».

Afin de le démontrer, elle relève que l’attestation d’inscription produite mène « au diplôme de Master of Business Administration » et que « cet établissement d’enseignement privé propose la formation de "Master en Finance" ou "Master of Business Administration", ce qui laisse supposer l’obtention d’un grade de Master à l’issue de cette formation ». Elle expose à cet égard que « ce grade est protégé par l’article 4 de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d’enseignement supérieur » et que l’établissement d’enseignement dans lequel le requérant est inscrit, à savoir l’Institut Privé des Hautes Etudes à Bruxelles, n’est pas un établissement d’enseignement supérieur habilité par les autorités belges compétentes à délivrer des diplômes conférant ce grade.

Cette motivation n’est pas utilement contestée par la partie requérante.

3.4.1. Ainsi, s’agissant de l’argumentaire aux termes duquel la partie requérante allègue que l’attestation d’inscription produite par le requérant « est conforme car délivrée par un établissement privé ayant respecté les conditions et la procédure prévue à l’article 14/3§2 alinéa 2 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études », le Conseil observe, d’une part, que le Conseil n’a aucune garantie que l’Institut Privé des Hautes Etudes à Bruxelles ait notifié son activité au Gouvernement conformément à l’article 14/3 du décret précité.

D’autre part, l’attestation d’inscription produite par le requérant mentionne que ce dernier est inscrit en deuxième année de « Master of Business Administration » et que sa formation débouche sur un diplôme de « Master of Business Administration ». Or, il découle précisément de l’article 2 du décret précité que « Seuls les établissements visés par ce décret sont habilités à remplir les missions qui leur sont légalement dévolues, notamment octroyer les titres et grades académiques sanctionnant les études supérieures et délivrer les diplômes et certificats correspondants ». L’Institut Privé des Hautes Etudes à Bruxelles ne figurant pas dans la liste des établissements repris aux chapitre III du décret susmentionné, il n’est donc pas habilité à délivrer un grade académique tel que celui de « Master ».

Par conséquent, le Conseil estime que, dans le cadre du large pouvoir discrétionnaire que lui confère l’article 9 de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse a valablement pu refuser d’accorder l’autorisation de séjour sollicitée par le requérant étant donné que ce dernier est inscrit dans un « établissement d’enseignement supérieur qui transgresse les textes légaux protégeant les grades académiques susmentionnés ». La partie défenderesse explicite ce refus en indiquant qu’accorder cette autorisation « reviendrait, d’une part, à cautionner cette violation de la loi et, d’autre part, à entretenir l’illusion que le diplôme de « Master » délivré par cette école équivaut au diplôme de Master délivré par les établissements d’enseignement supérieur qui sont habilités par les autorités belges compétentes à délivrer des diplômes conférant ce grade ».

[...]

3.4.3. Quant à l'argumentaire aux termes duquel la partie requérante allègue que « les indications figurant sur [le site internet de la brochure des programmes de cours stipulant que cet établissement propose la formation en Master en finance ou Master of Business administration ne laisse nullement supposer l'obtention d'un grade de Master à l'issue de la formation » et que « cette déduction [effectuée par] la partie défenderesse n'est étayée par aucun élément objectif permettant de comprendre l'éventuelle confusion créée par ces appellations ou dénomination de diplômés obtenus au terme des études », le Conseil rappelle que l'attestation d'inscription produite par le requérant mentionne que ce dernier est inscrit en deuxième année de « Master of Business Administration » et que sa formation débouche sur un diplôme de « Master of Business Administration ». La brochure listant les différents programmes dispensés par l'Institut Privé des Hautes Etudes à Bruxelles mentionne également ce « Master of Business Administration ». Par conséquent, force est de constater, à l'instar de la partie défenderesse, que ces documents sont de nature à entretenir l'illusion que le diplôme délivré par cet établissement équivaut au diplôme de Master délivré par les établissements d'enseignement supérieur qui sont habilités par les autorités belges compétentes à délivrer des diplômes conférant le grade de Master. Il résulte de ce qui précède que la partie requérante ne peut raisonnablement prétendre que la partie défenderesse « reste en défaut de déterminer concrètement les éléments qui l'ont poussé à croire que l'utilisation par l'école du requérant de la dénomination "Master en finance ou Master of Business administration" pourrait entretenir une illusion que le diplôme de Master délivré par cette école équivaut au diplôme de Master délivré par les établissements habilités par les autorités belges compétentes ».

Il convient d'appliquer un raisonnement identique en ce que la partie requérante soutient que « l'utilisation de la dénomination "Master en finance ou Master of Business administration" par l'école IPHE n'est pas en soit illégale et ne viole pas le prescrit de l'article 4 de la loi du 11.09.1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur ».

CCE arrêt 318670 du 17/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

"Les requérants sont de nationalité syrienne. Ils se sont mariés en 2014 au Liban, pays dans lequel ils vivaient l'un comme l'autre depuis 2012. Ils déclarent avoir bénéficié d'un programme de relocalisation des réfugiés syriens organisé par les Nations Unies et avoir, dans ce cadre, été réinstallés en Espagne où ils se sont vu octroyer un statut de protection internationale le 9 mai 2022. A l'appui de leurs demandes de protection internationale introduites en Belgique, ils invoquent les mauvaises conditions d'accueil qu'ils enduraient en Espagne et le fait que leur fille serait tombée malade en raison de l'humidité présente dans la maison qu'ils occupaient. Le requérant déclare également avoir été agressé alors qu'il se rendait dans un magasin pour trouver de quoi nourrir sa famille. Ils affirment ne jamais avoir trouvé d'aide pour les assister dans leurs démarches.

(...)

Les décisions attaquées consistent en deux décisions d'irrecevabilité d'une demande de protection internationale prises en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « loi du 15 décembre 1980 »).

Elles sont motivées par le fait que les requérants sont déjà bénéficiaires d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne, en l'occurrence l'Espagne, et qu'ils ne sont pas parvenus à renverser la présomption selon laquelle leurs droits fondamentaux en tant que bénéficiaires d'une protection internationale sont respectés dans l'Etat membre de l'Union européenne qui leur a accordé cette protection.

A cet égard, la partie défenderesse relève que les requérants n'ont fourni aucun document attestant des conditions de vie difficiles qu'ils disent avoir expérimentées en Espagne ; qu'ils n'ont entrepris aucune démarche concrète afin de trouver un logement décent et un emploi alors qu'ils ont bénéficié de l'accompagnement d'une assistante sociale ; qu'ils n'ont pas cherché d'autres alternatives, telles que se rendre en pharmacie ou chez un médecin, pour faire face à la maladie de leur fille provenant, selon eux, de l'humidité présente dans la maison ; qu'ils ont quitté l'Espagne seulement dix jours après leur arrivée et n'ont donc entrepris aucune démarche en vue de la scolarisation de leurs enfants ; et que le requérant n'a jamais tenté de porter plainte suite à l'agression dont il dit avoir été victime.

(...)

En l'espèce, après analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, et après avoir entendu les parties lors de l'audience du 25 octobre 2024 conformément à l'article 14, alinéa 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du contentieux des étrangers, le Conseil estime qu'il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation des décisions attaquées sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

En effet, le Conseil relève qu'il ressort des éléments du dossier administratif, et particulièrement des déclarations des requérants, que ceux-ci se sont mariés au Liban en 2014. A cette époque, le requérant était âgé de 19 ans alors que la requérante était âgée de 13 ans. Par ailleurs, il apparaît que la requérante a donné naissance à son premier enfant en septembre 2015, soit à l'âge de 14 ans.

Ainsi, le Conseil estime que le fait que le requérant se soit marié avec la requérante alors qu'elle n'était âgée que de 13 ans et qu'il ait, dans le cadre de ce mariage et en dépit du très jeune âge de la requérante, entretenu avec celle-ci des relations sexuelles, est éventuellement un élément susceptible de relever du « crime grave de droit commun » et, partant, de justifier l'exclusion du requérant de la protection internationale en application de l'article 55/2 de la loi du 15 décembre 1980 et de l'article 1er, section F, b, de la Convention de Genève, ou, s'agissant de l'exclusion du statut de protection subsidiaire, en application de l'article 55/4, § 1er, c, de la loi du 15 décembre 1980.

A cet égard, le Conseil relève que les décisions attaquées font application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980, lequel dispose ce qui suit :

« § 3. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut déclarer irrecevable une demande de protection internationale lorsque :

[...] 3° le demandeur bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne ».

(...)

Il ressort du libellé de cette disposition que la décision de déclarer irrecevable la demande de protection internationale d'un demandeur qui bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne est une faculté dont dispose la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, et non une obligation.

En revanche, il ressort de l'article 55/3/1, §2, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980 que « *Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides retire le statut de réfugié :*

1° à l'étranger qui est ou qui aurait dû être exclu en application de l'article 55/2 ».

L'article 55/5/1, §2, alinéa 1er, 2° de la même loi prévoit la même obligation concernant le retrait du statut de protection subsidiaire. A cet égard, il ressort des travaux préparatoires de la loi que :

« Le CGRA est [...] tenu de retirer le statut de réfugié s'il apparaît a posteriori que l'étranger aurait dû se voir appliquer une des clauses d'exclusion au cours de sa procédure d'asile ou s'il tombe sous le coup de telles clauses après sa reconnaissance comme réfugié. Pour le retrait, il est donc à nouveau indifférent que les faits justifiant l'exclusion soient postérieurs ou antérieurs à la reconnaissance du statut, sauf cependant pour le "crime grave de droit commun" visé à l'article 1, F, b) de la Convention de Genève de 1951 et à l'article 12.2, b) de la Directive 2011/95/UE, car selon ces dispositions, ce crime ne peut en effet justifier l'exclusion que s'il est commis avant que l'étranger ne soit admis dans le pays d'accueil. » (Le Conseil souligne).

Les travaux préparatoires de la loi indiquent également :

L'article 10 du projet fixe par ailleurs deux hypothèses dans lesquelles le CGRA est par ailleurs tenu de retirer le statut de protection subsidiaire.

Premièrement, s'il apparaît a posteriori que l'étranger aurait dû se voir appliquer l'une des clauses d'exclusion au cours de sa procédure d'asile, ou s'il tombe sous le coup de telles clauses d'exclusion après son admission au statut de protection subsidiaire [...] (Le Conseil souligne).

Ainsi, les dispositions précitées, telles qu'elles sont libellées et présentées par les travaux préparatoires de la loi, sont claires : elles ne laissent aucune alternative au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et lui imposent de retirer le statut de réfugié ou le statut de protection subsidiaire lorsqu'il s'avère que l'une des clauses d'exclusion aurait dû, ou doit, être appliquée au demandeur ; dans ce cas de figure, la question de la recevabilité de la demande pour le motif que le demandeur bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre deviendrait caduque.

Ce faisant, en l'espèce, dès lors que le retrait du statut de protection internationale est obligatoire lorsqu'il s'avère que le demandeur aurait dû en être exclu en application des articles 55/2 ou 55/4 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil estime que la partie défenderesse ne pouvait pas user de la faculté qui lui est offerte de déclarer la demande du requérant irrecevable au motif qu'il bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne sans, au préalable et dans un premier temps, s'assurer que la question de son exclusion dudit statut, pour le motif précité, a bien été examinée par les instances d'asile de l'Etat membre concerné, en l'espèce l'Espagne.

A cet égard, il pourrait s'avérer utile que la partie défenderesse informe les instances d'asile espagnoles de la nouvelle demande introduite par le requérant en Belgique et tentent d'obtenir de leur part la transmission du dossier qu'elles ont en leur possession afin de vérifier si la question de l'exclusion du requérant du statut de protection internationale pour le motif précité a bien été examinée par elles.

Ainsi, raisonnant par analogie avec les enseignements de l'arrêt du 18 juin 2024 de la Cour de justice de l'Union européenne, le Conseil estime que cet échange d'information doit permettre à la partie défenderesse de procéder de manière pleinement éclairée aux vérifications qui lui incombent dans le cadre de la procédure de protection internationale dont elle a été saisie en Belgique et, le cas échéant, de son obligation de retirer le statut de protection internationale au demandeur qui aurait dû en être exclu.

Dans un second temps, s'il s'avère que les instances d'asile espagnoles n'ont jamais examiné la question de l'exclusion du requérant de la protection internationale ou s'il s'avère qu'après avoir entrepris toutes les démarches raisonnables pour obtenir ces informations auprès des instances d'asile espagnoles, celles-ci n'ont réservé aucune suite à sa

demande, il appartiendra à la partie défenderesse d'examiner elle-même la question de savoir s'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant s'est rendu coupable d'un crime grave de droit commun en se mariant avec la requérante alors qu'elle n'était âgée de 13 ans et en entretenant avec elle, dans le cadre de ce mariage et en dépit de son très jeune âge, des relations sexuelles.

En conséquence, après examen des pièces de la procédure et du dossier administratif, il apparaît qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée prise à l'égard du requérant sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

(...)

Par souci de bonne administration de la justice et parce que les mesures d'instruction complémentaires devant être prises dans le cadre de la demande de protection internationale du requérant peuvent également avoir une incidence sur la demande de la requérante - et impliquer que d'autres mesures d'instruction, qui la concernent personnellement, s'avèrent nécessaires -, il convient également d'annuler la décision prise à l'égard de la requérante."

CCE arrêt 318715 du 17/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

acte attaqué

CG Irrec.-Mineur

nationalité

Irak

dictum arrêt

Reconnaissance

" Tout d'abord, si le Conseil observe qu'il n'est pas permis de conclure de l'ensemble des informations communiquées dans les présentes affaires à l'existence d'une situation de persécution de groupe en Irak à l'égard de l'ensemble des personnes athées ou en questionnement religieux et/ou occidentalisées, il estime toutefois qu'il y a lieu de faire preuve de prudence dans l'examen des demandes de protection internationale de ressortissants irakiens présentant un tel profil.

En effet, le Conseil observe, d'une part, qu'il ressort du « *Country Guidance: Iraq* » de l'EASO de juin 2022 que les personnes occidentalisées en Irak sont sujettes à des menaces et des attaques émanant tant de la population que de milices. Ces milices visent les personnes qui montrent des signes de déviance morale selon leur interprétation des normes chiites, parfois avec le soutien de la communauté chiite. Ce rapport relève notamment que les hommes et surtout les femmes subissent des pressions pour se conformer aux normes conservatrices en matière d'apparence personnelle ; que les vendeurs d'alcool en particulier peuvent faire l'objet d'assassinats, de menaces de mort ou être contraints de quitter leur communauté et que des lieux tels que les magasins d'alcool, les salons de massage et les boîtes de nuit ont été pris pour cible dans le but de lutter contre l'immoralité. S'il ressort dudit rapport que les actes auxquels les personnes relevant de ce profil pourraient être exposées sont d'une gravité telle qu'ils s'apparentent à une persécution (par exemple, attaques violentes, meurtres), il y est également précisé que toutes les personnes correspondant à ce profil ne sont pas exposées au niveau de risque requis pour établir une crainte fondée de persécution. À cet égard, le rapport conclut que lors de l'évaluation individuelle visant à déterminer le risque de persécution il convient de tenir compte de circonstances telles que : la norme morale et/ou sociétale transgressée, le genre (le risque est plus élevé pour les femmes), l'environnement conservateur, la région d'origine, la perception des rôles traditionnels des sexes par la famille et la société, etc.

D'autre part, le Conseil relève qu'il ressort des informations précitées que les personnes athées sont traitées avec dédain et font l'objet de menaces et risquent d'être arrêtées dans les environs de Bagdad et dans le sud. Ces informations font encore état du fait que les personnes considérées comme ayant commis un blasphème et/ou l'apostasie peuvent être exposées à des actes d'une nature tellement sévère qu'ils s'apparentent à des persécutions (par exemple : des meurtres et des attaques violentes) et que, lors de l'examen de ces demandes de protection internationale, il ne peut être raisonnablement attendu de ces demandeurs qu'ils s'abstiennent de ces pratiques religieuses afin d'éviter la persécution. Sur ce point encore, il ressort du rapport que dans le cas de personnes perçues comme apostats (par exemple, pour cause de conversion au christianisme ou d'athéisme) ou blasphémateurs, en général, une crainte fondée de persécution serait justifiée et qu'il convient d'évaluer les risques en tenant compte des pratiques religieuses ou non religieuses auxquelles le demandeur se livrera et de la question de savoir si elles l'exposeront à un risque réel, ainsi que de sa région d'origine, de son milieu familial et ethnique et de son sexe.

En l'espèce, le Conseil constate que les requérants sont tous deux arrivés mineurs en Belgique, plus précisément aux âges de 8 et 12 ans et qu'ils n'ont ensuite plus quitté le territoire belge, soit depuis plus de 7 ans. Dès lors, compte tenu de ce long séjour des requérants en Belgique, conjugué à leur jeune âge au moment de leur arrivée, il est indéniable que les requérants ont adopté un mode de vie occidental.

En outre, le Conseil observe que la partie défenderesse fait une lecture parcellaire des déclarations du requérant lorsqu'elle considère qu'il n'a jamais rompu avec ses coutumes traditionnelles, notamment aux motifs que le requérant est de religion musulmane et qu'il parle la langue arabe. (...) De manière générale, il ressort à suffisance des déclarations livrées par les requérants, tant au cours de leurs différents entretiens personnels qu'à l'audience, qu'ils ont adopté un mode de vie différent de chez eux en Irak et empreint de davantage de liberté dans leur façon de s'habiller, de sortir et de fréquenter les autres. À cet égard, le Conseil considère que les enseignements jurisprudentiels cités par les parties requérantes dans leurs requêtes - tel que celui tiré de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne dans lequel celle-ci a jugé qu'il n'était pas permis de s'attendre à ce que, pour éviter d'être persécuté, un demandeur d'asile dissimule son homosexualité dans son pays d'origine - trouvent également à s'appliquer dans les présentes affaires s'agissant, en l'occurrence, de la transgression des normes et des valeurs sociétales par les requérants en cas de retour en Irak.

Selon les directives de l'EASO, il convient également d'accorder une attention particulière à la région de provenance des requérants. En l'espèce, le Conseil constate que les jeunes requérants sont originaires de Thi-Qar et qu'il s'agit de l'une des régions les plus sous-développées de l'Irak. En outre, cette région est en partie contrôlée par les Forces de Mobilisation Populaires dont le commandant est aligné sur la milice de Badr, une milice chiite. Il ressort des informations communiquées par les parties requérantes que la politique menée à Thir-Qar vise à policer les mœurs et à limiter la liberté d'expression. Partant, à la lumière de tels constats, le Conseil considère que la région d'origine des requérants les expose à un risque plus important d'être perçus comme « anormaux » dans la société irakienne.

À ces éléments s'ajoutent encore des facteurs de vulnérabilité aggravant dans le chef des requérants. Ainsi, le requérant est encore mineur d'âge et présente une fragilité psychologique se manifestant par des symptômes, tels que « des angoisses massives » et des « troubles mnésiques », pour lesquels il bénéficie d'un suivi régulier en Belgique[10]. Concernant la requérante, sa qualité de jeune femme constitue indéniablement un facteur de vulnérabilité de nature à l'exposer davantage à un risque de subir des persécutions en cas de retour en Irak.

Dès lors, compte tenu des circonstances particulières des présentes affaires, en conjuguant l'ensemble des facteurs qui précèdent, le Conseil considère que les requérants craignent avec raison d'être persécutés en cas de retour en Irak.

Le Conseil observe encore que la partie défenderesse mentionne dans les décisions attaquées que « pour être prise en compte, l'occidentalisation doit comporter une approche politique ou religieuse, ce qui n'est absolument pas le cas ici ». Or, la partie défenderesse n'étaye pas son propos et semble faire fi de l'article 48/3, §5 de la loi du 15 décembre 1980 qui indique que « [d]ans le cadre de l'évaluation du caractère fondé de la crainte de persécution du demandeur, il est indifférent qu'il possède effectivement la caractéristique liée à la race, à la religion, à la nationalité, à l'appartenance à un groupe social déterminé ou aux opinions politiques à l'origine de la persécution, pour autant que ces caractéristiques lui soient attribuées par l'acteur de persécution ». En l'espèce, la crainte de persécution invoquée par les requérants repose précisément sur le fait qu'en raison de leur mode de vie actuel, de leurs apparences extérieures et de leurs occupations, ils se voient attribuer des opinions politiques ou des croyances religieuses contraires aux préceptes traditionnels, sociaux, coutumiers et religieux prévalant actuellement dans leur pays d'origine.

Par conséquent, les parties requérantes établissent qu'elles restent éloignées de leur pays d'origine par crainte d'être persécutées au sens de l'article 1^{er}, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Au vu des constats qui précèdent, leur crainte peut être analysée comme une crainte d'être persécuté du fait d'opinions politiques et/ou de croyances religieuses qui leur sont imputées au sens de l'article 48/3, § 5 de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 318755 du 17/12/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9ter non fondé

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

9ter non fondé - PR : la décision ne tient compte que des documents médicaux déposés par la requérante dans le cadre de l'actualisation de sa demande, sans égard aux documents médicaux annexés à sa demande initiale (qui indiquaient notamment que la requérante avait besoin d'un suivi psychiatrique - ce qui n'est donc pas mentionné dans l'AA) - CCE: le fonctionnaire médecin ne mentionne pas la raison pour laquelle il n'a pas pris en compte les éléments produits à l'appui de la demande initiale - NO: le fonctionnaire médecin a tenu compte des documents médicaux récents: la PR a produit à l'appui d'un complément de sa demande un nouveau CMT; le fonctionnaire médecin s'est fondé sur celui-ci pour rendre son avis ; ce CMT ne mentionne aucun état anxieux dépressif - CCE: aucun fondement légal ne prévoit que le CMT, produit à l'appui de la demande, peut être considéré comme « remplacé » par un certificat médical, déposé ultérieurement + motivation a posteriori - Annulation

"Dans une 1ère branche, la PR fait valoir notamment ce qui suit : « En premier lieu, il faut souligner que la partie adverse, dans sa décision, ne semble tenir compte que des documents médicaux déposés par la requérante dans le cadre de l'actualisation de sa demande d'autorisation de séjour du 05.04.2022. En effet, il ressort de l'avis du médecin conseiller de la partie adverse que celui-ci n'a tenu compte que des certificats médicaux envoyés depuis le dernier avis médical, rendu dans le cadre de la précédente décision de refus de séjour de la requérante, dd. 27.05.2020. Ainsi, dans son examen de la disponibilité, la partie adverse n'a pas eu égard aux documents médicaux annexés à la demande d'autorisation de séjour de la requérante. Or, dans son certificat médical dd. 06.09.2019 (pièce n° 4 de la demande d'autorisation de séjour), le Dr [X.] précisait que la requérante a besoin d'un suivi « chez le médecin traitant ; Gastroentérologue ; Gynécologue ; Psychiatre ». Si la question de la disponibilité d'un suivi généraliste, gynécologique et gastroentérologique est abordée dans la décision attaquée, celle-ci est muette au sujet du suivi psychiatrique. Or, la demande d'autorisation de séjour de la requérante précisait que « la requérante souffre d'un état anxiodépressif majeur sous traitement, pour lequel elle a notamment été hospitalisée pendant quatre mois, du 14.10.2017 au 21.02.2018 ». [...] Dès lors, en ne tenant pas compte de cet élément essentiel, la partie adverse a violé l'article 62 de la loi du 15.12.1980 et les articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 [...]. Ainsi, dans la mesure [...] où la requérante invoquait la nécessité d'être suivie par un psychiatre dans sa demande de séjour, la partie adverse ne pouvait pas se dispenser de prendre cet élément en compte dans sa décision. [...] ».

(...)

3.3.1. En l'espèce, le dossier administratif montre que - la requérante avait, notamment, produit, à l'appui de la demande d'autorisation de séjour, visée au point 1.6., un certificat médical type, établi par son médecin traitant, le 6 septembre 2019, précisant, notamment, qu'elle souffrait d'un état anxio-dépressif, pour lequel elle suivait un traitement médicamenteux, et bénéficiait d'un suivi psychiatrique ; - dans son avis médical, daté du 25 mai 2020, le fonctionnaire médecin a relevé une attestation datée du 23 janvier 2019, établie par un psychiatre, selon laquelle elle était suivie depuis 2018 ; - la requérante a été hospitalisée du 24 octobre 2017 au 21 février 2018 au sein du service de psychiatrie de l'hôpital Brugmann, et a produit un rapport d'hospitalisation, rédigé le 20 mars 2018, faisant état des éléments suivants : « Affection actuelle [La requérante, est hospitalisée suite à un passage aux Urgences Psychiatriques mardi; 17/10/2017. [...] Antécédents personnels psychiatriques : - Diagnostic posé en 2014 par le Dr [...] : Dépression chronique avec une composante psychotique d'ordre mélancolique. Suivi : - Médecin traitant : Dr [...]. - Psychiatre : anciennement par Dr [...] en 2014. - Psychologue : néant. - Institution de référence : vit chez sa sœur. [...] Evolution en salle : [La requérante] a bénéficié des entretiens psychologiques et psychiatriques en présence d'une interprète arabe. La patiente rumine beaucoup sur son passé, présente des flash-back perpétuellement du moment de la perquisition, une anxiété extrême et des symptômes somatiques comme des nausées, vomissements, migraines et palpitations au cœur au moment de ces flash-back. Elle présente beaucoup d'idées noires et parfois des idées suicidaires passives. Madame explique qu'elle sort parfois se promener près du canal. Elle avoue qu'elle a plusieurs fois pensé à s'y jeter. Elle a un sentiment de dévalorisation, d'une perte d'estime d'elle-même, une anhédonie. Durant les entretiens, madame se dépose fortement. Elle a besoin d'expliquer tout le traumatisme vécu pendant son arrestation mais aussi le comportement de sa sœur vis-à-vis d'elle. Malgré nos multiples insistances, [la requérante] a toujours refusé les entretiens que nous avons proposés avec sa sœur. [...] Le traitement antidépresseur, Sipraléxa, est mal supporté par la

patiente. Elle a des effets secondaires gastro-intestinaux. Par contre, le Cymbalta est mieux toléré. Elle se plaint d'un trouble du sommeil souvent dû aux ronflements de ses voisins de chambre, qu'elle a beaucoup de mal à supporter. Un changement de chambre n'a pas aidé à améliorer son sommeil. Par contre, le Dominal lui convient mieux que le Trazolan. [...] Conclusions : Diagnostics selon les critères du DSM IV : Axe 1 : Trouble dépressif majeur. Syndrome de stress post-traumatique. [...] Traitement à la sortie : Cymbalta 60 mg : 1-0-0-0 Dominal forte : 0-0-0-1 ».

3.3.2. a) L'acte attaqué est fondé sur un avis du fonctionnaire médecin, rendu le 2 octobre 2023 et joint à cette décision, qui mentionne, notamment, ce qui suit : « Histoire Clinique et certificats médicaux versés au dossier (Uniquement des documents médicaux émis par des soignants et personnes impliqués dans les soins du requérant. Des documents d'ordre généraux ne seront pas repris dans la partie médicale de ce rapport) - Le 28/3/22, Dr [...], généraliste, certificat médical type (CMT), rappel des antécédents (atcd), RCUH, pancréatite secondaire à imuran, discopathie lombaire, fibrome utérin. Traitement : Colitofalk, lutenyl, zaldiar, transfusion (sans précision du type de transfusion) - Le 21/3/2022, Dr [...], gastro-entérologue, consultation, le 10/1/22 : douleurs abdominales : mise en évidence biologique d'une pancréatite probablement sur imuran. Scanner abdomina[] n'a pas démontré de pancréatite. Amélioration depuis arrêt de l'imuran.

- Le 21/3/22, Dr [...], gastro, CMT, rappel atcd, traitement Colitofalk - Le 29/3/22, Dr [...], gynécologie, CMT, fibromes utérins, fibrome mammaire, traitement : supplément de fer (sans spécifier/sans précision). Aucun traitement médical nécessaire, surveillance par IRM (utérus) et mammographie (seins) - Le 16/11/2021, nom du médecin non visible, service de radiologie, protocole echo seins, pas de nodules suspects - Le 9/1/2021, Dr [...], radiologue, IRM bassin : fibromes - Article de presse : Maroc : la prise en charge des personnes atteintes de cancer... : non pris en compte car n'a rien à faire dans un avis médical. Par ailleurs, quel lien entre les pathologies de cette requérante et le cancer ? Elle n'a pas de cancer. Antécédents médicaux RCUH, pancréatite secondaire à imuran ([a] priori résolu vu arrêt de l'imuran et amélioration clinique, cfr note du 21/3/22 du Dr [...]), discopathie lombaire, fibrome utérin. Traitement actif actuel Selon le rapport médical le plus récent de son généraliste : colitofalk (mésalazine), lutenyl (nomegestrol), zaldiar (tramadol + paracetamol), transfusion sans précision du type de transfusion (GR ? plaquettes ?) Kiné, biologie, gastro-entérologie/colonoscopie, gynécologie, généraliste, transfusion de GR (?), imagerie (IRM/mammographie (=radio X)/échographie). NB: [...] Conclusion : La requérante a comme antécédents médicaux : RCUH, discopathie lombaire, fibrome utérin. Sa pancréatite est [a] priori résolue puisque l'imuran a été suspendu et la clinique était en amélioration selon la note du 21/3/2022 du Dr [...], gastro-entérologue. Une recherche sur la base de données MedCoi et sur internet démontre la disponibilité du traitement requis au pays d'origine, le Maroc. Dans ce contexte, étant donné que le traitement requis est disponible et accessible au Maroc, le pays d'origine, on peut conclure que d'un point de vue médical, il n'y a pas de contre-indication pour un retour au pays d'origine car il n'y a pas un risque réel de traitement inhumain ou dégradant ni un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique vu que le traitement adéquat y est disponible et accessible. Rappelons qu'il n'incombe pas au médecin conseiller de l'OE, dans l'exercice de sa mission, de supputer l'éventualité d'une aggravation ultérieure de pathologies, en ce compris d'hypothétiques complications, mais de statuer, sur base des documents médicaux qui lui ont été transmis, si ces pathologies peuvent actuellement être considérées comme des maladies visées au §1er alinéa 1er de l'art. 9ter de la loi du 15/12/1980 et donner lieu à l'obtention d'une autorisation de séjour dans le Royaume sur base dudit article. D'un point de vue médical, il n'y a donc pas de contre-indication pour un retour au pays d'origine, le Maroc ». b) Les constats suivants peuvent être tirés de l'examen de cet avis médical : - Dans le point « Histoire Clinique et certificats médicaux versés au dossier », le fonctionnaire médecin n'a pas cité le certificat médical type, établi par le médecin traitant de la requérante, le 6 septembre 2019, lequel précisait, notamment, qu'elle souffrait d'un état anxio-dépressif, pour lequel elle suivait un traitement médicamenteux, et bénéficiait d'un suivi psychiatrique. - Le point « Traitement actif actuel » ne mentionne pas le fait que la requérante souffrirait, ou non, d'un état anxio-dépressif, ni le fait que son état nécessiterait, ou non, un traitement médicamenteux, et/ou un suivi psychiatrique. - Par voie de conséquence, le fonctionnaire médecin n'a pas examiné la disponibilité des traitement et suivi requis pour la prise en charge médicale de la pathologie, susmentionnée, dans le pays d'origine de la requérante. c) Toutefois, l'avis du fonctionnaire médecin ne mentionne nullement la raison pour laquelle il a estimé ne pas devoir prendre en compte les éléments énumérés au point 3.3.1., qui avaient été produits à l'appui de la demande d'autorisation de séjour. Ni cet avis, ni le 1er acte attaqué qu'il fonde, n'est donc suffisamment motivé à cet égard.

3.4. Dans la note d'observations, la partie défenderesse soutient ce qui suit : « Contrairement à ce que prétend la partie requérante, il ressort très clairement de l'avis du médecin conseil qu'il a été tenu compte des documents médicaux déposés dans le cadre de l'actualisation de la demande faite en 2022. Ces documents sont expressément mentionnés dans l'avis. Quant au certificat médical du 6 septembre 2019, rien n'imposait au médecin conseil d'en tenir compte. En effet, il a, conformément à l'article 9 ter de la loi, tenu compte des documents médicaux récents. La partie requérante a produit à l'appui d'un complément de sa demande un nouveau certificat médical type daté du 28 mars 2022. C'est à juste titre que le médecin conseil s'est fondé sur celui-ci pour rendre son avis (vu les termes de l'article 9 ter, §1er, de la loi). Ce certificat ne mentionne aucun état anxieux dépressif. La partie requérante prétend avoir toujours besoin d'un suivi psychiatrique mais cela ne ressort pas des documents figurant au dossier et n'est aucunement démontré ». Cette argumentation n'est pas de nature à renverser le constat qui précède. Contrairement à ce que prétend la partie défenderesse, aucun fondement légal ne prévoit que le certificat médical type, produit à l'appui de la demande, peut être considéré comme « remplacé » par un certificat médical, déposé ultérieurement. En outre, l'argumentation

développée tend à motiver le 1er acte attaqué a posteriori, ce qui ne peut être admis en vertu du principe de légalité. Il appartenait à la partie défenderesse ou à son fonctionnaire médecin d'explicitier, dans l'avis de celui-ci ou dans la motivation de l'acte attaqué, la raison pour laquelle il ou elle estimait ne plus devoir prendre en considération la nécessité d'un suivi psychiatrique, mentionnée dans un certificat médical, qui avait été produit à l'appui de la demande.

CCE arrêt 318654 du 17/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le Conseil constate que, dans la présente affaire, la requérante a invoqué de multiples craintes : des maltraitances familiales, une menace de mariage forcé, des craintes liées à la naissance de ses enfants hors mariage, à son opposition à l'excision de ses filles ou encore à sa propre excision.

(...)

En l'espèce, le Conseil avait déjà, pour rappel, annulé une précédente décision de la partie défenderesse dans la présente affaire car celle-ci n'avait pas pris en compte l'ensemble des éléments avancés par la requérante à l'appui de sa demande de protection internationale. La requérante avait ainsi, notamment, fait état de craintes liées à son opposition à l'excision de ses filles ainsi qu'à sa propre excision qui n'avaient été « pour la plupart, que peu instruit[e]s par la partie défenderesse lors de l'entretien personnel et, surtout, ont été entièrement passé[e]s sous silence dans la décision entreprise ». Le Conseil avait donc conclu à une violation du devoir de coopération de la partie défenderesse et une méconnaissance des principes de bonne administration et de minutie auxquels elle est tenue.

La partie défenderesse a entendu à nouveau la requérante et a pris une nouvelle décision. Le Conseil constate toutefois que l'instruction de l'opposition de la requérante à l'excision de ses filles s'est révélée particulièrement superficielle et la motivation de la décision entreprise à cet égard est inexacte. En effet, à la lecture des notes de l'entretien personnel, le Conseil constate que la requérante a fait état d'une brulure par sa belle-mère et d'une tentative de strangulation par sa belle-sœur. L'officier de protection n'a toutefois pas posé davantage de questions afin d'instruire ces éléments de manière réellement approfondie et minutieuse. De surcroît, la décision entreprise mentionne de manière tout-à-fait inexacte, que la requérante « se contente d'invoquer la maltraitance de sa belle-mère sans évoquer de faits de maltraitances précis ».

Devant l'absence manifeste et répétée de volonté de la partie défenderesse d'instruire et analyser de manière exhaustive la demande de protection internationale de la requérante, le Conseil estime qu'il peut tenir ces éléments de son récit pour établis. Il n'aperçoit en effet pas la pertinence de renvoyer à nouveau la présente affaire à la partie défenderesse pour une instruction qu'elle se refuse manifestement à effectuer de manière adéquate. Sur la base des déclarations présentes au dossier administratif et des explications de la requête, le Conseil considère donc que la requérante fait état de faits – brulure et tentative de strangulation – qui doivent être considérés comme établis et qui constituent des persécutions passées : celles-ci étant liées à l'opposition de la requérante à l'excision de sa fille, il convient en effet de considérer que le lien avec la Convention de Genève est celui des opinions politiques.

Dès lors que des persécutions passées sont établies, la présomption prévue à l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 est applicable. Celle-ci dispose que « [l]e fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas ». Le Conseil n'aperçoit aucun élément, à la lecture du dossier administratif et de celui de procédure, de nature à constituer une bonne raison de penser que ces persécutions ne se reproduiront pas.

Enfin, le Conseil estime devoir tenir compte du fait que les informations citées dans la requête au sujet des violences faites aux femmes en Guinée, décrivent un contexte où les droits des femmes guinéennes, lorsqu'ils sont en péril, sont insuffisamment protégés par les autorités, constats qui, d'une part, corroborent le bien-fondé des craintes invoquées et, d'autre part, rendent illusoire toute protection effective des autorités. Pour les mêmes raisons, il n'est pas raisonnable d'attendre que la requérante aille vivre dans une autre région de la Guinée pour pouvoir échapper à ses persécuteurs.

Par conséquent, et contrairement à l'analyse livrée par la partie défenderesse dans sa décision, le Conseil estime que la crainte de la requérante liée à son opposition à l'excision de ses filles est fondée. Le Conseil n'estime pas nécessaire de se prononcer quant aux autres craintes alléguées par la requérante, ni partant aux arguments de la partie défenderesse qui s'y rapportent, leur analyse n'étant pas susceptible d'aboutir à une protection plus étendue ou à renverser la

conclusion du présent arrêt.

(...)

En conséquence, la partie requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Cette crainte s'analyse comme une crainte de persécution en raison de ses opinions politiques."

CCE arrêt 318740 du 17/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

"La décision attaquée fait application de l'article 57/6/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 et conclut à l'irrecevabilité de la présente demande de protection internationale introduite par le requérant.

Dans le cadre de sa première demande de protection internationale, la partie défenderesse avait fait application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980 pour déclarer la demande irrecevable au motif que le requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne et qu'il n'a pas démontré que la protection qui lui a été accordée dans ce pays ne serait plus effective ou qu'il serait exposé, en cas de retour dans ce pays, à des conditions de vie pouvant être considérées comme inhumaines et dégradantes au sens de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après « la CEDH »).

Cette décision a été confirmée par l'arrêt du Conseil n° 280 608 du 23 novembre 2023

L'examen de la recevabilité de la demande ultérieure du requérant au regard des articles 57/6/2 et 57/6, §3 de la loi du 15 décembre 1980

En l'occurrence, pour divers motifs qu'elle développe, la partie défenderesse considère qu'en l'espèce, aucun nouvel élément ou fait de cette nature n'est apparu ou n'a été présenté par le requérant. Elle considère ainsi que le requérant ne démontre pas que la situation des personnes bénéficiaires de la protection internationale en Italie est de nature à augmenter significativement la probabilité de lever l'irrecevabilité de sa demande, pas plus que sa situation personnelle, notamment psychologique et médicale.

Pour sa part, après une analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, et après avoir entendu les parties à l'audience du 5 décembre 2024, le Conseil estime qu'il ne peut pas parvenir à une telle conclusion.

Tout d'abord, le Conseil observe que la première demande de protection internationale du requérant s'est clôturée par l'arrêt du Conseil n° 280 608 du 23 novembre 2022 qui a été rendu après que le Conseil ait constaté qu'aucune des parties n'avait demandé à être entendue suite à l'envoi d'une ordonnance, prise en application de l'article 39/73, §§ 1er et 2 de la loi du 15 décembre 1980, qui se proposait, pour différents motifs, de rejeter la requête selon une procédure purement écrite.

Or, cet arrêt, et la décision dont il avait à connaître, ont été rendus à une période où la manière d'évaluer la recevabilité des demandes introduites par des personnes bénéficiaires d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne était différente de celle appliquée aujourd'hui, notamment depuis les évolutions jurisprudentielles dictées par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en ce qui concerne les principes liés notamment au devoir de coopération et à la charge de la preuve.

A cet égard, le Conseil rappelle les enseignements des arrêts n° 299 299 du 21 décembre 2023 et n° 300 341, 300 342 et 300 343 du 22 janvier 2024, rendus par les chambres réunies du Conseil, par lesquels il a notamment précisé la portée de devoir de coopération qui incombe à la partie défenderesse dans le cadre de l'examen de la recevabilité d'une demande de protection internationale au regard de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980, afin de la mettre en conformité avec les évolutions jurisprudentielles qui découlent d'une succession d'arrêts de la CJUE .

Ainsi, dans la lignée de ces arrêts, le Conseil estime désormais que, face aux éléments personnels qu'un demandeur met en avant au sujet de ses conditions de vie dans l'Etat membre de l'Union européenne qui lui a octroyé la protection internationale, la partie défenderesse se doit d'analyser concrètement, d'initiative et au préalable à la prise de l'acte attaqué, l'existence du risque invoqué par le demandeur à l'aune d'informations objectives, fiables, précises et dûment actualisées concernant la situation des bénéficiaires de protection internationale dans cet Etat membre et les mauvais traitements auxquels ils risquent d'être exposés en cas de renvoi vers ce pays.

En l'espèce, le requérant a notamment fait état d'une part, du sort réservé aux bénéficiaires de la protection

internationale en Italie et, d'autre part d'une vulnérabilité particulière liée à son état médical et psychologique. La partie défenderesse a estimé, quant au sort des bénéficiaires de la protection internationale en Italie, que le requérant n'apportait pas de nouvel éclairage permettant de renverser les constats de la première décision, confirmée en appel par le Conseil. Dans l'acte attaqué, la partie défenderesse n'a toutefois pas fourni une analyse concrète, fondée sur des informations dûment actualisées. Elle a néanmoins estimé, dans sa note complémentaire du 4 décembre 2024, que « les informations objectives relatives à cette situation ne permettent pas de conclure que tout bénéficiaire de cette protection sera exposé en cas de retour à une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que, notamment, ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale, ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine ». Elle renvoie, à cet égard, au rapport « Country Report: Italy. AIDA/ECRE, 2024 ».

Après avoir pris connaissance de ce rapport, le Conseil estime pouvoir faire sienne cette conclusion mais devoir néanmoins y apporter la précision nuancée suivante : s'il ne ressort effectivement pas de ces informations que tout bénéficiaire de la protection internationale en Italie est exposé à une situation de dénuement matériel extrême, il convient d'observer que le système d'accueil italien présente toutefois des carences et que les personnes atteintes de troubles psychologiques peuvent être particulièrement vulnérables à cet égard.

La partie défenderesse a, par ailleurs estimé, dans l'acte attaqué, que le requérant n'avait pas démontré l'existence d'une vulnérabilité particulière qui entrainerait dans son chef un risque sérieux qu'il connaisse des conditions de vie contraires à l'article 3 de la CEDH en tant que bénéficiaire de la protection internationale en Italie. Le Conseil estime à cet égard qu'il ne peut pas rejoindre l'analyse de la partie défenderesse, qui demeure fort générale sans toutefois se livrer à une analyse *in concreto* de la situation personnelle du requérant en cas de retour en Italie, à l'aune des informations dont elle dispose, ce qui la place en porte-à-faux par rapport au devoir de coopération qui lui incombe et dont la portée a été revue par les arrêts du Conseil précités, rendus en chambres réunies. En effet, il ressort des documents déposés par le requérant, en particulier de suivi psychologique, qu'il présente une vulnérabilité psychologique certaine qui est actuellement prise en charge adéquatement en Belgique.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime qu'à l'appui de sa cinquième demande de protection internationale, le requérant fait valoir des éléments qui, non seulement augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de sa première demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6 §3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980, puisse être levée mais surtout, impliquent que tel doit être le cas.

Partant, il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant au regard de sa région d'origine, en l'occurrence la Syrie, et des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

Le Conseil observe que la partie défenderesse a limité son examen au stade de la recevabilité de la demande de protection internationale du requérant. Elle n'a, par contre, pas instruit cette demande dans le cadre d'un examen au fond de celle-ci, en ayant égard aux craintes exprimées par le requérant par rapport à sa région d'origine, en l'occurrence la Syrie, et aux articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, ni eu égard à l'article 1er, sections D et F, de la Convention de Genève.

En l'occurrence, au vu des événements notoires qui se sont déroulés en Syrie après la clôture des débats, à savoir le renversement du pouvoir en place, le Conseil estime qu'il ne détient pas suffisamment d'éléments aux dossiers administratif et de la procédure afin de procéder à l'examen du recours introduit par le requérant à l'encontre de l'acte attaqué.

En effet, dès lors que les craintes du requérant, qui affirme être un journaliste de l'opposition au gouvernement syrien déchu, sont étroitement liées à la situation actuelle en Syrie, le Conseil estime qu'il convient d'analyser la demande de protection internationale du requérant à l'aune des événements, récents et à venir, à cet égard."

CCE arrêt 318747 du 17/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Eerder vernietigingsarrest: A269 830 van 15 maart 2022

[...]

Het wordt niet wordt betwist dat verzoeksters een **internationale beschermingsstatus** genieten in **Griekenland**, alwaar zij blijkens de gegevens van hun dossiers de subsidiaire beschermingsstatus werden toegekend, zoals ook wordt vermeld in het feitenrelaas van de bestreden beslissingen. [...]

De commissaris-generaal heeft ervoor geopteerd om **geen gebruik** te maken van de mogelijkheid om de beschermingsverzoeken van verzoeksters **niet-ontvankelijk te verklaren** vanwege de hen verleende beschermingsstatus in Griekenland.

Uit de motieven van de bestreden beslissingen kan evenwel **niet blijken** dat (**afdoende**) **rekening werd gehouden met het gegeven dat verzoeksters reeds de subsidiaire beschermingsstatus verkregen hebben in een andere EU-lidstaat**.

De Raad verwijst in deze naar het arrest **HvJ 18 juni 2024, C-753/22**, QY tegen Bundesrepublik Deutschland (GK). [...]

In casu worden geen elementen aangebracht door de commissaris-generaal - die overigens ter terechtzitting afwezig was - waaruit kan afgeleid worden dat het niet mogelijk was om de Griekse asiédossiers op te vragen en de Griekse autoriteiten niet bereid zouden zijn geweest om de elementen op basis waarvan aan verzoeksters de subsidiaire beschermingsstatus werd toegekend mee te delen of dat zij hiertoe niet langer in staat zouden zijn.

Bijgevolg werden de bestreden beslissingen genomen **zonder ten volle rekening te houden met de eerdere erkenningsbeslissingen** van de Griekse autoriteiten en met de elementen die deze beslissingen ondersteunen. Het ontbreekt de Raad aldus aan kennis over de grondslag van de Griekse erkenningsbeslissingen in hoofde van verzoeksters.

Voorts is de commissaris-generaal ertoe gehouden om een globale beoordeling te maken van de nood aan internationale bescherming op basis van het geheel van de individuele omstandigheden in het licht van actuele objectieve landeninformatie. Die beoordeling kan zich niet beperken tot een loutere evaluatie van elementen en feiten uit het verleden, maar vereist tevens een **toekomstgerichte beoordeling** van het risico op vervolging of ernstige schade. *In casu* kan niet vastgesteld worden dat de commissaris-generaal is overgegaan tot een globale en zorgvuldige beoordeling van de individuele omstandigheden van verzoeksters in het licht van afdoende en actuele landeninformatie. De commissaris-generaal, hoewel zij in de bestreden beslissingen weliswaar oordeelt dat het er "*zeer sterk op lijkt*" dat de verklaring over het tweede huwelijk en over de latere problemen met M. "*zeer weinig geloofwaardig*" zijn, betwist niet dat verzoeksters het **slachtoffer** geworden zijn van **verkrachting**. Meer nog, in de bestreden beslissingen wordt hierover met geen enkel woord gerept, zoals terecht wordt aangekaart door verzoeksters in hun verzoekschrift. Bovendien kan geen abstractie gemaakt worden van de **psychiatrische verslagen** die zich in het rechtsplegingsdossier bevinden. In de bestreden beslissing genomen ten aanzien van eerste verzoekster – en waarvan de motieven worden opgenomen in de bestreden beslissingen genomen ten aanzien van haar dochters, zijnde tweede en derde verzoekster, wordt geoordeeld "*dat de psychische gezondheid van uzelf en die van uw twee dochters en het feit dat u een alleenstaande moeder was met drie kinderen niet onder meer kan aanzien worden als een persoonlijke omstandigheid die tot gevolg heeft dat jullie, in vergelijking met een ander persoon, een verhoogd risico open om slachtoffer te worden van willekeurig geweld*". Uit de psychiatrische attesten, gevoegd bij de aanvullende nota, blijkt nochtans dat eerste verzoekster haar psychische situatie zeer zorgwekkend is en uit de beslissingen blijkt niet dat haar situatie van alleenstaande moeder met twee dochters en één zoon die vermist is, wordt betwist.

Naast het gegeven dat geen abstractie gemaakt kan worden van de medische toestand van verzoeksters, moeten ook hun verklaringen, dat zij het slachtoffer geworden zijn van verkrachtingen in Griekenland en wat ook steun lijkt te vinden in de door hen voorgelegde psychologische attesten en psychiatrische verslagen die zich in de

rechtsplegingsdossiers bevinden aan een gedegen onderzoek worden onderworpen. Dit houdt immers onlosmakelijk verband met de vraag naar de **mate van kwetsbaarheid** in hun hoofde en of zij vallen onder een risicoprofiel zoals omschreven in de beschikbare en meest recente landeninformatie.

In casu kan aldus niet blijken dat de commissaris-generaal is overgegaan tot een globale, zorgvuldige beoordeling van de individuele omstandigheden van verzoeksters in het licht van actuele objectieve landeninformatie.

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 318746 du 17/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Het wordt niet betwist dat verzoekers een **internationale beschermingsstatus** genieten in **Griekenland**, alwaar zij blijkens de gegevens van hun dossiers werden erkend als vluchteling, zoals ook wordt vermeld in het feitenrelaas van de bestreden beslissingen. [...]

De commissaris-generaal heeft ervoor geopteerd om **geen gebruik** te maken van de mogelijkheid om de beschermingsverzoeken van verzoekers **niet-ontvankelijk te verklaren** vanwege de hen verleende beschermingsstatus in Griekenland.

Uit de motieven van de bestreden beslissingen kan evenwel **niet blijken dat (afdoende) rekening werd gehouden met het gegeven dat verzoekers reeds werden erkend als vluchteling in een andere EU-lidstaat.**

De Raad verwijst in deze naar het arrest **HvJ 18 juni 2024, C-753/22**, QY tegen Bundesrepublik Deutschland (GK). [...]

In casu worden geen elementen aangebracht door de commissaris-generaal - die overigens ter terechtzitting afwezig was - waaruit kan afgeleid worden dat het niet mogelijk was om de Griekse asiédossiers op te vragen en de Griekse autoriteiten niet bereid zouden zijn geweest om de elementen op basis waarvan aan verzoekers de vluchtelingenstatus werd toegekend mee te delen of dat zij hiertoe niet langer in staat zouden zijn.

Bijgevolg werden de bestreden beslissingen genomen **zonder ten volle rekening te houden met de eerdere erkenningsbeslissingen** van de Griekse autoriteiten en met de elementen die deze beslissingen ondersteunen. Het ontbreekt de Raad aldus aan kennis over de grondslag van de Griekse erkenningsbeslissingen in hoofde van verzoekers.

Voorts is de commissaris-generaal ertoe gehouden om een globale beoordeling te maken van de nood aan internationale bescherming op basis van het geheel van de individuele omstandigheden in het licht van actuele objectieve landeninformatie. Deze beoordeling kan zich niet beperken tot een loutere evaluatie van elementen en feiten uit het verleden, maar tevens een **toekomstgerichte beoordeling** van het risico op vervolging of ernstige schade vereist. *In casu* kan niet vastgesteld worden dat de commissaris-generaal is overgegaan tot een globale en zorgvuldige beoordeling van de individuele omstandigheden van verzoekers in het licht van enerzijds afdoende en actuele landeninformatie en anderzijds in het licht van de rechtspraak van het Hof van Justitie. Voor de beoordeling van een toekomstige vrees voor vervolging, omwille van de door de **minderjarige vrouwelijke verzoekers**, tijdens hun verblijf sedert 13 december 2018 alhier, genoten vrijheden en rechten, kan op dienstige wijze worden verwezen naar het arrest van het **Hof van Justitie** van de Europese Unie van **11 juni 2024, in de zaak C-646/21, K.L. t. Nederland**. Uit een lezing van de bestreden beslissingen kan evenmin blijken dat de commissaris-generaal rekening gehouden heeft met het **belang van de kinderen**. De volgende motivering - "*Dat je hier in België vrienden hebt, heeft geen uitstaan met jouw asiélmotieven en is geenszins van die aard om een ander licht te werpen op bovenstaande bevindingen; Dit ressorteert niet onder het toepassingsgebied van de Vluchtelingenconventie en evenmin onder het toepassingsgebied van de regelgeving inzake de subsidiaire bescherming. Jouw advocaat stipte tevens aan, in het dossier van Y. dat jullie, de kinderen, weinig tot geen uitstaan hebben met Irak. Echter neemt dit niet weg dat de beoordeling van jullie verzoek om internationale bescherming altijd beoordeeld wordt ten aanzien van het land van nationaliteit, zijnde Irak in dit geval. Jij noch jouw vader maken aannemelijk dat een terugkeer naar Irak niet mogelijk zou zijn. Tot slot sprak jouw advocaat, in het dossier van Y., ook over verwestering. Echter dient wat dit betreft opgemerkt te worden dat verwestering in concreto aangetoond dient te worden, hetgeen hier niet het geval is. Het loutere gegeven zeer lang buiten jouw land van herkomst gewoond te hebben volstaat niet om te spreken van verwestering*" - kan niet overeind blijven in het licht van voorgaande vaststellingen. Een **zorgvuldig onderzoek** van de **individuele omstandigheden** eigen aan elk van de verzoekers, dringt zich op.

Tot slot blijkt **evenmin** dat de commissaris-generaal is overgegaan tot een **zorgvuldige beoordeling van de individuele omstandigheden** in het licht van **artikel 48/4, § 2, c)** van de Vreemdelingenwet en dit rekening houdende met de meest recente landeninformatie, nu zij zich er simpelweg toe beperkt heeft in alle bestreden beslissingen op algemene wijze het volgende te motiveren "*U laat na het bewijs te leveren dat u specifiek geraakt wordt, om redenen die*

te maken hebben met uw persoonlijke omstandigheden, door een reëel risico zoals gevolg van het willekeurig geweld. Evenmin beschikt het CGVS over elementen die erop wijzen dat er in uw hoofde omstandigheden bestaan die ertoe leiden dat u een verhoogd risico loopt om het slachtoffer te worden van willekeurig geweld."

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 318734 du 17/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Vrees voor vervolging op grond van (toegeschreven) politieke en religieuze overtuiging aannemelijk gemaakt:

Afghanistan verlaten op 13 jarige leeftijd > zeer jong > cruciaal deel van zijn leven doorgebracht in geseclariseerde samenleving

Verzoeker stelt zich sinds zijn aankomst in België open voor en participeert actief aan de Belgische samenleving.

Verzoeker noemt zich weliswaar moslim, maar is duidelijk niet meer praktiserend en geeft bijgevolg een veel **soepelere invulling aan zijn religieuze overtuiging** dan wat door het huidige taliban regime wordt voorgeschreven. In de beschikbare landeninformatie wordt bericht over het feit dat winkeliers en mannen door de taliban MPVPV werden bedreigd opdat zij het vrijdaggebed zouden bijwonen. Volgens een bron zouden in Herat veiligheidsdiensten actief gepatrouilleerd hebben in bepaalde wijken van de stad op zoek naar personen die niet deelnamen aan het avondgebed gedurende de Ramadan daarbij winkeliers en omstaanders hebben aangevallen. Deze informatie kon evenwel niet bevestigd worden volgens het EUAA Country Focus rapport (EUAA, Country Focus Afghanistan, December 2023, p. 84-85). Uit de landeninformatie blijkt in elk geval wel dat het niet deelnemen aan de Ramadan, niet bidden en niet regelmatig naar de moskee gaan als afwijkend gedrag wordt beschouwd en dat niet kan worden uitgesloten dat personen die dergelijk gedrag vertonen hard kunnen worden aangepakt. Verder kan redelijkerwijze aangenomen worden dat deze personen minstens de negatieve aandacht van de MPVPV trekken. Zoals reeds aangehaald heeft het Hof van Justitie geoordeeld dat het begrip **religieuze overtuiging** ruim moet worden uitgelegd en dat de vervolgingsvrees gegrond is wanneer in redelijkheid kan worden aangenomen dat de verzoeker bij terugkeer in zijn land van herkomst godsdienstige handelingen zal verrichten die hem blootstellen aan een werkelijk gevaar van vervolging en dat daarbij van de verzoeker niet worden verwacht dat hij van deze godsdienstige handelingen afziet.

In casu heeft verzoeker duidelijk aangegeven dat hij een moslim is maar dat hij bidden of deelnemen aan de Ramadan zinloos vindt. In tegenstelling tot wat in de bestreden beslissing wordt gesteld kan, gelet op zijn verklaringen, niet zonder meer van verzoeker worden verwacht dat hij de religieuze voorschriften zal volgen als hij terugkeert naar Afghanistan.

Dat religie en de beleving ervan onderdeel zijn van het dagdagelijkse leven in Afghanistan doet geen afbreuk aan het feit dat verzoeker duidelijk een andere en allerminst strikte invulling geeft aan zijn religieuze overtuiging dan wordt vereist door het talibanregime. **Zoals van een verzoeker niet kan worden verwacht dat hij afziet van godsdienstige handelingen die hij wil verrichten en die hem blootstellen aan een werkelijk gevaar van vervolging, kan van een verzoeker evenmin worden verwacht dat hij godsdienstige handelingen verricht die niet langer stroken met zijn persoonlijke invulling van zijn religieuze overtuiging om zo vervolging te voorkomen.**

Er is bij verzoeker dan ook minstens sprake van een toegeschreven religieuze overtuiging zoals geïnterpreteerd in de rechtspraak van het Hof van Justitie en uit het voorgaande volgt ook dat de invulling die verzoeker geeft aan zijn religieuze overtuiging sinds zijn aankomst in België afwijkt van de strikte vereisten opgelegd onder het huidige talibanregime. Gelet op zijn jonge leeftijd kan evenmin van verzoeker verwacht worden dat hij zijn in België verworven opvatting over en invulling van zijn religie in geval van terugkeer naar Afghanistan en zijn lokale gemeenschap verbergt of daarin steeds zou slagen mocht hij dit willen. Er kan dan ook in casu voor verzoeker worden aangenomen dat hij hierdoor eveneens in de kijker dreigt te lopen van het talibanregime of de lokale gemeenschap en ook om die reden zal worden gepercipieerd als aangetast of beïnvloed door de waarden en normen van een westerse samenleving.

CCE arrêt 318723 du 17/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Colombie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoekers werpen nog op dat ten onrechte niet werd gemotiveerd met betrekking tot het hoger belang van hun minderjarig kind. Zij stellen dat hun minderjarige dochter op het ogenblik van het persoonlijk onderhoud op 25 maart 2024 opnieuw onder hun voogdij was aangezien de voogdij werd beëindigd op 13 maart 2024. Waar zij stellen dat de bestreden beslissingen nergens ingaan op de concrete levensomstandigheden noch de risico's van hun minderjarige dochter, dient het volgende worden vastgesteld.

Zoals reeds aangehaald is de **dochter van verzoekers samen met verzoeksters ouders aangekomen** acht maanden **voor de aankomst van verzoekers** in België. Uit het administratief dossier blijkt dat voor verzoeksters dochter een voogd werd aangesteld en dat de voogdij na de aankomst in België van verzoekers werd beëindigd.

Voor verzoeksters **dochter** werd een **afzonderlijk verzoek om internationale bescherming ingediend** op 4 oktober 2022. Er werd een uitnodiging verstuurd op 15 maart 2023 om zich aan te bieden bij de dienst Internationale bescherming van de Dienst Vreemdelingenzaken op 3 mei 2023. Op 29 mei 2024 werd de commissaris-generaal door een schrijven van 29 mei 2024 van de Dienst Vreemdelingenzaken op de hoogte gebracht van het feit dat verzoeksters dochter binnen de vijftien dagen geen gevolg heeft gegeven aan de oproeping om zich aan te bieden en bijgevolg geacht wordt afstand te hebben gedaan van haar verzoek om internationale bescherming.

Hieruit blijkt dat voor verzoeksters dochter een afzonderlijk verzoek om internationale bescherming werd ingediend en dat zij volgens de Dienst Vreemdelingenzaken geacht wordt hiervan afstand te hebben gedaan.

Artikel 57/1 § 1 van de Vreemdelingenwet luidt als volgt: *"Een vreemdeling die een verzoek om internationale bescherming indient, wordt vermoed dit verzoek eveneens in te dienen namens de hem vergezellende minderjarige vreemdeling(en) over wie hij het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent (op grond van de wet die van toepassing is overeenkomstig artikel 35 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van Internationaal Privaatrecht). (...) § 2. In afwijking van de eerste paragraaf kan de minderjarige vreemdeling, die een verzoeker vergezelt die het ouderlijk gezag of de voogdij over hem uitoefent, ook uitdrukkelijk aangeven om zelf of via zijn ouder of via zijn voogd een verzoek om internationale bescherming in eigen naam in te dienen."*

Verzoeksters **minderjarige dochter** werd **niet bijgeschreven** op de **bijlage 26** van verzoekster en evenmin op de bijlage 26 van verzoeker na de beëindiging van de eerder ingestelde voogdij.

De bestreden beslissing stelt in het feitenrelaas dat *"Uw dochter L. werd aanvankelijk geregistreerd als niet-begeleide minderjarige vreemdeling en kreeg een voogd toegewezen. Na uw aankomst in België en een onderzoek van uw identiteitsdocumenten en die van uw dochter, werd de voogdij op 14 februari 2024 stopgezet. Uw dochter werd vervolgens op 6 mei 2024 opgeroepen bij de DVZ zodoende jullie Bijlages 26 samen te voegen. Zij verscheen echter niet, waardoor zij wordt geacht afstand te hebben gedaan van haar verzoek om internationale bescherming"*.

De **debatten werden heropend** om meer **duidelijkheid** te verkrijgen over de stand van zaken met betrekking tot het verzoek om internationale bescherming dat door verzoekers dochter werd ingediend en de partijen te horen over de vraag of de beschermingsverzoeken moeten worden geacht te zijn ingediend namens hun minderjarige dochter.

[Uitgebreide bespreking uiteenzettingen van CGVS en verzoekers' advocaat ter terechtzitting]

Vooreerst dient te worden vastgesteld dat **tot op heden verzoeksters dochter niet is ingeschreven op de bijlage 26 van** verzoekster of verzoeker en dat blijkbaar geen gevolg is gegeven aan de uitnodiging van de DVZ aan verzoekster en haar dochter van 16 april 2024 om zich samen aan te bieden bij de DVZ. Waar verzoekers in het verzoekschrift betogen dat zij op geen enkel ogenblik enige uitnodiging van de DVZ zouden hebben ontvangen, bevat het administratief dossier geen informatie over de betekening van de uitnodigingen van de DVZ die aan de minderjarige dochter alleen en aan de minderjarige dochter en verzoekster samen zijn gericht. Evenwel ligt evenmin enige informatie voor waaruit kan blijken dat verzoekers of hun advocaat na hun aankomst in België in mei 2023 of na de beëindiging van de voogdij een poging zouden hebben ondernomen om de Dienst Vreemdelingenzaken te contacteren met betrekking tot het verzoek om internationale bescherming dat door hun dochter, die met verzoeksters ouders naar België is gekomen, als niet-begeleide minderjarige acht maanden voor de aankomst van verzoekers in België werd

ingediend of om hun dochter op hun bijlage 26 te laten bijschrijven. Voor zover verzoekers betogen geen oproeping voor het minderjarig kind te hebben ontvangen en dat er geen onontvankelijkheidsbeslissing van de commissaris-generaal is tussengekomen betreft hun kritiek de procedure die werd ingesteld namens hun minderjarige dochter, in het kader waarvan zij de in de Vreemdelingenwet voorziene rechtsmiddelen kunnen indienen en is deze niet dienstig. In dit verband dient ook te worden vastgesteld dat de **huidige vordering enkel namens verzoekers en niet mede namens hun minderjarige dochter** werd ingeleid.

Indien wordt aangenomen dat, gelet op het feit dat de voogdij beëindigd werd voor de bestreden beslissingen werden genomen en het ouderschap van verzoekster over haar minderjarige dochter niet wordt betwist, *in casu* **het wettelijk vermoeden van artikel 57/1 § 1 van de Vreemdelingenwet van toepassing is**, dient verder te worden vastgesteld dat verzoekers tijdens hun persoonlijke onderhoud uitdrukkelijk werd gevraagd wat zij vrezen voor hun minderjarige dochter. [...] Verzoekers hebben **geen andere redenen aangehaald voor hun minderjarig kind** in het kader van hun eigen verzoeken om internationale bescherming. Zij lichten verder niet toe hoe de concrete leefomstandigheden van hun minderjarige dochter aanleiding zou kunnen geven tot het verlenen van internationale bescherming aan verzoekers.

Waar verzoekers stellen dat de commissaris-generaal geen oog heeft gehad voor de belangen van het minderjarig kind, en nergens wordt ingegaan op de concrete leefomstandigheden van en de risico's voor hun minderjarige dochter blijkt uit het voorgaande evenwel dat verzoekers werden bevraagd over wat zij vreesden voor hun minderjarige dochter en dat zij geen andere redenen hebben vermeld dan diegene die zij reeds hadden aangehaald en hierboven zijn besproken. Verzoekers voeren ook in het kader van de huidige procedure geen andere redenen aan met betrekking tot hun minderjarig kind. Zij brengen evenmin enig concreet element aan waaruit kan blijken dat de bestreden beslissingen waarbij wordt vastgesteld dat zij niet aanmerking komen voor internationale bescherming en waarbij specifiek wordt gemotiveerd met betrekking tot de door hen aangehaalde risico's voor hun minderjarige dochter zouden ingaan tegen het hoger belang van hun dochter.

Verzoekers' betoog dat geen rekening werd gehouden met de specifieke kwetsbaarheid van hun dochter en haar specifieke noden, kan niet tot een ander besluit leiden. De **aangevoerde schending van artikel 3** van het Internationaal Verdrag voor de Rechten van het Kind is, gelet op het voorgaande **niet dienstig**.

CCE arrêt 318555 du 16/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"[L]a partie requérante, de nationalité congolaise, invoque une crainte de persécution à l'égard de son proxénète qui l'a enlevée dans son enfance et forcée à se prostituer. Elle craint également que ce dernier s'en prenne à sa fille en cas de retour en RDC.

(...)

En conséquence, la partie requérante établit à suffisance qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève. Cette crainte se rattache à l'appartenance de la requérante au groupe social des femmes en RDC.

Le Conseil constate enfin qu'aucune décision n'a été prise à l'égard de la fille de la requérante (...) qui est mineure et qui est représentée dans la présente procédure par cette dernière. En tout état de cause, en application de l'article 57/1 de la loi du 15 décembre 1980, elle suit le sort de cette dernière.

Or il résulte de ce qui précède que la mère de la deuxième partie requérante établit avoir quitté son pays d'origine et/ou en rester éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève. La même analyse s'impose par conséquent en ce qui concerne la deuxième partie requérante, le Conseil n'apercevant pas de raison de penser que l'enfant mineur de la requérante ne partage pas la crainte de sa mère."

CCE arrêt 318551 du 16/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Arménie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"le requérant ne donne aucun argument permettant de considérer que la situation de sa région d'origine correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, il ressort des informations disponibles, en ce compris des deux articles que le requérant cite dans sa requête, que la situation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan reste particulièrement tendue, notamment en raison de l'exode forcée des Arméniens du Haut-Karabakh en 2023. Cependant, il en ressort également qu'une délimitation de la frontière entre les deux pays « *sur une solution négociée avec des dispositions raisonnables* » a commencé le 19 avril 2024. En définitive, bien que la situation reste instable et que ce processus de délimitation connaît une certaine opposition en Arménie, il ne ressort pas de ces informations qu'une violence aveugle sévit dans la région d'origine du requérant – Armavir - qui n'est pas frontalière de l'Azerbaïdjan."

CCE arrêt 318536 du 16/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Vrees voor (toegeschreven) **verwestering niet aannemelijk**:

- Verliet op 15-jarige leeftijd Afghanistan, 3 dagen na de machtsovername door de taliban en was bijna 16 jaar oud bij aankomst in België (verblijf van 2,5 jaar in België)
- Deel van zijn vormende jaren in België doorgebracht; er kan dus worden aangenomen dat hij op de hoogte is van de Afghaanse normen en gewoonten en daarnaar gevormd is
- Verzoeker toont niet aan dat hij bij terugkeer niet meer kan rekenen op enig familiaal en sociaal netwerk (moeder, broers en zus wonen nog steeds in Jalalabad bij zijn grootvader)
- Bedient zich nog steeds van een tolk Pasjtoe en verklaart moslim te zijn
- Uit de door verzoeker ter terechtzitting bij aanvullende nota neergelegde stukken blijkt dat hij OKAN-onderwijs volgde, als kelner werkt, al wat Nederlands spreekt, deelneemt aan sportactiviteiten en zijn rijbewijs haalde + verzoeker voegt ook verschillende aanbevelingsbrieven van vrienden, collega's en leerkrachten toe / Verzoeker maakt verwestering niet *in concreto* aannemelijk

Verzoeker stelt voorts te vrezen te worden vervolgd door de taliban omwille van zijn **tatoeages**. De Raad merkt vooreerst op dat verzoeker tijdens zijn persoonlijk onderhoud aangaande zijn tatoeages louter verklaart dat de taliban dit niet graag hebben en hij denkt hiervoor vervolgd te worden, maar verder geen context geeft over de redenen waarom hij ze liet plaatsen of de eventuele betekenis ervan (AD, stuk 4, 'Bijkomende informatie', notities van het persoonlijk onderhoud, p. 17-18). Vervolgens stelt de Raad vast dat uit de beschikbare landeninformatie (zie bijvoorbeeld het in de EUAA "Afghanistan: Country Guidance" van januari 2023 vermelde EASO COI: "Afghanistan. Individuals targeted under societal and legal norms" van december 2017 p. 26-27)) blijkt dat er, althans voor de machtsovername door de taliban in 2021, binnen de Afghaanse samenleving een traditie van tatoeëren onder sommige groepen bestond, hoewel permanente tatoeages over het algemeen als on-islamitisch worden beschouwd en in de islamitische wet verboden zijn. De Raad merkt evenwel op dat ondanks het feit dat tatoeages door velen slecht worden bekeken en vaak als on-islamitisch worden gezien, ze desondanks aanwezig zijn in de Afghaanse samenleving en er **geen sprake** was van een **veralgemeende vervolging van mensen met tattoos**. Zo verzoeker in zijn verzoekschrift en in zijn aanvullende nota stelt dat de **kruistekens** op zijn **vingers** kunnen worden beschouwd als religieuze symbolen, blijkt uit de notities van het persoonlijk onderhoud op het CGVS niet dat verzoeker deze tatoeages liet plaatsen vanuit een religieuze of politieke overtuiging. Bovendien licht hij niet toe welke tatoeage hij op zijn borstkas zou hebben. (AD, stuk 4, 'Bijkomende informatie', notities van het persoonlijk onderhoud, p. 17-18). Ter zitting door de voorzitter gevraagd naar zijn tatoeages, licht verzoeker toe dat hij deze in België heeft laten zetten en dat het gaat om de naam van zijn beste vriend en een kruisteken. Gevraagd of het kruisteken voor hem een bepaalde betekenis heeft, antwoordt verzoeker dat hij dit symbool graag ziet maar dat hij zelf moslim is. Aldus kan niet blijken, minstens toont verzoeker niet aan, dat zijn tatoeages voor hem dermate belangrijk zijn dat ze fundamenteel deel uitmaken van zijn identiteit of morele integriteit. Er kan dan ook in alle redelijkheid van verzoeker **worden verwacht** dat hij deze **tatoeages bedekt met kledij** of deze eventueel **laat verwijderen** indien hij vreest hierdoor in de problemen te komen bij terugkeer naar Afghanistan.

CCE arrêt 318563 du 16/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Iran

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoeker is een **NBMV**. De Raad benadrukt het belang van een **toekomstgerichte beoordeling**.

Verweerders oordeel dat verzoekers vluchtrelaas en bekering ongeloofwaardig zijn en de huidige vaststellingen dat hij op basis van zijn politieke activiteiten geen politiek profiel aannemelijk maakt waaruit een beschermingsnood blijkt, sluiten niet uit dat verzoeker actueel een gegronde vrees voor vervolging aannemelijk zou kunnen maken omwille van zijn huidige individuele omstandigheden en de cumul ervan, waaronder een aantal onbetwiste elementen die verzoekers zaak kenmerken, met name zijn **onbetwiste politieke (alsook in beperkte mate zijn religieuze) activiteiten in België**, de **erkenning als vluchteling van zijn oom** - alwaar minderjarige verzoeker (wiens vader overigens is overleden) thans bij inwoont en die zijn **pleegouder** is - en **diens politieke activiteiten in België**.

In casu kan niet vastgesteld worden dat de commissaris-generaal is overgegaan tot een globale beoordeling van verzoekers individuele omstandigheden in het licht van de actuele landeninformatie.

Verwijzing naar arrest HvJ Ahmedbekova.

Er dient vastgesteld te worden dat de Raad geen kennis heeft over de precieze grondslag, in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet, van de erkenningsbeslissing in hoofde van deze oom. Daarenboven wijst de Raad erop dat verweerder ter terechtzitting afwezig was en geen nadere toelichting kon geven hieromtrent. Dergelijke kennis van de precieze grondslag van de erkenningsbeslissing in hoofde van verzoekers oom (M. H. A.) is nochtans essentieel om een mogelijk verband of de implicaties van deze erkenning in te schatten op de persoonlijke situatie van verzoeker en zijn vervolgingsvrees bij terugkeer naar Iran, te meer de huidige politieke activiteiten van verzoeker - zij het op zichzelf volgens het CGVS beperkt - op zich niet betwist worden en in het verzoekschrift, ter terechtzitting en in de stukken toegevoegd aan de aanvullende nota ook omstandig wordt aangehaald dat deze oom politiek actief is als lid van de Constitutionele partij, hij verzoeker vergezelt naar demonstraties, ondertussen de pleegouder van verzoeker is en verzoeker (wiens vader is overleden) nu bij hem inwoont.

Niettemin in de bestreden beslissing terecht wordt gesteld dat elk verzoek wordt beoordeeld op eigen merites wordt verweerder er geenszins van weerhouden relevante elementen en aannemelijk geachte vervolgingsfeiten inzake een gezinslid mee in overweging te nemen teneinde zich een juist en zorgvuldig beeld te kunnen vormen over de situatie en gegrondheid van de vervolgingsvrees van verzoeker.

CCE arrêt 318540 du 16/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Liban

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Bestreden beslissing: volgend VIB niet-ontvankelijk.

Ter terechtzitting blijkt duidelijk dat de **landeninformatie** vervat in de COI Focus "Libanon. Veiligheidssituatie" van 9 mei 2023, waaraan de verwerende partij refereert in haar nota met opmerkingen, alsook de COI Focus "Libanon. Veiligheidssituatie" van 20 februari 2024, waaraan de verwerende partij refereert in haar aanvullende nota, inmiddels is **achterhaald**.

In voormelde COI Focus van 20 februari 2024 wordt weliswaar vermeld dat Libanon sinds 8 oktober 2023 ook betrokken is geraakt in de oorlog tussen Israël en Hamas en dat dit heeft geleid tot aanvallen en doelgericht geweld tussen Israël en Hezbollah, voornamelijk in een zone aan de zuidelijke grens met een beperkt aantal burgerdoden. **Uit de landeninformatie die verzoeker middels zijn tweede aanvullende nota op 29 november 2024 bijbrengt blijkt evenwel dat sinds september 2024 het Israëlische leger een grootschalig grond- en luchtoffensief uitvoert op het gehele Libanese grondgebied**, inclusief de hoofdstad Beiroet, waar verzoeker verklaart na zijn terugkeer naar Libanon van augustus 2021 tot januari 2023 te hebben verbleven.

De Raad herinnert eraan dat het onderzoek van een verzoek om internationale bescherming verloopt in twee onderscheiden fasen, waarbij de eerste fase de vaststelling betreft van de feitelijke omstandigheden die bewijselementen tot staving van het verzoek kunnen vormen.

(...) Wat de relevante feiten inzake de algemene situatie in het land van herkomst betreft, is het noodzakelijk dat in dezen **nauwkeurige en actuele informatie wordt verzameld** over de algemene situatie in het land van herkomst van de betrokken verzoeker (HvJ 22 februari 2022, C-483/20, xxx / CGVS, pt. 29-31 en HvJ 29 juni 2023, C-756/21, X / International protection Appeal Tribunals, Minister for Justice and Equality, Ierland, Attorney General, pt. 54-55).

De Raad moet in casu vaststellen dat de verwerende partij niet ter terechtzitting aanwezig was, noch een nieuwe aanvullende nota neerlegde naar aanleiding van verzoekers tweede aanvullende nota, en aldus dienaangaande geen standpunt innam.

Gelet op de landeninformatie die verzoeker middels zijn tweede aanvullende nota voorlegt, is het voor de Raad evenwel op onmiskenbare wijze duidelijk dat de algemene situatie in Libanon **dermate is gewijzigd en geëscaleerd dat dit een nieuw element vormt dat de kans voor verzoeker om in aanmerking te komen voor internationale bescherming aanzienlijk groter maakt**.

Daargelaten de vaststelling dat verzoeker ook zou moeten worden **gehoord** over de impact van de actuele algemene situatie in Libanon op zijn persoonlijke situatie en individuele omstandigheden, beschikt de Raad heden echter niet over volledige en actuele landeninformatie om over te gaan tot een ten gronde onderzoek van het voorliggende derde beschermingsverzoek en vervolgens, na een uitputtend en geactualiseerd onderzoek van de nieuwe elementen, uitspraak te doen over de vraag of verzoeker voldoet aan de voorwaarden om internationale bescherming te krijgen.

De Raad verkeert in de onmogelijkheid om op correcte wijze het geheel van de feitelijke gegevens in rechte te beoordelen, met name om in een tweede fase na te gaan of, in het licht van de feiten die de zaak kenmerken, is voldaan aan de materiële voorwaarden, omschreven in de artikelen 48/3 of 48/4 van de Vreemdelingenwet, voor de toekenning van internationale bescherming, nu hij niet beschikt over pertinente en geactualiseerde informatie met betrekking tot de huidige algemene situatie in het land van herkomst, zoals artikel 48/6, § 5 van de Vreemdelingenwet vereist.

Gelet op de beperkte landeninformatie die door verzoeker zelf wordt aangereikt en gelet op de grenzen van een ondervraging ter terechtzitting, vermits de Raad geen onderzoeksbevoegdheid heeft en de volatiele en onstabiele algemene situatie in Libanon nader onderzoek behoeft, kan de Raad in deze stand van zaken verzoekers huidige, derde verzoek om internationale bescherming aldus niet verder op nuttige wijze evalueren in het kader van een devolutief beroep dat voldoet aan de vereisten van een volledig en ex nunc onderzoek van zowel de feitelijke als juridische gronden, met inbegrip van een onderzoek van de behoefte aan internationale bescherming.

Alles in acht genomen, stelt de Raad vast dat de door verzoeker voorgelegde nieuwe elementen voldoen aan beide door het Hof van Justitie gedefinieerde ontvankelijkheidsvoorwaarden. Bijgevolg bestaan er ernstige aanwijzingen dat verzoeker in aanmerking zou komen voor internationale bescherming. Het ontbreekt de Raad evenwel aan essentiële elementen om het huidige, derde verzoek om internationale bescherming verder ten gronde te beoordelen en te komen tot de in artikel 39/2, § 1, tweede lid, 1° van de Vreemdelingenwet bedoelde bevestiging of hervorming zonder aanvullende onderzoeksmaatregelen te moeten bevelen.

CCE arrêt 318554 du 16/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Mali

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Opposition excision

"En effet, quand bien même le requérant aurait manifesté son engagement à lutter contre l'excision de ses filles, le Conseil constate qu'il reste en défaut de démontrer de manière concrète la réalité des craintes personnelles qu'il invoque nourrir en cas de retour dans son pays tant au regard des craintes exprimées pour ses filles que celles liées à sa seule opposition à l'excision. En outre, le Conseil constate qu'en tout état de cause, à la lecture des extraits de ces rapports qui sont publiés dans la requête, que rien n'indique qu'il existerait au Mali une persécution systématique à l'endroit des personnes qui s'opposent à l'excision. Il y a en effet en l'espèce lieu de tenir compte du profil du requérant originaire de Bamako, la capitale, et non d'un milieu rural, universitaire, présent en Belgique depuis 2005, marié en Belgique et dont les enfants sont nés en Belgique.

(...)

Les considérations qui précèdent suffisent à fonder le constat que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980."

Situation sécuritaire - Bamako

" Pour sa part, le Conseil analyse la situation sécuritaire prévalant à Bamako en tenant compte des informations les plus récentes mises à sa disposition par les parties. A la lecture de ces documents, le Conseil constate que les conditions de sécurité dans plusieurs régions du Mali présentent un caractère complexe, problématique et grave.

Toutefois, il estime que l'appréciation des conditions de sécurité prévalant particulièrement dans la ville de Bamako, d'où provient le requérant, doit être distinguée de l'appréciation de la situation prévalant dans d'autres régions du Mali, notamment le nord et le centre du pays.

À cet égard, s'il ressort des informations qui lui sont communiquées que l'instabilité au Mali s'étend de plus en plus au sud du pays et que ce contexte particulier doit inciter les autorités d'asile à faire preuve d'une grande prudence et d'une certaine vigilance dans l'examen des demandes de protection internationale des personnes originaires de cette région. Ainsi, il appert à la lecture des informations produites par la partie défenderesse dans sa note complémentaire du 18 novembre 2024 que «Début septembre 2023, les autorités maliennes ont décidé d'élever le niveau de sécurité autour des sites stratégiques de Bamako et de ses périphéries en raison d'un risque accru d'attaques kamikazes. Le chef d'état-major des Forces armées maliennes (FAMA) a exigé de toutes les unités de gendarmerie de la région de Bamako un renforcement de la sécurité et des contrôles systématiques» (...) COI Focus Mali – Situation à Bamako, du 19 avril 2024, page 15).

En outre, il semble (...), d'après les sources consultées par la partie défenderesse, que « la vie se déroule quasi normalement à Bamako, avec peu de criminalité. La petite délinquance qu'on y observe se caractérise surtout par des vols sans susciter une inquiétude particulière parmi des habitants de la capitale malienne.» (...).

Partant, le Conseil constate que, d'après les informations qui lui sont communiquées, la ville de Bamako demeure encore relativement épargnée par rapport à la violence qui sévit dans le reste du pays, en particulier dans les régions du nord et du centre ainsi que dans certaines régions du sud. Ainsi, si les informations fournies par les deux parties rendent compte de l'existence de fréquents incidents faisant un nombre élevé de victimes civiles dans le nord et le centre du Mali, le Conseil observe que ces mêmes informations répertorient peu d'actes de violence pour la ville de Bamako. En effet, tels qu'ils y sont documentés, les actes de violence perpétrés dans cette ville apparaissent plus rares, plus ciblés et faisant un nombre plus limité de victimes civiles.

Les informations que la partie requérante a fait parvenir dans sa note complémentaire du 14 novembre 2024 sur la situation sécuritaire ne permettent pas de modifier ce constat. En effet, concernant les articles de presse portant sur la double attaque d'Al-Qaïda du 17 septembre 2024, le Conseil constate que cette attentat visait des symboles de l'état malien à savoir, l'école de gendarmerie et une base militaire. Quant à l'article portant sur la fermeture des sept marchés à bétail, le Conseil constate à sa lecture qu'il appert que les autorités maliennes ont fermé ces marchés, quarante-huit heures après le double attentat terroriste du 17 septembre 2024, mais qu'il est prévu l'ouverture d'autres marchés à bétail sur d'autres sites plus sécurisés, à la périphérie de la ville.

A ce propos, le Conseil constate que dans le COI Focus Mali – Situation à Bamako, du 19 avril 2024, la partie défenderesse évoque le fait que des risques d'attentat terroriste ciblant les symboles gouvernementaux ou les symboles maliens existent bel et bien ((...) COI Focus Mali – Situation à Bamako, du 19 avril 2024, page 15 : «Malgré cela, un risque d'attentat terroriste ciblant potentiellement le gouvernement ou les symboles de l'État malien existe, de même que le risque d'enlèvement qui pourrait potentiellement cibler les occidentaux. La ville est décrite comme relativement sûre, permettant des déplacements libres, bien que certains quartiers défavorisés connaissant de la délinquance et du banditisme soient à éviter»). En tout état de cause, le Conseil constate que le requérant n'a exercé aucune fonction officielle au Mali qui soit de nature à le mettre en danger d'être exposé à des attentats visant des symboles régaliens du pouvoir.

En conclusion, le Conseil constate que la ville de Bamako, d'où est originaire le requérant, n'est pas actuellement sous l'emprise d'une violence aveugle telle qu'elle est définie par la Cour de justice de l'Union européenne et ce, en dépit d'une situation sécuritaire volatile qui mérite d'être étroitement surveillée et qui doit inciter les instances d'asile à faire preuve d'une grande prudence dans l'examen des demandes de protection internationale des ressortissants maliens originaires de ce district.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4, § 2, de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 318533 du 16/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Het voorgehouden profiel van **verzoekers vader**, met name zijn werkzaamheden als **vrachtwagenchauffeur** bij een bedrijf dat **transport** regelde **voor het Amerikaanse leger**, wordt genoegzaam gestaafd aan de hand van de verklaringen van verzoeker en de door hem bijgebrachte documenten in dit verband (AD, stuk 6, 'Documenten'). Uit de beschikbare informatie blijkt dat bepaalde personen die behoorden tot de voormalige overheid te maken kunnen krijgen met vergeldingsacties. Rekening houdende met de documenten en beschikbare informatie kan gesteld worden dat de **problematische situatie van verzoekers vader plausibel** is.

Het loutere feit dat verzoeker een **familielid** is van iemand die vroeger nog chauffeur geweest was in onderaanneming voor de Amerikanen is evenwel **onvoldoende** om een **nood aan bescherming** in zijn hoofde **aannemelijk te maken**. Uit de beschikbare informatie blijkt dat **familieleden van personen die gelieerd zijn of geassocieerd worden met de voormalige Afghaanse autoriteiten**, behoren tot een groep die een risico loopt op gericht geweld vanwege de taliban en Islamic State – Khorasan Province (hierna: ISKP) en dat zij **met geringe indicaties** een gegronde **vrees** voor vervolging **aannemelijk kunnen maken**. Een **individualiseringsvereiste** blijft echter van toepassing; het risico moet *in concreto* aannemelijk worden gemaakt. Bijgevolg moet in de beoordeling of er een redelijke mate van waarschijnlijkheid bestaat dat verzoeker zal worden blootgesteld aan vervolging of ernstige schade bij terugkeer naar zijn land van herkomst, rekening worden gehouden met concrete omstandigheden die in zijn geval risicobepalend (kunnen) zijn. Het is aan verzoeker om met concrete aanwijzingen aannemelijk te maken dat hij omwille van zijn risicoprofiel(en) dreigt te worden gevisieerd of vervolgd bij een terugkeer naar zijn land en regio van herkomst.

Verzoeker slaagt er evenwel **niet** in dit risico ***in concreto* aannemelijk te maken**.

[...]

Vrees voor (toegeschreven) **verwestering niet aannemelijk**:

- Afghanistan verlaten en in België aangekomen op 15-jarige leeftijd; momenteel 18 jaar
- Grootste deel van zijn vormende jaren doorgebracht in Afghanistan en dus reeds gevormd naar Afghaanse gebruiken, waarden en normen voor hij naar Europa/België kwam
- Tijdens zijn verblijf van 15 jaar in Afghanistan nam hij volop deel aan de Afghaanse samenleving
- Volgde een jaar madrassa in zijn dorp
- Beschikt over een netwerk in Afghanistan; nog contact met zijn familie die aldaar verblijft

Met een enkele verwijzing naar zijn verblijf en scholing in België, een andere kledingstijl (zonder deze overigens verder toe te lichten), het gegeven dat hij geen lange baard heeft, en dat hij in zijn vrije tijd graag muziek luistert, maakt verzoeker niet *in concreto* aannemelijk dat hij omwille hiervan bij terugkeer naar Afghanistan gezien zal worden als zijnde 'besmet' door de westerse waarden, noch als iemand die de sociale normen niet respecteert en dat hij in die zin een risico loopt om vervolgd te worden door de taliban, die hem zouden kunnen beschouwen als een persoon die waarden heeft ontwikkeld die vreemd zijn aan de door hen verdedigde waarden.

[...]

CCE arrêt 318557 du 16/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

VIB van minderjarige verzoekster in eigen naam. De commissaris-generaal besluit tot een dubbele weigering.

Verzoekster benadrukt in haar verzoekschrift haar persoonlijke vrees bij een terugkeer naar Irak en gaat in op haar **langdurig verblijf en haar integratie in Europa** en de **westerse normen en waarden die zij zich eigen heeft gemaakt**.

De Raad verwijst naar het arrest van het **HvJ van 11 juni 2024, C-646/21, K.L. t. Nederland** en citeert hieruit.

[...]

Voormelde rechtspraak van het Hof van Justitie indachtig kan de commissaris-generaal er zich niet zonder meer mee vergenoegen simpelweg te motiveren dat verzoekende partij het dragen van westerse kledij kan laten varen bij een terugkeer naar Irak daar dit immers bezwaarlijk kan worden beschouwd als een fundamenteel recht zodat het niet (kunnen) dragen van westerse kledij niet kan beschouwd worden als vervolging of als een onmenselijke behandeling. Evenmin kan de commissaris-generaal gelet op de rechtspraak van het Hof van Justitie en voorgaande vaststellingen met betrekking tot de specifieke omstandigheden van verzoekende partij, gevolgd worden in zijn stelling dat wat betreft het leven en integratie van verzoekende partij in België, nergens uit de verklaringen en documenten van verzoekende partij blijkt dat haar integratie een vervolgingsvrees of reel risico met zich meebrengt bij terugkeer die tot de toekenning van de vluchtelingenstatus of de subsidiaire beschermingsstatus zou kunnen leiden en dat deze elementen geen verband houden met de criteria van het Vluchtelingenverdrag of met de definitie van de subsidiaire bescherming.

Nochtans stelt de **EUAA Guidance note van juni 2022**, waarnaar de commissaris-generaal in de bestreden beslissing expliciet verwijst, tevens wat volgt: *"Persons who are seen as not conforming with the local social and cultural norms by displaying 'westernised' behaviour have been subjected to threats and attacks by individuals in society, as well as by militia groups. PMF are targeting people that show signs of deviating morality according to their interpretation of Shia norms, sometimes with the support of the Shia community. LGBTIQ persons, Christians, alcohol sellers and artists are among those reportedly targeted. Men and especially women face pressure to conform to conservative standards on personal appearances. Shia militias in Baghdad and Basrah seek to enforce strict dress codes and are responsible for violent attacks on women whose dress styles are considered inappropriate. Women have been targeted for assassination by militias, for example, due to wearing the 'wrong' clothes, or (allegedly) being connected to prostitution. According to a 2017 report, 'some Muslims continued to threaten women and girls, regardless of their religious affiliation, for refusing to wear the hijab, for dressing in Western-style clothing, or for not adhering to strict interpretations of Islamic norms governing public behaviour'."* (p. 112). **Vrouwen en meisjes**, die zich **niet voegen naar de strikte kledingvoorschriften** en conservatieve normen inzake persoonlijke verschijning, door bijvoorbeeld het dragen van een hijab te weigeren, **kunnen** aldus het **slachtoffer worden van geweld**. Volgens diezelfde Guidance Note is de nood aan internationale bescherming **afhankelijk van risico-bepalende omstandigheden**, zoals de morele of sociale norm die wordt overschreden, het geslacht (waarbij het risico hoger is voor vrouwen), de conservatieve omgeving, de regio van herkomst, de perceptie van traditionele genderrollen door de familie en samenleving, enz (p. 113). In dit verband wordt er nog aan herinnerd dat verzoekende partij afkomstig is uit Duhok en Koerdisch is.

De Raad moet hierbij vaststellen dat uit de notities van het persoonlijk onderhoud van verzoekende partij **niet** kan blijken dat er **afdoende en zorgvuldig werd gepeild** naar de wijze waarop verzoekende partij haar **leven in België** invult en al helemaal niet naar de eventuele **gevolgen** hiervan **bij een terugkeer**. De Raad acht een **nader zorgvuldig onderzoek aangewezen** teneinde te kunnen beoordelen of verzoekende partij behoort tot de **specifieke sociale groep** van *"vrouwen, minderjarige vrouwen daaronder begrepen, die als gemeenschappelijk kenmerk hebben dat zij zich tijdens hun verblijf in een lidstaat daadwerkelijk zijn gaan vereenzelvigen met de fundamentele waarde van gelijkheid tussen vrouwen en mannen"*.

De Raad benadrukt dat *in casu* geen abstractie kan worden gemaakt van de vaststelling dat verzoekende partij bij het **verlaten van Irak** in januari 2018 de leeftijd van **zes jaar** had, dat zij sedertdien **nooit meer naar Irak is teruggekeerd**, dat zij **heden** de leeftijd van **dertien jaar** heeft en inmiddels **zes jaar in België** verblijft. Verzoekster heeft haar ontplooiing als jong meisje verdergezet in België tijdens de welke zij onmiskenbaar werd en wordt geconfronteerd met opvattingen, waarden en normen die de uitdrukking vormen van grondrechten die zijn verankerd in het EVRM en het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie, zoals gelijke behandeling van mannen en vrouwen, het recht op vrije meningsuiting en godsdienstvrijheid.

Waar verwerende partij middels haar **aanvullende nota** van 26 november 2024 **actuele landeninformatie** bijbrengt, getuigt dit evenmin van een zorgvuldig onderzoek nu deze met geen woord rept over de persoonlijke situatie van verzoekende partij en zich beperkt tot een overzicht van de **veiligheidssituatie in Irak** en vervolgens **Dohuk**. Hoewel in de aanvullende nota erkend wordt dat de individuele omstandigheden en de persoonlijke context van de verzoeker om internationale bescherming aanleiding kan geven tot de toekenning van een internationale beschermingsstatus en er ook gesteld wordt dat indien een Iraakse verzoekende partij uit Dohuk wegens diens specifiek profiel bescherming nodig heeft, die bescherming hem wordt toegekend, **ontbreekt ieder individueel onderzoek**.

Rekening houdend met het voorgaande, waaronder het arrest van het Hof van Justitie van 11 juni 2024, in de zaak C-646/21, K.L. t. Nederland, de specifiek aan verzoekende partij toebehorende persoonlijke omstandigheden en de algemene context van Dohuk en Irak, wordt vastgesteld dat er **indicaties** voorliggen dat verzoekende partij, die als minderjarige en op zeer jonge leeftijd uit Irak is vertrokken en thans dertien jaar oud is en aldus nog steeds minderjarig, zich doorheen haar zesjarig verblijf in België daadwerkelijk is gaan **vereenzelvigen** met de **fundamentele waarde van gelijkheid tussen vrouwen en mannen**, wat inhoudt dat zij in haar dagelijks leven het voordeel van deze gelijkheid wil genieten.

Essentiële elementen ontbreken.

[CCE arrêt 318572](#) du 16/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Exclusion Genève et exclusion protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Naar analogie met arrest 3 rechters - RvV arrest 301614 van 15 februari 2024

Bestreden beslissing: **uitsluiting** vluchtelingenstatus - artikel 55/2 van de Vreemdelingenwet *juncto* artikel 1,F (b) van de Vluchtelingenconventie + uitsluiting subsidiaire beschermingsstatus - artikel 55/4 §1, eerste lid, c) Vreemdelingenwet.

In casu: **gedwongen kindhuwelijk** en **verkrachting**: Verzoeker was op het moment van het huwelijk tweeëntwintig jaar oud, terwijl het meisje slechts dertien jaar oud was.

De Raad besluit dat er voldaan is aan de constitutieve elementen van artikel 1, F (b) van het Vluchtelingenverdrag, met name dat in verzoekers geval ernstige redenen voorhanden zijn om aan te nemen dat hij een misdrijf heeft gepleegd dat ernstig en niet-politiek van aard is, dat plaatsvond voordat verzoeker tot het land is toegelaten als vluchteling, en waarvoor hij individuele verantwoordelijkheid draagt.

CCE arrêt 318485 du 13/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus Visa RF – Conjoint d’un étranger reconnu réfugié – Ancienne législation - Circonstance de l’introduction de la demande tardive de RF – AA : la PR ne peut pas bénéficier de l’exception prévue par l’art. 10, §2, al. 5 de la Loi (preuve de logement suffisant, assurance maladie et moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants) car la demande de visa n’a pas été introduite dans l’année suivant la décision octroyant à son mari la qualité de réfugié – PR invoque avoir produit un courrier à l’ambassade avant l’expiration du délai de 1 an suivant la décision octroyant le statut de réfugié à son mari : PR explique souhaiter avoir un rdv avant l’expiration du délai mais 1ère dispo de l’ambassade après l’expiration et espère que cet élément sera pris en considération – PD invoque n’avoir jamais reçu ce courriel – CCE estime que l’ambassade est l’instance auprès de laquelle les demandes de visa doivent être introduites, la requérante pouvait raisonnablement s’attendre à ce que sa demande de visa et toutes ses annexes, en ce compris le courriel susmentionné, ou, à tout le moins, des précisions quant aux difficultés de recevoir la requérante pour l’introduction de sa demande dans le délai d’un an visé ci-avant, soient transmises à la partie défenderesse - CCE considère que ce courriel devait être envoyé à la PD et cette dernière devait en tenir compte – Violation art. 10 §2, al. 5 de la Loi lu à la lumière de la directive sur le RF faite par la CJUE dans son arrêt du 7 novembre 2018 KB C-380/17 – Annulation.

« 4.2. En l’espèce, la décision attaquée est fondée sur le motif selon lequel la requérante ne peut bénéficier de l’exception prévue par l’article 10, §2, alinéa 5, de la loi du 15 décembre 1980, dès lors que la demande de visa n’a pas été introduite dans l’année suivant la décision octroyant à son mari la qualité de réfugié, en sorte qu’il lui incombait d’apporter, à l’appui de sa demande, la preuve du fait que la personne rejointe dispose d’un logement suffisant, la preuve d’une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour lui-même et les membres de sa famille, ainsi que la preuve de l’existence de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants dans le chef de la personne rejointe. Le visa est donc refusé à la requérante au motif, qu’en l’occurrence, aucun document n’a été produit en vue de répondre à ces conditions.

A cet égard, le Conseil observe qu’en termes de requête, la partie requérante invoque avoir produit un courriel envoyé le 22 novembre 2023, soit avant l’expiration du délai d’un an suivant la décision octroyant au mari la qualité de réfugié, au service de visa de l’ambassade de Belgique à Yaoundé dans lequel le conseil de la requérante indiquait ce qui suit :

« Geachte, Mijn cliënten wensen een afspraak voor 30.11.23 om de procedure op te starten. Zij bijlage de aanvraag met stukken. Echter, zij krijgen pas een afspraakdatum bij TLS op 27.12.2023. Ik hoop date dit rekening wordt genomen bij de behandeling van het dossier. Met achting » (Traduction libre : Cher Monsieur, Mes clients souhaitent un rendez-vous pour le 30.11.23 afin d’entamer la procédure. Ils ont annexé la demande avec des documents. Cependant, ils n’obtiennent qu’une date de rendez-vous par TLS le 27.12.2023. J’espère que cette date sera prise en compte lors du traitement du dossier. Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations distinguées).

Quant à cet élément, la partie défenderesse soutient que ce courriel ne lui a pas été transféré. Or, le Conseil estime que l’ambassade belge étant l’instance auprès de laquelle les demandes de visa doivent être introduites, la requérante pouvait raisonnablement s’attendre à ce que sa demande de visa et toutes ses annexes, en ce compris le courriel susmentionné, ou, à tout le moins, des précisions quant aux difficultés de recevoir la requérante pour l’introduction de sa demande dans le délai d’un an visé ci-avant, soient transmises à la partie défenderesse, chargée de statuer sur l’existence de circonstances particulières rendant l’introduction tardive de la demande objectivement excusable conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l’Union européenne. Dès lors, ce courriel devait donc être transféré à la partie défenderesse et celle-ci devait en tenir compte.

Il en va d’autant plus que le formulaire de demande de visa que la requérante était tenue de remplir ne contient pas de section dans laquelle des motifs objectifs d’excuse pour l’introduction tardive peuvent être reflétés.

Certes, c’est l’ambassade qui a omis de transmettre à la partie défenderesse l’ensemble des informations dont elle disposait. Cependant, le courriel susmentionné et les difficultés liées à la prise de rendez-vous ne peuvent être ignorés, la requérante ayant fait valoir ces éléments auprès de l’instance compétente, en temps utile, alors qu’elle n’était alors nullement en mesure d’adresser ceux-ci directement à la partie défenderesse. Dès lors, le Conseil ne peut que constater que la décision attaquée, qui ne tient pas compte des circonstances alléguées et susceptibles d’être considérées comme

excusant l'introduction tardive de la demande -dont elle aurait dû avoir connaissance-, viole l'article 10, §2, paragraphe 5 de la loi, lu à la lumière de l'interprétation de l'article 12 de la directive sur le regroupement familial faite par la Cour de justice dans son arrêt du 7 novembre 2018 dans l'affaire C-380/17, combiné à l'obligation de motivation formelle incombant à la partie défenderesse.

4.3. Dans sa note, la partie défenderesse invoque : « Quant au courriel envoyé par son conseil, la partie défenderesse entend souligner que celui-ci ne lui était nullement adressé en l'espèce mais uniquement à l'Ambassade de Belgique au Cameroun, laquelle constitue une entité administrative à part entière et différenciée de la partie défenderesse. Il revenait donc à la partie requérante de lui transmettre directement cet élément si celle-ci souhaitait qu'il soit pris en considération dans le cadre de l'examen de sa demande, ce que la partie requérante est toutefois restée en défaut de faire.

A titre surabondant, la partie défenderesse met en exergue le fait que ce courriel ne lui a jamais été transmis de sorte qu'il ne saurait lui être reproché de ne pas avoir tenu compte de cet élément que la partie requérante fait valoir auprès d'elle pour la première fois en termes de recours. ». A ces égards, le Conseil n'aperçoit pas en quoi le fait que l'ambassade constitue une « entité administrative à part entière » empêcherait de considérer que l'Office des étrangers réponde, dans les circonstances très spécifiques de l'espèce, des manquements de celle-ci, alors que cette dernière a pour mission d'intervenir dans l'introduction des demandes de visa sur lesquelles in fine elle statue. A défaut d'être plus circonstanciée, l'argumentation de la partie défenderesse ne peut être suivie à cet égard. Le Conseil observe, surabondamment, qu'in casu, le contraire laisserait la requérante- qui n'a pas manqué de soin et de diligence-, laquelle est un membre de la famille d'une personne reconnue réfugiée, sans recours dans une situation où, en raison de ladite qualité de réfugié, l'exercice de la vie familiale se trouve particulièrement compliquée.

Enfin, interrogée lors de l'audience quant à savoir, comment ou à qui, la requérante- avant même d'avoir pu introduire une demande de visa et donc disposer d'une « référence visa »- aurait pu adresser le courriel signalant les circonstances susmentionnées, la partie défenderesse s'est limitée à déclarer que le courriel de la requérante n'a, en toute hypothèse, jamais été transféré.

4.4. Le moyen est, dans cette mesure, fondé et suffit à justifier l'annulation de la décision attaquée. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres développements de la requête qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

CCE arrêt 318518 du 13/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Arménie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"après une lecture attentive des informations générales figurant aux dossiers administratif et de la procédure au sujet de la situation sécuritaire en Arménie, le Conseil n'aperçoit pas d'indication qu'il existerait actuellement, sur le territoire arménien, une situation de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. En effet, bien que le Conseil constate que des tensions persistent à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, en particulier dans la région du Haut-Karabakh, il estime que celles-ci ne sont pas d'une intensité telle qu'elles puissent être assimilées à une situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. En outre, à la suite de la Commissaire adjointe, le Conseil observe que le requérant est originaire d'Etchmiadzin, zone qui ne se trouve pas à proximité des régions précitées. Par conséquent, le Conseil n'aperçoit, dans les éléments qui sont soumis à son appréciation, aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire que le requérant serait exposé, en cas de retour dans sa région d'origine en Arménie, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 318521 du 13/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Vierde VIB - Bestreden beslissing: volgend verzoek niet ontvankelijk – artikel 57/6/2, §1

Uit de door verzoekende partij neergelegde documenten en verklaringen ter terechtzitting blijkt dat zij op 10 november 2023 in het **huwelijk** getreden is met S.M. en dat dit wettelijk geregistreerd werd door de stad Tienen (zie huwelijksoorkonde). Haar echtgenote is in 2015 met haar vader naar België gekomen en verkreeg via hem een verblijfstitel. Haar vader zou internationale bescherming verkregen hebben in België. Op heden beschikt de **echtgenote van verzoekende partij** nog steeds over een **verblijfstitel voor België**, zoals blijkt uit de verblijfskaart die bijgebracht werd. Bovendien blijkt ook dat verzoekende partij en haar echtgenote samen **twee kinderen** hebben, die beiden hier geboren zijn (zie geboorteaktes kinderen). In navolging van hun moeder verblijven beide kinderen van de verzoekende partij legaal in België.

Elk verzoek om internationale bescherming moet op zijn **eigen merites** worden beoordeeld. Het feit dat de echtgenote van verzoekende partij hier in België een vorm van internationale bescherming gekregen zou hebben, brengt niet automatisch met zich mee dat de verzoekende partij zelf nood heeft aan internationale bescherming. [...]

Uit de voorgelegde landeninformatie blijkt dat de taliban heel goed weten wat zich afspeelt op lokaal niveau omdat ze zijn verweven met de lokale bevolking. Lokale talibanleden nemen deel aan de gesprekken in dorpen, steden en in de plaatselijke moskeeën, waardoor zij goed weten wat de mensen in de betrokken lokale gemeenschap doen. De lokale verankering doet zich voornamelijk voor in Pashtou-gebieden. Op dorpsniveau zullen de **plaatselijke leiders weten wie is teruggekeerd** (voetnoot 514: Denmark, DIS, Afghanistan – taliban's impact on the population, juni 2022, p. 23 en 38 in EUAA, "Afghanistan: targeting of individuals", augustus 2022, p. 55). Het is voor de taliban in kleinere dorpen dan ook gemakkelijker om informatie in te winnen of te horen te krijgen over personen die zijn teruggekeerd. De taliban beschikken daartoe over een netwerk van informanten dat sinds augustus 2021 werd uitgebreid (EUAA "Afghanistan: targeting of individuals", augustus 2022, p. 63-65).

In het licht hiervan stelt de Raad vast dat de **verzoekende partij**, indien zij naar Afghanistan zou terugkeren zonder haar gezin dat in België met een geldige verblijfstitel verblijft, mogelijks het **risico** loopt om via het lokale talibannetwerk te worden **geïdentificeerd als terugkeerder wiens gezin legaal in België verblijft** en dat de verzoekende partij hierdoor zal worden **beschouwd als (eveneens) 'besmet' door de Belgische en Europese waarden en normen**. Er kan niet worden uitgesloten dat de verzoekende partij nauwlettend in het oog zal worden gehouden teneinde na te gaan of hij zich gedraagt volgens de heersende waarden en normen in Afghanistan, zoals vormgegeven door de taliban. Er kan redelijkerwijze worden aangenomen dat een mogelijk verhoogd toezicht op verzoekende partij omwille van het verblijf van haar gezinsleden in België het risico vergroot dat de verzoekende partij door de taliban zal worden geïdentificeerd doordat zij de waarden en normen in Afghanistan, zoals vormgegeven door de taliban, niet (voldoende) respecteert en/of overtreedt. Hierbij kan ook geen abstractie gemaakt worden van haar **verblijf buiten Afghanistan sedert ongeveer medio 2019**, haar, zo goed als onafgebroken, **verblijf in België sedert vijf jaar**, het gegeven dat zij **Afghanistan verlaten** heeft **vóór de machtsovername**, ook al was zij bij haar vertrek reeds meerderjarig. [...]

Gelet op het geheel van deze vaststellingen, met name dat de verzoekende partij getrouwd is met een vrouw die in België legaal mag verblijven en wiens vader internationale bescherming verkregen zou hebben, dat zij samen twee kinderen hebben die in België geboren zijn en dat verzoekende partij sinds 2019 in België verblijft, acht de Raad een verder en gedegen onderzoek aangewezen, van de invloed van dit huwelijk bij de evaluatie van de mogelijke risico's op vervolging bij een terugkeer naar Afghanistan. [...]

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 318506 du 13/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Réfugié sur place

"le Conseil (...) ne met pas en doute le militantisme du requérant en faveur d'une association pro-kurde en Belgique et le fait qu'il a participé à certaines manifestations organisées en Belgique en faveur de la cause kurde. En revanche, le Conseil considère qu'il n'est pas démontré que les activités que le requérant mène en Belgique s'inscrivent dans le prolongement d'un quelconque engagement politique du requérant en Turquie.

Le Conseil estime que le requérant ne développe aucun argument concret de nature à démontrer que son implication politique en faveur de la cause kurde en Belgique présente une consistance ou une intensité susceptibles de justifier dans son chef une crainte avec raison d'être persécuté dans son pays d'origine. Le requérant fait montre d'un militantisme limité, lequel a consisté au fait de participer à quelques réunions et à fréquenter des membres issus de la communauté kurde. Le requérant n'a, en revanche, jamais représenté le HDP auprès d'autres instances ou lors d'événements internationaux ; le requérant n'est pas non plus une figure connue de la cause kurde et il ne prétend pas que son nom aurait effectivement été cité ou qu'il se serait montré personnellement actif par des prises de position ou des écrits accessibles au public. Tenant compte des éléments qui lui sont soumis, le Conseil considère dès lors que les activités politiques du requérant en Belgique ne sont pas de nature à attirer l'attention des autorités turques sur sa personne."

Origine ethnique kurde

"Concernant la crainte du requérant en raison de son origine ethnique kurde, le Conseil constate que si les informations fournies par la partie défenderesse – et notamment le COI Focus « *situation des kurdes non-politisés* » du 9 février 2022 – incitent à adopter une certaine prudence dans le chef des instances d'asile pour l'analyse du bien-fondé des demandes de protection internationale de ressortissants turcs d'ethnie kurde, il demeure néanmoins constant que ces mêmes informations ne permettent aucunement de parvenir à la conclusion qu'il existerait à l'heure actuelle une forme de persécution de groupe en Turquie du seul fait de cette appartenance ethnique. Partant, il revenait à l'intéressé d'établir que, pour des raisons qui sont propres à sa situation personnelle, il entretient effectivement une crainte fondée en cas de retour dans son pays d'origine pour cette raison ou que cette dernière justifie qu'il ne pourrait trouver protection auprès de ses autorités, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. En effet, les seules discriminations personnelles invoquées par le requérant, à savoir la bagarre avec le gardien de village et les menaces subséquentes, n'atteignent nullement un niveau assimilable par leur gravité et/ou leur systématicité à une persécution justifiant l'octroi d'un statut de protection internationale.

En effet, tel que le relève la partie défenderesse, la seule discrimination personnelle invoquée par le requérant, à savoir des disputes pendant ses études universitaires avec des personnes qui contestaient l'existence du Kurdistan et deux altercations avec des policiers qui lui auraient interdit de mettre de la musique kurde n'atteignent nullement un niveau assimilable par leur gravité et/ou leur systématicité à une persécution justifiant l'octroi d'une protection internationale. Aussi, dans la requête introductive d'instance, il n'est apporté aucun élément concret, personnel et déterminant susceptible d'établir que le requérant craindrait avec raison un retour en Turquie du seul fait de son appartenance ethnique ou que cet aspect de son profil personnel l'empêcherait de se placer sous la protection de ses autorités nationales (...)."

CCE arrêt 318514 du 13/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

VRM - Afghanistan - vernietiging - VP stelt dat verweerder heeft nagelaten rekening te houden met het hoger belang van het kind - VP is in België met zijn twee minderjarige zonen - in zijn aanvullende nota stelt VP dat zijn zonen "totaal verwesterd" zijn - de minderjarige kinderen zijn thans 13 en 16 jaar oud - de kinderen worden expliciet vermeld op de bijlage 26 van VP - er blijkt niet dat er reeds een afzonderlijke beslissing werd genomen in hoofde van één van de kinderen - macro verwestering - in bestreden beslissing wordt enkel ingegaan op verwestering van VP zelf - de kinderen waren op moment van het verlaten van Afghanistan respectievelijk 11 en 14 jaar oud - zij waren al deels gevormd naar de Afghaanse gebruiken, normen en waarden, maar hebben ook een deel van hun jonge jaren in Europa doorgebracht - stukken voorgelegd aangaande schoolgaan van de kinderen - leerkrachten, OKAN-coördinatoren, leerlingenbegeleidster en vervolgschoolcoach OKAN zijn zeer positief - ook op zitting blijkt dat de kinderen een zeer beleefde en respectvolle houding hebben, alsook dat zij het Nederlands behoorlijk beheersen - gepercipieerde verwestering - hoger belang van het kind omvat een onderzoeksplicht - dergelijk onderzoek blijkt echter niet

4.7.1. Verzoeker stelt in zijn verzoekschrift dat verweerder heeft nagelaten om rekening te houden met het belang van het kind, dat hij niet alleen in België is maar met twee minderjarige zonen, dat de kind gerelateerde vervolgingen in dit dossier helemaal niet onderzocht geweest zijn. In zijn aanvullende nota stelt verzoeker dat zijn zonen L. en S. "totaal verwesterd" zijn.

[...]

In casu blijkt dat verzoekers zonen L. en S. expliciet worden vermeld op verzoekers bijlage 26 van 13 juni 2023, die zich in het rechtsplegingsdossier bevindt. De Raad stelt tevens vast dat uit niets blijkt dat er een afzonderlijke beslissing werd genomen in hoofde van L. en/of S.

[macro verwestering]

4.7.5. In casu blijkt uit het rechtsplegingsdossier dat verzoeker Afghanistan verliet in januari 2023, samen met zijn (toen) 14-jarige zoon L. en (toen) 11-jarige zoon S. Sinds 12 juni 2023 verblijven ze samen in België. L. is thans 16 jaar oud en S. 13 jaar oud.

Hoewel L. en S. voor hun vertrek uit Afghanistan op 14-jarige respectievelijk 11-jarige leeftijd al deels gevormd waren naar Afghaanse gebruiken, waarden en normen, hebben zij ook een deel van hun jonge jaren, die essentieel zijn in het vormen van een wereldbeeld en het aannemen van waarden en normen, in Europa doorgebracht. Ter gelegenheid van het persoonlijk onderhoud op 22 maart 2024 heeft verzoeker aan verweerder schoolattesten van zijn zonen L. en S. overgemaakt (persoonlijk onderhoud CGVS 22 maart 2024, p. 26) waaruit bleek dat zijn zonen sinds 1 september 2023 als regelmatige leerling "het onthaaljaar voor anderstalige nieuwkomers" volgden.

Bij aanvullende nota van 15 oktober 2024 heeft verzoeker aan de Raad bijkomende stukken en foto's ter staving van het continue schoolgaan van zijn zonen L. en S. voorgelegd. Uit brieven van hun leerkrachten, van OKAN-coördinatoren en van een leerlingenbegeleidster en vervolgschoolcoach OKAN blijkt onder meer dat het Nederlands van L. en S. het voorbije schooljaar verbeterd is, dat zij een bijzonder respectvolle houding hebben tegenover hun leerkrachten (allemaal vrouwen) en hun medeleerlingen en dat zij gemotiveerd zijn om Nederlands te leren, goede punten te halen en de leerstof te beheersen, alsook dat zij op school katholieke godsdienst volgen, dat zij interesse en respect hebben voor andere godsdiensten, dat zij op vrijdag steeds aanwezig waren op school en nooit hebben gevraagd om te mogen bidden op school, dat ze westerse kleding dragen en dat de oudste broer op een spontane, speelse en ongedwongen manier met meisjes omgaat. Ter terechtzitting blijkt eveneens dat L. en S. een zeer beleefde en respectvolle houding hebben alsook dat zij het Nederlands behoorlijk beheersen.

Hoewel deze mogelijk risicobepalende omstandigheden in zekere mate reeds voorlagen op het ogenblik van het nemen van de bestreden beslissing kan uit lezing van deze beslissing niet blijken dat hiermee rekening werd gehouden

door verweerder bij de beoordeling van de vraag of er al dan niet een redelijke mate van waarschijnlijkheid is dat verzoeker en zijn zonen met vervolging worden geconfronteerd omwille van hun verblijf in het buitenland of gepercipieerde verwestering. In dit verband herinnert de Raad er nogmaals aan dat krachtens artikel 57/1, §1, eerste lid van de Vreemdelingenwet een vreemdeling die een verzoek om internationale bescherming indient, wordt vermoed dit verzoek eveneens in te dienen namens de hem vergezellende minderjarige vreemdelingen waarover hij het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent. De Raad herhaalt in dit verband dat verzoekers zonen L. en S. expliciet worden vermeld op verzoekers bijlage 26 van 13 juni 2023, die zich in het rechtsplegingsdossier bevindt. Verder is het hoger belang van het kind een doorslaggevende overweging die de commissaris-generaal moet leiden tijdens het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming (artikel 57/1, §4 van de Vreemdelingenwet). Gelet op dit hoger belang van het kind, dat tevens een onderzoekplicht omvat, kwam het in casu aan verweerder toe om een grondig onderzoek te voeren of er al dan niet een redelijke mate van waarschijnlijkheid is dat verzoeker en zijn minderjarige zonen L. en S. met vervolging worden geconfronteerd omwille van hun verblijf in het buitenland of gepercipieerde verwestering. De Raad brengt in herinnering dat de beoordeling van de vrees voor vervolging of het reëel risico op ernstige schade immers een toekomstgericht onderzoek vereist. Nu het verzoek om internationale bescherming ook betrekking heeft op twee minderjarige kinderen, moet aldus zowel uit het onderzoek als uit de motieven van de bestreden beslissing duidelijk blijken waarom de kinderen een dergelijke vervolging omwille van hun verblijf in het buitenland of gepercipieerde verwestering al dan niet dienen te vrezen. Echter, na lezing van het administratief dossier en in het bijzonder van de notities van verzoekers persoonlijke onderhouden, moet de Raad vaststellen dat deze vrees door verweerder niet als zodanig onderzocht werd voordat de bestreden beslissing werd genomen. Evenmin blijkt een dergelijk onderzoek, het weze herhaald, uit de motieven van de bestreden beslissing.

CCE arrêt 318401 du 12/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Zoals verzoeker terecht opwerpt in zijn verzoekschrift, lag reeds op het moment van het persoonlijk onderhoud een **uitgebreid medisch dossier** voor.

[Uitgebreide bespreking medische attesten]

Gelet op de veelheid aan medische attesten die zowel op het CGVS werden neergelegd als bij onderhavig verzoekschrift werden gevoegd, alsook op de uitgebreide informatie in verband met posttraumatisch stressstoornis, de veelheid aan medicatie, de invloed die de medicatie heeft op zijn mentale toestand en behandeling die verzoeker hiertoe ontvangt, kan niet getwijfeld worden aan verzoekers **psychiatrische problemen**. Verzoekers gehoor vond plaats op 27 februari 2024, doch zowel voor het gehoor als na afloop ervan (NPO, p. 31), werd de protection officer attent gemaakt op de diagnose en vaststellingen zoals die blijken uit de voorliggende medische attesten. Uit deze attesten blijkt dat verzoeker het lastig heeft om de nodige nuances te leggen bij het beantwoorden van vragen en hij bepaalde vragen heel letterlijk opneemt. Bovendien is gebleken dat de medicatie die verzoeker doorheen de jaren heeft moeten nemen, van invloed geweest is op zijn mentale toestand en dat er ook sprake is van hallucinaties. De psychiater denkt bovendien aan een autistische ontwikkelingsstoornis. Gelet op het geheel aan voorgaande **kan niet worden uitgesloten dat het op een normale wijze afleggen van een gehoor voor verzoeker niet altijd mogelijk is** en dat zijn **verklaringen onbetrouwbaar kunnen zijn**.

De Raad meent dat de commissaris-generaal, zonder het zorgvuldigheidsbeginsel te schenden, niet kan stellen dat rekening werd gehouden met verzoekers verregaande psychiatrische problemen door te stellen dat (i) de protection officer de vraag stelde hoe het met verzoeker ging (NPO, p. 3), (ii) verzoeker, op de vraag of hij denkt dat zijn mentale problemen een impact zouden kunnen hebben op het persoonlijk onderhoud, aangaf dat hij zich goed en kalm voelde (NPO, p. 4), (iii) verzoeker niets aangaf op de vraag van de protection officer wat hij kon doen om rekening te houden met zijn problemen (NPO, p. 4); (iii) verzoeker bevestigend antwoordde op de vraag of hij zich in staat voelde om het persoonlijk onderhoud te doen en er (iv) tijdig gepauzeerd werd (NPO, p. 2, 11 en 21). Gelet op de in de medische attesten en verslagen besproken symptomen die met verzoekers aandoening en met de medicamenteuze behandeling ervan gepaard gaan en de inlichtingen in de bijgebrachte medische attesten, kan **niet worden aangenomen dat verzoekers beoordeling van zijn eigen gezondheidstoestand accuraat is**. Evenmin blijkt dat de desbetreffende dossierbehandelaar tot een dergelijke beoordeling in staat is zonder een voorafgaand evaluatieverslag van een specialist, zonder over de vereiste medische capaciteiten te beschikken of zonder door middel van een bijkomend gehoor verzoekers mentale capaciteiten te verifiëren.

Ten overvloede blijkt nog uit de bespreking van de **subsidiaire bescherming** dat **geen rekening** gehouden werd met voorgaande **medische individuele elementen** teneinde na te gaan of die ertoe lijden dat verzoeker een verhoogd risico loopt om het slachtoffer te worden van willekeurig geweld in de provincie Kirkuk en dit met inachtneming van de meest recente landeninformatie die heden beschikbaar is. Het getuigt niet van een zorgvuldig onderzoek om simpelweg te bemerken dat het CGVS niet over elementen beschikt die erop wijzen dat er in verzoekers hoofde dergelijke omstandigheden bestaan, zonder die individuele elementen op gedegen wijze te onderzoeken.

Substantiële onregelmatigheid die door de Raad niet kan worden hersteld. Vernietiging.

CCE arrêt 318430 du 12/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Retrait Genève

composition du siège

1 juge

“ [L]a requérante s’est (...) vu retirer son statut de réfugiée, en application de l’article 55/3/1, § 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980. Or, l’article 55/5/1, § 2, 2°, de la même loi, prévoit des motifs identiques de retrait du statut de protection subsidiaire. Le Conseil n’aperçoit, dans le dossier administratif et dans le dossier de procédure, aucun élément ou argument de nature à justifier que les faits relevés en l’espèce doivent être appréciés différemment au regard de l’article 55/5/1, § 2, 2°, de la loi. Le Conseil estime dès lors qu’il n’y a pas d’intérêt à examiner le besoin d’un statut de protection subsidiaire dans le chef de la requérante, dont le comportement personnel démontre clairement l’absence de risques de subir des atteintes graves dans son pays au sens de l’article 48/4, §2, a) et b) précité.

En ce qui concerne la situation sécuritaire prévalant dans la province du Sud-Kivu, le Conseil constate, à l’instar de la partie défenderesse, que cette situation peut être qualifiée de situation de violence aveugle dans le cadre d’un conflit armé interne ou international, au sens de l’article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

Pour autant et nonobstant l’existence non autrement contestée d’une situation de violence aveugle dans cette région, le Conseil ne peut que rappeler le prescrit de l’article 48/5, §3 de la loi du 15 décembre 1980, (...).

L’esprit de cette disposition restrictive, tout comme la formulation choisie par le législateur, indiquent qu’il revient dans ce cas à l’administration de démontrer que, premièrement, il existe une partie du pays d’origine où le demandeur n’a aucune raison de craindre d’être persécuté ni aucun risque réel de subir des atteintes graves ou qu’il y a accès à une protection contre la persécution ou les atteintes graves ; que deuxièmement, il peut voyager en toute sécurité et légalité vers cette partie du pays ; et que, troisièmement, l’on peut raisonnablement attendre de lui qu’il reste dans cette partie du pays. L’autorité compétente doit également démontrer qu’elle a dûment tenu compte des conditions générales prévalant dans le pays et de la situation personnelle du demandeur.

En l’espèce, dans son troisième arrêt d’annulation, le Conseil reprochait à la partie défenderesse de ne pas avoir analysé la possibilité de réinstallation interne de la requérante. Or, dans la décision attaquée, la partie défenderesse s’abstient à nouveau d’analyser cette possibilité de réinstallation de la requérante, et ne fournit, en conséquence, aucune information un tant soit peu actualisée et probante sur l’endroit où la requérante pourrait, le cas échéant, envisager une réinstallation, au sens de l’article 48/5, §3, précité. Le Conseil estime dès lors que la partie défenderesse a manqué à son devoir de coopération en ne fournissant pas d’informations actualisées à cet égard. Dès lors, elle place le Conseil dans l’incapacité d’évaluer la possibilité pour la requérante de se réinstaller ailleurs que dans sa région d’origine.

Au vu de ce qui précède, le Conseil constate que les deux parties estiment qu’il existe dans la région du Sud-Kivu, une violence aveugle indiscriminée dans le cadre d’un conflit armé, telle que tout civil y nourrirait, du seul fait de sa présence, un risque réel de subir des atteintes graves, conformément à l’article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980. Elles confirment dès lors l’actualité des informations déposées à des stades antérieurs de la procédure (...).

Par conséquent, le Conseil estime qu’il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu’un civil originaire de cette région de la RDC encourt, du seul fait de sa présence sur le territoire de celle-ci, un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle qui y sévit et ce, sans qu’il soit nécessaire de procéder, en outre, à l’examen d’autres circonstances qui lui seraient propres.

En l’espèce, il n’est pas contesté que la requérante est un civil au sens de l’article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980, qu’elle est de nationalité congolaise et qu’elle est originaire d’Uvira, localité située dans la région du Sud-Kivu de la RDC.

En conséquence, il y a lieu de réformer la décision attaquée et d’octroyer à la requérante le statut de protection subsidiaire.”

CCE arrêt 318433 du 12/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

dictum arrêt

Rejet

" Le Conseil observe que le présent recours, depuis le courrier précité du 23 janvier 2024, concerne deux personnes distinctes, dont les craintes sont spécifiques à leur situation : d'une part, la fille de la requérante, [M. B.] née en 2024 (...), qui craint d'être victime d'une mutilation génitale féminine en Guinée, et d'autre part, la requérante qui allègue craindre un retour dans son pays d'origine en raison d'un différend avec un colonel et en raison de son opposition à l'excision de ses filles. Dans une telle perspective, et pour rétablir la clarté dans les débats juridiques, le Conseil estime nécessaire de mettre formellement à la cause Maimouna B. née en 2024, fille de la requérante, et de procéder à un examen distinct des craintes respectives des deux intéressées."

CCE arrêt 318457 du 12/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le Conseil relève que le requérant présente manifestement un état psychiatrique dont il convient de tenir compte. (...)

Concernant la possibilité, pour le requérant, d'être entendu à l'occasion d'un entretien personnel, tel que ce fut le cas au cours de la présente procédure de demande de protection internationale, le Conseil constate, à l'instar de la partie défenderesse, que les dernières observations dressées par un médecin psychiatre au sujet de l'état du requérant ne laissent pas transparaître que celui-ci serait dans l'incapacité d'exposer les craintes et risques qu'il allègue en cas de retour dans son pays d'origine. (...) Néanmoins, les graves antécédents du requérant et la probable persistance de certaines idées délirantes (...) appelle à la plus grande prudence dans l'examen de la présente demande de protection internationale. De tels éléments doivent non seulement amener la partie défenderesse à prendre toutes les précautions procédurales possibles lorsqu'elle entend un requérant présentant de tels troubles, mais doivent encore être pris en compte au stade de l'analyse de ses déclarations.

En ce qui concerne le motif selon lequel le requérant serait en mesure de s'installer ailleurs que dans son quartier d'origine où réside sa mère, le Conseil estime déraisonnable, au vu de l'état de santé mentale du requérant, de le considérer comme disposant des « compétences et des capacités pour [se] débrouiller et vivre ailleurs que dans son quartier », nonobstant son niveau d'éducation, son expérience professionnelle ou son long séjour à l'étranger. Il convient, dès lors, d'écarter toute proposition d'alternative de fuite interne.

(...)

Il résulte de ce qui précède que la crainte du requérant « d'être brûlé par [ses] voisins et [sa] communauté religieuse » en raison de son assimilation à un homosexuel n'est écartée par la partie défenderesse que sur base de l'unique moyen selon lequel les propos du requérant portant sur les menaces proférées à son égard sont « vagues et hypothétiques ». Une telle motivation apparaît tout à fait insuffisante à fonder la décision de refus prise par la partie défenderesse, eu égard aux spécificités de la présente affaire.

(...)

En l'occurrence, le doute portant sur la réalité des menaces reçues par le requérant, leur contenu et leur destinataire ne doit pas occulter le fait que le requérant souffre d'un grave trouble psychiatrique qui, bien que stabilisé à l'heure actuel, lui fait courir un risque de décompensation psychotique. Par ailleurs, il apparaît que le requérant a subi – ou est persuadé d'avoir subi – une agression sexuelle au Brésil, perpétrée par un homme.

Dans ces conditions, la question à trancher consiste à déterminer la probabilité que le requérant, étant donné les éléments susmentionnés, puisse effectivement être assimilé à un homosexuel par la population congolaise en cas de retour en R.D.C., et à évaluer, le cas échéant, les conséquences que peut avoir une telle assimilation, sur la situation personnelle. Or, le Conseil estime ne pas pouvoir se prononcer sur ces questions, dès lors, que l'instruction réalisée par la partie défenderesse n'a pas porté sur ces éléments.

Pour le surplus, le Conseil relève que l'état de santé mentale du requérant, caractérisé par de sérieux troubles psychiatriques, pourrait être de nature, per se, à faire naître une crainte de persécution dans son chef. Or, le Conseil constate que cette question n'a pas été instruite par la partie défenderesse.

(...)

(...) [I]l y a lieu d'annuler l'acte attaqué ».

CCE arrêt 318456 du 12/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Gelet op het voorgaande dient te worden besloten dat verzoeker de kern van zijn vluchtrelaas, met name dat hij voor zijn vertrek uit Afghanistan **in 2017** in zijn dorp Badakhel ertoe **werd gedwongen** om mee te gaan met de **taliban om mee te vechten** tegen Daesh **aannemelijk** heeft gemaakt.

In de EUAA "*Country Guidance Afghanistan*" wordt het **risico op gedwongen rekrutering** door de **huidige taliban** als **laag** ingeschat. Wel blijkt uit het voorgaande dat verzoeker **in het verleden** het **voorwerp** was van **gedwongen rekrutering** door de taliban en dat hij zich hieraan heeft onttrokken en zich dus tegen de taliban heeft verzet.

Hieruit volgt dat hij in het verleden reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van vervolging door de taliban en er minstens een redelijke mate van waarschijnlijkheid bestaat dat verzoeker, in geval van terugkeer, om die reden reeds in de negatieve belangstelling zal staan in geval van terugkeer naar zijn dorp Badakhel.

Uit de bij aanvullende nota neergelegde **medische documenten** blijkt, zoals reeds aangehaald dat verzoeker sinds april 2021 wordt opgevolgd door de medische dienst van het Fedasil opvangcentrum en dat als medische aandoeningen onder meer **psychische stress, slechthorendheid en congenitale Crouzon** werden vastgesteld waarvoor hij in opvolging is bij de psycholoog, bij de oogarts en bij de stomatoloog (Medisch attest van 23 mei 2023). [...]

Verzoeker heeft zowel tijdens het persoonlijk onderhoud als tijdens de terechtzitting gewezen op het feit dat hij werd **gediscrimineerd** en gekleineerd omwille van zijn **uiterlijk**. Het is niet betwist dat verzoeker zeer slecht hoort en dat hij door zijn erfelijke ziekte een faciale dismorfose heeft, waardoor hij onmiskenbaar in geval van terugkeer naar zijn dorp Badakhel, waar hij voor zijn vertrek te maken kreeg met vernederingen en aantasting van de menselijke waardigheid, zal opvallen niet alleen bij de lokale talibanleiders maar ook bij de lokale gemeenschap.

In de EUAA "*Country Guidance Afghanistan*" worden **personen met ernstige medische problemen**, waaronder mentale gezondheidsproblemen omschreven als een **risicoprofiel**. In Afghanistan worden personen met mentale gezondheidsproblemen en fysieke handicaps vaak gestigmatiseerd, volgens de objectieve landeninformatie. Hun medische of mentale situatie wordt vaak beschouwd als verband houdende met God's wil (EUAA Country Guidance, p. 103) en mishandeling van deze personen door de gemeenschap en/of hun familie komt voor. Vrouwen, gehandicapte personen en terugkerende migranten zijn daarbij in het bijzonder kwetsbaar. Gelet op verzoekers ernstige en zichtbare medische problemen en psychologische problemen en de ernstige stigmatisering en discriminatie die hij reeds voor vertrek uit Afghanistan heeft ervaren, kan *in casu* aangenomen worden dat er een **redelijke mate van waarschijnlijkheid** bestaat dat verzoeker **opnieuw** omwille van zijn fysieke kenmerken en handicaps **gestigmatiseerd en gediscrimineerd wordt**. [...]

Verzoeker beroept zich voorts in het verzoekschrift en in zijn aanvullende nota's op zijn vrees voor vervolging omdat hij als gevolg van zijn langdurig verblijf in Europa is **verwesterd** of als dusdanig zal worden gepercipieerd bij terugkeer naar zijn dorp.

- Verblijf sinds maart 2021 in België; vertrok uit Afghanistan ruim 4 jaar voor zijn aankomst in België en verbleef voor zijn aankomst in België onder meer 2 jaar in Turkije; bijgevolg al meer dan 7 jaar weg uit Afghanistan en een verblijf van meer dan 4 jaar in België

- Werkt als seizoenarbeider in de tuinbouw

Zo uit verzoekers lang verblijf in België en zijn activiteiten in België als dusdanig niet kan blijken dat verzoeker daadwerkelijk verwesterd zou zijn, dient in geval van verzoeker bij de beoordeling van de mate waarin bij verzoeker sprake is van een risico om als persoon die de morele, religieuze en sociale normen heeft overschreden te worden gepercipieerd in geval van terugkeer evenwel terdege **rekening te worden gehouden** met verzoekers **specifieke kwetsbaarheid** zoals hierboven besproken en moet dit samen worden gezien met de hierboven vastgestelde **vervolging** die verzoeker in het **verleden** reeds onderging.

Voorts is niet betwist dat verzoeker afkomstig is van het dorp Badakhel in het district Khogyani in de provincie **Nangarhar**. [...]

Er kan redelijkerwijze aangenomen worden dat, gelet op zijn individuele omstandigheden, in het bijzonder zijn specifieke kwetsbaarheid als gevolg van zijn **fysieke handicap, ernstige hardhorendheid** en eerder **bepert begripsvermogen** niet steeds in staat zal zijn bij terugkeer naar zijn dorp in de provincie Nangarhar, de strikte (en veranderlijke) regels, wetten en gebruiken, zoals vormgegeven door de taliban, steeds (tijdig) na te leven. Daarbij dient *in casu* rekening te worden gehouden met de omstandigheid dat verzoeker **analfabeet** is, niet naar school ging in Afghanistan, de tolk tijdens het persoonlijk onderhoud vroeg simpel Pashtou te spreken en volgens zijn verklaringen evenmin naar de madrassa ging omdat hij er niets kon leren (NPO, p. 7). Dit alles **verhoogt het risico** dat hij zelfs onbewust de verstrengde sociale, morele en religieuze regels opgelegd door de taliban overtreedt omdat hij ze onvoldoende heeft begrepen in geval van terugkeer, aanzienlijk evenals de zichtbaarheid van verzoeker bij terugkeer bij doorreis of bij aankomst in zijn dorp en regio van herkomst.

Tenslotte werd hierboven reeds vastgesteld dat verzoeker aannemelijk heeft gemaakt dat verzoeker in het verleden het voorwerp was van gedwongen rekrutering door de taliban en dat hij zich hieraan heeft onttrokken en zich dus tegen de taliban heeft verzet en om die reden in de negatieve belangstelling kan komen in geval van terugkeer naar zijn dorp. Er kan dus worden aangenomen dat bij verzoeker sprake is van een **politieke overtuiging** in de zin van de hoger geciteerde rechtspraak van het Hof van Justitie, **minstens** dat hem een dergelijke, tegen het talibanregime ingaande, **politieke overtuiging kan worden toegeschreven**.

[...]

In acht genomen het geheel van bovenstaande elementen en de persoonlijke omstandigheden eigen aan verzoeker cumulatief beoordeeld in het licht van de beschikbare landeninformatie door beide partijen bijgebracht, is de Raad van oordeel dat voor verzoeker een gegronde vrees voor vervolging kan worden aangenomen op basis van een **toegeschreven politieke of religieuze overtuiging** en dat er voor hem in zijn land van herkomst geen redelijke bescherming voorhanden is.

CCE arrê^t 318455 du 12/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Venezuela

dictum arrê^t

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siê^ge

1 juge

1^e VIB: RvV A 247 514 van 15 januari 2021 (dubbele weigering): de door verzoeker aangehaalde problemen die hij zou hebben gekend bij het leger werden niet aannemelijk gemaakt

2^e VIB: Huidige bestreden beslissing: volgend verzoek niet ontvankelijk – artikel 57/6/2, §1, eerste lid

[...]

Daargelaten de geloofwaardigheid van de door verzoeker voor zijn vertrek aangehaalde problemen, is **niet betwist** dat verzoeker een **militair** was in Venezuela. In het rapport **EUAA, "Venezuela Country Focus", van november 2023** wordt toegelicht dat volgens de Código Orgánico de Justicia Militar, gewijzigd in 2021, **desertie** onder meer wordt vermoed voor militairen die tot de actieve reserve behoren en geen gevolg geven aan de oproeping tot de dienst binnen de zes dagen en dat hierop **gevangenisstraffen** staan van twee tot vier jaar. Verder wordt in dit rapport gesteld dat aanvragen van militairen voor ontslag uit het leger routinematig worden afgewezen door hun oversten en dat de meeste militairen uiteindelijk deserteren voor een beslissing is genomen over hun vraag tot ontslag. In het rapport **"COI Focus, Venezuela. Houding van de autoriteiten ten aanzien van migratie" van 13 mei 2024** wordt melding gemaakt van een voormalig luitenant bij de luchtmacht die werd gearresteerd in december 2023 na een deportatievlucht uit de Verenigde Staten waar zijn asielaanvraag werd afgewezen. Hierin leest de Raad eveneens dat een IGC medewerker aan Cedoca in februari 2024 liet weten dat recente voorvallen, met name arrestaties van Venezolanen die gedwongen werden teruggestuurd vanuit IJsland, maken dat hij begin 2024 een andere inschatting maakt van de houding van de Venezolaanse autoriteiten ten aanzien van asielzoekers in vergelijking met zijn inschatting ten tijde van een fact-finding mission van Landinfo in mei 2019 en mei 2022 en dat begin 2024 wel indicaties zijn dat de autoriteiten deze personen met enig wantrouwen bekijken (COI Focus, Venezuela. Houding van de autoriteiten ten aanzien van migratie, p. 21, 10). Uit de **meest recente landeninformatie** blijkt bijgevolg dat er **minstens indicaties** zijn dat de **houding** van de Venezolaanse **autoriteiten** ten aanzien van **afgewezen asielzoekers bij terugkeer** in **negatieve zin veranderd** is na het arrest van de Raad van 15 januari 2021 en dat verzoekers **profiel** als **voormalig militair** daarbij mogelijk een **risicoverhogende factor** is. In de aanvullende nota van de commissaris generaal wordt niet betwist dat verzoeker bij terugkeer mogelijk onderworpen zal worden aan een uitgebreide controle maar dat uit de beschikbare landeninformatie niet kan afgeleid worden dat alle terugkeerders systematisch worden vastgehouden of gearresteerd en dat personen waarvan vermoed kan worden dat zij bij terugkeer problemen zullen ondervinden onder meer personen betreffen waarvan kan vermoed worden dat zij een misdrijf hebben gepleegd of dat zij gekant zijn tegen de Venezolaanse regering.

Gelet op het voorgaande waaruit blijkt dat desertie als een misdrijf geldt in Venezuela en bovenstaande analyse van de door verzoekers voorgelegde nieuwe elementen, kan de stelling van de commissaris-generaal, in haar aanvullende nota, waarin zij niet ingaat op de argumenten uiteengezet in het verzoekschrift, dat *"nergens uit de verklaringen van verzoeker blijkt dat hij een dergelijk profiel heeft"* in de huidige stand van het onderzoek niet bijgetreden worden.

Vermits de commissaris-generaal niet verschijnt noch vertegenwoordigd is kan de commissaris-generaal hierover ook geen verdere toelichting worden gevraagd.

Mede gelet op de **recente politieke ontwikkelingen** in het land en het **niet betwiste profiel** van verzoeker als voormalig militair bij het Venezolaanse leger is, dringt een **nauwgezet onderzoek** naar de objectieve risico's die hieraan verbonden kunnen zijn in geval van terugkeer zich op basis van voldoende objectieve, betrouwbare en specifieke landeninformatie met betrekking tot de situatie van personen die onder dergelijk profiel vallen. [...]

In casu lijkt het daarbij **aangewezen**, gelet op het summiere karakter van het interview bij de DVZ, het grote aantal documenten dat werd neergelegd, waarbij niet kan blijken dat verzoekers de kans hebben gehad alle documenten toe te lichten en het niet betwiste profiel van verzoeker als militair in het Venezolaanse leger dat verzoekers hierover **verder worden gehoord** door het CGVS.

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 318336 du 12/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus visa humanitaire – Minorité orthodoxe syrienne – 1) PR invoque la situation sécuritaire en Syrie et leur profil particulièrement vulnérable tenant à leur appartenance à la minorité orthodoxe + aggravation de leur situation sécuritaire suite à la fuite du pays de 2 membres de leur famille (qualité de réfugié en Belgique) + malgré la diminution des hostilités en Syrie, leur minorité reste particulièrement menacée – AA : contexte général, 2 membres de la famille n’ont pas introduit de demande de visa humanitaire avant de quitter le territoire, pas de preuve de l’existence d’une menaces personnelles et PR auraient adopté une attitude attentiste qui ne traduit pas l’existence d’une situation d’urgence (MF statut de réfugié qu’en 2016) – Conseil estime que cette motivation ne rencontre pas les arguments spécifiques de la PR + ne comprend pas pourquoi le fait d’avoir introduit une demande de visa six ans après l’obtention, par le MF, du statut de réfugié, entrerait en contradiction avec les craintes évoquées – Réponse NO : PD estime que son analyse sous l’angle de l’art. 3 CEDH est suffisante – Conseil rappelle que PD n’est nullement limitée, dans son pouvoir d’appréciation de l’art. 9, aux critères du 3 CEDH - 2) PR invoquait également la nécessité d’une surveillance permanente médicale suite à une opération + système de santé syrien catastrophique – AA : PR doit introduire une demande de visa pour raisons médicales selon les procédures prévues à cet effet – Motivation insuffisante au vu de cet élément supplémentaire de vulnérabilité – Violation motivation formelle – Annulation.

« 4.2.1. Sur les aspects susmentionnés des troisième et quatrième branches respectives des moyens uniques, le Conseil rappelle qu’il avait indiqué dans son précédent arrêt d’annulation que les parties requérantes ont produit à l’appui de leur demande un courrier par lequel elles invoquaient notamment, expressément, la situation sécuritaire en Syrie et leur profil particulièrement vulnérable tenant à leur appartenance à la minorité orthodoxe. Elles invoquaient en outre l’aggravation de leur situation, sur le plan sécuritaire, suite à la fuite du pays par deux membres de leur famille, dont M. [X.], qui appartenait à la même cellule familiale, et qui s’est vu reconnaître la qualité de réfugié en Belgique.

A la suite des parties requérantes, le Conseil observe que ces dernières avaient notamment invoqué dans ce cadre que , “si l’intensité des hostilités a considérablement baissé dans la plupart des régions syriennes aujourd’hui, la minorité chrétienne reste particulièrement menacée et désespérée¹ de sorte que les parties requérantes sont toujours en grand danger”. Elles ont notamment ajouté que :

- “[e]n effet, beaucoup de chrétiens ont fui et les rares qui restent demeurent des cibles faciles et privilégiées² ” – la structure démographique de la population chrétienne [...] a affaibli la capacité de défenses des groupes chrétiens. Le faible taux de fertilité conjugué au départ d’une grande partie de la jeunesse laisse les milices chrétiennes bien souvent dépourvues de forces vives” - le témoignage de députés français fin septembre 2021 révèle particulièrement “la détresse actuelle des chrétiens de Syrie”, lesquels invoquent une situation pire que pendant la guerre³ , et évoque un “effacement de l’espérance”.

Le Conseil observe que des passages de la demande, faisant état de la situation particulière des chrétiens en Syrie en tant que cibles privilégiées et faciles, étaient soulignés. Il était également fait état de l’aggravation de la situation sécuritaire des quelques chrétiens qui restent encore, notamment en raison du départ de nombreux jeunes de la communauté.

Indépendamment de la question litigieuse du départ d’une des sœurs de la première partie requérante, les parties requérantes ont fait état à la fois: - d’un contexte général ancien de persécutions, toujours actuel, qui se serait aggravé notamment par le départ au fil des années de membres de la communauté - et d’une situation individuelle et familiale qui s’inscrit en outre dans ce contexte, étant relevé que M. [X.] n’est pas le seul membre de la famille ayant quitté la Syrie.

Les arguments des parties requérantes ne sont pas rencontrés par les considérations suivantes, tenues dans les actes attaqués: - les parties requérantes feraient état d’un contexte général et “non pas d’une situation [qui leur serait] spécifique”. - le père et une sœur de la première partie requérante (soit l’époux et une fille de la seconde partie requérante) n’ont pas introduit de demande de visa humanitaire afin de quitter le pays - les éléments produits devraient

en conséquence être corroborés par d'autres éléments de preuve démontrant "l'existence de menaces personnelles" pour la vie ou l'intégrité physique. - les parties requérantes auraient adopté une attitude attentiste qui ne "traduirait pas l'existence d'une situation d'urgence" dès lors que M. [X.] s'est vu reconnaître le statut de réfugié en 2016.

Au vu des différents éléments avancés – qui ne sont pas remis en cause par la partie défenderesse - il n'est en effet pas permis de comprendre pourquoi le fait d'avoir introduit une demande de visa six ans après l'obtention, par M. [X.], du statut de réfugié, entrerait en contradiction avec les craintes évoquées par les parties requérantes ni, au demeurant, pourquoi la situation dénoncée ne les concernerait pas directement.

4.2.2. Le Conseil ne peut suivre la partie défenderesse lorsqu'elle soutient dans ses notes d'observations que l'analyse desdits arguments qu'elle a effectuée sous l'angle de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme (ci-après la CEDH) serait suffisante, dès lors que la partie défenderesse n'est nullement limitée, dans son pouvoir d'appréciation discrétionnaire, aux critères inhérents à ladite disposition. Le fait que les parties requérantes aient invoqué cette disposition à l'appui de leur demande signifie qu'elles estiment leur situation suffisamment grave pour relever de cette disposition, mais non qu'elles aient entendu limiter leurs arguments au champ d'application de celle-ci. Il résulte de l'analyse indiquée au point 4.2.1. du présent arrêt que le Conseil ne peut pas davantage suivre la partie défenderesse lorsqu'elle soutient qu'à ce sujet, les motifs adoptés permettent aux parties requérantes de comprendre les raisons de ses décisions.

4.2.3. Les moyens des requêtes sont dès lors fondés en ce qu'ils sont pris de la violation de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et doivent conduire à une annulation des actes attaqués.

4.3. Le Conseil observe en outre, sur la première branche du moyen unique de la requête introduite par la seconde partie requérante, que celle-ci avait notamment indiqué à l'appui de sa demande d'une part, qu'elle nécessitait une surveillance permanente, car l'opération réalisée en 2020 n'a pas mis fin à l'hémorragie et d'autre part, que le système de soins de santé en Syrie est catastrophique, étayant ses dires par différents documents.

Force est de constater que la motivation selon laquelle il incombe à la partie requérante d'introduire une demande de visa "pour raisons médicales selon les procédures prévues à cet effet" ne répond pas de manière adéquate aux arguments médicaux invoqués par la seconde partie requérante à l'appui de sa demande, en tant qu'éléments supplémentaires de vulnérabilité, puisque la partie défenderesse s'est dispensée de les analyser alors qu'elle bénéficie d'un pouvoir discrétionnaire d'appréciation.

Le second acte attaqué viole dès lors en outre l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs pour ce motif ».

CCE arrêt 318411 du 12/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoekende partijen zijn dochter (eerste VP, eerste VIB) en moeder (tweede VP, volgend VIB).

Uitgebreide bespreking **bijzondere procedure noden** - psychologische situatie moeder: De neergelegde medische documenten, hoewel zij aantonen dat tweede verzoekster kampt met psychologische problemen, laten niet toe vast te stellen dat er sprake is van cognitieve problemen die een normaal verloop van de procedure om internationale bescherming verhinderen.

Verzoeksters werpen (opnieuw) een vrees op ten aanzien van de milities.

Vervolgens vreest eerste verzoekster bij terugkeer vermoord te worden door de stammen omdat zij door hen verstoten werd omwille van haar discotheekbezoek in België alsook door haar paternale neven, die haar geheime relatie met A. hadden ontdekt, terwijl zij van kinds aan beloofd werd aan een paternale neef F. om met hem in het huwelijk te treden. Aan voormelde motieven wordt door het CGVS noch door de Raad geloof gehecht.

Waar wordt aangevoerd dat eerste verzoekster op **minderjarige** leeftijd in België is toegekomen, zij hier haar leven heeft opgebouwd en **geen hoofddoek wenst te dragen**, wordt opgemerkt dat uit de thans beschikbare informatie geenszins kan worden afgeleid dat het loutere gegeven dat verzoekster enige tijd in België heeft verbleven, volstaat om te besluiten tot het bestaan van een gegronde vrees voor vervolging in haar hoofde. Eerste verzoekster, die zich ertoe beperkt te stellen geen hoofddoek te willen dragen omdat zij zich dan beperkt voelt, toont evenmin in concreto aan dat, waar, wanneer, waarom of in welke omstandigheden zij in haar land van herkomst als verwesterd zou riskeren te worden gepercipieerd en geïsoleerd. Zij toont niet aan dat haar verblijf en integratie in Europa van haar een dusdanig verwesterd persoon zou hebben gemaakt dat zij haar leven in Irak niet opnieuw zou kunnen opnemen en aldaar niet meer zouden kunnen aarden te meer zij daar is geboren, er tot haar zeventiende heeft gewoond, er tot het vierde middelbaar naar school gegaan is tot augustus 2020 en zij niet aantoont dat zij bij terugkeer niet meer kan rekenen op enig familiaal en sociaal netwerk in Afghanistan daar zij ook in België vergezeld is van haar moeder, broers en schoonzus, wiens beschermingsverzoeken ook werden afgewezen en zij nog contact onderhoudt met haar in Irak verblijvende vader.

Ter terechtzitting bevestigt zij dit, waar zij aangeeft dat hij haar relatie die zij inmiddels in België zou hebben met een Iraakse man, heeft goedgekeurd. Evenmin toont eerste verzoekster aan dat zij omwille van haar verblijf in België en omwille van haar poging tot integratie, riskeert te worden geïsoleerd, gestigmatiseerd of vervolgd. (...)

Op basis van de thans voorliggende landeninformatie kan bovendien niet besloten worden dat het louter behoren tot "de sociale groep van de **vrouwen**" volstaat om in aanmerking te komen voor internationale bescherming. Nergens blijkt dat er in Irak sprake is van groepsvervolging tegen vrouwen en/of meisjes, waardoor verzoeksters in dit verband individuele elementen dienen aan te reiken om hun vrees, als vrouw, te concretiseren, waartoe zij echter, de overige vaststellingen in onderhavig arrest mee in acht genomen, in gebreke blijven. (...) In dit verband dit opnieuw gewezen te worden naar het bestaan van hun sociaal en familiaal netwerk en de vaststelling dat zij hun vrees bij terugkeer niet aannemelijk hebben gemaakt.

Dat zij louter op basis van het feit dat zij **Soenniet** zijn afkomstig uit Irak de internationale beschermingsstatus moeten worden toegekend, tonen zij hoegenaamd niet aan en blijkt niet uit de beschikbare landeninformatie. Uit de EUAA Country Guidance note: Iraq van juni 2022, waarnaar verwezen in de bestreden beslissingen, blijkt immers niet dat de situatie in Bagdad dermate ernstig is voor soennieten dat verzoeksters louter door hun geloofsstrekking dreigen te worden geïsoleerd of vervolgd.

Hoewel het niet ontkend wordt dat tweede verzoekster mentale problemen heeft, er een vermoeden is van epileptisch insult en er daarnaast sprake is van een fors katatoon toestandsbeeld, houdt de aangevoerde **psychologische en medische problematiek** geen verband met de criteria bepaald in artikel 1 A (2) van het Vluchtelingenverdrag, zoals bepaald in artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet, noch met de criteria inzake subsidiaire bescherming vermeld in artikel 48/4 van de Vreemdelingenwet, zoals het Hof van Justitie overigens reeds duidelijk oordeelde in de zaak M'bodj (HvJ 18 december 2014 (GK), M'bodj t. Belgische Staat, C-542/13, §§ 35-36, 40).

Verzoeksters tonen in casu geenszins aan dat tweede verzoekster, omwille van haar gezondheidsproblemen zal worden onderworpen aan vervolging of een 'onmenselijke behandeling' in de zin van artikel 48/4, § 2, b) van de Vreemdelingenwet. Zij brengen geen argumenten of elementen aan op basis waarvan kan worden aangenomen dat haar **op intentionele en gerichte wijze medische zorg zou worden ontzegd of opzettelijk worden geweigerd**, te

meer er geen geloof kan worden gehecht aan haar vluchtrelaas. Een loutere verwijzing naar algemene landeninformatie, met name de COI Focus van 2022 volstaat evenmin. Hieruit blijkt, in tegenstelling tot wat zij voorhouden, dat in het geval van personen met mentale en fysieke handicaps **niet alle personen met dit profiel het risico lopen** dat vereist is voor een gegronde vrees voor vervolging en dat bovendien rekening moet worden gehouden met de individuele omstandigheden, zoals de verschillende risicodragende omstandigheden, waaronder, leeftijd, zichtbaarheid, negatieve perceptie,...Dat iedere Iraakse onderdaan, die psychologische moeilijkheden heeft, in aanmerking moet komen voor een internationale beschermingsstatus, blijkt aldus niet.

CCE arrêt 318287 du 11/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Nigeria

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

weigering visum gezinshereniging - vernietiging - referentiepersoon is derdelander - bestaansmiddelen - loonbeslag - digitaal document - wél gedateerd - onredelijk om te verwachten dat een digitaal document ondertekend moet zijn - kennelijk onredelijk om informatie uitgaande van een bevoegde overheidsdienst niet te aanvaarden zonder reden op te geven waarom aan deze informatie geen geloof kan worden gehecht - schending redelijkheidsbeginsel en zorgvuldigheidsbeginsel

Verzoekster voert aan dat haar echtgenoot alle gevraagde bijkomende informatie met betrekking tot de bestaansmiddelen heeft aangeleverd aan de verweerder. Uit nazicht van de bijgevoegde stukken blijkt dat verweerder op 20 november 2023 verzoeksters echtgenoot verzocht heeft om (...) uitleg over zijn loonbeslag (tot wanneer dit loopt, wat het totaalbedrag is, hoeveel hij maandelijks dient af te lossen) in de vorm van officiële attesten op te sturen.

Op 13 december 2023 (...) werden loonbrieven voor de periode juli tot en met november 2023 toegevoegd. Daarnaast werd een mailbericht toegevoegd van 'het Infocenter AAll' waarin de door hen bekende schulden inzake de "Sector Directe belastingen", "Niet Fiscale invordering – penale boeten", "Sector Niet Fiscale invordering – andere" en het totaal aan de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering verschuldigd bedrag van verzoeksters echtgenoot werden weergegeven.

In de bestreden beslissing wordt als volgt gemotiveerd aangaande dit stuk:

"In het kader van het onderzoek van deze voorwaarde werd de visumaanvraag op 20/11/2023 in uitstel geplaatst waarbij de heer V., J. op 20/11/2023 per e-mail verzocht werd om (...) uitleg over het loonbeslag van meneer: tot wanneer loopt dit, welk is het totaal bedrag, hoeveel dient er maandelijks afgelost te worden;

Overwegende dat onze diensten tot op heden enkel (...) één niet gedateerde en niet ondertekende brief in verband met het loonbeslag van meneer hebben ontvangen;

Overwegende dat de voorgelegde brief geen afzender heeft, kan onze administratie deze niet weerhouden als daadwerkelijk bewijs van de gevraagde uitleg over het loonbeslag. Bovendien wordt er zowel geen start- als einddatum van het loonbeslag vermeld. Eveneens de uitleg over het maandelijks bedrag ontbreekt;

Overwegende, bovendien, dat de administratie onmogelijk een correcte inschatting kan maken over de stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen van de heer V., J.;

Overwegende dat betrokkene tot op heden nog steeds geen gevolg heeft gegeven om de noodzakelijke informatie over zijn loonbeslag te verschaffen;

Bijgevolg kan de administratie niet nagaan of de heer V., J. over stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen beschikt en wordt aldus onvoldoende aangetoond dat deze voorwaarde vervuld is."

Waar in de bestreden beslissing wordt gemotiveerd dat de voorgelegde brief geen afzender heeft, blijkt duidelijk uit het voorgelegde document dat dit uitgaat van het Infocenter AAll van de Federale Overheidsdienst Financiën en draagt het logo van de beveiligde website Myminf. Ook wordt wel degelijk een datum vermeld op dit document, namelijk 4 december 2023. Aangezien het gaat om een digitaal document, kon verweerder redelijkerwijs niet verwachten dat dit document ondertekend moest zijn. In de huidige stand van het geding kan worden aangenomen dat dit document uitgaat van de bevoegde overheid. Buiten de onjuiste vermelding dat er geen datum op zou staan en dat het bericht niet ondertekend is - wat geen pertinente opmerking is ten aanzien van een digitaal document- kan uit de bestreden beslissing niet worden afgeleid waarom dit document niet geloofwaardig of authentiek zou zijn. Het niet aanvaarden van informatie verschaft aan de hand van loonbrieven en elektronische communicatie die uitgaat van een overheidsdienst, zonder dat een reden wordt aangegeven waarom aan deze informatie geen geloof kan worden gehecht, kan *in casu* niet worden beschouwd als een redelijk standpunt.

In de bestreden beslissing wordt gemotiveerd dat de uitleg over het maandelijks bedrag ontbreekt en dat geen start- en einddatum van het loonbeslag wordt vermeld. Hiermee gaat de verwerende partij voorbij aan de door verzoekster verschaft toelichting. Zoals de referentiepersoon heeft uitgelegd in zijn antwoord van 13 december 2023 blijkt uit de loonbrieven dat dit een variabel bedrag is. De voorgelegde loonbrieven tonen het bedrag van het loonbeslag aan en tonen aan dat dit variabel is. Daarnaast wordt in de e-mails van de FOD Financiën duidelijk de totaal resterende schuld vermeld. Uit het variabel karakter van het loonbeslag en de intresten hierop, volgt net dat een precieze einddatum actueel niet te bepalen is. Niettemin kon aan de hand van de door de referentiepersoon en de verzoekster verschaft gegevens worden vastgesteld dat de schuld van de referentiepersoon 35.749,65 euro, de e-mail van de FOD Financiën verschaft inzicht in de details en oorsprong van de schuld. De loonbrieven tonen aan dat het loonbeslag maandelijks varieert tussen 666,99 euro en 831,92 euro. Deze vermelden ook het loon met inbegrip van de netto-uitbetaling aan de referentiepersoon na het loonbeslag. Verzoekster heeft dan ook gevolg gegeven aan het verzoek om bijkomende inlichtingen. Aan de hand van deze inlichtingen was het wel degelijk mogelijk om een beoordeling te maken van de bestaansmiddelen van de referentiepersoon in het licht van artikel 10, §§ 2 en 5, van de vreemdelingenwet. De verwerende partij is bij haar beoordeling voorbijgegaan aan de concrete informatie die werd bijgebracht in de door verzoekster aangeleverde informatie.

Gelet op wat voorafgaat, maakt verzoekster een schending van het redelijkheidsbeginsel en het zorgvuldigheidsbeginsel aannemelijk.

CCE arrêt 318332 du 11/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Algérie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 21

composition du siège

1 juge

Annexe 21- Fin de séjour RF avec conjoint Belge sédentaire en raison du défaut d'installation commune (art. 42quater, §1er, 4°) – PR : le mariage de la partie requérante et de son époux n'était pas dissout - Arrêt CC 121/2013 : *“le membre de phrase [de l'art 42ter , §1er, 4°] ‘ou il n’y a plus d’installation commune’ ne s’applique pas au conjoint ou partenaire visé par cette disposition, ce qui ressort par ailleurs de l’utilisation du mot ‘ou’, mais uniquement aux autres membres de la famille_– fin de séjour conjoint impossible si le mariage n’est pas dissout - CCE :* la CC se fonde ici sur la mise en conformité de ces dispositions avec le droit européen – ici RF avec Belge sédentaire : arrêt non applicable - La PD était dès lors fondée à mettre fin au séjour de plus de trois mois de la partie requérante pour défaut d'installation commune - Rejet.

“3.2. En l'espèce, le Conseil observe que la décision attaquée est en substance fondée sur le constat, d'une part, de ce que « *l'installation commune entre les intéressés, supposant l'exercice d'un « minimum de relations entre les époux » n'existe plus* » et, d'autre part, de ce que la partie requérante n'a pas porté à la connaissance de l'administration des éléments susceptibles de justifier le maintien de son droit au séjour.

3.3. S'agissant de la **première branche**, le Conseil relève que la Cour constitutionnelle a été amenée, dans son arrêt n° 121/2013 du 26 septembre 2013, à indiquer que l'article 42ter de la loi du 15 décembre 1980 « *concerne [...] une situation qui entre dans le seul champ d'application de l'article 13, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE précitée* » et que « *pour être conforme à l'article 13, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE, tel qu'il a été interprété par la Cour de justice, l'article 42ter de la loi du 15 décembre 1980 doit par conséquent être interprété en ce sens que le membre de phrase ‘ou il n’y a plus d’installation commune’ ne s’applique pas au conjoint ou partenaire visé par cette disposition, ce qui ressort par ailleurs de l’utilisation du mot ‘ou’, mais uniquement aux autres membres de la famille qui ont obtenu un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial* ». La Cour constitutionnelle ne s'est par contre pas explicitement prononcée sur cette question sous l'angle de l'article 42quater de la loi du 15 décembre 1980.

L'écartement du motif « *défaut d'installation commune* » par la Cour constitutionnelle concernant l'article 42ter ou par analogie dans le cadre de l'article 42quater, se fonde sur la mise en conformité de ces dispositions avec le droit européen (article 13 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres).

En l'occurrence, la partie requérante avait obtenu la reconnaissance d'un droit de séjour de plus de trois mois sur le territoire belge dans le cadre d'un regroupement familial avec un Belge qui n'a pas exercé son droit à la libre circulation. Or, le conjoint d'un belge qui n'a pas exercé son droit à la libre circulation n'est pas le bénéficiaire de la directive 2004/38/CE, de sorte que les enseignements tirés de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n°121/2013 ne peuvent lui être appliqués.

Il résulte de ce qui précède que le défaut d'installation commune ne constitue un motif suffisant de fin de séjour, que ce soit dans le cadre de l'article 42ter ou 42quater de la loi du 15 décembre 1980, que lorsque le regroupant est un Belge qui n'a pas exercé son droit à la libre circulation. La question de savoir si le conjoint/partenaire est un citoyen de l'Union européenne ou un ressortissant de pays tiers n'a pas d'incidence à cet égard.

La cause ne relevant pas de la directive 2004/38/CE, l'argument selon lequel le mariage de la partie requérante et de son époux n'était pas dissout au moment de la prise de l'acte attaqué, s'avère dès lors non pertinent.

La partie défenderesse était dès lors fondée à mettre fin au séjour de plus de trois mois de la partie requérante pour défaut d'installation commune."

CCE arrêt 318288 du 11/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De Raad stelt vast dat hij in de huidige omstandigheden, bij gebrek aan onderzoeksbevoegdheid en gelet op het feit dat het Assad-regime pas enkele dagen geleden is gevallen, over **onvoldoende objectieve en nauwkeurige informatie** beschikt over de **huidige situatie in Syrië na de recente val van het Assad-regime** en de wijze waarop HTS het ontstane machtsvacuüm invult en zich positioneert ten aanzien van terugkeerders met het profiel van verzoeker, waarvan niet betwist is dat hij sinds 2012 niet meer in Syrië heeft verbleven.

Bovendien lijkt de situatie in Syrië en Damascus heden dermate volatiel dat niet kan worden uitgesloten dat het interne gewapende conflict op korte termijn opnieuw oplaait en de burgerbevolking treft.

Bijgevolg noopt de **huidige onduidelijke situatie** in Syrië met inbegrip van de hoofdstad Damascus tot **grote voorzichtigheid** bij de behandeling van verzoeken om internationale bescherming van Syrische onderdanen.

Gelet op het gebrek aan enige verdere objectieve en nauwkeurige informatie over de huidige (veiligheids)situatie in Syrië, acht de Raad een **nader onderzoek nodig** om verzoekers nood aan internationale bescherming naar behoren te kunnen beoordelen.

CCE arrêt 318328 du 11/12/2024

fav

Mes favoris

acte attaqué

CG Demande manifestement infondée

composition du siège

1 juge

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Reconnaissance

In de onderhavige zaak verwijst verweerder met betrekking tot de kwestie van de **bescherming van de Albanese autoriteiten** in de bestreden beslissing naar twee algemene rapporten getiteld "COI Focus. Albanië Algemene Situatie" van 5 december 2023 en "COI Focus. Albanië Huiselijk Geweld" van 13 oktober 2017.

De Raad merkt op dat de Albanese staat weliswaar verschillende maatregelen heeft genomen om de politieke en justitiële autoriteiten te professionaliseren en **huiselijk geweld** te bestrijden, maar dat dit geweld nog steeds wijdverspreid is en dat er grote moeilijkheden zijn om de genomen maatregelen daadwerkelijk uit te voeren. Ondanks de inspanningen van de Albanese autoriteiten om huiselijk en intrafamiliaal geweld tegen te gaan, is de **bescherming die de slachtoffers wordt geboden** bijgevolg **mogelijk ontoereikend**. De Raad is dan ook van oordeel dat de tekortkomingen die in de door partijen overgelegde stukken aan de kaak worden gesteld, niet tot de conclusie leiden dat de Albanese rechtshandavings- en justitiële autoriteiten dermate corrupt en gebrekkig zijn dat het *a priori* onmogelijk is om in Albanië een doeltreffende bescherming te verkrijgen voor slachtoffers van huiselijk geweld. Hieruit volgt dat **verzoekster moet aantonen** dat zij wegens haar bijzondere omstandigheden geen toegang heeft tot bescherming van haar nationale autoriteiten.

In het onderhavige geval is de Raad van oordeel dat **niet** kan worden geconcludeerd dat verzoekster **effectieve bescherming** zal kunnen **genieten van haar nationale autoriteiten**. De Raad komt tot deze conclusie door, in combinatie, rekening te houden met de bovengenoemde **algemene informatie** en het **persoonlijke profiel** van verzoekster.

De Raad stelt immers vast dat verzoekster te kampen heeft met **zeer ernstige mentale gezondheidsproblemen**. Zij verklaarde dat zij op vijftienjarige leeftijd gedwongen werd uitgehuwelijkt aan E.Q., die haar vervolgens vanaf zestienjarige leeftijd meermaals tot prostitutie heeft gedwongen. Tevens verklaarde verzoekster dat zij door haar schoonfamilie slecht werd behandeld, waarbij zij onder meer gedwongen werd tot zware arbeid op de velden van haar schoonfamilie en slechts eenmaal per dag te eten kreeg. Deze elementen worden in de bestreden beslissing niet betwist. Uit het door verzoekster bijgebrachte **psychologisch attest** d.d. 25 oktober 2024 blijkt evenwel dat zij ingevolge deze elementen met een ernstige vorm van een **posttraumatisch stressyndroom** te kampen heeft.

[Uitgebreide bespreking psychologisch rapport]

Volledigheidshalve wijst de Raad erop dat verzoekster ook **ter terechtzitting** dermate werd overmand door haar emotionele toestand en mentale problemen dat zij **amper in staat** was tot het **afleggen van verklaringen**. Zij diende hierbij te worden ondersteund door haar broer en psycholoog, die haar ter terechtzitting vergezelden.

[...]

Hieruit [COI Focus. "Albanië Huiselijk Geweld"] blijkt dat het in Albanië voor vrouwen die slachtoffer werden van huiselijk en seksueel geweld vaak moeilijk is om bescherming te zoeken bij de Albanese autoriteiten, zeker wanneer dergelijk geweld plaatsvindt binnen een huwelijk, zoals *in casu*. Verzoekster werd bovendien niet enkel slachtoffer van seksueel geweld vanwege haar echtgenoot, doch werd door hem tevens tot prostitutie gedwongen en dit reeds sedert haar zestien jaar. Zoals in het psychologisch rapport wordt gesteld, is verzoekster als gevolg van haar zeer ernstige mentale gezondheidsproblemen ingevolge het fysieke, seksuele en psychologische geweld waarvan zij het slachtoffer werd, **amper in staat** om **dagelijkse basisactiviteiten** te verrichten en kan zij het amper opbrengen om sociale interacties te onderhouden en zich in te spannen om mentale en/of fysieke inspanningen te leveren. Het is in deze context **onredelijk** om van verzoekster te verwachten dat zij zich ingeval van terugkeer naar Albanië **tot haar nationale autoriteiten zou wenden om bescherming te bekomen** tegen haar echtgenoot en diens familie.

[...]

Onderhavig geval doet zich voor in de context van huiselijk en seksueel geweld, wat over het algemeen een unieke en onderscheiden kwestie betreft, die niet overeenkomt met de specifieke, cumulatieve voorwaarden van de definitie van "sociale groep" (artikel 48/3, § 4, d) van de Vreemdelingenwet). De eerste voorwaarde van wat wordt verstaan onder een specifieke sociale groep, is vervuld doordat verzoekster een vrouw is en "leden van de groep een aangeboren kenmerk

vertonen of een gemeenschappelijke achtergrond hebben die niet gewijzigd kan worden, of een kenmerk of geloof delen dat voor de identiteit of de morele integriteit van de betrokkenen dermate fundamenteel is, dat van de betrokkenen niet mag worden geëist dat zij dit opgeven". Binnen de context van huiselijk geweld zal, de tweede voorwaarde, de kwestie of aanvaard wordt dat verzoekster behoort tot "de groep die in het betrokken land een eigen identiteit heeft omdat zij in haar directe omgeving als afwijkend wordt beschouwd" echter afhangen van de feiten en het bewijs in elk individueel geval, met inbegrip van gedocumenteerde omstandigheden in het land, de ervaringen van verzoekster in het verleden en andere betrouwbare en geloofwaardige bronnen van informatie. Daargelaten de vraag of het loutere criterium een "vrouw" te zijn in Albanië volstaat om de nexus met de vrees voor vervolging en de afwezigheid van bescherming aan te tonen, is de Raad van oordeel dat, gelet op de feiten en het bewijs in onderhavige zaak, "**getrouwde vrouwen in Albanië die niet in staat zijn om hun relatie te verlaten**" een herkenbare, **specifieke sociale groep** vormen die de basis kan zijn voor een nood aan internationale bescherming (artikel 48/3, § 3 van de Vreemdelingenwet). [...]

Erkenning.

[CCE arrêt 318290](#) du 11/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

In zoverre verzoeker lijkt te betwisten dat zijn huidig beschermingsverzoek mag worden behandeld als een **volgend verzoek** waarvan de ontvankelijkheid moet worden onderzocht, verwijst de Raad naar de **rechtspraak** van het **Hof van Justitie** waaruit blijkt dat een volgend verzoek om internationale bescherming niet-ontvankelijk kan worden verklaard, ongeacht, ten eerste, of de verzoeker naar zijn land van herkomst is teruggekeerd nadat zijn eerder verzoek om internationale bescherming is afgewezen en voordat hij dat volgende verzoek om internationale bescherming heeft ingediend, en ten tweede, of die terugkeer vrijwillig dan wel gedwongen was (**HvJ 25 mei 2023, C-364/22**, J.B., S.B. en F.B / Bundesrepublik Deutschland). Opdat het om een 'volgend verzoek' gaat, geldt aldus als **enige voorwaarde dat voordien een definitieve beslissing over een vorig verzoek is genomen** (zie ook RvS 21 september 2022, nr. 254.552). Het feit dat verzoeker **terugkeerde** naar zijn **land van herkomst**, hetgeen te dezen niet wordt betwist, **verhindert** derhalve **niet** dat het nieuwe verzoek kan worden beschouwd als een **volgend verzoek** om internationale bescherming, in de zin van artikel 51/8 van de Vreemdelingenwet en wordt beoordeeld op zijn ontvankelijkheid in het licht van artikel 57/6/2, § 1 van de Vreemdelingenwet.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 14

composition du siège

1 juge

Annexe 14 - Refus demande RF art. 10 – Conjoint d'un étranger bénéficiaire de la PS – Ordre public (art. 11, §1^{er}) - Faits : La PR, exclue du statut de réfugié et de la PS, fait une demande de RF sur base de l'article 10, via son épouse bénéficiaire de la PS – Dans sa requête, la PR : invoque un défaut de base légale, et prétend que l'OE ne pouvait pas se baser sur sa seule exclusion, pour des faits largement antérieurs à sa demande de RF et qu'il n'a pas pris en compte différents éléments - D'une part, le Conseil rejette les arguments relatifs au caractère erroné et incomplet de la base légale (art. 26, § 4, al. 2 au lieu de art. 26/1, § 4, al. 2 de l'AR ET art. 11, §1^{er} sans mentionner le "3°") car pas d'incidence sur l'acte attaqué - D'autre part, le Conseil fait référence à l'arrêt G.S. et V.G. du 12 décembre 2019 de la CJUE : les dispositions de la directive 2003/86 n'exigent pas une « menace réelle, actuelle et suffisamment grave » à l'ordre public, mais se réfèrent à des « raisons d'ordre public », soit un « standard nettement moins exigeant que celui résultant de la jurisprudence [relative à la liberté de circulation des citoyens européens et des membres de leur famille] », pour autant qu'un examen de proportionnalité et l'examen individualisé prévu à l'article 17 de la directive 2003/86 aient été effectués – Conseil constate que pas l'examen individualisé car PD n'a pas pris en considération la durée de résidence dans l'EM, les attaches familiales, culturelles ou sociales avec son PO et les risques invoqués pour sa vie en cas de retour - **Annulation.**

« 3.2 Sur la première branche du moyen unique, le Conseil observe que, dans sa demande d'admission au séjour du 21 juin 2023, la partie requérante a invoqué l'article 12bis, § 1^{er}, alinéa 2, 2° et 3°, de la loi du 15 décembre 1980.

Lors de la prise de la décision attaquée, la partie requérante n'étant plus « autorisé[e] au séjour en qualité de demandeur d'asile », comme la partie requérante le précise dans son actualisation du 21 mai 2024, la partie défenderesse a uniquement visé l'article 12bis, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, de la loi du 15 décembre 1980.

Dans la décision attaquée, la partie défenderesse fait donc erronément référence à l'article 26, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, alors qu'elle aurait dû mentionner l'article 26/1, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

Néanmoins, le Conseil, rappelant qu'« [u]n moyen ne peut être soulevé d'office par le juge que si l'illégalité qu'il dénonce revêt un caractère d'ordre public. Tel est le cas du moyen qui dénonce un défaut de base légale. En revanche, l'erreur dans l'indication des motifs de droit n'est pas d'ordre public et n'est pas susceptible d'entraîner l'annulation de l'acte, sauf si elle est d'une gravité telle qu'elle révèle une erreur de l'administration dans l'application du droit ou que la décision est de nature à induire en erreur quant à la compétence exercée. L'erreur quant au fondement invoqué ne peut mener à l'annulation de l'acte attaqué que lorsqu'il est établi qu'elle a pu avoir une incidence sur le contenu de l'acte administratif »⁵ (le Conseil souligne), estime que la partie requérante n'a pas d'intérêt à son argumentation de l'utilisation d'une base légale erronée.

En effet, il constate que tant l'article 26, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, que l'article 26/1, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, précisent que « Si le Ministre ou son délégué décide que l'étranger n'est pas admis à séjourner sur le territoire du Royaume, il refuse la demande et, le cas échéant, lui donne l'ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen du document conforme au modèle figurant à l'annexe 14 ».

De plus, si le motif de droit mentionné dans la décision attaquée est erroné, la base légale pour que la partie défenderesse prenne une décision de refus de séjour existe. En outre, la partie requérante ne démontre pas que le caractère erroné du motif de droit aurait eu une incidence sur le contenu de la décision attaquée. La première branche du moyen unique n'est par conséquent pas fondée.

3.3 Sur la deuxième branche et la première sous-branche de la troisième branche du moyen unique, le Conseil observe que la décision attaquée est, au vu de la demande introduite par la partie requérante elle-même sur base de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de la prise de la décision attaquée, valablement fondée sur l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 15 décembre 1980.

Si le Conseil ne peut que regretter le caractère incomplet de la décision attaquée à cet égard, celle-ci se contentant de mentionner « sa demande de régularisation [sic] de séjour est refusé [sic] pour raisons d'ordre public en application de l'article 11§1er de la loi », il ne peut suivre la partie requérante en ce qu'elle estime que « [l]a lecture du paragraphe premier de l'article 11 [de la loi du 15 décembre 1980] ne permet ni d'entrevoir ni de comprendre les raisons pour lesquelles cette disposition légale serait applicable [à la partie requérante], ni pourquoi la partie défenderesse y fait référence. Cette base légale ne soutient pas juridiquement le raisonnement factuel présenté dans la motivation ».

En effet, en mentionnant « raisons d'ordre public », la partie défenderesse a utilisé de manière certaine le point 3 de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 : « l'étranger se trouve dans un des cas prévus à l'article 3, [alinéa 1er,] 5° à 8° », dès lors que l'article 3, alinéa 1er, 7°, de la loi du 15 décembre 1980 mentionne que « s'il est considéré comme pouvant compromettre la tranquillité publique, l'ordre public, la sécurité nationale ou la santé publique ». La partie requérante a par ailleurs, en termes de recours, critiqué cette motivation.

En outre, le Conseil estime que la partie requérante n'a pas d'intérêt à son argumentation. En effet, si le motif de droit mentionné dans la décision attaquée est incomplet, la base légale pour que la partie défenderesse prenne une décision de refus de séjour pour des raisons d'ordre public existe. De plus, la partie requérante CCE 321 335 - Page 8 prenne une décision de refus de séjour pour des raisons d'ordre public existe. De plus, la partie requérante ne démontre pas que le caractère incomplet du motif de droit aurait eu une incidence sur le contenu de la décision attaquée.

La deuxième branche et la première sous-branche de la troisième branche du moyen unique ne sont par conséquent pas fondées.

3.4.1 Sur le reste de la troisième branche du moyen unique, la décision de refus de séjour attaquée se base sur le fait qu'« [a]u regard de ce qui précède, vu la clause 1F récemment confirmée par le Conseil du contentieux des étrangers, considérant que nous estimons les faits suffisamment [sic] graves pour ne pas l'autoriser [sic] au séjour, considérant que les éléments invoqués au titre de son intégration n'infirment pas les constats qui précèdent, la demande d'autorisation [sic] de séjour introduite le 21.06.2023 et complétée le 21.05.2024 est refusée ».

Dans son arrêt G.S. et V.G. du 12 décembre 2019, la CJUE a notamment dit pour droit que « les États membres peuvent adopter les décisions visées à l'article 6, paragraphes 1 et 2, de la directive 2003/86 notamment lorsque le ressortissant d'un pays tiers concerné doit être considéré comme représentant une menace pour l'ordre public. [...] Dans ce contexte, en vue de déterminer la portée de la notion de « raisons d'ordre public », au sens de ces dispositions, il convient de rappeler qu'il ressort d'une jurisprudence constante de la Cour qu'un citoyen de l'Union ayant fait usage de son droit à la libre circulation et certains membres de sa famille ne peuvent être considérés comme représentant une menace pour l'ordre public que si leur comportement individuel représente une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société de l'État membre concerné [...]. [...] Cela étant, ainsi qu'il ressort des points 28 à 30 de l'arrêt de ce jour E.P. (Menace pour l'ordre public) (C-380/18), toute référence par le législateur de l'Union à la notion de « menace pour l'ordre public » ne doit pas nécessairement être comprise comme renvoyant de manière exclusive à un comportement individuel représentant une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société de l'État membre concerné. [...] l'autorisation du regroupement familial étant la règle générale, l'article 6, paragraphes 1 et 2, de la directive 2003/86 doit être interprété de manière stricte et la marge de manœuvre qu'il reconnaît aux États membres ne doit pas être utilisée par ceux-ci d'une manière qui porterait atteinte à l'objectif de cette directive et à l'effet utile de celle-ci [...]. [...] Pour autant, au regard des éléments mentionnés aux points 56 à 59 du présent arrêt, il découle des choix opérés par le législateur de l'Union que cette limitation de la marge de manœuvre des États membres ne saurait impliquer qu'il serait exclu, pour les autorités compétentes, d'appliquer l'article 6, paragraphes 1 et 2, de la directive 2003/86 en se fondant sur la seule circonstance que la personne concernée a été condamnée pour la commission d'une infraction pénale, sans avoir à établir que le comportement individuel de cette personne représente une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société de l'État membre concerné. [...] En revanche, conformément au principe de proportionnalité, qui fait partie des principes généraux du droit de l'Union, la pratique nationale d'application de ces dispositions ne saurait notamment aller au-delà de ce qui est nécessaire pour garantir le maintien de l'ordre public [...]. [...] Il s'ensuit que les autorités compétentes ne sauraient considérer, de manière automatique, qu'un ressortissant d'un pays tiers constitue une menace pour l'ordre public, au sens de l'article 6, paragraphes 1 et 2, de la directive 2003/86, du seul fait que celui-ci a fait l'objet d'une condamnation pénale quelconque. [...] Ainsi, ces autorités ne peuvent établir qu'un ressortissant d'un pays tiers constitue une menace pour l'ordre public, en se fondant sur la seule circonstance que ce ressortissant a été condamné pour la commission d'une infraction pénale, que si cette infraction est d'une gravité ou d'une nature telle qu'il est nécessaire d'exclure le séjour de ce ressortissant sur le territoire de l'État membre concerné. [...] En outre, avant d'adopter une décision négative fondée sur l'article 6 de ladite directive, les autorités compétentes doivent procéder, conformément à l'article 17 de la même directive, à une appréciation individuelle de la situation de la personne concernée, en prenant dûment en considération la nature et la solidité des liens familiaux de cette personne, sa durée de résidence dans l'État membre ainsi que l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine [...]. [...] Eu égard aux considérations qui précèdent, il y a lieu de répondre [...] que l'article 6, paragraphes 1 et 2, de la directive 2003/86 doit être interprété en ce sens qu'il ne s'oppose pas à une pratique nationale en vertu de laquelle les autorités compétentes peuvent, pour des raisons d'ordre public, d'une part, rejeter une demande d'entrée et

de séjour fondée sur cette directive sur la base d'une condamnation pénale intervenue lors d'un séjour antérieur sur le territoire de l'État membre concerné et, d'autre part, retirer un titre de séjour fondé sur ladite directive ou refuser son renouvellement lorsqu'une peine suffisamment lourde par rapport à la durée du séjour a été prononcée contre le demandeur, pour autant que cette pratique ne trouve à s'appliquer que si l'infraction ayant justifié la condamnation pénale en cause présente une gravité suffisante pour établir qu'il est nécessaire d'exclure le séjour de ce demandeur et que ces autorités procèdent à l'appréciation individuelle CJUE, 12 décembre 2019, G.S. et V.G. contre Staatssecretaris van Justitie en Veiligheid, C-381/18 et C-382/18, §§ 52, 53, 54, 62, 63, 64, 65, 66, 68 et 70. 7 G.S. et V.G. contre Staatssecretaris van Justitie en Veiligheid, op. cit., § 57. nécessaire d'exclure le séjour de ce demandeur et que ces autorités procèdent à l'appréciation individuelle prévue à l'article 17 de la même directive, ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier »⁶ (le Conseil souligne).

Il résulte notamment de ce qui précède que les dispositions de la directive 2003/86 n'exigent pas une « menace réelle, actuelle et suffisamment grave » à l'ordre public, mais se réfèrent à des « raisons d'ordre public », soit un « standard nettement moins exigeant que celui résultant de la jurisprudence [relative à la liberté de circulation des citoyens européens et des membres de leur famille] »⁷, pour autant qu'un examen de proportionnalité et l'examen individualisé prévu à l'article 17 de la directive 2003/86 aient été effectués.

3.4.2 En l'espèce, si la partie défenderesse ne s'est pas limitée à la seule circonstance que la partie requérante ait été condamnée pour des faits justifiant la clause d'exclusion dont elle a fait l'objet et qu'elle a relevé à deux reprises que les faits commis par la partie requérante étaient « suffisamment graves » pour prendre la décision attaquée, force est toutefois de constater qu'elle ne témoigne pas avoir réalisé un examen individualisé qui réponde à l'article 17 de la directive 2003/86.

Cet article dispose que « Les États membres prennent dûment en considération la nature et la solidité des liens familiaux de la personne et sa durée de résidence dans l'État membre, ainsi que l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine, dans les cas de rejet d'une demande, de retrait ou de non-renouvellement du titre de séjour, ainsi qu'en cas d'adoption d'une mesure d'éloignement du regroupant ou des membres de sa famille » (le Conseil souligne).

Ainsi, à l'instar de la partie requérante, le Conseil observe que la partie défenderesse n'a pas pris en considération la « durée de résidence dans l'État membre » de la partie requérante et « l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine » alors que la partie requérante avait mentionné, dans sa demande d'admission et dans son actualisation du 21 mai 2024, que « [l]e Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides a reconnu les risques qu'[elle] encourt en Albanie, et, bien qu'il a décidé de ne pas lui octroyer la protection subsidiaire, a émis une « clause de non refoulement » car sa vie y est en danger : « vous pourriez être visé dans le cadre de ce conflit en cas de retour en Albanie et considère ce risque comme incompatible avec une mesure d'éloignement vers ce pays au titre des articles précités de la loi sur les étrangers » (page 9 de la décision) ».

3.5 Au vu de ce qui précède, l'argumentation tenue en termes de note d'observations par la partie défenderesse ne saurait être suivie.

3.6 Il résulte de ce qui précède que le moyen unique est fondé, dans les limites exposées ci-dessus, en ce qu'il est pris de la violation des articles 11 et 62 de la loi du 15 décembre 1980.

CCE arrêt 318217 du 10/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le Conseil relève (...) que la motivation de la décision querellée énonce que les poursuites judiciaires intentées par les autorités pour insulte au président sont dans la grande majorité des cas classées sans suite et que le risque d'emprisonnement est très faible ((...) Informations sur le pays, "COI Focus Turquie Article 299 du code pénal: probabilité de purger une peine de prison"). Cependant, le Conseil observe, à la lecture de ces informations, que c'est environ 77% à 90% des enquêtes entamées sur la base de l'article 299 du code pénal qui sont classées sans suite, notamment car « [...] l'ouverture des poursuites pour cette infraction [est] soumise à l'autorisation du ministère de la justice [...] ». Or, en l'espèce, la procédure judiciaire dans le chef du requérant n'en est plus au stade de l'enquête, dès lors qu'il ressort du document E-devlet déposé au dossier administratif et des termes de la motivation de l'acte attaqué que « [...] le dossier a été ouvert le 19 décembre 2023 après évaluation de l'acte d'accusation. Une audience est prévue le 4 juillet 2024 [...] ». Le requérant est donc bien poursuivi par ses autorités pour l'infraction d'insulte au président. Ensuite, s'il ressort également des informations susmentionnées que le risque de condamnation à la prison ferme est faible, il n'en demeure pas moins que le Conseil ne peut s'assurer que le requérant ne fera pas l'objet d'une condamnation, notamment au vu de son profil personnel et familial (...).

Aussi, de part cette poursuite judiciaire, il est établi que le requérant est identifié par ses autorités et est dans le viseur de ces dernières.

Par ailleurs, le Conseil constate encore que la décision attaquée ne conteste pas l'engagement modéré du requérant au sein du HDP et son appartenance à l'ethnie kurde.

Or, ces éléments sont à prendre en considération dans l'appréciation de la crainte de persécution alléguée par le requérant. En effet, il ressort des informations produites par la partie défenderesse dans le COI Focus « Turquie, Haklarin Demokratik Partisi (HDP), Demokratik Bölger Partisi (DBP) : situation actuelle » daté du 29 novembre 2022 au titre des profils des personnes visées par les autorités que « *des personnes peuvent être arrêtées suite à des commentaires sur les réseaux sociaux jugés négatifs par les autorités, même parfois si ces commentaires ont été rédigés alors que la personne résidait à l'étranger.*» (COI Focus précité, p.11) Plus loin dans le même document on peut lire ceci : « *Il y a énormément de personnes poursuivies suite à leurs publication sur les réseaux sociaux. Les autorités ont recruté une armée de personnes qui scrutent les réseaux sociaux à la recherche de posts "problématiques". Le dernier rapport du ministère des Affaires étrangères néerlandais (portant sur 2021) indique que des publications sur les réseaux sociaux à propos, notamment, des droits de la minorité kurde, du conflit avec le PKK ou des opérations militaires turques, risquent d'attirer « l'attention négative » des autorités. D'après des chiffres du ministère de l'Intérieur turc cités dans un rapport conjoint des ONG IHD et TIHV, un total de 98.714 comptes de réseaux sociaux ont été examinés par les autorités (sans précision quant à la nature des contenus examinés) durant les neuf premiers mois de l'année 2021. Les enquêtes ont mené à la détention de 1.175 personnes et à l'arrestation de 52 ».*

Au vu de ces observations, le Conseil considère que l'engagement politique du requérant en faveur du HDP est susceptible d'être pris en considération par les autorités turques dans le cadre de la procédure pénale dirigée à son encontre."

CCE arrêt 318255 du 10/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Bénin

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

“Après analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil estime qu’il ne détient pas en l’espèce tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause.

Le Conseil constate que plusieurs attestations psychiatriques figurent dans le dossier administratif, reprises du traitement de la demande d’asile du requérant en Allemagne ; le Conseil relève avec stupéfaction que la partie défenderesse n’a pas fait traduire elle-même ces documents, alors que le requérant ne maîtrise pas l’allemand, et que c’est la partie requérante qui s’en est chargée par extraits.

(...)

Les besoins procéduraux spéciaux mis en place selon la décision laissent songeur au regard de la gravité des symptômes constatés dans les attestations psychiatriques : aménagement de pauses, officier de protection spécialisé, reformulation éventuelle des questions, etc.

(...)

Interrogé à l’audience par le président, le requérant manifeste de toute évidence qu’il se trouve dans une situation de grande vulnérabilité psychologique, d’autant plus accrue qu’il est l’une des victimes des défaillances du système d’accueil des demandeurs de protection internationale en Belgique. Le requérant n’a pas pu bénéficier d’un accueil digne à son arrivée en Belgique et, partant s’est trouvé livré à lui-même pour toutes démarches, notamment d’ordre médical, avant de trouver par lui-même un travail où il bénéficie d’un soutien important. Lors de l’audience, la partie requérante insiste sur ce point et fait état de ce que le requérant, du fait de ces défaillances du système d’accueil, n’a pas pu bénéficier d’un suivi psychologique adéquat, alors que sa forte vulnérabilité à cet égard ressort notamment du dossier d’asile allemand. S’il a pu consulter à une seule reprise un médecin psychiatre, cela s’est limité à cette unique consultation et il n’a bénéficié d’aucun traitement médicamenteux en Belgique.

Dans la mesure où les défaillances systémiques de l’accueil des demandeurs de protection internationale en Belgique sont notoires et qu’il est établi que le requérant en a été victime en Belgique, le Conseil estime qu’il convient en l’espèce de faire preuve d’une prudence particulière. La Belgique a d’ailleurs plusieurs fois fait l’objet de condamnations par les tribunaux de l’ordre judiciaire pour non-respect de plusieurs dispositions de la loi du 12 janvier 2007 sur l’accueil des demandeurs d’asile et de certaines autres catégories d’étrangers ; enfin, le 13 septembre 2023, le Conseil d’État a ordonné la « suspension de l’exécution de la décision de la secrétaire d’État à l’Asile et la Migration, adoptée à une date indéterminée, d’exclure temporairement les hommes seuls demandeurs d’asile du bénéfice de l’accueil prévu par la loi du 12 janvier 2007 sur l’accueil des demandeurs d’asile et de certaines autres catégories d’étrangers ».

(...)

Le Conseil estime nécessaire, afin de se prononcer en toute connaissance de cause, de disposer de davantage d’informations précises quant à l’état psychiatrique du requérant et des conséquences qui pourraient en découler en cas de retour dans son pays d’origine, le Bénin, ainsi que leur impact sur la capacité du requérant à présenter sa demande de protection internationale dans des conditions respectueuses des normes procédurales en vigueur et de ses droits fondamentaux. Le Conseil rappelle qu’il appartient aux deux parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l’établissement des faits. En l’espèce, bien qu’il appartient, en principe, avant tout au requérant, de démontrer utilement et de manière satisfaisante la situation précaire dans laquelle il affirme se trouver et qui l’empêche, notamment, d’accéder aux soins psychologiques nécessaires ainsi que son état de vulnérabilité psychiatrique, le Conseil rappelle que la partie défenderesse doit cependant tenir dûment compte de l’ensemble des éléments susceptibles d’influencer l’issue de la présente demande de protection internationale, d’autant plus qu’elle en a été informée en l’espèce par le dossier d’asile des autorités allemandes. Elle doit à cet égard également tenir compte des obstacles empêchant éventuellement le requérant de faire valoir adéquatement les éléments qu’il revendique; en l’espèce, les motifs de la décision attaquée se révèlent en totale discordance avec les symptômes décrits dans le dossier d’asile allemand. La partie défenderesse pourrait, le cas échéant, estimer utile de faire application de l’article 48/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 qui stipule que « s’il le juge pertinent pour procéder à l’examen de la demande, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides invite le demandeur de protection internationale à se soumettre à un examen médical portant sur des signes de persécutions ou d’atteintes graves qu’il aurait subies dans le passé, pour autant que le demandeur y consente. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut inviter le demandeur à prendre dans les meilleurs délais les mesures nécessaires pour se soumettre à un tel examen, qui sera le cas échéant

réalisé par un praticien professionnel des soins de santé compétent désigné par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ».

(...)

En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée, afin que la Commissaire générale procède aux mesures d'instructions nécessaires, pour répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt."

CCE arrêt 318233 du 10/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Ghana

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

MUST READ - Bijlage 20 zonder BGV - verwerping - gezinshereniging met (vermeende) Belgische vader - VP is meerderjarig - afstammingsband dient aangetoond te worden - laattijdig geregistreerde Ghanese geboorteakte wordt niet aanvaard - verweerder verwijst naar toepasselijke Ghanese wetsbepalingen om te duiden dat de referentiepersoon niet als de juridische vader van VP kan worden beschouwd - overeenkomstig Ghanese recht dient de persoon worden vermeld als 'vader' en als 'informant' om als juridische vader te kunnen worden beschouwd - er heeft ook geen alternatieve naamgevingsprocedure plaatsgevonden waarbij VP uitdrukkelijk erkend wordt door de Belgische referentiepersoon - geen bewijs aangaande de bloed- of aanverwantschap zoals vereist overeenkomstig artikel 44 van het Vreemdelingenbesluit

De verwijzing naar het rapport van de Immigration and Refugee Board of Canada waaruit verzoeker in het verzoekschrift citeert, kan geen afbreuk doen aan de motieven van de bestreden beslissing. Verweerder ontkent immers niet dat laattijdige geboorteregistraties in Ghana gebruikelijk zijn – dit blijkt immers al uit het rapport waaruit hij zelf citeert in de bestreden beslissing – maar wijst erop dat net om die reden de daaruit voortvloeiende informatie niet betrouwbaar is als bewijs van verwantschap omdat dergelijke registraties vaak gebeuren louter op basis van verklaringen zonder ondersteunend bewijs. In casu blijkt ook niet dat de laattijdige geboorteregistratie niet louter op basis van verklaringen is gebeurd.

[...]

Hieruit blijkt dat verweerder de afwezigheid van een deugdelijk bewezen verwantschapsband als determinerend weigeringsmotief hanteert.

In de eerste plaats voert verzoeker aan dat door verweerder geen onderzoek werd gevoerd overeenkomstig artikel 27 van het WIPR. Verzoeker meent dat verweerder diende na te gaan of de Ghanese geboorteakte overeenkomstig het Ghanese recht als een rechtsgeldige geboorteakte wordt aanvaard, hetgeen in casu niet zou zijn gebeurd. Volgens verzoeker worden in de bestreden beslissing niet de toepasselijke Ghanese wetsbepalingen aangegeven volgens dewelke de voorgelegde Ghanese geboorteakte ongeldig zou zijn.

Een eenvoudige lezing van de bestreden beslissing leert echter dat verzoeker hierin niet kan worden gevolgd. Verweerder verwijst vooreerst naar de toepasselijke Ghanese wetsbepalingen, namelijk de 'Registration of Births and Deaths Act' van 1965. Hij motiveert dat, overeenkomstig het Ghanese recht, de vader van betrokkene op diens geboorteakte moet worden vermeld als 'vader' en als 'informant' om als juridische vader van de betrokkene te kunnen worden beschouwd. Verweerder stelt, met verwijzing naar artikel 9, sub b van de Registration of Births and Deaths Act, dat een kind in Ghana kan worden erkend wanneer de vader en de moeder samen aangifte doen van de geboorte en de vader daarbij de akte samen met de moeder ondertekent. Indien dit niet het geval is, moet er een zogenaamde naamgevingsprocedure worden doorlopen waarbij de vader het kind uitdrukkelijk erkent of moet de referentiepersoon zijn kind in België erkennen. Verweerder besluit dat de Belgische referentiepersoon niet als 'informant' aangeduid staat op de voorgelegde Ghanese geboorteakte, waardoor het juridisch vaderschap niet vast staat overeenkomstig de geldende Ghanese wetgeving. Verzoeker betwist niet dat de Belgische referentiepersoon niet als 'informant' wordt vermeld op zijn geboorteakte. Evenmin toont verzoeker aan dat er een naamgevingsprocedure heeft plaatsgevonden. Verweerder besluit op basis van de voorliggende informatie dat niet is aangetoond dat de erkenning overeenkomstig artikel 9 van de Registration of Births and Deaths Act heeft plaatsgevonden, hetgeen de Raad niet onzorgvuldig voorkomt. Aldus levert verzoeker niet het bewijs aangaande de bloed- of aanverwantschap met de Belgische referentiepersoon zoals is vereist overeenkomstig artikel 44 van het Vreemdelingenbesluit.

[...]

Het gegeven dat de voorgelegde geboorteakte een apostille bevat, neemt niet weg dat het juridisch vaderschap van de Belgische referentiepersoon ten aanzien van verzoeker niet vast staat overeenkomstig het Ghanese recht.

Verzoeker somt in zijn middel nog een aantal vernietigingsarresten van de Raad van 2015 en 2016 op waarbij de bestreden beslissingen geen verdere motivering bevatten over de laattijdig geregistreerde Ghanese geboorteakten. De situatie uit deze arresten kan evenwel niet worden gelijkgesteld met verzoekers situatie. In de thans bestreden beslissing wordt immers uitvoerig gemotiveerd waarom het bewijs van de afstammingsband tussen verzoeker en de Belgische referentiepersoon in casu als onvoldoende waarachtig wordt gekwalificeerd. Uit de beslissing blijkt immers dat in sommige gevallen een laattijdig geregistreerde Ghanese geboorteakte wél als een deugdelijk bewijs kan worden aanvaard. In verzoekers geval werd echter omwille van de afwezigheid van de vermelding van de referentiepersoon als 'informant' bij de registratie geacht dat het 'juridische' vaderschap van de referentiepersoon niet afdoende bewezen werd.

Uit de bestreden beslissing blijkt dat verweerder weldegelijk heeft onderzocht of de laattijdige registratie van de geboorteakte, zoals voorzien in de Ghanese regelgeving, toelaat de verwantschapsband ten opzichte van de referentiepersoon op deugdelijke wijze vast te stellen. Verzoeker betwist in zijn middel niet dat de referentiepersoon niet als 'informant' optrad en weerlegt bijgevolg de pertinente vaststelling niet dat de Belgische referentiepersoon zonder een Belgische erkenningsakte 'juridisch' niet als zijn vader kan worden beschouwd. Verzoeker toont niet aan dat verweerder onzorgvuldig te werk is gegaan door te oordelen dat de Belgische referentiepersoon juridisch niet als vader kan worden beschouwd, waardoor verzoeker niet in aanmerking komt voor het gevraagde verblijfsrecht.

CCE arrêt 318242 du 10/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

9ter exclusion

composition du siège

1 juge

MUST READ - 9ter uitsluiting - verwerping - uitgesloten van voordeel van 9ter omdat er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat verzoeker handelingen heeft gepleegd zoals bedoeld in artikel 55/4 VW - meerdere malen veroordeeld en al enkele malen geïnterneerd - gevaar voor openbare orde en samenleving - momenteel ook geïnterneerd - verzoeker betoogt dat verweerder onterecht voorbijgaat aan de beoordeling van zijn individuele verantwoordelijkheid - als geïnterneerde leed hij, minstens op het moment van de feiten, aan een geestesstoornis die zijn oordeelsvermogen of controle heeft tenietgedaan of ernstig heeft aangetast - manifest gebrekkige individuele verantwoordelijkheid - RvV: ongelukkige bewoording van verweerder - internering is een veiligheidsmaatregel en geen veroordeling - verzoeker werd in 2004 en 2018 geïnterneerd, maar werd in 2012 en 2017 wel degelijk veroordeeld voor gepleegde feiten - persoonlijk gedrag van verzoeker - de interneringen van verzoeker doen op zich geen afbreuk aan het gevaar dat hij vormt voor de samenleving - bovendien verblijft verzoeker momenteel al enige tijd in het Forensisch Psychiatrisch Centrum te Gent waar hij behandeld wordt voor zijn psychiatrische problematiek - verzoeker maakt niet concreet dat hij in een andere inrichting een "betere" behandeling zou kunnen ontvangen

2.1.6. De Raad merkt allereerst op dat verzoeker nergens concreet betwist dat een van de uitsluitingsgronden van het voordeel van artikel 9ter van de Vreemdelingenwet de vaststelling is dat de betrokkene een gevaar vormt voor de samenleving in de zin van artikel 55/4, § 2 van de Vreemdelingenwet.

[...].

2.1.8. De Raad merkt op dat de woordkeuze in de bestreden beslissing dat verzoeker zowel op 7 januari 2004 als op 14 september 2018 werd "veroordeeld" tot internering inderdaad ongelukkig is. Zoals verzoeker correct aangeeft, berust de strafrechtelijke veroordeling op een beslissing waarbij ten gronde uitspraak wordt gedaan over de schuld, terwijl internering een veiligheidsmaatregel is waartoe wordt beslist wegens het bestaan van een geestesstoornis die een gevaar betekent voor de maatschappij, en die noch een beoordeling wat betreft de schuld, noch een strafrechtelijke veroordeling inhoudt (GwH 31 maart 2022, nr. 52/2022). Volgens artikel 2 van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering (BS 9 juli 2014) is de internering van personen met een geestesstoornis, bedoeld in artikel 9 van deze wet, een veiligheidsmaatregel die er tegelijkertijd toe strekt de maatschappij te beschermen en ervoor te zorgen dat aan de geïnterneerde persoon de zorg wordt verstrekt die zijn toestand vereist met het oog op zijn re-integratie in de maatschappij. Nog stelt dit artikel dat, rekening houdend met het veiligheidsrisico en de gezondheid van de geïnterneerde persoon, hem de nodige zorg zal worden aangeboden om een menswaardig leven te leiden. Die zorg is gericht op een maximaal haalbare vorm van maatschappelijke re-integratie en verloopt waar aangewezen en mogelijk via een zorgtraject waarin aan de geïnterneerde persoon telkens zorg op maat wordt aangeboden.

Niettemin moet worden vastgesteld dat op lezing van de bestreden beslissing blijkt dat verweerder wel correct rekening hield met de gegevens dat verzoeker enerzijds zowel op 7 januari 2004 als op 14 september 2018 werd geïnterneerd en dat hij anderzijds op 7 november 2012 werd "schuldig verklaard" en op 5 mei 2017 "werd [...] veroordeeld tot een gevangenisstraf", waaruit blijkt dat verweerder wel degelijk een duidelijk onderscheid maakte tussen enerzijds de vonnissen waarbij verzoeker werd geïnterneerd en anderzijds de vonnissen waarbij hij werd schuldig verklaard dan wel werd veroordeeld tot een gevangenisstraf. Aangezien hij dit onderscheid maakt, aanvaardt de Raad dat verweerder bij het nemen van de bestreden beslissing wel degelijk concreet rekening heeft gehouden met het gegeven van de interneringen van verzoeker op 7 januari 2004 en op 14 september 2018, te meer nu hij ook verder in zijn beslissing specifiek de blijvende internering van verzoeker aanhaalt om het actueel karakter van het gevaar voor de samenleving te onderstrepen. Het gegeven dat verweerder spreekt over een "veroordeling" tot internering blijkt aldus vooral een ongelukkige woordkeuze te zijn, zonder dat blijkt dat hij hiermee zou hebben willen aangeven dat verzoeker schuldig werd verklaard aan de betreffende feiten. Verweerder is er integendeel correct vanuit gegaan dat verzoeker voor de vermelde feiten telkens werd geïnterneerd.

Uit de verdere motivering van de bestreden beslissing blijkt alleszins ook dat verweerder heeft besloten tot een gevaar voor de samenleving omwille van het "gedrag" van verzoeker zoals dit blijkt uit de feiten die hebben geleid tot de

aangehaalde vonnissen. Het determinerend motief van de bestreden beslissing vormt aldus de vaststelling dat het persoonlijke gedrag van verzoeker zoals dit blijkt uit de door hem gepleegde feiten zoals aangehaald in de vonnissen maakt dat hij een gevaar vormt voor de samenleving, waarbij het bestuur duidelijk aangeeft dat hieraan geen afbreuk wordt gedaan door het gegeven van de interneringen. Meer zelfs, volgens het bestuur is het gegeven dat verzoeker actueel nog steeds is geïnterneerd net een argument om te stellen dat het gevaar voor de samenleving actueel is.

De ongelukkige vermelding van een "veroordeling" tot internering moet aldus in elk geval worden beschouwd als een materiële misslag waarvan echter niet blijkt dat deze een wezenlijke invloed heeft gehad op de beoordeling in de bestreden beslissing. Dit volstaat bijgevolg niet om te leiden tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing.

2.1.9. Door het gevaar voor de samenleving te beoordelen op basis van het persoonlijke gedrag van verzoeker blijkt ook niet dat verweerder in strijd met de wet heeft gehandeld. Verzoeker slaagt er niet in om aannemelijk te maken dat het gegeven van de interneringen, of de hieruit afgeleide gebrekkige individuele verantwoordelijkheid voor de feiten, maakt dat het gedrag dat hieraan ten grondslag lag anders diende te worden beoordeeld of niet langer mocht worden betrokken bij de beoordeling van het gevaar voor de samenleving of nog verhinderde dat een dergelijk gevaar werd vastgesteld. Verzoeker maakt niet aannemelijk dat verweerder niet vermocht zich voor de beoordeling van het gevaar voor de samenleving te steunen op zijn persoonlijke gedrag en de mate waarin dit actueel een gevaar vormt voor de samenleving. De internering(en) van verzoeker doe(t)(n) op zich geen afbreuk aan het gevaar dat hij vormt voor de samenleving.

[...].

Zoals dit blijkt uit de vermelde feiten alsook volgt uit artikel 9 van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering, kan een internering enkel worden bevolen voor personen die een misdaad of wanbedrijf hebben gepleegd die de fysieke of psychische integriteit van derden aantast of bedreigt, waarbij het gevaar bestaat dat de betrokken persoon als gevolg van zijn geestesstoornis, eventueel in samenhang met andere risicofactoren, opnieuw dergelijke feiten zal plegen. Dit wordt ook duidelijk weerspiegeld in de feiten waarvan sprake in de bestreden beslissing, met name feiten van aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreiging, van verkrachting en van opzettelijke slagen en verwondingen, al dan niet met ziekte of arbeidsongeschiktheid tot gevolg.

[...].

De Raad volgt verzoeker verder niet in zijn standpunt dat de bestreden beslissing disproportioneel zou zijn, louter omdat hij niet werd veroordeeld of schuldig werd verklaard voor de verschillende feiten, minstens het gros van de gepleegde feiten, maar wel geïnterneerd ingevolge zijn geestesstoornis die zijn oordeelsvermogen of de controle over zijn daden tenietdoet of ernstig aantast. Verzoeker weerlegt immers niet dat, voor de beoordeling van het gevaar voor de samenleving, het persoonlijk gedrag van de betrokkene determinerend is en de mate waarin dit een gevaar vormt, en voor de toepassing van artikel 55/4, § 2 van de Vreemdelingenwet op zich niet geldt dat het gevaar dat uit het persoonlijke gedrag van de betrokkene blijkt moet voortkomen uit een (definitieve) veroordeling voor een bijzonder ernstig feit.

[...].

2.1.11. Voor zover wordt vastgesteld dat, rekening houdend met alle omstandigheden van het geval, het vastgestelde gevaar de uitsluiting van het voordeel van artikel 9ter van de Vreemdelingenwet kan rechtvaardigen, volstaat het vervolgens dat verweerder op zorgvuldige en kennelijk redelijke wijze vaststelt dat het gevaar voor de samenleving nog steeds actueel is. In voorliggende geval kon verweerder in redelijkheid wijzen op verzoekers huidige internering om het actuele karakter van het gevaar aan te tonen. Verzoeker betwist niet dat hij tot op de dag van vandaag is geïnterneerd in het FPC in Gent, wat impliceert dat er nog steeds een gevaar bestaat dat hij nieuwe feiten zal plegen die de fysieke of psychische integriteit van derden aantast of bedreigt (zie ook artikel 9 van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering). In zijn aanvraag gaf verzoeker trouwens zelf aan dat zijn huidige internering aantoont dat zijn geestestoestand momenteel onvoldoende is gestabiliseerd. Verzoeker toont alleszins ook niet aan dat bij deze beoordeling enige omstandigheid die afbreuk kan doen aan het actuele karakter van het gevaar onterecht niet in rekening is gebracht.

2.1.12. In zoverre verzoeker, zowel in zijn aanvraag als in het feitenrelaas van zijn verzoekschrift, aanhaalt dat "[e]en meer aangepaste behandeling [...] mogelijk [is] in een andere inrichting dan het FPC, doch [hij] hiertoe dient [...] te beschikken over een verblijfstitel" en dat een verblijfsmachtiging hem "perspectieven [zou] bieden op een behandeling die – nog meer dan wat het Forensisch Psychiatrisch Centrum kan bieden – tegemoet komt aan de bijzondere noden die gepaard gaan met zijn dubbeldiagnose", wordt dit door hem ten slotte op geen enkele wijze concreet gemaakt of onderbouwd met een begin van bewijs. Hierover ondervraagd op de zitting kan verzoekers advocaat de Raad evenmin enige verdere informatie geven.

Op basis van de voorliggende stukken kan de Raad slechts vaststellen dat verzoeker momenteel al langere tijd in het FPC in Gent verblijft alwaar hij een behandeling krijgt voor zijn psychiatrische problematiek. Volgens de inhoud van het voorgelegde standaard medisch getuigschrift van 15 mei 2023 dient verzoeker chronische ondersteuning en zorg te krijgen voor deze problematiek, waarbij de nadruk licht op zorg ('care') eerder dan op herstel ('cure'). Nog wordt aangegeven dat bij stopzetting van de behandeling – die actueel wordt voorzien binnen het kader van het FPC in Gent – opnieuw het risico bestaat op psychotische ontregeling en agressie. Er blijkt alleszins niet dat een beëindiging van de behandeling – of de wijziging van een residentiële behandeling naar een ambulante behandeling – in zicht is. Er liggen geen concrete elementen voor waaruit blijkt dat, rekening houdend met het veiligheidsrisico en de gezondheid van verzoeker, momenteel in het kader van een eventuele re-integratie van verzoeker andere zorg- en behandelingsopties worden overwogen, maar zijn verblijfsstatuut hiervoor een belemmering zou zijn.

CCE arrêt 318221 du 10/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Eerder vernietigingsarrest: A275 722 van 3 augustus 2022

De Raad wijst erop dat niet wordt betwist dat verzoekster een **internationale beschermingsstatus** geniet in **Griekenland**, zoals ook wordt vermeld in het feitenrelaas van de bestreden beslissing. [...]

In casu blijkt dat de adjunct-commissaris ervoor heeft geopteerd om **geen gebruik** te maken van de mogelijkheid om het beschermingsverzoek van verzoekster **niet-ontvankelijk te verklaren** vanwege de haar verleende beschermingsstatus in Griekenland.

De Raad verwijst in deze naar het arrest **HvJ 18 juni 2024, C-753/22**, QY tegen Bundesrepublik Deutschland (GK).

[...]

In casu dient te worden vastgesteld dat, in tegenstelling tot wat de verwerende partij in haar op 3 oktober 2024 neergelegde aanvullende nota stelt, uit het administratief dossier niet blijkt dat de Griekse autoriteiten op 14 april 2023 en 11 juli 2023 door het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen (hierna: het CGVS) werden gecontacteerd met het verzoek om het volledige Griekse asiëldossier van verzoekster over te maken, noch dat het antwoord van de Griekse autoriteiten op dit verzoek zich beperkt tot het standpunt dat artikel 34 van de Dublin III-Verordening niet van toepassing is op personen die in Griekenland al internationale bescherming genieten. In de mate dat aldus **uit de stukken** van het administratief dossier, en bij uitbreiding het rechtsplegingsdossier, **niet kan blijken dat het CGVS het nodige heeft gedaan om verzoeksters asiëldossier op te vragen** bij de Griekse autoriteiten, is **het gegeven dat verzoekster in staat is om zelf een kopie van haar dossier te verkrijgen** door daartoe een eenvoudig online verzoek in te dienen bij de bevoegde Griekse diensten, zoals blijkt uit de informatie waaraan gerefereerd wordt in voormelde aanvullende nota van de verwerende partij, in deze stand van het geding **niet relevant**. Uit voormelde rechtspraak van het Hof van Justitie blijkt duidelijk dat het aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat die moet beslissen over het nieuwe verzoek is om de bevoegde autoriteit van de lidstaat die eerder aan de verzoeker internationale bescherming heeft toegekend te verzoeken alle relevante informatie hierover mee te delen. De eventuele mogelijkheid voor de verzoeker om een kopie van zijn eigen dossier te verkrijgen "*indien hij er gebruik van wenst te maken*", **ontheft die eerste autoriteit niet van haar verantwoordelijkheid** in dezen. Er bevindt zich in het administratief en rechtsplegingsdossier echter geen enkel stuk waaruit zou kunnen blijken dat het CGVS de Griekse autoriteiten in kennis heeft gesteld van het nieuwe beschermingsverzoek van verzoekster in België, hen zijn standpunt over dit nieuwe verzoek heeft meegedeeld en hen heeft verzocht om binnen een redelijke termijn de informatie mee te delen waarover zij beschikken en die tot de toekenning van de aan verzoekster verleende internationale beschermingsstatus heeft geleid.

Bijgevolg **kan in casu niet blijken dat bij het nemen van de bestreden beslissing ten volle rekening werd gehouden met de eerdere beslissing van de Griekse autoriteiten** tot het verlenen van internationale bescherming aan verzoekster en met de elementen die deze beslissing ondersteunen.

De Raad concludeert dat *in casu* **niet** kan blijken dat de adjunct-commissaris is overgegaan tot een **globale, zorgvuldige beoordeling** van de individuele omstandigheden van verzoekster.

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 318268 du 10/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Mali

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

"Concernant la violation alléguée de l'article 3 de la CEDH, le Conseil rappelle que, dans le cadre de sa compétence de pleine juridiction qu'il tient de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, il est compétent pour statuer sur les recours introduits, comme en l'espèce, à l'encontre des décisions de la partie défenderesse. En l'occurrence, sa compétence consiste à examiner si le requérant a présenté des nouveaux éléments ou faits qui augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de la demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980, puisse être levée et non à se prononcer sur la légalité d'une mesure d'éloignement CCE 307 170 - Page 9 du territoire. Le Conseil n'étant pas saisi d'un recours contre une telle mesure, il n'est dès lors pas compétent pour statuer sur une éventuelle violation de l'article 3 de la CEDH. Par conséquent, le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de cette disposition."

CCE arrêt 318129 du 09/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Rwanda

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En substance, la requérante invoque une crainte à l'égard de son fils J., qui aurait été à de multiples reprises violent avec elle et le reste de sa famille et qui aurait tenté de violer sa fille.

(...)

À titre préliminaire, le Conseil observe que la crainte de la requérante, telle qu'elle est invoquée, peut être rattachée, et ce contrairement à ce que soutient la partie défenderesse dans sa décision, à son appartenance au groupe social des femmes rwandaises et qu'elle ressortit dès lors au champ d'application de l'article 1er, A, de la Convention de Genève.

(...) le Conseil rejoint la partie requérante en ce qu'elle considère que « [...] c'est en raison de son appartenance au groupe social, en tant que femme, qu'elle a subi les violences, agression et harcèlement ». En effet, le Conseil estime que la partie défenderesse ne prend pas suffisamment en considération le contexte dans lequel ces violences ont eu lieu. Ainsi, le Conseil estime que le motif que la requérante invoque pour expliquer la violence de son fils, à savoir qu'il n'a pas accepté qu'elle refasse sa vie avec un autre homme après le départ de son père et qu'elle ait un enfant avec cette personne, s'inscrit tout à fait dans le cadre de violence de genre. L'argument de la partie défenderesse selon lequel la violence de son fils n'était pas dirigé uniquement contre la requérante et que ce n'est dès lors pas une persécution en raison de son genre, manque de pertinence en l'espèce. En effet, elle était la victime principale de cette violence et elle déclare que les autres membres de sa famille ont été victimes en essayant de s'interposer face à la violence de son fils. En outre, les tentatives de viols dont la fille de la requérante a fait l'objet s'inscrivent également dans ce contexte. Ainsi, la requérante déclare que c'était pour la punir d'avoir fait un enfant avec un autre homme. Le Conseil estime que cet événement constitue une violence à l'égard de la fille de la requérante mais également à l'égard de la requérante, le but étant de la plonger dans une détresse psychologique (...).

Le Conseil constate encore, à l'instar de la partie requérante, que les sources déposées à l'appui du recours et non critiquées par la partie défenderesse, dénoncent l'ampleur des violations de droits fondamentaux dont sont victimes les femmes rwandaises sur tout le territoire du pays (...). La requête souligne à cet égard que « [...] la violence domestique et sexuelle touche principalement les femmes au Rwanda, et que la passivité généralisée des autorités étatiques rwandaises crée un climat propice à cette violence ».

Le Conseil estime que cette donnée contextuelle objective impose aux instances d'asile une prudence particulière dans l'examen du bien-fondé de la crainte de persécution alléguée par la requérante.

(...) le Conseil observe que la partie défenderesse ne remet pas en cause le fait que la requérante ait été victime durant plusieurs années de la violence de son fils. Elle ne remet pas non plus en question le fait que son fils ait tenté à deux reprises de violer sa fille, ni que la requérante a été victime de violence conjugale dans le passé.

(...) le Conseil estime, contrairement à la partie défenderesse, que la requérante s'est révélée cohérente et convaincante lorsqu'elle a évoqué les problèmes qu'elle a rencontrés au Rwanda et que les différentes incohérences et autres griefs mis en avant par la partie défenderesse ne permettent pas d'arriver à un autre constat.

(...) il ressort des déclarations de la requérante que son fils l'a harcelée et violentée durant de nombreuses années – soit de 2009 à fin juin ou début juillet 2022 -, tant dans la sphère privée que sur son lieu de travail. Elle déclare que son fils s'est montré violent physiquement à différentes reprises, qu'il a menacé de la tuer et de violer la fille de la requérante (...). Le Conseil estime que ces faits sont établis et qu'ils constituent une persécution en raison de l'appartenance de la requérante au groupe social des femmes.

Il convient dès lors de se pencher sur la question de la protection des autorités pour évaluer le bien-fondé de la crainte de la requérante. A cet égard, le Conseil considère que si, comme le souligne la partie défenderesse, la requérante a effectivement bénéficié d'une certaine forme de protection de ses autorités, cette protection est cependant insuffisante. Ainsi, la requérante déclare avoir appelé la police et les autorités locales – notamment le chef de son village - à de

multiples reprises et que son fils a été plusieurs fois arrêté et détenu durant plusieurs jours. Cependant, force est de constater que la requérante déclare qu'une fois son fils libéré le harcèlement et les menaces reprenaient (...).

A l'instar de la partie requérante, le Conseil estime dès lors que les mesures prises par les autorités rwandaises pour protéger la requérante n'étaient pas suffisamment efficaces et présentaient un caractère temporaire. En effet, aucune mesure durable et efficace n'a été mise en place par les autorités rwandaises pour protéger la requérante des menées violentes de son fils alors que celles-ci se sont répétées tout au long de la vie de la requérante au Rwanda.

Le Conseil observe de plus que la requérante a essayé de pallier à l'insuffisance de la protection de ses autorités de différentes manières. Ainsi, elle déclare avoir quitté le Rwanda pour fuir son fils et aller dans un camp de réfugiés en Ouganda, avoir pensé que la présence de son compagnon à son domicile pourrait calmer la violence de son fils et avoir engagé une sentinelle pour se protéger. Ces différents éléments – qui n'ont pas abouti à une forme de protection acceptable pour la requérante – appuient le fait que la protection des autorités peut être considérée comme insuffisante pour protéger la requérante de la violence exercée continuellement par son fils.

(...) En conséquence, au vu des circonstances particulières de la cause, s'il subsiste des zones d'ombre dans le récit de la requérante, le Conseil estime que celle-ci a été en mesure de livrer un récit suffisamment cohérent, plausible et étayé, qui autorise à conclure qu'elle a été victime de violences de genre.

Par ailleurs, conformément à l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est considéré comme un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas. En l'espèce, la partie requérante établit, à tout le moins, qu'elle « a déjà été persécutée ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes » de sorte que cette disposition peut s'appliquer *in specie*, la partie défenderesse n'établissant pas à suffisance qu'il existe de bonnes raisons de penser que ces persécutions ne se reproduiront pas.

(...)

En conséquence, la partie requérante établit à suffisance qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Indéfini

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 20

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

**Annexe 20 sans OQT – RF avec grand-mère – La PD fait mention du droit de garde mais fonde en réalité son raisonnement sur la non validité du transfert de l'autorité parentale – notion de « garde » n'est plus usité en droit civil – correspond à la notion d' « hébergement principal » - art 40bis ne requiert pas que la regroupante exerce l'autorité parentale sur le membre de famille, âgé de moins de vingt et un ans, qui souhaite la rejoindre –
ANNULATION**

« 3.1. Sur le moyen unique pris, le Conseil rappelle que l'article 40 bis, § 2, de la Loi dispose que « Sont considérés comme membres de famille du citoyen de l'Union : [...] 3° les descendants directs ainsi que ceux du conjoint ou du partenaire visé au 1° ou 2°, âgés de moins de vingt et un ans ou qui sont à leur charge dans le pays d'origine ou de provenance, qui les accompagnent ou les rejoignent, pour autant que l'étranger rejoint, son conjoint ou le partenaire enregistré visé en ait le droit de garde et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord ; [...] ».

Le Conseil rappelle ensuite que l'obligation de motivation à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliquer les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (*cf* dans le même sens: C.E., 6 juil. 2005, n° 147 344 ; C.E., 7 déc. 2001, n° 101 624).

3.2. En l'occurrence, le Conseil se réfère à la motivation de la décision querellée reproduite au point 1.5. du présent arrêt et il constate que, même si la partie défenderesse a fait mention du droit de garde, elle a en réalité fondé son raisonnement sur la non validité du transfert de l'autorité parentale.

Or, le Conseil relève que la notion de « garde », telle que mentionnée dans l'article 40 bis de la Loi, n'est plus usitée en droit civil belge et correspond désormais à la notion d'hébergement principal. Ainsi, la disposition précitée ne requiert pas que la regroupante exerce l'autorité parentale sur le membre de famille, âgé de moins de vingt et un ans, qui souhaite la rejoindre. En se limitant en réalité à l'autorité parentale, la partie défenderesse ne s'est pas prononcée sur le droit de garde de la regroupante, telle que mentionné dans l'article 40 bis de la Loi.

3.3. La partie défenderesse a donc manqué à son obligation de motivation.

3.4. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique pris, ainsi circonscrit, est fondé et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué. Il n'y a pas lieu d'examiner le reste du recours qui, à le supposer fondé, ne pourrait conduire à une annulation aux effets plus étendus ».

CCE arrêt 318090 du 06/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Tunisie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le requérant déclare être de nationalité tunisienne. A l'appui de sa demande de protection internationale, il déclare craindre d'être menacé, en cas de retour au pays d'origine, à la suite d'informations qu'il a partagées avec les services de police belge. De surcroît, il invoque une crainte à l'égard des autorités tunisiennes, et déclare craindre d'être détenu et de subir des mauvais traitements en raison de l'accusation portée à son encontre en Belgique de participation à une activité terroriste.

(...)

Après une analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, et après avoir entendu les parties à l'audience du 5 décembre 2024, le Conseil considère qu'il ne détient pas tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause.

A l'appui de sa demande de protection internationale, le requérant invoque, notamment, une crainte à l'égard des autorités tunisiennes, et déclare craindre d'être détenu et de subir des mauvais traitements en raison de l'accusation portée à son encontre en Belgique de participation à une activité terroriste.

En l'occurrence, le Conseil estime qu'il ne peut pas rejoindre les différents motifs de l'acte attaqué relatifs à la crainte susmentionnée du requérant. En effet, il convient de relever que ces différents motifs reposent sur une analyse et une instruction insuffisante de la partie défenderesse. Ainsi, le Conseil constate que l'acte attaqué n'analyse pas cette crainte particulière à suffisance (...).

Le Conseil estime qu'en l'espèce les motifs de l'acte attaqué, ne révèlent pas d'examen suffisant et adéquat de la situation personnelle du requérant et de l'actualité de sa crainte en cas de retour en Tunisie. Dès lors, en l'état actuel du dossier, aucune conclusion ne peut être tirée avec suffisamment de certitude en ce qui concerne la situation personnelle du requérant et sa crainte actuelle à l'égard des autorités tunisiennes.

Interrogé sur sa crainte actuelle, à l'audience du 5 décembre 2024, le requérant a réaffirmé sa crainte à l'égard des autorités nationales. La partie requérante a insisté sur « l'étiquette terroriste » du requérant, nonobstant, le fait qu'il n'a pas été condamné et que l'affaire est à l'instruction.

De surcroît, force est de relever que la partie défenderesse n'a produit aucune documentation spécifique et actualisée visant spécifiquement la situation du requérant, à savoir celle d'une « personne de nationalité tunisienne poursuivie – et non encore condamnée – pour des faits en lien avec un contexte terroriste dans un autre pays que le Tunisie et ce, en cas de retour dans votre pays d'origine ».

Interrogée, à cet égard, lors de l'audience du 5 décembre 2024, la partie défenderesse a déclaré ne pas avoir versé de documentation, dès lors, que la partie requérante a versé des rapports et des articles généraux ne contenant aucune information sur la situation personnelle du requérant. Elle s'est, également, référée à l'appréciation du Conseil.

Par ailleurs, la partie défenderesse a considéré, dans l'acte attaqué, s'agissant de la documentation produite par la partie requérante qu'elle concerne « *des informations générales ne renvoyant pas à [la] situation individuelle [du requérant]* » et que « *aucun élément dans ces documents ne permet de considérer qu'il existerait un risque généralisé de persécution à l'égard de toute personne de nationalité tunisienne poursuivie – et non encore condamnée – pour des faits en lien avec un contexte terroriste dans un autre pays que le Tunisie et ce, en cas de retour dans votre pays d'origine* ».

Le Conseil considère que cette motivation ne permet pas de s'assurer que la partie défenderesse a instruit, à suffisance, le risque encouru par le requérant en cas de retour au pays d'origine, au vu de sa situation personnelle. Or, à ce stade, il ne peut être exclu que la circonstance que le requérant soit poursuivi, en Belgique, pour « assassinats, tentatives d'assassinats dans un contexte terroriste et participation aux activités d'un groupe terroriste, comme auteur ou co-auteur », constitue une crainte fondée de persécution dans son chef, en cas de retour en Tunisie.

Il en est d'autant plus ainsi que la documentation déposée par la partie requérante met en exergue des éléments invitant à la plus grande prudence (...). La circonstance que la partie défenderesse considère, dans l'acte attaqué, qu'il s'agit « des informations générales ne renvoyant pas à [la] situation individuelle [du requérant] », ne saurait suffire, en l'espèce, à démontrer que le requérant ne risque pas personnellement, en cas de retour au pays d'origine, de subir des persécutions en raison des poursuites entamées à son encontre, en Belgique.

Il se déduit de ces éléments que la partie défenderesse ne pouvait se contenter d'une instruction et d'une analyse aussi légères que celles proposées, *in specie*.

(...) le Conseil ne dispose pas des éléments nécessaires pour se prononcer sur la crainte invoquée par le requérant en cas de retour en Tunisie. Le Conseil estime, dès lors, nécessaire d'investiguer la question de la situation personnelle du requérant, à savoir celle d'une « personne de nationalité tunisienne poursuivie – et non encore condamnée – pour des faits en lien avec un contexte terroriste dans un autre pays que le Tunisie et ce, en cas de retour dans votre pays d'origine »."

CCE arrêt 318053 du 06/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Ukraine

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Décision de refus de séjour sur la base de la décision d'exécution UE 2022/382 – Ukrainien – AA : pas en Ukraine le 24 février 2022 ou durant la période peu avant celle-ci (en Russie entre le 11 janvier 2022 et le 25 août 2022 + 2 séjours avant) – 1) Question préalable : recours irrecevable pour le mineur car représenté uniquement par la mère – 2) Fond : CCE constate que les sorties du territoire ukrainien, antérieures à l'invasion russe, correspondent à des absences de 3 et 1 mois + la dernière absence est plus longue (7 mois) car PR explique dans son recours que sa ville n'a été libérée des forces russes qu'en mai 2022 – CCE constate qu'il ressort des demandes de visa datant de 2006 et 2016 que la PR indiquait comme ville de résidence Soumy en Ukraine – DA ne contient pas de document qui permet de mieux comprendre l'appréciation de la PD sur le fait que la PR entre ou non dans le champ d'application de l'art. 2, alinéa 1^{er}, a) de la décision d'exécution – CCE estime que la PD motive insuffisamment l'AA sur les seuls séjours de la PR hors de l'Ukraine, sans expliquer pourquoi elle estime que la PR, domiciliée à Soumy, n'entre pas dans la catégorie prévue par l'art. 2 à savoir qu'elle ne résidait pas en Ukraine au moment ou peu avant l'invasion alors qu'il ressort de son passeport qu'elle a quitté l'Ukraine le 11 janvier 2022 – PR invoque dans sa requête que ces déplacements sont faits en raison d'un suivi médical = élément nouveau MAIS CCE estime que le pouvoir d'appréciation de la PD (pour déterminer si le départ a eu lieu « peu avant ») ne peut la dispenser de motiver à suffisance sa décision – CCE conclut que le seul fait que la PR a effectué 2 brefs séjours en Russie durant l'année 2021 et un séjour en 2022 ne suffit pas à démontrer qu'elle ne résidait pas en Ukraine durant la période peu avant l'invasion russe – Violation motivation formelle - **Annulation.**

« 4.1. A titre préalable, le Conseil observe que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 et des articles 3 et 8 de la Convention Européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme, à défaut pour la partie requérante d'exposer en quoi ces dispositions seraient méconnues. Le Conseil rappelle, en effet, que l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (voy. en ce sens notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

4.2. Sur le reste du moyen, s'agissant de la décision de refus d'autorisation de séjour querellée, le Conseil rappelle que le Conseil de l'Union européenne a adopté, le 20 juillet 2001, la directive 2001/55/CE relative à CCE 321 571 - Page 4 rappelle que le Conseil de l'Union européenne a adopté, le 20 juillet 2001, la directive 2001/55/CE relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil (ci-après : la directive « protection temporaire »).

Cette directive prévoit la possibilité de mettre en œuvre, par une décision du Conseil de l'Union européenne, adoptée à la majorité qualifiée, un régime de protection temporaire européen, applicable par tous les États membres de l'Union, à l'égard de personnes déplacées affluant ou risquant d'affluer massivement vers les États membres de l'Union à la suite d'événements graves se produisant dans leur pays ou région d'origine. Cette directive a été transposée, en droit belge, par la loi du 18 février 2003 modifiant la loi du 15 décembre 1980, qui y a inséré un chapitre IIbis, intitulé « Bénéficiaires de la protection temporaire, sur la base de la directive 2001/55/CE du Conseil de l'Union européenne du 20 juillet 2001 [...] ».

L'article 57/29, §1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que : « En cas d'afflux massif ou d'afflux massif imminent de personnes déplacées vers les États membres de l'Union européenne, constaté par une décision du Conseil de l'Union européenne prise en application de la directive 2001/55/CE du Conseil de l'Union européenne du 20 juillet 2001, relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil, les personnes qui appartiennent aux groupes spécifiques décrits par cette décision bénéficient, à partir de la date fixée par celle-ci, d'une protection temporaire ».

Par une décision d'exécution du 4 mars 2022, le Conseil de l'Union européenne a constaté l'existence d'un afflux massif de personnes déplacées vers l'Union, qui ont dû quitter l'Ukraine en raison d'un conflit armé (décision d'exécution 2022/382/UE). Cette décision précise également les groupes de personnes auxquels s'applique la protection temporaire.

L'article 2, alinéa 1er, a), de la décision d'exécution 2022/382/UE dispose que : « 1. La présente décision s'applique aux catégories suivantes de personnes déplacées d'Ukraine le 24 février 2022 ou après cette date, à la suite de l'invasion militaire par les forces armées russes qui a commencé à cette date: a) les ressortissants ukrainiens résidant en Ukraine avant le 24 février 2022; b) les apatrides, et les ressortissants de pays tiers autres que l'Ukraine, qui ont bénéficié d'une protection internationale ou d'une protection nationale équivalente en Ukraine avant le 24 février 2022 ; et, c) les membres de la famille des personnes visées aux points a) et b). 2. Les Etats membres appliquent la présente décision ou une protection adéquate en vertu de leur droit national à l'égard des apatrides, et des ressortissants de pays tiers autres que l'Ukraine, qui peuvent établir qu'ils étaient en séjour régulier en Ukraine avant le 24 février 2022 sur la base d'un titre de séjour permanent en cours de validité délivré conformément au droit ukrainien, et qui ne sont pas en mesure de rentrer dans leur pays ou leur région d'origine dans des conditions sûres et durables. 3. Conformément à l'article 7 de la directive 2001/55/CE, les Etats membres peuvent également appliquer la présente décision à d'autres personnes, y compris aux apatrides et aux ressortissants de pays tiers autres que l'Ukraine, qui étaient en séjour régulier en Ukraine et qui ne sont pas en mesure de rentrer dans leur pays ou région d'origine dans des conditions sûres et durables. [...] ».

Le 14ème considérant de cette décision porte que : « Les États membres peuvent également faire bénéficier de la protection temporaire d'autres catégories de personnes déplacées outre celles auxquelles la présente décision s'applique, lorsqu'elles sont déplacées pour les mêmes raisons et à partir du même pays ou de la même région d'origine que celles et ceux visés dans la présente décision. Dans ce cas, les États membres devraient en informer immédiatement le Conseil et la Commission. Dans ce contexte, les États membres devraient être encouragés à envisager d'étendre la protection temporaire aux personnes qui ont fui l'Ukraine peu avant le 24 février 2022, alors que les tensions augmentaient, ou qui se sont retrouvées sur le territoire de l'Union (par exemple, en vacances ou pour des raisons professionnelles) juste avant cette date et qui, en raison du conflit armé, ne peuvent pas retourner en Ukraine » (le Conseil souligne).

4.3.1. Le Conseil constate que sur la seule base du constat suivant : « vous ne vous trouviez pas en Ukraine du 22.07.2021 au 18.10.2021, du 04.11.2021 au 15.12.2021, du 11.01.2022 au 25.08.2022 ce qu'atteste les tampons d'entrée et de sortie de votre passeport biométrique ukrainien », la partie défenderesse conclut que « Sur la base tant de l'article 2, alinéa 1er, a), de la décision d'exécution (UE) 2022/382 que de ses considérants, et plus particulièrement son considérant n° 14, il est établi que vous, qui ne résidiez pas en Ukraine au moment de l'invasion russe le 24.02.2022 ou durant la période peu avant celle-ci ».

D'emblée, le Conseil observe que les sorties du territoire ukrainien, antérieurement à l'invasion russe, correspondent respectivement à des absences, d'à peu près, trois et un mois. Le Conseil observe que la dernière absence du territoire est plus longue puisqu'elle s'étend sur une période de sept mois, et relève que la partie requérante explique, en termes de recours, cette durée en raison du fait que la ville dont elle est originaire ne fût libérée qu'au cours du mois de mai 2022.

Le Conseil observe encore qu'il ressort du dossier administratif que la requérante, tant lors de sa demande de visa introduite en 2006 que celle introduite en 2016, avait indiqué comme ville de résidence Soumy, en Ukraine. Il ressort du dossier administratif que le seul document portant sur les séjours de la requérante est l'« info fiche back » relevant que : « Betrokkene verklaarde in de periode begin 2021 – eind 2022 verbleven te hebben in: L'intéressé(e) déclare avoir résidé, dans la période début 2021 – fin 2022, en : Land Pays Van De Tot Jusqu'à Bewijs in paspoort?/ Preuve dans le passeport ? Rusland 22/07/21 04/11/21 11/01/22 18/10/21 15/12/21 24/08/22 ». Le dossier administratif ne contient aucun autre document ou note permettant de mieux appréhender l'appréciation de la partie défenderesse quant à ces circonstances et la question de savoir s'il y a lieu de considérer qu'elle tombe, ou non, dans le champ d'application de l'article 2, alinéa 1er, a), de la décision d'exécution précitée.

Le Conseil estime que la partie défenderesse motive insuffisamment sa décision en se fondant sur ces seuls séjours hors de l'Ukraine, sans expliciter plus avant pour quelle raison elle estimait que ceux-ci permettaient de considérer que la requérante, ressortissante ukrainienne, se déclarant domiciliée à Soumy, n'entrait pas dans la catégorie prévue à l'article 2 alinéa 1er, a), de la décision d'exécution (UE) 2022/382, à savoir qu'elle ne résidait pas en Ukraine au moment ou peu avant l'invasion du 24 février 2022, et ce, alors même qu'il ressort de son passeport qu'elle avait quitté le territoire ukrainien, le 11 janvier 2022.

Si, certes, l'objet de tels déplacements -à savoir un suivi médical en Russie-, constitue un nouvel élément exposé en termes de recours, ainsi que le souligne la partie défenderesse dans sa note, il n'en demeure pas moins que cette dernière a pris, en l'espèce, une décision insuffisamment motivée. A défaut de toute précision dans les instruments juridiques rappelés au point 4.2., il appartient effectivement à l'autorité administrative nationale d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, si le départ de l'Ukraine a eu lieu « peu avant le 24 février 2022 » ou, au contraire, a eu lieu trop longtemps avant cette date pour bénéficier de la protection temporaire. Néanmoins, un tel pouvoir d'appréciation ne saurait dispenser l'Office des étrangers de motiver à suffisance sa décision.

4.3.2. En conclusion, le Conseil reste sans comprendre ce qui permet à la partie défenderesse d'affirmer péremptoirement que la requérante ne résidait pas en Ukraine durant la période peu avant l'invasion russe. La seule indication selon laquelle le requérant a effectué deux brefs séjours en Russie durant l'année 2021 et un séjour en 2022, ne suffit pas à cet égard. Le moyen, en ce qu'il est pris d'une motivation insuffisante, est fondé. Cet aspect du moyen suffit à entraîner l'annulation de l'acte attaqué ».

CCE arrêt 318077 du 06/12/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13sexies

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 13septies

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Annulation

OQT et IE – Vie privée 8 CEDH – Fait : Octobre 2022, demande 9bis ; Février 2024, décision d'irrecevabilité de cette demande et OQT ; Décembre 2024, CCE rejette le recours ; Mai 2024, OQT et IE – Fond : Conseil constate que VP étayée avait été invoquée dans la demande 9bis – Dans la décision d'irrecevabilité 9bis, la PD n'avait pas remis en question cette VP mais caractère temporaire du retour donc pas violation 8 CEDH – Les AA ne relèvent pas que la PD a procédé à une mise en balance au regard de la VP car se limite dans les AA à indiquer que « PR ne déclare pas avoir de famille ou d'enfant mineur en Belgique » + DA ne comporte aucun document permettant de vérifier que la PD a procédé à la balance – Rappel CE 253.942 : OQT a une portée différente d'une décision d'irrecevabilité – CEDH : c'est à l'administration de procéder à l'examen de la situation au regard des droits fondamentaux protégés par la CEDH, et non au Conseil dont le rôle consiste à exercer un contrôle subsidiaire sur la décision attaquée - Il appartenait donc à la PD de procéder à une analyse des éléments invoqués par la PR au titre de la VP alléguée, éléments dont elle avait connaissance au vu des éléments produits à l'appui de sa demande 9bis, et de procéder à une mise en balance des intérêts en présence, dans le cadre spécifique de OQT et de IE – Surtout que dans la décision 9bis, la PD indiquait qu'un retour temporaire vers le PO n'impliquait pas une rupture des liens privés ; Or, IE de 2 ans qui aurait pour conséquence de restreindre les possibilités du requérant de demander la régularisation de sa situation, afin de préserver sa VP en Belgique – Violation 8 CEDH – Annulation.

« 3.2.2. En l'occurrence, le Conseil observe que le requérant a fait valoir le développement d'une vie privée en Belgique dans sa demande d'autorisation de séjour, visée au point 1.7. du présent arrêt. Dans la décision prise à cet égard, la partie défenderesse relève que le requérant « invoque, au titre de circonstances exceptionnelles, son long séjour en Belgique depuis plus de 10 ans et son intégration (parle le français et le néerlandais (suivi de cours), a suivi une formation [A] « orientation socio-professionnelle et introduction à la gestion de la micro entreprise », a introduit une demande de permis de travail C et s'est inscrit comme demandeur d'emploi au Forem de Soignies, a signé un contrat de formation en maçonnerie avec la société [A.] (domaine de métier en pénurie), a fait partie d'une équipe de basket et y travaille comme bénévole, a tissé des liens d'amitiés avec de nombreuses personnes et la volonté de travailler). Pour appuyer ses dires à cet égard, l'intéressé a produit plusieurs documents, dont des attestations de connaissances, une demande de permis de travail C, une attestation d'inscription comme demandeur d'emploi au Forem, une attestation de présence au cours informatique « Travail 1 » délivré par [M.], un « attest van deelname van [T. N.] ». Cependant, s'agissant de la longueur du séjour du requérant en Belgique et de son intégration dans le Royaume, il est à relever que ces éléments ne sont pas révélateurs d'une impossibilité de retourner, au moins temporairement, au pays d'origine pour introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour pour l'examen de laquelle ces éléments seront évoqués (C.E., 13.08.2002, arrêt n°109.765). En effet, un séjour prolongé en Belgique ne fait nullement obstacle à un retour du requérant au pays d'origine ou de résidence à l'étranger. Et, le fait d'avoir développé des attaches sur le territoire belge est la situation normale de toute personne dont le séjour dans un pays s'est prolongé, et ne présente pas un caractère exceptionnel. Les éléments invoqués par le requérant n'empêchent donc nullement un éloignement en vue de retourner au pays d'origine ou de résidence à l'étranger pour y solliciter l'autorisation de séjour requise. Rappelons également que le Conseil du Contentieux des Etrangers a déjà jugé que « ni une bonne intégration en Belgique ni la longueur du séjour de l'intéressé ne constituent, à eux seuls, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 précitée dans la mesure où la partie requérante reste en défaut de démontrer en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise. Il a été jugé que « Il est de jurisprudence que le long séjour et l'intégration en Belgique sont des motifs de fond et ne sont pas en soi un empêchement à retourner dans le pays d'origine pour y introduire la demande d'autorisation; que ce sont d'autres circonstances survenues au cours de ce séjour qui, le cas échéant, peuvent constituer un tel empêchement. »(C.E, arrêt n° 177.189 du 26 novembre 2007) » (C.C.E. arrêt n° 244 977 du 26.11.2020). Relevons dès lors que tous les éléments d'intégration cités en appui à la présente demande de séjour attestent certes de la bonne intégration du requérant mais ne sont pas révélateurs d'une impossibilité de retourner, au moins temporairement, en Guinée pour y introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour pour l'examen de laquelle ces éléments seront évoqués (C.E., 13.08.2002, n°109.765). Compte tenu des éléments développés ci-avant, aucune circonstance exceptionnelle n'est établie, l'intéressé ne démontrant pas à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner temporairement au pays d'origine ou de résidence à l'étranger afin d'y lever l'autorisation de séjour requise ».

La partie défenderesse n'avait en outre pas remis en question l'existence de la vie privée alléguée, mais a estimé que « un retour au pays d'origine, en vue de lever les autorisations requises pour permettre son séjour en Belgique, ne constitue, ni une violation de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) de par son caractère temporaire, ni une ingérence disproportionnée dans le droit à la vie familiale et privée du requérant. En effet, un retour temporaire vers le pays d'origine en vue de lever les autorisations pour permettre son séjour en Belgique, n'implique pas une rupture des liens privés et familiaux du requérant, mais lui impose seulement une séparation d'une durée limitée. (C.E.- Arrêt n° 122320 du 27/08/2003). Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle ».

3.2.3. Toutefois, les décisions présentement attaquées ne révèlent nullement que la partie défenderesse a procédé à une mise en balance au regard de cette vie privée, dans le cadre des mesures envisagées.

En effet, la partie défenderesse se limite à indiquer que le requérant « ne déclare pas avoir de famille ou d'enfant mineur en Belgique ».

Par ailleurs, le dossier administratif ne comporte aucun document permettant de vérifier que la partie défenderesse a procédé à la balance susmentionnée.

Or, le Conseil d'Etat a déjà jugé qu'« un ordre de quitter le territoire a une portée différente de celle d'une décision d'irrecevabilité de séjour. En statuant sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la partie adverse se prononce quant au point de savoir si l'étranger peut se prévaloir de circonstances justifiant qu'il forme sa demande de séjour en Belgique et non dans son pays d'origine. Sa décision ne porte pas sur l'éloignement du requérant. Dès lors qu'un ordre de quitter le territoire a une portée juridique propre et distincte d'une décision d'irrecevabilité de séjour, cet ordre doit faire l'objet d'une motivation spécifique et la circonstance que la partie adverse ait motivé la décision d'irrecevabilité de séjour au regard des critères de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, ne la dispense pas de motiver l'ordre de quitter le territoire eu égard à la portée qu'a cette mesure » (CE, arrêt n° 253.942 du 9 juin 2022).

Le Conseil n'aperçoit pas de raison d'en juger autrement en ce qui concerne la balance des intérêts en présence, que la partie défenderesse doit effectuer dans le cadre de l'article 8 de la CEDH. Il découle de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que c'est à l'administration de procéder à l'examen de la situation au regard des droits fondamentaux protégés par la CEDH, et non au Conseil dont le rôle consiste à exercer un contrôle subsidiaire sur la décision attaquée. Cela implique que le Conseil ne dispose pas de la compétence pour substituer sa propre appréciation à celle de l'autorité administrative. Par conséquent, il revient à la partie défenderesse de procéder à une analyse complète et rigoureuse au regard de l'article 8 de la CEDH, sur la base des éléments présents dans le dossier administratif, avant de prendre une décision d'éloignement. Il appartenait donc à la partie défenderesse de procéder à une analyse des éléments invoqués par le requérant au titre de la vie privée alléguée, éléments dont elle avait connaissance au vu des éléments produits à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, et de procéder à une mise en balance des intérêts en présence, dans le cadre spécifique de l'éloignement envisagé et de l'interdiction d'entrée qui lui fait suite.

Il en est d'autant plus ainsi qu'alors qu'elle avait indiqué, dans la motivation de la décision d'irrecevabilité susmentionnée, qu'« un retour au pays d'origine, en vue de lever les autorisations requises pour permettre son séjour en Belgique, ne constitue, ni une violation de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) de par son caractère temporaire, ni une ingérence disproportionnée dans le droit à la vie familiale et privée du requérant. En effet, un retour temporaire vers le pays d'origine en vue de lever les autorisations pour permettre son séjour en Belgique, n'implique pas une rupture des liens privés et familiaux du requérant, mais lui impose seulement une séparation d'une durée limitée », elle a entendu assortir l'ordre de quitter le territoire attaqué d'une interdiction d'entrée d'une durée de deux ans, qui aurait pour conséquence de restreindre la possibilité du requérant de demander la régularisation de sa situation, afin de préserver sa vie privée en Belgique.

3.2.4. Partant, le Conseil observe que la partie défenderesse ne s'est pas livrée, en l'espèce, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance, et que la violation invoquée de l'article 8 de la CEDH doit dès lors être considérée comme établie ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Haïti

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 29

composition du siège

1 juge

Annexe 29 – Décision d’irrecevabilité de la demande de prorogation de séjour étudiant par la commune – AA : La PR était tenu de solliciter le renouvellement de son séjour au plus tard 15 jours avant la fin de son séjour (art. 61/1/2, alinéa 1^{er} de la Loi), *in casu* 15 octobre 2023 – Conseil constate qu’il ressort d’un courrier de la commune du 13 octobre 2023 que la PR a sollicité le renouvellement de son autorisation + PR avait transmis les docs. relatifs à ladite demande – PR produit une copie de ce dernier mail d’où il ressort qu’un lien de téléchargement des pièces produites était présent => confirme une transmission de pièces par la PR – La commune répond en date du 14 octobre 2023 à la PR que « Vous devez apporter tous les documents au guichet. Attention, la prise en charge de l’année passée n’est plus en vigueur » - Conseil estime que la commune semble « indiquer/penser » que la PR aurait bien déposé des documents à l’appui de sa demande mais n’aurait simplement pas produit la bonne version de prise en charge – Conseil estime qu’il appartenait à la commune de signaler que le courriel du 13 octobre 2023 n’était pas accompagné des pièces que la PR prétendait joindre, d’autant plus qu’elle a précisé que la prise en charge de l’année passée n’était plus en vigueur, ce qui implique que les documents avaient bien été joints – Il peut être conclut que les documents ont été joints le 13 octobre 2023, par conséquent le DA est incomplet – Il ne ressort pas des termes de l’art. 61/1/2 de la Loi que la PR doit se rendre en personne auprès de l’administration communale pour introduire sa demande de renouvellement, une telle exigence n’était pas mentionnée - AA motivé sur base de l’art. 103, §4, 1^o de l’AR 1981 et non sur le 2^o donc la PD n’a pas entendu se fonder sur le dépôt tarif de l’engagement mais sur la tardiveté de l’introduction d’une demande de renouvellement – Motivation inadéquate – NO : PD invoque que PR aurait simplement « manifesté un intérêt » - Conseil estime que PR a bien indiqué vouloir renouveler son séjour par le biais du courriel de manière claire – **Annulation.**

« 4.1. S’agissant du moyen unique, l’article 61/1/2, alinéa 1er, de la loi précitée du 15 décembre 1980 précise que « le ressortissant de pays tiers autorisé au séjour en qualité d’étudiant conformément à l’article 61/1/1, §3, et qui souhaite continuer à séjourner en cette qualité doit se présenter à l’administration communale du lieu de sa résidence pour demander le renouvellement de son titre de séjour au plus tard quinze jours avant la fin de son séjour ».

L’article 103, § 4, alinéa 1er, 1^o, de l’arrêté royal du 8 octobre 1981 ajoute que « Le bourgmestre ou son délégué peut déclarer la demande de renouvellement irrecevable dans les cas suivants : 1^o la demande n’est pas introduite dans le délai prévu à l’article 61/1/2, alinéa 1er, de la loi ; 2^o les documents manquants ne sont pas produits dans le délai mentionné au paragraphe 3, alinéa 2 ;».

Par ailleurs, l’obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l’autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l’autorité ne soit toutefois tenue d’explicitier les motifs de ses motifs.

Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d’un recours et, à la juridiction compétente, d’exercer son contrôle à ce sujet.

4.2. En l’espèce, il ressort des informations contenues au dossier administratif que le requérant a été autorisé au séjour étudiant jusqu’au 31 octobre 2023 en telle sorte qu’il était tenu de solliciter le renouvellement de son séjour au plus tard quinze jours avant la fin de son séjour, ainsi que cela est requis par l’article 61/1/2, alinéa 1er, de la loi précitée du 15 décembre 1980.

Il ressort d’un échange de courriels entre l’administration communale de Woluwé-Saint-Lambert du 13 octobre 2023 que le requérant a sollicité le renouvellement de son autorisation de séjour étudiant. Le requérant y a précisé qu’il transmettait, en pièces jointes, les documents relatifs à ladite demande. Le requérant a également produit une copie de ce dernier mail, en date du 28 mai 2024, d’où il ressort qu’un lien de téléchargement des pièces produites était présent, ce qui confirme donc une transmission de pièces par le requérant en vue d’accompagner sa demande.

En outre, la seconde partie défenderesse a répondu en date du 14 octobre 2024 que « [...] Vous devez apporter tous les documents au guichet. Attention, la prise en charge de l'année passée n'est plus en vigueur. En pièce jointe vous trouverez la nouvelle version, donnez là à votre garant ».

Il peut donc en être déduit que la seconde partie défenderesse semble « indiquer/penser » que le requérant aurait bien déposé des documents à l'appui de sa demande mais n'aurait simplement pas produit la bonne version de la prise en charge. A ce sujet, comme le relève à juste titre le requérant dans sa note de plaidoiries, il appartenait à la seconde partie défenderesse de signaler que le courriel du 13 octobre 2023 n'était pas accompagné des pièces que le requérant prétendait joindre, si cela était vraiment le cas. Il en est d'autant plus ainsi que la seconde partie défenderesse a précisé que la prise en charge de l'année passée n'était plus en vigueur, ce qui implique que des documents avaient bien été joints à l'appui de la demande de renouvellement du 13 octobre 2023.

Dans la mesure où il peut être conclu que des documents ont été joints au courriel du 13 octobre 2023, le dossier administratif apparaît incomplet en ce qu'il ne contient pas lesdits documents.

Enfin, il ne ressort aucunement des termes de l'article 61/1/2 de la loi précitée du 15 décembre 1980 que le requérant doit se rendre en personne auprès de l'administration communale pour introduire sa demande de renouvellement, une telle exigence n'y étant pas mentionnée et le requérant affirmant, sans être valablement contredit à cet égard, qu'il a introduit électroniquement ses précédentes demandes de renouvellement.

Dès lors, au vu de ces considérations, la motivation adoptée par la partie défenderesse dans l'acte attaqué est inadéquate en ce qu'elle prétend que le requérant « n'a pas introduit sa demande au plus tard 15 jours avant la date d'expiration de son titre de séjour ou au plus tard dans les trois mois suivant l'obtention du diplôme ». En effet, au vu de l'échange de courriels entre les parties, une demande de renouvellement a bien été introduite dans les délais requis mais qu'il manquait un document, à savoir un engagement de prise en charge, qui devait être produit selon le nouveau modèle requis. Comme le relève le requérant à juste titre, l'acte attaqué est motivé sur la base de l'article 103, § 4, 1°, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 et non sur le 2° en telle sorte que la partie défenderesse n'a pas entendu se fonder sur le dépôt tardif de l'engagement de prise en charge mais sur la tardiveté de l'introduction de la demande de renouvellement. Le motif de l'acte attaqué n'est donc pas adéquat et ne correspond pas à la situation du requérant. Dans le cadre de sa note d'observations, la première partie défenderesse remet en cause le fait que le requérant a introduit sa demande de renouvellement de séjour en « jouant sur les termes utilisés » et en indiquant que ce dernier a simplement manifesté son intérêt à renouveler son titre de séjour en même temps qu'il n'a produit aucun document à la date du 13 octobre 2023. A cet égard, le requérant a bien indiqué vouloir renouveler son séjour par le biais du courriel du 13 octobre 2023, de manière claire, et s'en réfère aux considérations supra en ce qui concerne la soi-disant absence de production des documents à l'appui de sa demande.

4.3. Cet aspect du moyen unique sur l'absence de motivation adéquate est fondé et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen unique qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus ».

CCE arrêt 318068 du 06/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Indéfini

composition du siège

1 juge

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Reconnaissance

“[L]e Conseil constate que la partie défenderesse ne semble faire (...) aucun cas de la circonstance que les instances d’asile grecques aient accordé un statut de protection internationale à la requérante. Dans sa note complémentaire, la partie défenderesse met en outre en avant le fait que la requérante disposait d’un moyen informatique simple pour se procurer son dossier d’asile auprès des instances grecques et si elle considère que cette circonstance « ne lie pas le Commissariat général dans son analyse », le Conseil estime, en tout état de cause, qu’il ressort clairement de la législation belge et de la jurisprudence de la CJUE que la partie défenderesse se devait, à tout le moins, de tenir compte de cet octroi d’un statut de protection internationale par les autorités d’un autre Etat membre dans le cadre de l’examen de la demande formulée en Belgique par la requérante.

Le Conseil se doit à cet égard de souligner le devoir de coopération auquel est tenue la partie défenderesse en vertu des alinéas 1 et 2 de l’article 48/6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, lesquels énoncent qu’il appartient aux instances chargées de l’examen de la demande d’évaluer, en coopération avec le demandeur, les éléments pertinents de la demande de protection internationale, lesquels « *correspondent notamment aux déclarations du demandeur et à tous les documents ou pièces en sa possession concernant son identité, sa ou ses nationalités, son âge, son passé, y compris ceux des membres de la famille à prendre en compte, le ou les pays ainsi que le ou les lieux où il a résidé auparavant, ses demandes antérieures, ses itinéraires, ses titres de voyage, ainsi que les raisons justifiant sa demande de protection internationale* » (...).

En outre, dans son arrêt M. M. (CJUE, arrêt du 22 novembre 2012, affaire C-277/11, *M. M. contre Minister for Justice, Equality and Law Reform, Ireland, Attorney General*, points 63 à 66), la CJUE a explicité les contours du devoir de coopération des autorités responsables de l’examen des demandes de protection internationale dans le cadre de l’établissement des faits invoqués par un demandeur :

(...)

Dans un arrêt récent du 29 juin 2023 (CJUE, arrêt du 29 juin 2023, affaire C-756/21, *X c. International Protection Appeals Tribunal, Minister for Justice and Equality, Ireland, Attorney General*), la CJUE a précisé que :

« 54 Il résulte de la jurisprudence rappelée aux points 48 à 53 du présent arrêt que l’obligation de coopération prévue à l’article 4, paragraphe 1, de la directive 2004/83 implique que l’autorité responsable de la détermination, en l’occurrence l’IPO, ne peut procéder à un examen approprié des demandes ni, partant, déclarer une demande non fondée sans prendre en considération, au moment de statuer sur la demande, d’une part, tous les faits pertinents concernant la situation générale existant dans le pays d’origine ainsi que, d’autre part, l’ensemble des éléments pertinents liés au statut individuel et à la situation personnelle du demandeur. (...) »

Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que l’argumentation de la partie défenderesse, qui fait valoir que le fait que la requérante se soit vue accorder un statut de protection internationale en Grèce ne la lie pas dans le cadre de sa propre analyse qui repose sur un examen individuel des craintes et risques allégués par la requérante, et qui souligne qu’elle n’est pas saisie d’une demande de confirmation du statut déjà accordé conformément à l’article 93 de l’arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers, ne saurait justifier, comme dans le cas d’espèce, que les éléments pris en considération par les autorités compétentes d’un autre Etat membre pour accorder à la requérante un statut de protection internationale ne soient aucunement pris en considération dans le cadre d’une nouvelle demande introduite par l’intéressée en Belgique.

En effet, le Conseil estime que l’octroi par les instances d’asile grecques d’un statut de protection internationale à la requérante constitue assurément un élément « pertinent », au sens de l’article 48/6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, dont la partie défenderesse se devait de tenir compte dans le cadre de l’examen de la présente demande de protection internationale. En effet, d’un simple point de vue pratique, il n’est pas indifférent pour l’examen d’une demande de protection internationale que le bien-fondé de la crainte de persécution ou la réalité du risque de subir des atteintes graves invoqués par un demandeur aient déjà été estimés établis par une instance compétente, d’autant plus s’il apparaît que cette instance disposait par rapport aux autorités belges de la proximité dans le temps des faits ayant entraîné sa fuite.

En définitive, le Conseil estime que, dans les circonstances de la présente cause, compte tenu des faits non contestés ou tenus pour établis et eu égard aux déclarations consistantes et constantes de la requérante, il y a lieu de tenir la crainte qu'elle invoque pour fondée. En effet, au vu de ce qui précède, le Conseil constate que la requérante s'est réellement efforcée d'étayer sa demande et que ses déclarations apparaissent cohérentes et plausibles sans être contredites par les informations disponibles sur son pays d'origine.

En outre, le Conseil considère qu'il y a lieu de s'en tenir aux stipulations de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, (...).

En l'espèce, le Conseil n'aperçoit pas de bonnes raisons de penser que les actes de persécution subis par la requérante ne se reproduiront pas en cas de retour dans sa région d'origine en République Démocratique du Congo. En effet, au vu de la situation actuelle dans la région du Kasai (les sources reprises dans la note complémentaire du 11 juin 2024 faisant mention d'une situation de persistance de conflits intercommunautaires, d'un degré élevé de violence dont les femmes sont des cibles privilégiées et dont les civils sont régulièrement la cible, notamment via la mise en place de checkpoints) et au vu de la situation d'isolement de la requérante dans cette région (la mère de la requérante ayant fui en Angola et la requérante se retrouvant actuellement avec deux enfants en bas âge), le Conseil considère qu'il n'existe pas de bonnes raisons de penser que la requérante, dont la famille a été ciblée par les membres du mouvement Kamuina Nsapu et qui s'est soustraite à une détention de la police qui l'accuse d'être complice des membres de ce mouvement, ne subisse pas à nouveau des actes assimilables à une persécution en cas de retour dans cette région.

Enfin, le Conseil estime que la requérante démontre qu'elle craint avec raison d'être persécutée en raison de ses opinions politiques imputées, les forces de l'ordre congolaises l'ayant arrêtée en raison d'accusations d'appartenance à un mouvement qui s'opposait aux forces gouvernementales de l'époque.

En conséquence, la requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève.

(...)

(...) [L]e Conseil n'aperçoit pas de raison de penser que les enfants mineurs de la requérante ne partagent pas la crainte de leur mère, de sorte qu'il convient également de leur reconnaître la qualité de réfugié."

CCE arrêt 318088 du 06/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Vrees voor vervolging omwille van toegeschreven politieke overtuiging aannemelijk gemaakt:

- Afghanistan verlaten op 15 jarige leeftijd, thans meerderjarig > belangrijk deel vormende jaren in België doorgebracht.
- Attesten scholing
- Actieve participatie aan Belgische samenleving, ondanks **psychologische problemen** > risicoprofiel EUAA
- Afkomstig uit provincie Nangarhar
- Verzoekers zus en haar echtgenoot vormen pleeggezin voor verzoeker, waar hij bij inwoont. Echtgenoot zus werd erkend als vluchteling in België. Er kan redelijkerwijze worden aangenomen dat het geweten is in de lokale gemeenschap van verzoekers dorp dat verzoeker een neef heeft die al geruime tijd in België woont en ook dat verzoekers zus in het kader van gezinshereniging met deze man naar België is gekomen. Rekening houdend met het gegeven dat voor vrouwen onder het huidige taliban regime kan worden aangenomen dat sprake is van groepsvervolging in vluchtelingenrechtelijke zin, kan ook worden aangenomen dat **de aanwezigheid van verzoekers zus in België en haar huwelijk met een in België erkende vluchteling negatief wordt gepercipieerd door de lokale talibanleiders en dat de kans reëel is dat verzoeker omwille van deze familieband als dusdanig al gestigmatiseerd wordt** en de (negatieve) aandacht trekt van de lokale gemeenschap en lokale talibanleiders. Dit alles verhoogt in belangrijke mate het risico dat hij in geval van terugkeer naar zijn dorp Banaghar Bela zal opvallen in de lokale gemeenschap en bij de lokale talibanleiders en zal worden gepercipieerd als aangetast of beïnvloed door de waarden en normen van een westerse samenleving of als een persoon die de religieuze, morele en sociale normen in het buitenland heeft overschreden.

CCE arrêt 318080 du 06/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoekster is een **Iraakse journaliste** die artikels en **opiniestukken** schreef **over (onder meer) de joodse gemeenschap in Irak**. [...] Het (journalistiek) profiel wordt niet betwist.

Het volgende wordt door verweerder evenmin in twijfel getrokken:

- In 2006 was verzoekster betrokken bij de opstart van een nieuwe televisiezender, Al Shaabiya. De gebouwen van deze zender werden, nog voor de eerste programma's konden worden uitgezonden, aangevallen door militieleden en twaalf collega's werden gedood.

- In 2010 dienden verzoekster en haar man - eveneens een journalist - Irak te ontvluchten uit angst voor de autoriteiten, nadat haar man een controversieel stuk had geschreven over het misbruik van dakloze vrouwen in hulporganisaties. Verzoekster en haar man vluchtten naar Syrië, waar zowel verzoekster zelf als haar man officieel door de VN werden erkend als vluchtelingen.

- Na haar terugkeer uit Syrië in 2011 raakte verzoekster geïnteresseerd in de sociale samenstelling van Irak, meer bepaald de positie van de joodse gemeenschap. In 2015 schreef zij een opiniestuk in de krant Azzaman getiteld 'Ik heb respect voor Israël' en in 2018/2019 schreef zij samen met haar man een stuk over de geschiedenis van de Irakese joden, wat eveneens gepubliceerd werd in Azzaman. Voor dit stuk had verzoekster contact met Mazen Latif, een auteur gespecialiseerd in de joodse gemeenschap, die in 2020 werd ontvoerd door een onbekende militie vanwege zijn banden met de joden.

- In **2022** stemde het Irakese parlement een **wet** waarbij **normalisatie van de staat Israël en zijn inwoners gecriminaliseerd werd**. Verzoekster schreef hierover een **opiniestuk** dat op 25 juni 2022 in de krant gepubliceerd werd.

In het verzoekschrift wordt **informatie** aangehaald die aangeeft dat **sinds voornoemde wet alle relaties met Israël, inclusief zakelijke banden, kunnen worden bestraft met de doodstraf of levenslange gevangenisstraf** (artikel van 1 juni 2022 van CIDI, artikel van 26 mei 2022 van Aljazeera, artikel van 12 juni 2022 van Financial Times) en dat zowel directe als indirecte banden met Israël bestraft kunnen worden met een levenslange gevangenisstraf (artikel van 27 mei 2024 van AMWAJ MEDIA).

Gelet op het geheel van wat voorafgaat en het **specifieke profiel** van **verzoekster** en de voorhanden zijnde **landeninformatie**, is de Raad van oordeel dat, mede gelet op het voordeel van de twijfel, in geval van terugkeer naar haar land van herkomst in hoofde van verzoekster een gegronde vrees voor vervolging in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet kan worden aangenomen omwille van het **behoren tot een specifieke sociale groep**.

CCE arrêt 318087 du 06/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

Bestreden beslissing: verzoek niet ontvankelijk – artikel 57/6, §3, 1ste lid, 3° - reeds **internationale bescherming** in andere EU-lidstaat (**Italië**)

Uit de informatie verstrekt door de Italiaanse autoriteiten opgenomen in het administratief dossier blijkt dat verzoeker bij de indiening van zijn verzoek om internationale bescherming **als volwassene werd geregistreerd door de Italiaanse autoriteiten** op 7 november 2021, iets meer dan 3 jaar geleden. Daargelaten de vraag of de Italiaanse autoriteiten te kwader trouw verzoeker als meerderjarige hebben aangemerkt, stelt de Raad vast dat bij aankomst van verzoeker **in België geen twijfel** werd geuit over zijn **minderjarigheid** en dat pas in 2025 de in België toegekende voogdij een einde zal nemen.

[...]

De Raad wijst er in dit verband ook op dat in het arrest **Darboe and Camara van 21 juli 2022** het **Europees Hof van de Rechten van de Mens** onder meer de schending door Italië van artikel 3 van het EVRM heeft vastgesteld wegens de **laattijdige en gebrekkige identificatie van verzoeker Darboe als niet-begeleide minderjarige verzoeker** om internationale bescherming en wegens het feit dat hij in een opvangcentrum bestemd voor volwassenen werden opgevangen, zonder verwarming en warm water, gebrek aan toegang tot medische zorg, psychologische en juridische bijstand en onvoldoende personeel en tolken (EHRM, Application no. 5979/17, Darboe and Camara v. Italy, Judgment, 21 July 2022). Het EHRM bestempelde daarbij het gegeven dat de verzoeker gedurende vier maanden als een volwassene werd beschouwd en opgevangen in een opvangcentrum voor volwassenen en na een leeftijdsbepaling procedure waarvan het Hof had vastgesteld dat deze in strijd was met artikel 8 van het EVRM, als dusdanig als problematisch met betrekking tot diens kwetsbaarheid en waardigheid (EHRM, Darboe and Camara, § 177-188).

[...]

Uit het voorgaande is gebleken dat verzoeker in Italië als een volwassene werd geregistreerd en **anderhalf jaar** in een **opvangcentrum voor volwassenen verbleef zonder toegang tot onderwijs** en dat geen elementen voorliggen waaruit kan blijken dat hij heden door de Italiaanse autoriteiten als niet-begeleide minderjarige wordt beschouwd, laat staan over een voogd beschikt in Italië. Uit het administratief dossier en zijn verklaringen kan niet blijken dat verzoeker de Italiaanse autoriteiten bewust zou hebben misleid en in elk geval kan niet in redelijkheid worden begrepen, zoals hierboven uiteengezet, gelet op verzoekers fysieke kenmerken en uiterst jeugdige uiterlijk hoe de Italiaanse autoriteiten verzoeker drie jaar geleden als een meerderjarige konden registreren.

Er kan in hoofde van de minderjarige verzoeker, die **geen netwerk** en **actueel geen voogd** heeft in Italië, een **bijzondere kwetsbaarheid** worden aangenomen. De rechtspraak van het Hof van Justitie vereist, zoals hierboven uiteengezet, een nauwgezet onderzoek van de voorzienbare levensomstandigheden verzoeker als persoon die internationale bescherming geniet in een andere EU-lidstaat. Gelet op de bijzondere kwetsbaarheid van verzoeker en hetgeen voorafgaat, kan de conclusie in de bestreden beslissing dat verzoeker niet aantoonde dat *"jouw bijzondere kwetsbaarheid het jou dermate moeilijk maakt om zich staande te houden en zelfstandig jouw rechten uit te oefenen dat er een ernstig risico is dat jij zou terechtkomen in leefomstandigheden die in strijd zijn met de artikelen 3 van het EVRM en 4 van het EU Handvest (Ibid., RvV 316 004 - Pagina 13 leefomstandigheden die in strijd zijn met de artikelen 3 van het EVRM en 4 van het EU Handvest (Ibid., Ibrahim e.a., randnummer 93 en Jawo, randnummer 95))"* in de actuele stand van zaken geenszins worden bijgetreden.

Er kan, gelet op de specifieke kwetsbaarheid van verzoeker als gevolg van zijn minderjarigheid, zijn actuele en met de beslissing van de Belgische Dienst Voogdij strijdige status als volwassen begunstigde van internationale bescherming in Italië en het daaruit volgende gebrek aan een voogd in deze EU lidstaat, in de huidige stand van zaken **niet uitgesloten worden dat verzoeker** in geval van terugkeer naar Italië, buiten zijn wil en persoonlijke keuzes om, **kan terechtkomen in een toestand van achterstelling die negatieve gevolgen heeft op verzoekers fysieke en mentale welzijn en/of onverenigbaar is met de menselijke waardigheid in het licht van artikel 4 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie en artikel 3 van het EVRM.**

Ten overvloede wijst de Raad er op dat uit het Eurodac resultaat weliswaar kan blijken dat op basis van de vergelijking van zijn vingerafdrukken een verzoek om internationale bescherming voor verzoeker werd geregistreerd, maar dat uit dit resultaat zelf, bij gebrek aan een M-status, niet kan worden afgeleid dat aan verzoeker een internationale beschermingsstatus werd toegekend. Voor zover in de voormelde brief van de Italiaanse autoriteiten wordt gesteld dat verzoeker erkend werd als vluchteling en hem een verblijfsvergunning werd uitgereikt, is de naam vermeld in de brief weliswaar zeer gelijkend, maar niet identiek gespeld als de naam waaronder verzoeker in België is geregistreerd en is het geboortjaar duidelijk verschillend. Verzoeker opperde zelf tijdens het persoonlijk onderhoud dat het misschien om een andere N.J.A. gaat, waarnaar in de brief van de Italiaanse autoriteiten wordt verwezen (NPO, p. 19) en verklaarde verder ook dat hij nooit een interview heeft gehad in Italië (NPO, p. 17) en dat hij nooit een document heeft gekregen waarop staat hij bescherming geniet tot 2027 (NPO, p. 17). Ook de Italiaanse autoriteiten geven in hun brief minstens aan dat de geboortedatum van verzoeker op basis van de foto eerder 2007 dan 2003 moet zijn. Voorts kan de afscherming van de gegevens overeenkomstig artikel 18, lid 2 van de Verordening evenmin een verklaring bieden voor het feit dat het Eurodac Search Result geen M status vermeldt, nu de vluchtelingenstatus aan verzoeker, als volwassene geregistreerd in Italië minder dan drie jaar geleden zou zijn verleend. In de huidige stand van zaken kan, bij gebrek aan M-status in Eurodac, en gelet op het voorgaande dan ook **niet zonder meer worden uitgesloten** dat er sprake kan zijn van een **persoonsverwisseling**.

De **situatie** van verzoeker **in geval van terugkeer naar Italië** dient bijgevolg en het **hoger belang van het kind** indachtig, nader en naar behoren te worden **geanalyseerd**.

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 318022 du 05/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

9bis irrecevable

composition du siège

1 juge

9bis irrec - Preuve de l'identité - Le requérant n'a pas produit de doc d'identité mais a fait valoir, dans sa demande, qu'il est apatride de fait + dépôt d'une attestation des autorités kosovares déclarant qu'il n'a pas la nationalité kosovare et d'une attestation des autorités serbes attestant qu'il n'a pas non plus la nationalité serbe - La PD considère que les allégations du requérant et les documents produits à l'appui ne permettent pas d'établir qu'il est apatride - CCE: la PD reste en défaut d'indiquer pourquoi les attestations produites par le requérant ne démontrent pas valablement qu'il est dans l'impossibilité de se procurer un document d'identité + les simples questionnements de la PD ne suffisent pas à cet égard, à défaut de réelle mise en cause du caractère probant des documents produits - Réponse CCE à NO: le requérant ne doit pas apporter la preuve qu'il n'a aucune nationalité ou qu'il est apatride, mais celle de son impossibilité de se procurer en Belgique le document d'identité requis - Annulation

"Dans une 1ère branche, elle fait valoir ce qui suit : « En ce que, la partie adverse affirme que le requérant n'établit pas valablement son impossibilité de produire un document d'identité et que les documents qu'il dépose ne prouvent pas qu'il est apatride de fait Alors que, dans sa décision, la partie adverse mentionne comme nationalité « Yougoslavie » Qu'elle ne peut ignorer qu'il s'agit d'un Etat qui n'existe plus depuis plus de 30 ans ;

Qu'en mentionnant, comme nationalité du requérant, la nationalité d'un Etat qui n'existe plus, la partie adverse fait elle-même la démonstration indirecte de ce que la preuve d'identité d'un Etat qui n'existe plus est impossible à rapporter; Qu'en effet, la partie adverse ne remet pas en question que le requérant est originaire d'ex-Yougoslavie puisqu'elle lui a délivré, ainsi qu'à son épouse et ses enfants, le statut de protection subsidiaire en 2007, statut qu'il a perdu lui seul en 2019 en raison d'une condamnation pénale ; Que pour prouver la preuve de l'impossibilité d'établir son identité, le requérant a produit la preuve qu'il n'a pas la nationalité kosovare ni serbe avec des attestations émanant des autorités de ces deux nouveaux Etats ; Qu'ayant quitté son pays d'origine avant la formation de ces nouvelles républiques – que sont la Serbie et le Kosovo – et n'y étant pas retourné depuis il est dans l'impossibilité de se tourner vers l'une ou l'autre de ces autorités dont il n'a pas la nationalité – pour se faire établir un document d'identité ; Que le requérant fait de la sorte la démonstration de sa situation d'apatridie de fait, Que la partie adverse n'explique pas valablement pour quelles raisons elle considère que le requérant n'est pas apatride, ni pour quelles raisons elle considère qu'il n'est pas dans l'impossibilité de prouver son identité ; Qu'en ne tenant pas compte des documents déposés pour établir son absence de nationalité des deux Etats (Serbie et Kosovo) qui sont nés sur le territoire de son ancien Etat d'origine, l'Ex-Yougoslavie, et en notant dans sa décision qu'il est de nationalité « Yougoslavie », la partie adverse motive de manière erronée, voire absurde sa décision, Qu'en n'expliquant pas valablement et de manière compréhensible les raisons pour lesquelles elle considère que les documents qu'il dépose sont de nature à établir l'impossibilité de prouver son identité, la partie adverse motive erronément sa décision, viole son obligation de motivation formelle ».

(...)

2.3.1. Le dossier administratif montre que le requérant n'a pas produit un document d'identité, mais a fait valoir, ce qui suit dans la demande d'autorisation de séjour, visée au point 1.8.5 : « Le requérant est apatride de fait. Il prouve son absence de nationalité par le dépôt d'une attestation des autorités kosovares déclarant qu'il n'a pas la nationalité kosovare (Doc.2) et une attestation des autorités serbes attestant qu'il n'a pas non plus la nationalité serbe et qu'il est inconnu des registres d'Etat civil.(Doc.3). Il explique également en détails, plus loin dans la présente demande, l'impossibilité pour les roms originaires du Kosovo, dont la naissance n'a pas été déclarée à l'Etat civil à l'époque de la Yougoslavie, d'obtenir la nationalité kosovare. Etant donné sa situation d'apatridie, le requérant est dans l'impossibilité de déposer un passeport ou une carte d'identité nationale. Il justifie son impossibilité de déposer un passeport national par les attestations des autorités serbes et kosovares ». En vue d'établir l'impossibilité de produire un document d'identité, invoquée, le requérant a produit - Une attestation, établie le 17 août 2021, par un officier d'état civil serbe, faisant état de ce qui suit : « Il n'y a aucun fait enregistré de naissance et de citoyenneté de la République de Serbie pour [cette ville] », - Une attestation, établie le 8 juin 2022, par le service consulaire de l'ambassade de la République du Kosovo à Bruxelles, faisant état de ce qui suit : « Le Service Consulaire de l'Ambassade de la République du Kosovo à Bruxelles, en rapport avec la demande faite par [le requérant], pour vérification de son enregistrement dans les livres de l'Etat civil, confirme comme suit : Après vérification dans le registre central de l'Etat Civil de la République du Kosovo, est

confirmé que [le requérant] N'EST PAS INSCRIT(E) Dans le livre des citoyens de la République du Kosovo, et dans ce cas, actuellement n'est pas considéré citoyen de la République du Kosovo ».

2.3.2. L'acte attaqué est notamment motivé comme suit : - « les motifs allégués et les documents joints ne permettent pas de prouver la qualité d'apatride du requérant et ne peuvent dès lors permettre de lui dispenser de l'obligation légale de produire un document d'identité dans le cadre d'une procédure 9bis. [...] », - « Concernant les attestations précitées jointes à la présente demande 9bis, elles ne permettent pas de dispenser l'intéressé de l'obligation documentaire inhérente à la présente. De fait, il convient d'observer que si les pièces fournies comportent effectivement certaines données d'identification figurant d'ordinaire sur une carte d'identité (nom et prénoms, lieu et date de naissance) ou sur un passeport, on ne peut que se demander sur quelle base les Autorités qui les ont établis ont pu établir ces documents. Si l'identité mentionnée sur lesdits documents a été établie sur production d'un quelconque document d'identité, il est à tout à fait légitime de la part de nos services de se demander pour quelle raison l'intéressé n'a pas annexé une copie desdits documents d'identité à la présente demande (CCE, arrêt n° 136 560 du 18/01/2015). Notons aussi que ces documents ne comportent pas de photographie ni de signature de son détenteur, ce qu'on trouve habituellement sur un document d'identité ».

2.3.3. Les constats suivants peuvent être tirés de cette motivation : - La partie défenderesse considère, en substance que les allégations du requérant et les documents produits à l'appui ne permettent pas d'établir que celui-ci est apatride, - Elle s'interroge sur quelle base lesdits documents ont pu être établis, dans la mesure où ils comportent certaines données d'identification figurant d'ordinaire sur un document d'identité, - Elle ajoute que si lesdits documents ont été établis sur la base d'un document d'identité, il y a lieu de s'interroger sur la raison pour laquelle le requérant n'a pas produit ce document d'identité, - Elle précise en outre que ces documents ne comportent pas la photographie et la signature de leur auteur. Toutefois, aucun des constats posés par la partie défenderesse ne répond à l'impossibilité de se procurer un document d'identité, alléguée par le requérant. En effet, la partie défenderesse est restée en défaut d'indiquer les raisons pour lesquelles les attestations produites par le requérant, dont il ressort que celui-ci n'est ni kosovare, ni serbe, ne démontrent pas valablement qu'il est dans l'impossibilité de se procurer un document d'identité. Les simples questionnements de la partie défenderesse ne suffisent pas à cet égard, à défaut de réelle mise en cause du caractère probant des documents produits. Par ailleurs, la circonstance que lesdits documents ne comportent pas la photographie du requérant ou la signature de leur auteur n'est pas plus pertinente à cet égard, ces documents n'ayant pas été produits en vue d'établir son identité. Enfin, l'absence de reconnaissance de l'apatridie du requérant, par une autorité compétente à cette fin, ne suffit pas à contredire l'impossibilité alléguée « de se procurer en Belgique le document d'identité requis ».

2.3.4. Par conséquent, la motivation de l'acte attaqué ne répond pas aux exigences de l'obligation de motivation formelle d'un acte administratif.

2.4. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse fait valoir ce qui suit : « 36. La partie défenderesse a constaté que la partie requérante n'a pas produit de documents d'identité lors de l'introduction de sa demande de séjour – ce qu'elle ne conteste pas – et a estimé qu'elle ne démontrait pas son impossibilité de se procurer en Belgique le document d'identité requis. L'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Tel est bien le cas en l'espèce de sorte que le moyen pris d'un défaut de motivation formelle ne peut être accueilli. 37. La partie requérante ne remet pas utilement en cause la motivation de la décision querellée – considérée comme intégralement reproduite ici – et ne démontre nullement que la partie défenderesse aurait commis une erreur manifeste d'appréciation en décidant comme elle l'a fait. 37.1. La partie requérante n'a pas d'intérêt à critiquer la motivation de la décision querellée dès lors qu'elle ne conteste pas que « les motifs allégués et les documents joints ne permettant pas de prouver [s]a qualité d'apatride » et qu'elle « n'a entrepris en Belgique aucune démarche en vue de se voir reconnaître le statut d'apatride », de sorte qu'« en l'absence de tout document prouvant son apatridie, [elle] ne peut faire valoir cet argument pour bénéficier [de] la dispense de produire un document d'identité prévue à l'article 9bis §1er » (sic). En effet, la partie requérante se borne à soutenir qu'elle a produit des documents démontrant qu'elle n'a pas la nationalité kosovare, ni la nationalité serbe, ce qui n'emporte pas de facto comme conséquence qu'elle n'a aucune nationalité. La circonstance que la partie défenderesse ne remet pas en question qu'elle est originaire de l'ex-Yougoslavie et qu'elle lui a reconnu, en 2007, le statut de protection subsidiaire ne permettent pas davantage de démontrer qu'elle serait apatride, à défaut de produire une décision en ce sens. 37.2. [...] En tout état de cause, son argument est peu sérieux dès lors qu'il ressort du dossier administratif que son épouse, qui est également originaire de l'ex-Yougoslavie et qui est arrivée à la même date sur le territoire, a fourni dans le cadre de sa demande d'autorisation d'établissement, un passeport serbe dont la validité courrait du 7 décembre 2021 au 7 décembre 2031. Rien n'indique donc que la partie requérante ne pourrait s'en procurer un également. 37.3. En ce que la partie requérante observe que la partie défenderesse indique

comme nationalité dans son chef yougoslave alors qu'elle ne peut ignorer que cet Etat n'existe plus depuis plus de 30 ans, de sorte qu'elle démontre de manière indirecte que la preuve d'identité d'un Etat qui n'existe plus est impossible à rapporter, son argument est invoqué de manière peu sérieuse. La partie requérante se borne à reprendre la nationalité qu'il a déclarée depuis son arrivée sur le territoire et en tous les cas, cette mention, qui ne fait pas partie de la motivation en soi de la décision querellée, ne permet pas de renverser le motif relevant que la partie requérante n'établit pas être apatride ni ne peut être considérée comme la reconnaissance que la preuve requise n'est pas possible à apporter. [...] ». Toutefois, cette argumentation n'est pas de nature à renverser les constats qui précèdent.

Contrairement à ce que la partie défenderesse semble prétendre, le requérant ne doit pas apporter la preuve qu'il n'a aucune nationalité ou qu'il est apatride, mais celle de son impossibilité de se procurer en Belgique le document d'identité requis. Il appartient alors à la partie défenderesse de justifier la raison pour laquelle elle estime que cette impossibilité n'est pas démontrée, ce qui n'est pas le cas suffisamment en l'espèce. De plus, l'argument selon lequel « En tout état de cause, son argument est peu sérieux dès lors qu'il ressort du dossier administratif que son épouse, qui est également originaire de l'ex-Yougoslavie et qui est arrivée à la même date sur le territoire, a fourni dans le cadre de sa demande d'autorisation d'établissement, un passeport serbe dont la validité courrait du 7 décembre 2021 au 7 décembre 2031. Rien n'indique donc que la partie requérante ne pourrait s'en procurer un également » constitue une motivation a posteriori, ce qui - ne peut être admis en vertu du principe de légalité, - et n'est en tout état de cause, pas de nature à élever les constats posés au point 2.3.3.

2.5. Il résulte de ce qui précède que le moyen, ainsi circonscrit, est fondé.

CCE arrêt 317921 du 04/12/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

9ter général

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 13

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

Refus de prolongation 9ter – 1) accessibilité géographique: médicaments disponibles dans quatre villes marocaines différentes éloignées les unes des autres - si le requérant s'installe à Casablanca, où se situerait son psychiatre comme le suggère la PD dans sa NO, il devrait parcourir 240 km pour aller à Safi, 87 km pour aller à Rabat, et 243 km pour aller à Marrakech - le médecin-conseil n'a aucunement examiné comment le requérant pourrait effectivement avoir accès à ses médicaments alors qu'il ne peut voyager seul – Dans sa NO, la PD propose qu'il se fasse livrer les médicaments à Casablanca : motivation *a posteriori*, + la PD n'établit aucunement que de telles commandes et livraisons seraient possibles – 2) à titre surabondant, disponibilité d'un médicament : le traitement du requérant a été jugé en partie indisponible en 2016 sans qu'il soit précisé quel médicament était indisponible – parmi ces médicaments prescrits à l'époque, l'un d'eux est encore prescrit au requérant => pas exclu que ce médicament-là ait été jugé indisponible en 2016 – Or, sa disponibilité est ici attestée par une requête MedCOI de 2020 - pas suffisant d'établir la disponibilité, ponctuellement, en octobre 2020 pour démontrer que la disponibilité en août 2023 représente un changement suffisamment radical et non temporaire. Il appartenait au médecin-conseil de se fonder également sur des informations plus récentes pour ce faire – annulation.

"3.4. En l'espèce, le Conseil constate à la lecture du dossier administratif que dans son avis, daté du 29 novembre 2016, un fonctionnaire médecin avait proposé l'octroi au requérant d'une autorisation de séjour

temporaire, au motif que « selon les informations recueillies, une partie du traitement médicamenteux administré n'est actuellement pas disponible au pays d'origine ». Le médecin-conseil avait jugé l'examen de l'accessibilité des soins comme étant « sans objet actuellement ». Le requérant a ensuite été autorisé au séjour pour un an mais sa demande de prorogation a été rejetée à deux reprises, le 7 septembre 2018 et le 16 mars 2022. Ces décisions ont toutes deux été annulées par le Conseil. La première décision attaquée, par laquelle la partie défenderesse rejette, à nouveau, la demande de prolongation de l'autorisation de séjour, est prise suite à ce second arrêt d'annulation. Elle est fondée sur un avis du médecin-conseil du 18 août 2023 qui reprend comme « pathologie active actuelle » une « schizophrénie paranoïde stabilisée sous traitement », conclut à la disponibilité des suivis et traitements et en déduit « une amélioration radicale et non temporaire de la situation clinique du requérant ». Il conclut également à l'accessibilité des soins.

3.4.1. Sur l'accessibilité géographique des soins, le Conseil observe, à l'instar de la partie requérante, que selon les requêtes MedCOI sur la base desquelles s'est fondé le médecin-conseil, l'olozapine est disponible dans une clinique privée à Safi, le lorazepam, dans une clinique privée à Marrakech, l'haloperidol et le mirtazapine, dans des pharmacies privées, respectivement à Rabat et à Casablanca, et le suivi par un psychiatre à Casablanca.

Il ressort de ce qui précède que l'ensemble des soins et suivis nécessaires au requérant ne sont pas tous disponibles dans une seule et même ville, mais bien dans quatre villes différentes et que le requérant doit par conséquent se déplacer de l'une à l'autre afin d'avoir accès à son traitement. Si, comme le rappelle la partie défenderesse dans sa note d'observations, la jurisprudence constante estime que la partie requérante peut s'installer partout dans son pays d'origine afin de recevoir ses soins et que des déplacements ne sont pas interdits, le Conseil relève, à l'instar de la partie requérante, que ces villes sont nombreuses et éloignées les unes des autres. Si le requérant s'installe à Casablanca, où se situerait son psychiatre comme le suggère la partie défenderesse dans sa note d'observations, il devrait parcourir 240 kilomètres pour aller à Safi, 87 kilomètres pour aller à Rabat, et 243 kilomètres pour aller à Marrakech. Au vu de l'état de santé du requérant, il apparaît manifestement déraisonnable d'exiger de lui qu'il doive se rendre dans trois autres villes que sa ville de résidence, aussi éloignées les unes des autres, pour pouvoir bénéficier de son traitement complet.

Le Conseil observe en effet que le médecin traitant du requérant a attesté, en date du 10 mai 2023 ce qui suit :

« Son état de santé ne lui permet pas de travailler et nécessite un suivi régulier médical ainsi qu'un traitement au long cours, à défaut, des décompensations sévères sont à craindre. Il n'est pas apte à voyager seul, ni à gérer son quotidien. »

Le Conseil constate que le médecin-conseil n'a aucunement examiné comment le requérant pourrait effectivement avoir accès à ses médicaments alors qu'il ne peut voyager seul.

Dans sa note d'observations, la partie défenderesse propose que le requérant s'installe à Casablanca et qu'il commande et se fasse livrer les médicaments disponibles à Safi, Marrakech et Rabat. Le Conseil relève qu'il s'agit d'une motivation *a posteriori*, l'accessibilité effective du traitement devant être évaluée par le médecin-conseil avant la prise de la décision. En tout état de cause, la partie défenderesse n'établit aucunement que de telles commandes et livraisons seraient possibles.

Le Conseil rappelle à cet égard, que le médecin-conseiller exerce un rôle d'instruction de la demande spécialement quant à l'examen de l'existence d'un traitement accessible dans le pays d'origine. Il en résulte que la charge de la preuve en ce qui concerne l'accessibilité de traitement adéquat dans le pays d'origine ne pèse pas exclusivement sur le demandeur (CE, ONA, n°12.768, 27 mars 2018 ; ONA, n°13.421, 26 juillet 2019).

3.4.2. A titre surabondant, sur la disponibilité des quatre médicaments prescrits au requérant, le Conseil observe que, pour l'établir, le médecin-conseil s'est fondé, lors de la rédaction de son avis, en août 2023, sur des requêtes MedCOI de 2020 et 2021, et plus précisément sur des requêtes :

- d'octobre 2020, s'agissant de l'olanzapine et du lorazepam, jugé équivalent au lormetazepam
- de février 2021 s'agissant de l'haloperidol jugé équivalent au pipamperone
- de mars 2021, s'agissant du mirtazapine, jugé équivalent au trazodone.

A cet égard, le Conseil rappelle que le requérant a été autorisé au séjour en décembre 2016 en raison de l'indisponibilité d'une partie de ses médicaments, sans que soient précisés lesquels étaient indisponibles. Or, le Conseil constate que le lorazepam, jugé disponible par le médecin-conseil sur base d'une requête MedCOI d'octobre 2020, était prescrit à l'époque au requérant, de sorte qu'il n'est pas exclu, à défaut d'autres précisions apportées par le médecin-conseil, que ce médicament ait été jugé indisponible par le médecin-conseil en décembre 2016. Il ne revient pas au Conseil de tenter de deviner en allant consulter les différentes informations relatives à la disponibilité qui auraient été produites à l'époque par le médecin-conseil, quels médicaments il a jugés indisponibles en 2016.

Dans son avis, rendu le 18 août 2023, le médecin-conseil juge, en application de l'article 9 de l'Arrêté Royal du 17 mai 2007 précité que les conditions sur la base desquelles l'autorisation a été octroyée n'existent plus ou ont changé à tel point que cette autorisation n'est plus nécessaire et que ce changement a un caractère suffisamment radical et non temporaire. Or, le Conseil estime qu'au vu de l'indisponibilité constatée par le médecin-conseil lui-même, en décembre 2016, il n'est pas suffisant d'établir la disponibilité, ponctuellement, en octobre 2020 pour démontrer que la disponibilité en août 2023 représente un changement suffisamment radical et non temporaire. Il appartenait au médecin-conseil de se fonder également sur des informations plus récentes pour ce faire."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Biélorussie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 met BGV - vernietiging - VP wenst gezinshereniging met Poolse dochter - begeleidende brief bij aanvraag waarin staat dat zij zich beroept op artikel 40bis en/of artikel 47/1, 3° van de Vreemdelingenwet - bestreden beslissing is enkel gegrond op artikel 47/1, 3° van de Vreemdelingenwet - geen woord in bestreden beslissing over mogelijkheid artikel 40bis van de Vreemdelingenwet - schending formele motiveringsplicht

2.4. De Raad stelt vast dat zich in het overgemaakt elektronisch administratief dossier, onder de noemer "aanvullende documenten bij de aanvraag", een begeleidende brief van verzoeksters advocaat van 28 maart 2024 bevindt, samen met een stukkenbundel. Deze heeft hij op 29 maart 2024 per e-mail verzonden naar het Loket vreemdelingenzaken van de gemeente Boortmeerbeek evenals naar verweerder (meer bepaald aan "gh.verblijf40@ibz.be"). Er kan in de aanhef van deze e-mail alsook van de begeleidende brief duidelijk in het vet worden gelezen: "Betreft: Aanvraag gezinshereniging op basis van artikel 40bis en /of artikel 47/1 artikel Verblijfwet." Verder kan in beide documenten ook duidelijk worden gelezen: "Verzoekster verzoekt via huidig schrijven machtiging tot verblijf met haar enige dochter op grond van artikel 40bis en artikel 42 of 47/2 Verblijfwet, wegens ten laste zijn en lichamelijk om gezondheidsredenen afhankelijk is van de referentiepersoon." Vervolgens zet verzoeksters advocaat onder het kopje "2.1. Ten laste zijn van de referentiepersoon" met verwijzing naar artikel 40bis van de Vreemdelingenwet uitgebreid uiteen waarom zij dient te worden beschouwd als ten laste van de referentiepersoon, dit met verwijzing naar documenten die worden toegevoegd aan een stukkenbundel, gehecht aan de voormelde begeleidende brief. Hierna komt het kopje "2.2. Wegens ernstige gezondheidsredenen een persoonlijke verzorging door de Unieburger (artikel 47/1, eerste lid, 3°Vreemdelingenwet.)", met een uitgebreid feitelijk betoog in dit verband. Blijkens het administratief dossier werd de voormelde brief op 2 april 2024 door de betrokken gemeente nog eens doorgestuurd naar verweerder, dit samen met "extra bewijsstukken".

2.5. Hieruit kan dus worden afgeleid dat verzoekster de wil te kennen heeft gegeven om de in punt 1.7. bedoelde aanvraag zowel op grond van artikel 40bis, §2, 4° van de Vreemdelingenwet als op grond van artikel 47/1, 3° van deze wet te laten behandelen.

2.6. In de bestreden beslissing kan worden gelezen: "Betrokkene vroeg op 03.01.2024 voor de vierde maal gezinshereniging aan met haar Poolse dochter [U.H.] ([...]) in toepassing van artikel 47/1,3° van de wet van 15.12.1980." waarna gemotiveerd wordt in het licht van deze bepaling. Samen met verzoekster stelt de Raad dus vast dat verweerder met geen woord rept over artikel 40bis van de Vreemdelingenwet. Het blijkt aldus niet dat verweerder een toetsing doorvoerde van verzoeksters aanvraag aan de voorwaarden gesteld in voormelde bepaling. Gelet op het feit dat blijkens het administratief dossier verzoekster te kennen had gegeven dat zij haar aanvraag ook op grond van artikel 40bis, §2, 4° van de Vreemdelingenwet wenste te zien behandeld, kon zij de verwachting koesteren hierover motieven terug te vinden in de bestreden beslissing, quod non in casu.

2.7. Verzoekster kan daarom worden gevolgd in haar betoog dat verweerder de formele motiveringsplicht heeft geschonden aangezien in de bestreden beslissing geen melding wordt gemaakt van artikel 40bis, §2, 4° van de Vreemdelingenwet en niet blijkt dat verweerder de in punt 1.7. bedoelde aanvraag aan deze bepaling heeft getoetst. Minstens blijken de redenen niet waarom verweerder verzoeksters aanvraag niet aan deze bepaling heeft getoetst.

CCE arrêt 317933 du 04/12/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Géorgie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

9ter CIRE

composition du siège

1 juge

9ter BIVR - verwerping - Raad onderzoekt ambtshalve de ontvankelijkheid van het beroep - ontvankelijkheid van het beroep is immers een kwestie die de openbare orde raakt - beschikking van het vrederecht van het kanton Kontich van 1 april 2021 waarin VP onbekwaam wordt verklaard, zowel voor de handelingen met betrekking tot haar persoon als met betrekking tot de goederen - VP staat nog steeds onder voorlopige bewindvoering - VP werd bij het indienen van het beroep bij de Raad niet vertegenwoordigd op de wijze zoals door de vrederechter werd bepaald - beroep is onontvankelijk

De ontvankelijkheid van het beroep is een kwestie die de openbare orde raakt en die de Raad desnoods ambtshalve moet opwerpen.

Verzoekster voegt bij haar verzoekschrift een beschikking van het vrederecht van het kanton Kontich van 1 april 2021 die, zo bevestigt haar advocaat ter terechtzitting, nog steeds actueel is.

Hierin kan worden gelezen dat een rechterlijke beschermingsmaatregel noodzakelijk is en een buitengerechtelijke bescherming niet volstaat voor verzoekster. Verzoekster wordt onbekwaam verklaard zowel voor de handelingen met betrekking tot haar persoon als met betrekking tot de goederen, waaronder het optreden in rechte als eiser en verweerder wordt vermeldt. Zij is, aldus de beschikking, onbekwaam en ze behoeft vertegenwoordiging door de bewindvoerder aangezien hiervoor, gelet op de omstandigheden van de beschermde persoon, bijstand niet volstaat. Advocaat N.B. wordt aangesteld als bewindvoerder over de persoon en de goederen van verzoekster en M.M. en E.G. worden toegevoegd als vertrouwenspersonen over de persoon en de goederen. [...]

In het proces-verbaal van de terechtzitting werd het volgende opgenomen: *"Verzoeksters advocaat bevestigt op vraag van de voorzitter dat verzoekster nog steeds onder voorlopige bewindvoering staat en dat twee vertrouwenspersonen voor haar werden aangesteld. Waar de voorzitter erop wijst dat uit de stukken die verzoekster zelf heeft neergelegd blijkt dat voor het instellen van de thans gevoerde beroepsprocedures een bijzondere machtiging van de vrederechter was vereist, zodat er zich mogelijk een probleem van ontvankelijkheid stelt, betwist of weerlegt verzoeksters advocaat dit niet. Zij licht enkel toe dat zij de thans voorliggende beroepen heeft ingesteld nadat de bestreden beslissingen haar werden bezorgd via het woonzorgcentrum waar verzoekster verblijft en dat noch de vrederechter noch de voorlopige bewindvoerder is tussengekomen bij het inleiden van de thans gevoerde procedures."*

De Raad kan, gelet op al het voormelde, niet anders dan besluiten dat het beroep ingediend door verzoekster zelf, die onbekwaam werd verklaard, onontvankelijk is. Verzoekster werd om het beroep in te dienen bij de Raad immers niet vertegenwoordigd op de wijze zoals door de vrederechter werd bepaald. Het beroep werd immers niet ingediend door advocaat N.B. in haar hoedanigheid van bewindvoerder-vertegenwoordiger, laat staan dat het bewijs wordt geleverd dat de betrokken vrederechter hiervoor dan zijn toestemming heeft verleend.

Het gegeven dat de vertrouwenspersonen van verzoekster mee aan de grondslag zouden liggen van het indienen van het beroep doet geen afbreuk aan het voornoemde, noch de mogelijke gegrondheid van de middelen.

Het beroep is derhalve onontvankelijk (cf. RvS 6 juli 2020, nr. 248.003).

CCE arrêt 317914 du 04/12/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9bis irrecevable

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Rejet

9bis circ. exc. – PR invoquait l’art 8 de la CEDH en ce qu’elle devait accomplir des démarche suite au décès de son époux en Belgique – CCE rappelle la JP de la Cour EDH sur le traitement réservé à la dépouille d’un proche décédé, ainsi que la possibilité d’assister aux obsèques d’un proche et de se recueillir sur sa tombe, qui peuvent relever de du droit au respect de la VP ou de la VF – En l’espèce, argument pas assez étayé - Rejet.

« 4.7.2.2. En l’occurrence, *s’agissant de sa vie familiale avec son époux défunt*, le Conseil observe que la Cour EDH a déjà eu l’occasion de préciser que

« 104. [...] l’exercice des droits garantis par l’article 8 en matière de vie familiale et privée concerne essentiellement les relations entre êtres humains vivants. On ne peut toutefois exclure que le droit au respect de la vie privée et familiale puisse s’étendre à certaines situations postérieures au décès (Jones c. Royaume-Uni (déc.), no 42639/04, 13 septembre 2005).

105. Dans les arrêts Pannullo et Forte (précité, §§ 35 et 36) et Girard (précité, § 107), la Cour a reconnu qu’un délai excessif entre l’autopsie du corps d’un enfant et sa restitution à ses parents en vue de son inhumation, ou entre la fin d’une procédure pénale et la restitution de prélèvements biologiques réalisés dans ce cadre, pouvait s’analyser en une ingérence dans l’exercice du droit au respect de la « vie privée » et de la « vie familiale » des proches survivants. Dans l’affaire Ploski c. Pologne (no 26761/95, § 32, 12 novembre 2002), la Cour a vu dans le refus d’autoriser le requérant, détenu, à assister aux obsèques de ses proches une ingérence dans l’exercice du droit au respect de sa vie privée et familiale. Dans l’affaire Elli Poluhas Dödsbo c. Suède (no 61564/00, CEDH 2006-I), la Cour a dit que le refus d’autoriser le transfert de l’urne contenant les cendres de l’époux de la requérante pouvait également être considéré comme relevant de l’article 8, sans pour autant préciser si l’ingérence constatée se rapportait à la notion de vie privée ou à celle de vie familiale. Dans l’arrêt Hadri-Vionnet (précité, § 52), la Cour a estimé que la possibilité pour la requérante d’assister à l’enterrement de son enfant mort-né, de même que le transport du corps de l’enfant et ses obsèques, étaient également de nature à entrer dans le champ d’application de l’article 8. Dans l’arrêt Sabanchiyeva et autres c. Russie (no 38450/05, §§ 122 et 123, CEDH 2013 (extraits)), la Cour a admis que le refus de restituer aux requérants les corps de leurs proches – terroristes présumés – et leur inhumation en un lieu inconnu s’analysaient en une ingérence dans l’exercice par les proches des défunts de leurs droits à la « vie privée » et à la « vie familiale ». Dans les arrêts Petrova c. Lettonie (no 4605/05, § 77, 24 juin 2014) et Elberte (précité, § 89), la Cour a estimé que le prélèvement d’organes ou de tissus d’une personne décédée sans le consentement de sa famille relevait du champ de la « vie privée » des proches survivants. Dans l’affaire Lozovyye c. Russie (no 4587/09, § 34, 24 avril 2018), la Cour a conclu à une violation du droit au respect de la vie privée et familiale des requérants au motif que l’État ne les avait pas informés du décès de leur fils avant l’inhumation de celui-ci.

106. La jurisprudence citée ci-dessus montre que la Cour a reconnu que certaines questions concernant le traitement réservé à la dépouille d’un proche décédé, ainsi que la possibilité d’assister aux obsèques d’un proche et de se recueillir sur sa tombe, relèvent du droit au respect de la vie privée ou familiale garanti par l’article 8 » (Cour EDH, 20 septembre 2018, Solska et Rybicka c. Pologne , §§104-106).

Or, le Conseil constate que dans sa requête, la partie requérante se contente de souligner que la requérante doit accomplir des « démarches relatives au décès de son mari » et reste ainsi en défaut de préciser que la requérante se trouverait dans une situation particulière permettant que sa situation actuelle relève du droit au respect de la vie familiale garanti par l’article 8 de la CEDH.

Partant, en l’absence de telles précisions, le Conseil ne peut conclure que la situation de la requérante, notamment en ce qui concerne les « démarches » que celle-ci devrait accomplir suite à la perte de son mari, relève du droit au respect de la vie familiale garanti par l’article 8 de la CEDH. »

procédure CCE

Annulation

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 15ter

composition du siège

1 juge

Annexe 15ter (décision de non prise en considération de la demande de RF introduite par l'époux d'une réfugiée) – 1) Motifs AA notamment : non production de la preuve du lien d'alliance et d'un passeport. Or, une précédente décision similaire a été retirée suite à l'argumentation de la PR quant au statut de réfugié de la regroupante et le bourgmestre s'était engagé à transmettre la demande à l'OE => violation des principes de sécurité juridique et de légitime confiance – 2) avant la prise de l'AA, PR avait indiqué l'impossibilité de produire l'acte de mariage légalisé et avait indiqué qu'au vu du statut de réfugiée de la regroupante, l'art 12bis §6 permettait de prouver ce lien par d'autres éléments – PD a violé l'article 12bis, §6 de la loi, lequel stipule qu'il revient au « ministre ou son délégué », en l'occurrence à l'Office des étrangers, de décider de la prise en compte, ou non, d'autres preuves déposées afin de prouver le lien d'alliance – annulation.

« 4.1.1. *Sur la troisième branche du moyen*, le Conseil rappelle que le principe de confiance légitime, dont la violation est invoquée en termes de recours, ressortit aux principes de bonne administration et peut se définir comme étant celui en vertu duquel le citoyen doit pouvoir se fier à une ligne de conduite claire et constante de l'autorité ou à des concessions ou des promesses que les pouvoirs publics ont faites dans un cas concret.

La violation de ce principe suppose une attente légitimement suscitée et l'absence d'un motif grave permettant de revenir sur cette reconnaissance. Il faut donc, en d'autres termes, une situation dans laquelle l'autorité a fourni au préalable à l'administré des assurances précises susceptibles de faire naître dans son chef des espérances fondées (en ce sens notamment, CE, n°25.945 du 10 décembre 1985 ; C.E., 32.893 du 28 juin 1989 ; C.E., n°59.762 du 22 mai 1996 ; C.E. (ass. gén.), n°93.104 du 6 février 2001 ; C.E., n°216.095 du 27 octobre 2011 ; C.E., n°22.367 du 4 février 2013 ; C.E., n°234.373 du 13 avril 2016, C.E., n°234.572 du 28 avril 2016).

En l'espèce, le Conseil observe, à la lecture des échanges entre le conseil du requérant et la partie défenderesse des 3 et 7 février 2023, annexés au présent recours, que la partie défenderesse avait adopté une première annexe 15ter, prise le 29 novembre 2022, laquelle était notamment fondée sur l'absence de production, par le requérant, d'un « passeport national valable » ainsi que d'un « acte de mariage (copie intégrale) » et de sa « légalisation du consulat Belge ».

Le Conseil observe que le conseil du requérant avait écrit à la partie défenderesse en date du 3 février 2023 afin de demander le retrait de cet acte, expliquant les raisons de l'absence de passeport et de preuve de l'alliance entre le requérant et son épouse, par le statut de réfugié de cette dernière, acquis par décision du 29 juin 2022, et en raison de la demande, pendante, de protection internationale du requérant.

Le Conseil relève que la partie défenderesse précise, dans son courrier du 7 février 2023, que

« Suite à l'analyse de vos arguments nous allons procéder au retrait de l'annexe 15ter et transmettre votre requête à l'Office des étrangers. Une demande d'enquête de police sera également diligent[ée]. Pourriez-vous avertir votre client en vous remerciant d'avance. »

4.1.2. Or, le Conseil constate que la décision entreprise, laquelle est une annexe 15ter, est notamment fondée sur l'absence d'un « passeport en cours de validité » et de la « preuve du lien d'alliance (acte de mariage en copie intégrale) + légalisation ».

Le Conseil reste sans comprendre la raison ayant conduit la partie défenderesse à prendre une nouvelle annexe 15ter, fondée sur des motifs semblables à celle qu'elle avait précédemment retirée, et après avoir explicitement exprimé au conseil du requérant son intention de transmettre la demande d'autorisation de séjour du requérant à l'Office des étrangers.

Le Conseil estime ainsi qu'en adoptant la décision attaquée, la partie défenderesse est revenue sans justification raisonnable et sans aucune motivation sur le retrait de sa décision du 29 novembre 2022 et sur la transmission de la demande d'autorisation de séjour du requérant à l'Office des étrangers, violant ainsi le principe de bonne administration et plus particulièrement les principes de sécurité juridique et de légitime confiance, en ce qu'il n'a pas été tenu compte de l'ensemble des éléments qui ont été soumis, ce qui a mené à une illégalité dans la motivation de la décision attaquée.

4.2.1. Sur la première branche du moyen, le Conseil rappelle que l'article 12bis, §§ 5 et 6 de la loi du 15 décembre 1980 précisent que

« § 5. Lorsque le ou les membres de la famille d'un étranger reconnu réfugié ou bénéficiant de la protection subsidiaire dont les liens de parenté ou d'alliance sont antérieurs à l'entrée de celui-ci dans le Royaume, ne peuvent fournir les documents officiels qui prouvent qu'ils remplissent les conditions relatives au lien de parenté ou d'alliance, visées à l'article 10, il est tenu compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien. A défaut, les dispositions prévues au § 6 peuvent être appliquées.

§ 6. Lorsqu'il est constaté que l'étranger ne peut apporter la preuve des liens de parenté ou d'alliance invoqués, par des documents officiels conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière, le ministre ou son délégué peut tenir compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien.

A défaut, le Ministre ou son délégué peut procéder ou faire procéder à des entretiens avec l'étranger et l'étranger rejoint ou à toute enquête jugée nécessaire, et proposer, le cas échéant, une analyse complémentaire ».

[...]

En l'espèce, le Conseil observe que la décision attaquée est notamment motivée comme suit :

« Cette demande n'est pas prise en considération et n'est pas transmise au Ministre ou à son délégué au motif que l'étranger ne produit pas à l'appui de sa demande tous les documents visés aux articles 10, §§ 1^{er} à 3 et 12bis, §§ 1^{er} et 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à savoir :

[...]

- la preuve du lien d'alliance (acte de mariage en copie intégrale) + légalisation. »

Dans sa requête, la partie requérante reproche en substance à la partie défenderesse de ne pas avoir transmis la demande d'autorisation de séjour du requérant à l'Office des étrangers étant donné qu'il justifiait de son impossibilité à transmettre une preuve de son lien d'alliance avec son épouse, reconnue réfugiée en Belgique ; et qu'en application de l'article 12bis, §6 de la loi du 15 décembre 1980, l'Office des étrangers pouvait « avoir égard à d'autres preuves pour établir la réalité du mariage » du requérant.

4.2.2. Le Conseil observe, à la lecture des échanges entre le conseil du requérant et la partie défenderesse, évoqués au point 4.1.1. ci-avant, que la partie requérante avait informé la partie défenderesse que l'épouse du requérant a été reconnue réfugiée le 29 juin 2022, que le requérant avait transmis « un extrait d'acte de mariage établi régulièrement au Burundi » et que le couple a donné naissance à un fils, reconnu réfugié le 29 juin 2022.

A cet égard, le Conseil souligne que l'article 12bis, §6 de la loi du 15 décembre 1980 susmentionné, précise qu'en l'absence de preuves d'alliances,

« le ministre ou son délégué peut tenir compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien.

A défaut, le Ministre ou son délégué peut procéder ou faire procéder à des entretiens avec l'étranger et l'étranger rejoint ou à toute enquête jugée nécessaire, et proposer, le cas échéant, une analyse complémentaire ».

Or, le Conseil estime qu'au regard du contenu de l'échange de courriels des 3 et 7 février 2023, la partie défenderesse avait connaissance non seulement des raisons rendant impossible la production d'un acte de mariage en copie intégrale mais avait également connaissance des autres éléments déposés par le requérant afin de prouver son lien d'alliance.

Par conséquent, le Conseil constate qu'en adoptant la décision attaquée, la partie défenderesse n'a pas respecté le prescrit de l'article 12bis, §6 de la loi du 15 décembre 1980, lequel stipule qu'il revient au « ministre ou son délégué », en l'occurrence à l'Office des étrangers, de décider de la prise en compte, ou non, d'autres preuves déposées afin de prouver le lien d'alliance.

A tout le moins, le Conseil constate que la partie défenderesse reste en défaut de motiver la décision entreprise à l'égard desdites justifications et autres preuves avancées par le conseil du requérant."

CCE arrêt 317816 du 02/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Palestine

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

1ste VIB: **uitsluiting** - artikel 1,F - ernstig niet-politiek misdrijf

Volgend VIB: niet-ontvankelijk want geen nieuwe elementen die de kans aanzienlijk vergroten (...)

De omstandigheid dat verzoeker inmiddels **in eer en rechten werd hersteld** ingevolge een arrest van het hof van beroep van Brussel van 28 juni 2024, waarvan verzoeker een kopie voegt bij zijn aanvullende nota en dat tot gevolg heeft dat **in zijn strafregister niet langer melding wordt gemaakt van zijn veroordeling** voor de gepleegde feiten, kan deze beoordeling niet wijzigen.

Het herstel in eer en rechten verandert niets aan het feit dat verzoeker definitief veroordeeld werd voor, en derhalve schuldig bevonden werd aan, feiten die een ernstig (niet-politiek) misdrijf uitmaken in de zin van artikel 1, F (b) van het Verdrag van Genève en artikel 55/4, § 1, eerste lid, c) van de Vreemdelingenwet. Ook de omstandigheid dat verzoeker zijn straf volledig heeft uitgezeten, zich sindsdien niet meer schuldig heeft gemaakt aan nieuwe strafbare feiten en inspanningen levert om zich te re-integreren door te werken, Frans en Nederlands te leren en te studeren, zoals hij ter zitting opmerkt, doet op geen enkele wijze afbreuk aan de ernst van het door hem gepleegde misdrijf en zijn individuele verantwoordelijkheid in dezen.

De Raad herhaalt dat wanneer de ernst van het misdrijf vaststaat en de individuele verantwoordelijkheid van verzoeker is vastgesteld, wat hier het geval is, de toepassing van een uitsluitingsclausule **niet meer kan worden onderworpen aan een bijkomende voorwaarde, met name deze van een evenredigheidstoetsing** in het concrete geval. Dat wil zeggen dat er geen ruimte meer is om de ernst van het misdrijf af te wegen tegen de gevolgen van uitsluiting, dat de toepassing van de uitsluitingsclausule niet afhankelijk is van het bestaan van een actueel gevaar voor de gastlidstaat en dat de vraag of de betrokken persoon kan worden verwijderd naar zijn land van herkomst evenmin aan de orde is (EASO Judicial Analysis: Exclusion - Articles 12 and 17 Qualification Directive, tweede editie (2020), p.53-54 'Proportionality – why inappropriate'; p. 117-119 'Expiation').

Voorts is verzoekers verwijzing naar de **actuele veiligheids- en humanitaire situatie in Gaza**, waarover hij informatie bijbrengt middels zijn aanvullende nota, en zijn kritiek dat hij hierover niet werd gehoord door het CGVS in casu **niet dienstig**, nu het eventuele risico op ernstige schade of vervolging dat verzoeker bij terugkeer naar zijn land van herkomst zou lopen geen uitstaans heeft met de vraag of hij al dan niet dient te worden uitgesloten van internationale bescherming in toepassing van artikel 1, F (b) van het Verdrag van Genève en artikel 55/4, § 1, eerste lid, c) van de Vreemdelingenwet.

CCE arrêt 317790 du 02/12/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Érythrée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De Raad wijst erop dat niet wordt betwist dat verzoekster een **internationale beschermingsstatus** (vluchtelingenstatus) geniet in **Griekenland**, zoals ook wordt vermeld in het feitenrelaas van de bestreden beslissing. [...]

In casu blijkt dat de commissaris-generaal ervoor heeft geopteerd om **geen gebruik** te maken van de mogelijkheid om het beschermingsverzoek van verzoekster **niet-ontvankelijk te verklaren** vanwege de haar verleende beschermingsstatus in Griekenland.

De Raad stelt verder vast dat uit de motieven van de bestreden beslissing evenwel **niet kan blijken dat (afdoende) rekening werd gehouden met het gegeven dat aan verzoekster reeds internationale bescherming werd verleend in een andere EU-lidstaat**.

De Raad verwijst in deze naar het arrest **HvJ 18 juni 2024, C-753/22**, QY tegen Bundesrepublik Deutschland (GK). [...]

Aangezien *in casu* dient te worden vastgesteld dat pas **ruim een jaar na** het nemen van **de bestreden beslissing bij de Griekse autoriteiten werd gevraagd** om de in de voormelde rechtspraak van het Hof van Justitie aangehaalde elementen inzake de aan verzoekster aldaar verleende vluchtelingenstatus **op te vragen** waardoor de **bestreden beslissing hierover geen enkele motivering** bevat, en mede gelet op de **rechten van verdediging**, heeft de commissaris-generaal **niet voldaan aan voormelde samenwerkings- en onderzoeksplicht**.

Bijgevolg werd de bestreden beslissing genomen zonder ten volle rekening te houden met de eerdere beslissing tot het aan verzoekster verlenen van internationale bescherming van de Griekse autoriteiten en met de elementen die deze beslissing ondersteunen.

De Raad concludeert dat *in casu* niet kan blijken dat de commissaris-generaal is overgegaan tot een globale, zorgvuldige beoordeling van de individuele omstandigheden van verzoekster.

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.